

LES
SUBSTANCES VÉNÉNEUSES

ÉTUDE DE LÉGISLATION COMPARÉE

THÈSE

PRÉSENTÉE A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PHARMACIE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ
(Mention Pharmacie)

PAR

HENRY PRUVOST

PHARMACIEN DE 1^{re} CLASSE

Né à Paris, le 15 octobre 1875

SOUTENUE LE AOÛT 1917 DEVANT LE JURY D'EXAMEN

Examineurs de la Thèse : { MM. BRUNTZ, *Président.*
FAVREL, } *Juges.*
GIRARDET, }

LAVAL

L. BARNEOUD & C^{ie}, IMPRIMEURS

—
1917



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547417_0001

LES

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES

ÉTUDE DE LÉGISLATION COMPARÉE

THÈSE

PRÉSENTÉE A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PHARMACIE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ
(Mention Pharmacie)



PAR

HENRY PRUVOSTPHARMACIEN DE 1^{re} CLASSE

Né à Paris, le 15 octobre 1875

SOUTENUE LE AOUT 1917 DEVANT LE JURY D'EXAMEN

Examineurs de la Thèse : { MM. BRUNTZ, *Président.*
FAVREL, } *Juges.*
GIRARDET, }

LAVAL

L. BARNÉOUD & C^{ie}, IMPRIMEURS

1917

UNIVERSITE DE NANCY — ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PHARMACIE

Directeur : M. BRUNTZ I , .

Assesseur : M. FAVREL , I .

Professeurs :

MM. FAVREL  , I 	Chimie organique.
GRÉLOT  , I 	Pharmacie galénique.
BRUNTZ I  , 	Matière médicale.
GUÉRIN I 	Analyse chimique et Toxicologie.

Chargés de cours magistraux :

MM. SARTORY  , 	Pharmacie chimique.
LAVIALLE	Histoire naturelle (Botanique).

Agrégé en exercice :

M. DOURIS	Chimie et Toxicologie.
---------------------	------------------------

Agrégé libre :

M. GIRARDET I 	Chimie et Toxicologie.
---	------------------------

Chargés de cours complémentaires :

MM. FAVREL  , I 	Chimie minérale et Minéralogie.
DOURIS	Physique.
HOLLANDE	Histoire naturelle (Zoologie).
BUSQUET 	Pharmacodynamie.
DOURIS	Chimie biologique.
GRÉLOT  , I 	Hydrologie et Géologie.
SARTORY  , 	Microbiologie.
VERNIER 	Hygiène.
N...	Législation.

Chargé de cours libre :

M. SARTORY  , 	Mycologie.
--	------------

Chefs de travaux :

MM. GIRARDET I 	Chimie, Analyse chimique et Toxicologie.
HOLLANDE	Micrographie.
N...	Pharmacie.
VERNIER 	Microbiologie et Parasitologie.
PILLOT I  , chargé des travaux	Physique.

Secrétariat :

MM. BONTEMPS I 	Secrétaire.
BERTRAND I 	} Commis.
TRIBOLET	
F. LAMBERT DES CILLEULS  ,  , I 	Secrétaire honoraire.

L'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les improuver.

AU D^r LOUIS BRUNTZ

PROFESSEUR DE MATIÈRE MÉDICALE
DIRECTEUR DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PHARMACIE

Hommage très respectueux de ma profonde reconnaissance,
pour ses précieux encouragements et l'appui si efficace qu'il
m'a donné en facilitant mes recherches.

H. PRUVOST

A MM. LES PROFESSEURS

DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PHARMACIE DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

Hommage respectueux et reconnaissant.

H. PRUVOST

A Maître ALBERT CRINON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

DIRECTEUR DES « *Annales de Jurisprudence Pharmaceutique* »

Hommage de sincère reconnaissance pour sa
précieuse collaboration juridique.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

morte là-bas en territoire envahi.

A MA FEMME

MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

Alors que le commerce des substances vénéneuses, dans la plupart des Etats du Monde, était soumis à des règlements de date récente, adaptés aux besoins actuels, ce commerce se trouvait en France, il y a quelques mois encore, régi par l'Ordonnance du 29 octobre 1846 dont les dispositions archaïques étaient depuis longtemps devenues inapplicables dans un grand nombre de cas, puisque, notamment, elle ne permettait pas la vente des poisons au public dans un but industriel ou agricole. Seule la Grèce se trouvait dans une situation aussi défavorable que la nôtre puisque la vente des toxiques y est encore actuellement réglementée par une ordonnance datant du 14 avril 1835.

Au demeurant, la vétuste ordonnance de 1846 était condamnée depuis plusieurs années et dès 1911 une commission ministérielle jetait les bases de cette réglementation un peu touffue qui nous fut octroyée récemment par le Décret du 14 septembre 1916 dont la promulgation, en pleine guerre, alors que les officines se trouvent fort désorganisées, avec un personnel de fortune, et le plus souvent gérées par la femme du titulaire mobilisé, a vivement surpris les pharmaciens qui, pris un peu à l'improviste, estiment qu'il eut été préférable d'attendre la fin des hostilités pour mettre en vigueur ces dispositions nouvelles. M. Boccave, le très érudit chef du contentieux de la Pharmacie Centrale de France, exprime

admirablement et en termes choisis le sentiment général quand il écrit dans l'*Union Pharmaceutique* :

« Un gros nuage, tout à coup, dans le ciel pharmaceutique, d'une sérénité toujours si peu constante.

« Le Décret qui soumet à un régime renforcé la vente des substances vénéneuses est arrivé dans le mystère, à un moment difficile où peut-être on l'attendait le moins ; il est compliqué par sa nature même, par la multiplie et l'enchevêtrement obligés de ses prescriptions ; il modifie des habitudes d'âge respectable, il augmente les charges et les responsabilités en face de sanctions notablement aggravées : voilà ses torts apparents ; ils sont de taille et de nombre ».

Tandis qu'à l'étranger les règlements actuels sont en général plus simples, plus concis et plus libéraux que les anciens textes qu'ils ont remplacé, c'est exactement le contraire qui s'est produit en France où la nouvelle réglementation du décret du 14 septembre 1916 est infiniment plus compliquée et plus restrictive, dans certains cas, que l'ordonnance de 1846. Les rédacteurs de la nouvelle législation n'ont point voulu se borner à édicter des règles d'ordre général, ils ont voulu formuler également les mesures d'application des principes généraux et ils ont, ainsi, été entraînés à résoudre des questions d'espèces ; aussi comme, naturellement, ils n'ont pu les prévoir toutes, leur œuvre paraît au premier abord ou trop complexe ou fort incomplète ; une étude approfondie du décret fait cependant découvrir que, en réalité, à côté de prescriptions dont le besoin était impérieux, dans la plupart des cas les dispositions nouvelles ne font que consacrer ce qui se passait dans la pratique, aussi nous approuvons pleinement M. Boccave quand il ajoute :

« Mais, ne nous arrêtons pas aux impressions de première vue et ne nions pas que la réglementation désormais en vigueur vienne à son heure. Elle répond à des

« besoins pressants que les professionnels connaissent
« bien, elle vise des buts très déterminés qu'elle tend à
« atteindre efficacement dans nombre de ses disposi-
« tions, malgré la diversité des intérêts à concilier, la
« variété des points de détail à préciser et la subtilité
« des ruses de l'abus ou de la passion à déjouer.

« L'œuvre à réaliser était, en vérité, d'une difficulté
« considérable : elle tient, on nous excusera de le dire,
« de la nature commune à toutes choses d'ici-bas où rien
« n'est parfait, mais aussi où tout est perfectible » (1).

Malgré la guerre les pharmaciens ne se heurteront pas à des difficultés bien considérables dans l'application du nouveau décret qui certes n'est pas parfait, mais qui, tout de même, est infiniment préférable à l'ancienne législation et comporte des dispositions avantageuses pour les pharmaciens qui ont eu à cœur de remercier comme il convenait M. Gautier, le sympathique Directeur de l'Ecole Supérieure de Pharmacie de Paris et M. Eugène Roux, l'aimable Directeur des Services Sanitaires et de la Répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture qui furent les bons artisans de ce décret et se sont efforcés, lors de son élaboration, de défendre les intérêts du corps pharmaceutique.

Malgré ses imperfections qui seront corrigées progressivement le décret du 14 septembre 1916 doit être favorablement accueilli ; il vient à son heure ; aussi bien commençait-il à être un tantinet ridicule de voir nos propres règlements coloniaux mieux adaptés aux besoins actuels que les règlements métropolitains ; on peut d'ailleurs faire la même remarque en ce qui concerne les règlements sur l'exercice de la pharmacie.

Le décret du 14 septembre 1916 a attendu pendant près de neuf mois sa promulgation car il fut, dans sa

(1) *Union Pharmaceutique*, décembre 1916, p. 536.

rédaction *ne varietur* approuvé par le Conseil d'Etat le 2 décembre 1915, aussi sommes-nous assez surpris de voir que postérieurement à l'élaboration de la nouvelle réglementation abrogeant celle de 1846 on a promulgué au Maroc le 13 avril 1916 un arrêté viziriel qui n'est que la reproduction de l'ordonnance de 1846. Il est à penser que cet arrêté était prêt depuis longtemps et que la guerre en avait fait retarder la promulgation ; peut-être aussi a-t-on estimé que notre système de réglementation métropolitaine un peu compliqué n'était pas un article d'exportation ; nous remarquerons en effet que le décret du 14 septembre 1916 n'a été rendu applicable qu'à l'Algérie. A La Réunion, à La Guadeloupe, à La Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon l'ordonnance de 1846 reste en vigueur. En Indo-Chine, dans l'Inde, à la Guyane et en Nouvelle-Calédonie les règlements spéciaux subsistent. Pour l'Océanie, la Côte des Somalis et les établissements d'Afrique on ne sait quelle réglementation doit être suivie. Observons enfin qu'à Madagascar le décret du 12 novembre 1916 étend abusivement à *toutes* les substances vénéneuses (sauf à la codéine) les rigueurs réservées aux stupéfiants. Une mise au point de tous les décrets rendant applicable aux Colonies la loi du 12 juillet 1916 s'impose à bref délai ainsi que la promulgation de cette loi en Algérie car si le décret du 9 février 1917 y a bien rendu applicable le décret du 14 septembre 1916, il est muet quant à la loi elle-même.

LE COMMERCE DES TOXIQUES

SA RÉGLEMENTATION EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Dernier venu parmi les règlements sur le commerce des substances vénéneuses, notre décret du 14 septembre 1916 ne pouvait manquer de profiter de l'expérience acquise en France et à l'étranger et ses rédacteurs n'ont pas été sans s'inspirer des dispositions insérées dans les législations étrangères.

Dans le rapport qu'il rédigeait en février 1912, au nom de la sous-commission ministérielle chargée d'élaborer le projet de décret, M. C. Crinon, l'actif secrétaire général de l'Association générale des syndicats pharmaceutiques de France dont chacun connaît et apprécie la haute compétence en matière de questions professionnelles pharmaceutiques, s'exprimait en ces termes :

« Dès le début de ce rapport, nous devons faire observer que, avant toute décision, nous avons consulté les textes en vertu desquels le commerce des substances vénéneuses est réglementé dans divers pays étrangers, notamment en Allemagne, en Angleterre, en Belgique et en Suisse, et, sur certains points, nous avons rencontré dans ces textes des renseignements dont nous avons fait notre profit. »

Nous avons eu la curiosité de rechercher dans les règlements étrangers quelles sont les dispositions se rapprochant de celles contenues dans notre propre réglementation, mais, encouragés dans cette voie par notre vénéré professeur, M. le directeur Bruntz, nous avons élargi le cadre de notre étude et entrepris la codification de toutes les législations étrangères en la matière, et maintenant

que notre travail de compilation est terminé nous avouons bien sincèrement que, sans les précieux encouragements du directeur de notre chère Ecole de Pharmacie de Nancy, nous aurions plus d'une fois cédé à la tentation d'abandonner un travail de recherches que les circonstances rendaient plus pénible et plus difficile.

Arriver, en pleine guerre, à réunir et faire traduire les règlements du monde entier, fût une tâche des plus ardues et nous nous empressons de témoigner ici notre vive reconnaissance aux agents diplomatiques et consulaires, qui ont bien voulu nous faire parvenir les textes en vigueur dans les Etats auprès desquels ils étaient accrédités, ainsi qu'aux directeurs des Facultés et Ecoles de Médecine étrangères qui ont eu l'amabilité de satisfaire à nos demandes de renseignements.

Il nous a été impossible et cela se conçoit aisément d'obtenir directement des renseignements sur la réglementation allemande ; nous avons fait figurer dans notre étude les divers documents que nous avons pu recueillir, notamment le Décret impérial du 22 juin 1896 (1) et l'Ordonnance du 6 août 1910 ; peut-être nous manque-t-il certains règlements d'ordre secondaire, mais nous avons jugé inutile de nous apesantir sur ce sujet : le temps n'est plus où on admirait tout ce qui était produit d'Outre-Rhin et nous voulons croire que ce temps ne reviendra jamais, les plus aveugles doivent aujourd'hui être édifiés sur leur Kultur.

Par contre nous aurions souhaité une documentation détaillée sur l'application de la réglementation russe, les circonstances ne nous ont pas permis de recevoir les précisions que nous avons sollicitées et nous avons dû nous contenter de donner le texte un peu laconique du règlement en vigueur.

(1) *Journal de Pharmacie d'Alsace-Lorraine*, août 1896, p. 240.

*
* *

Ces considérations d'ordre général exposées, nous allons, tout en faisant ressortir les principales caractéristiques de notre réglementation, nous efforcer de passer en revue et analyser aussi brièvement que possible les divers règlements que nous avons eu la bonne fortune de pouvoir nous procurer et qui, en annexes, sont reproduits plus loin *in extenso*. Pour atteindre le but que nous poursuivons nous avons tout d'abord songé à étudier l'une après l'autre les législations propres à chaque pays en faisant suivre cet examen d'un rapprochement comparatif des dispositions les plus communément rencontrées et nous avons déjà dans ce sens commencé notre travail ; mais, en cours de route, il nous a paru plus logique de procéder au groupement direct des dispositions françaises et étrangères ayant le même objet ou tendant au même but, sans passer par l'étude de chaque texte pris isolément, certains que cette méthode aurait l'avantage d'éviter des redites et de permettre une vue d'ensemble plus large et plus nette.

Suivant l'ordonnancement de notre décret du 14 septembre 1916, nous examinerons successivement les régimes imposés pour la vente des substances vénéneuses dans un but commercial ou industriel et pour la vente dans un but médical, tant au point de vue de la nomenclature des poisons qu'au point de vue de leur détention ou de leur délivrance.

NOMENCLATURE

FRANCE. — Les substances vénéneuses sont dans le Décret du 14 septembre 1916 classées en trois tableaux : le tableau A comprend les toxiques proprement dits, à l'exception des stupéfiants inscrits au tableau B ; le tableau C comporte les separanda.

Les substances vénéneuses sont soumises à des régimes distincts selon le tableau où elles sont classées.

Les tableaux sont limitatifs.

COLONIES FRANÇAISES ET PROTECTORATS. — La nouvelle réglementation métropolitaine a été rendue applicable à l'Algérie par décret du 9 février 1917. Les décrets actuellement encore en vigueur aux colonies comportent une liste des toxiques. En Indo-Chine il existe en outre un décret du 20 juin 1915 sur les stupéfiants, la nomenclature en est donnée par l'article 1^{er} du dit décret ainsi conçu : « L'introduction et la détention de la cocaïne, de la morphine et de leurs sels, ainsi que de leurs dérivés ayant une action physiologique analogue, tels que : holocaïne, novocaïne, alypine, stovaïne, héroïne, toïphine, etc... ». En opposition avec le Sénat, la Chambre des Députés a fait figurer dans la loi du 12 juillet 1916 les dérivés de la cocaïne et il est permis de se demander si ce n'est pas en souvenir de ce règlement indo-chinois, car le texte du futur décret du 14 septembre 1916 lors de son adoption par le Conseil d'Etat ne comportait également que la cocaïne et ses sels (1) ; les dérivés étaient exclus de la réglementation et il a fallu les y faire rentrer pour mettre le Décret en concordance avec la Loi, le Sénat

(1) La stovaïne classée dans le tableau A y est restée.

ayant sur ce point capitulé devant la Chambre afin de ne pas retarder la publication de la loi, laissant, dit M. Catalogne dans son rapport, à l'autorité administrative le soin de délimiter les dérivés toxiques et ceux qui ne le sont pas. En TUNISIE, d'après le Décret du 31 mars 1913, une Commission arrête annuellement la liste des matières que le pharmacien ne peut délivrer sans ordonnance. Au MAROC, l'Arrêté viziriel du 13 avril 1916 comporte une liste des substances vénéneuses et un Dahir du 28 janvier 1916 pose des règles pour l'opium, ses alcaloïdes et toutes ses préparations officinales.

ALLEMAGNE. — Les substances considérées comme vénéneuses sont énumérées dans trois tableaux : le tableau A comprend les toxiques en général avec indication des doses maxima, le tableau B les toxiques les plus dangereux et le tableau C les separanda.

ANGLETERRE. — Les poisons sont mentionnés dans deux paragraphes de la loi du 21 décembre 1908 ; aucune formalité n'est requise pour les toxiques du deuxième paragraphe en dehors de l'apposition du mot « Poison » quand il s'agit de médicament externe.

AUTRICHE-HONGRIE. — Les substances mentionnées dans le tableau annexé à l'Ordonnance du 16 juin 1893 sont considérées comme toxiques.

BELGIQUE. — Sont considérées comme toxiques les substances mentionnées dans la liste annexée à l'Arrêté royal du 2 août 1902.

ESPAGNE. — Les substances vénéneuses sont mentionnées dans un paragraphe de la loi.

GRÈCE. — L'Ordonnance royale de 1835 donne la nomenclature des toxiques rangés en deux séries.

HOLLANDE. — Les poisons sont spécifiés par la Pharmacopée et par arrêté du Ministre de l'Intérieur. D'après une décision du tribunal de Arnheim de juin 1913 ils sont répartis en deux groupes.

ITALIE. — Les poisons sont indiqués dans la Pharmacopée.

NORVÈGE. — La loi du 29 août 1908 mentionne certaines substances vénéneuses, mais la liste qu'elle en donne n'est pas limitative, car la loi porte « substances vénéneuses en général et particulièrement celles mentionnées ci-dessous. »

PORTUGAL. — La liste donnée par la loi n'est pas limitative, car celle-ci parle des « substances vénéneuses dont les noms suivent et de toutes celles reconnues comme toxiques. »

RUSSIE. — La réglementation comporte la liste des poisons dont la vente doit être entourée de certaines formalités.

SUÈDE. — La loi du 7 janvier 1876 donne une nomenclature des substances vénéneuses qui englobe comme au Portugal les préparations de ces substances.

SUISSE. — La nomenclature des poisons est donnée par des tableaux régulateurs non limitatifs publiés en exécution des règlements cantonaux.

Le règlement du *canton de NEUFCHÂTEL* du 8 juillet 1913 comporte sept tableaux régulateurs, les quatre premiers relatifs à la vente au poids médicinal, les trois derniers concernant la vente commerciale : le premier tableau comprend les médicaments héroïques de la Pharmacopée dont la vente au poids médicinal ne peut avoir lieu que

sur prescription médicale ; le deuxième tableau comporte les substances dont la vente au public est permise dans les drogueries autorisées ; les substances toxiques ou pour l'usage externe y sont indiquées en caractère gras ; le troisième tableau contient les noms des substances et préparations de la pharmacopée dont la vente est absolument libre, et le quatrième le nom de celles dont la vente est autorisée dans les dépôts de médicaments ; le cinquième tableau indique les substances connues du public dont la vente est permise sans formalités ; le sixième tableau énumère les substances dont la vente peut se faire sur simple reçu signé par l'acheteur ; le septième tableau comporte les toxiques les plus violents, cyanures, arsenic, phosphore, strychnine dont la vente ne doit être faite que sur présentation d'une autorisation d'achat délivrée par la préfecture.

L'Ordonnance du *canton de BERNE* du 16 juin 1897 ne comporte que quatre tableaux indiquant respectivement : les venena, les separanda, les doses maxima, les substances dont la vente au détail est permise aux droguistes.

Le règlement du *canton de VAUD* du 6 avril 1909 comporte cinq tableaux régulateurs : le premier concerne les stupéfiants et hypnotiques, le deuxième les substances dont la vente ne peut avoir lieu que dans les pharmacies et sur ordonnance, le troisième les substances que les droguistes peuvent délivrer au public avec indication des quantités minima au-dessous desquelles la vente leur est interdite ; le tableau n° 4 correspondant au septième tableau de la réglementation neuchateloise indique les substances toxiques pour lesquelles les préfets peuvent donner une autorisation d'achat ; enfin le tableau n° 5 énumère les substances que les pharmaciens peuvent donner sur prescription des sages-femmes.

Dans le *canton de BALE* le Décret du 30 septembre 1899

énumère, sans limitation d'ailleurs, un certain nombre de toxiques ne figurant pas à la Pharmacopée.

Dans le *canton de ZÜRICH*, d'après le Décret du 24 août 1911, on désigne comme médicaments héroïques et comme poisons les substances désignées dans la Pharmacopée comme « Venena » et « Separanda », en outre : les alcaloïdes vénéneux, l'arsenic, l'acide cyanhydrique, le cyanure de potassium, le sulfure d'arsenic et le vert de Schweinfurt, la direction du service de santé étant autorisée à compléter cette liste.

Dans le *canton de SAINT-GALL* le Décret du 4 juin 1898 se réfère à la Pharmacopée pour la nomenclature des poisons.

Dans le *canton de GENÈVE*, d'après les articles 84 et 85 du règlement, un tableau régulateur révisé chaque année donne la liste des substances vénéneuses ; l'article 89 du règlement indique les substances qui ne peuvent être vendues que par les pharmaciens.

EGYPTE. — Le Décret du 15 septembre 1904 comporte deux tableaux donnant respectivement la nomenclature des substances vénéneuses utilisées en médecine et des substances vénéneuses d'usage industriel ou agricole.

JAPON. — L'ordonnance du 10 mai 1912 entend par « substances toxiques » celles admises dans le commerce pour les destinations autres que les usages médicaux et qui se trouvent spécialement désignées dans une nomenclature annexée.

ÉTATS-UNIS. — Chaque Etat a sa réglementation particulière qui comprend presque toujours une nomenclature des toxiques ; dans la plupart des Etats des dispositions spéciales ont été édictées portant interdiction de vendre, fournir ou transporter de la cocaïne, de l'eucaine ou leurs sels sans prescription médicale.

CHILI. — Le règlement du 16 décembre 1886 comprend trois tableaux indiquant réciproquement : 1° les substances qui ne peuvent être délivrées sans ordonnance ; 2° les doses maxima des médicaments héroïques destinés à l'usage interne ; 3° les médicaments qui doivent être conservés en lieu séparé et sous clef.

NOUVELLES GALLES DU SUD. — Sur la liste additionnelle des poisons figurent l'iode, le bromure et l'iodure de potassium, la santonine, l'acide acétique et la scammonée.

PARAGUAY-PÉROU-URUGUAY. — On observait la réglementation française.

RÉGIME DES TOXIQUES

DESTINÉS A L'USAGE COMMERCIAL

VENTE

Nulle part la vente des poisons n'est laissée dans le libre commerce ; cette vente est partout réservée aux pharmaciens et droguistes autorisés.

En EGYPTÉ l'autorisation de vendre des poisons ne donne pas le droit de les vendre au poids médicinal et comme corollaire les pharmaciens ne peuvent vendre des substances vénéneuses autrement qu'au poids médicinal à moins d'être autorisés comme vendeurs de substances vénéneuses : ils peuvent néanmoins en fournir pour leurs besoins professionnels aux médecins, vétérinaires et sages-femmes.

DÉTENTION

L'obligation pour ceux qui en font commerce de tenir les poisons dans un endroit ou local fermé à clef se retrouve dans toutes les réglementations.

En ALLEMAGNE les substances vénéneuses doivent être séparées des autres marchandises et éloignées des produits alimentaires, elles doivent être placées dans une armoire fermée à clef et si possible dans un local fermé à

clef ; ce local appelé « chambre à poisons » est obligatoire pour les substances vénéneuses du tableau B.

En HOLLANDE, d'après la décision du tribunal de Arnhem, les poisons du paragraphe A doivent être conservés dans une armoire fermée à clef et les flacons marqués d'une croix rouge ; les poisons mentionnés dans le paragraphe B ne doivent pas obligatoirement être enfermés dans une armoire à clef mais ils doivent porter une croix bleue ; ce qui équivaut à nos separanda avec leur étiquette verte.

En ÉGYPTE, les substances du premier tableau doivent être tenues dans des flacons, boîtes ou récipients d'une forme facile à distinguer par le toucher à moins que ces substances ne soient mises à part dans une chambre ou armoire fermée à clef. Comme dans notre règlement et comme en ALLEMAGNE, en BELGIQUE et en SUISSE aucun aliment ou boisson destiné à la consommation humaine ne pourra être vendu ou exposé dans les locaux affectés à la vente des substances vénéneuses.

Au CHILI un tableau indique parmi les poisons ceux qui doivent être conservés en lieu séparé et sous clef.

En SUISSE et en ALLEMAGNE comme au JAPON on exige des ustensiles spéciaux pour la manipulation des poisons.

Partout on exige que les poisons détenus soient conservés dans des récipients portant indication du nom de la substance et de la mention « Poison ».

DÉLIVRANCE

En FRANCE la délivrance des substances vénéneuses destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture ne peut être faite qu'à une personne âgée de dix-huit ans au moins, connue du vendeur, contre un reçu daté et signé de l'acheteur mentionnant l'usage auquel ces sub-

stances sont destinées. Certains usages sont interdits, d'autres sont entourés de formalités réglementaires, interdictions et réglementations sont longuement expliquées dans le décret et la pratique résoudra les quelques difficultés d'interprétation qu'il peut présenter sur ce point.

Signalons qu'à Madagascar on avait dû modifier les restrictions anciennes visant certains usages de l'arsenic et permettre le tannage des cuirs à l'arséniate de potasse et que dans la nouvelle réglementation métropolitaine nous ne retrouvons pas les dispositions de l'article 8 de l'ordonnance de 1846 relatives à la conservation des peaux et objets d'histoire naturelle.

A l'étranger nous ne trouvons pas d'interdictions mais en ce qui concerne la vente en vue de la destruction des animaux nuisibles on rencontre des règles analogues aux nôtres et qui les ont inspirées :

En ALLEMAGNE les poisons doivent alors être délivrés avec une instruction et mêlés à une couleur verte facilement soluble dans l'eau : le blé empoisonné à la strychnine à 5 p. mille doit être coloré en rouge foncé, couleur interdite chez nous comme pouvant donner lieu à solution se rapprochant du vin et à graves conséquences. Un permis d'achat est nécessaire.

En ANGLETERRE, en EGYPTÉ et aux ETATS-UNIS (au *Mississippi*, *Nebraska*) l'arsenic ne peut être vendu que mélangé à de la suie ou de l'indigo.

En BELGIQUE les préparations toxiques destinées à détruire les animaux nuisibles devront porter une étiquette renseignant clairement sur leur usage.

En NORVÈGE les toxiques destinés à la destruction des animaux et parasites nuisibles peuvent seuls être vendus sans ordonnance à des personnes connues et majeures.

En TUNISIE il faut, pour délivrer ces substances, un permis de l'autorité administrative.

En ce qui concerne la délivrance des substances vénéneuses au public dans un but commercial, industriel ou agricole nous trouvons à peu près partout les mêmes mesures :

En ALLEMAGNE il n'est permis de fournir des substances vénéneuses qu'aux personnes majeures, connues, pour un emploi déterminé, avec l'autorisation de la police locale dans les cas douteux, et sur demande écrite et signée de l'acquéreur pour la délivrance des poisons les plus dangereux.

En ANGLETERRE les substances vénéneuses sont délivrées sur sollicitation écrite et signée mais cette formalité n'est requise que pour l'arsenic et les substances du paragraphe premier.

En AUTRICHE-HONGRIE et en ESPAGNE les substances vénéneuses ne sont délivrées qu'à des personnes majeures, connues, appuyant leur demande de raison valable avec assurance qu'elles sont bien destinées aux arts, à l'industrie ou à la destruction des animaux nuisibles.

Les substances vénéneuses ne peuvent être délivrées qu'à des personnes connues et majeures (NORVÈGE, EGYPTÉ, CHILI, EQUATEUR) et en outre sur demande écrite signée (BELGIQUE, PORTUGAL, RUSSIE) avec indication de l'usage (HOLLANDE, JAPON).

En SUÈDE l'acheteur doit prouver son désir de les employer utilement et légitimement.

Si la personne n'est pas connue de l'acheteur elle doit, en ITALIE, être munie d'une attestation de l'autorité.

En SUISSE il existe des règles assez complexes, dans le *canton de NEUCHÂTEL* certaines substances connues employées dans la photographie ou comme anticryptogamiques sont vendues librement, d'autres, comme le blé empoisonné ou la pâte phosphorée sur simple reçu de l'acheteur, d'autres sur le vu d'une autorisation d'achat délivrée par la Préfecture ; dans le *canton de BERNE*

le droit d'acheter des poisons s'acquiert par une licence pour achat de poisons, par un permis d'achat, par la signature et déclaration pour la destruction d'insectes et animaux nuisibles ; dans le *canton de VAUD* la délivrance n'est faite que sur autorisation écrite donnée par le préfet ou en petites quantités à des personnes connues ; il faut de même une autorisation d'achat dans les *cantons de BALE, ZURICH, SAINT-GALL* et *GENÈVE*.

Le règlement de Zurich précise que les poisons ne doivent jamais être remis à des enfants.

En ARGENTINE, industriellement le pharmacien exige un reçu de l'acheteur.

Au CHILI la vente des pâtes phosphorées, du papier arsenié (prohibé en France) et des préparations destinées à la destruction des animaux est réservée aux pharmaciens.

ENREGISTREMENT DES VENTES

Toutes ventes, en FRANCE, doivent être enregistrées ; à l'étranger on est beaucoup moins strict et le plus souvent l'enregistrement sur le livre des poisons n'est requis que pour la vente des toxiques au détail au public dans un but commercial, industriel ou agricole ; la vente en gros se trouvant suffisamment établie par la comptabilité et la vente médicale par la transcription ou la conservation des ordonnances ; il en est ainsi en ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, ESPAGNE et aux ETATS-UNIS.

En BELGIQUE, en SUÈDE et en SUISSE, le registre d'enregistrement doit, comme en France, être conservé pendant dix ans.

Au PORTUGAL, en HOLLANDE on doit enregistrer les ventes qui ne sont pas faites sur ordonnance médicale ; en RUSSIE et en SUISSE, dans le *canton de BALE*, cet enregis-

trement doit comporter en outre l'usage auquel la substance est destinée.

En SUISSE, dans le *canton de NEUCHÂTEL*, l'enregistrement n'est requis que pour les substances indiquées au tableau régulateur n° 7 (cyanure, arsenic, strychnine) pour lesquelles il faut une autorisation d'achat.

Dans les *cantons de VAUD, GENÈVE et ZÜRICH* et en ÉGYPTÉ l'acheteur doit apposer sa signature sur le registre.

En ITALIE et en ÉGYPTÉ les achats doivent, comme les ventes, être enregistrés.

AUX ÉTATS-UNIS, les ventes sur simple demande doivent être enregistrées, toutefois les ventes de doses normales ou les prescriptions médicales ne sont pas sujettes à enregistrement.

RÉCIPIENTS

Dans toutes les réglementations nous retrouvons l'obligation de revêtir les toxiques délivrés d'une étiquette portant le mot « POISON », le nom de la substance ainsi que les nom et adresse du vendeur.

En ITALIE on prescrit sur le récipient une indication claire du contenu.

En SUISSE, dans le *canton de BERNE*, nous trouvons une excellente précaution : les toxiques ne peuvent être livrés dans des bouteilles à vin ordinaires.

En ALLEMAGNE et en BELGIQUE, le mot « poison » doit apparaître sur les couleurs vénéneuses vendues sous forme de crayons, de pâtes, de tablettes ou en tubes.

Il serait à souhaiter une unification des étiquettes quant à la couleur.

En ALLEMAGNE, il est également défendu de délivrer les poisons dans des vases d'usage domestique dont la forme ou le nom pourrait offrir le danger d'une confusion.

RÉGIME DES TOXIQUES

DESTINÉS A L'USAGE MÉDICAL

La délivrance au public des substances vénéneuses en vue d'un emploi médical n'est nulle part autorisée sans la production d'une ordonnance médicale ; toutefois cette règle comporte quelques exceptions : nous trouvons en effet dans certains pays des dispositions analogues à celles de l'article 29 du Décret du 14 septembre 1916 prévoyant les doses au-dessous desquelles l'ordonnance n'est pas obligatoire.

En SUISSE, dans le *canton de BERNE*, le pharmacien est autorisé à vendre en détail sans prescription médicale : 1° tous les médicaments simples et composés à l'exception de ceux des tableaux A et B ; 2° les médicaments composés contenant des substances désignées aux tableaux A et B en quantité moindre que les doses du tableau C, ou qui sont préparés sous une forme les rendant impropres à l'usage interne ; 3° les substances du tableau D.

Aux ETATS-UNIS, dans l'Etat de MASSACHUSETTS, les préparations contenant une dose minime de toxiques ou destinées à l'usage externe peuvent être délivrées sans ordonnance.

En ALLEMAGNE on trouve des exceptions semblables.

Au CHILI, un tableau indique les toxiques que le pharmacien ne peut vendre sans ordonnance.

En SUISSE, dans le *canton de NEUCHÂTEL*, il est indiqué

au tableau régulateur n° 1 que le phénol, le sublimé, le seigle ergoté et ses dérivés ne peuvent être délivrés aux sages-femmes sans prescription médicale.

Par contre, le règlement du *canton de VAUD* comporte un tableau des substances, pastilles de sublimé à 0,50 et solution de nitrate d'argent à 2 0/0, que les pharmaciens peuvent délivrer sur prescription des sages-femmes.

Le droit de prescrire est également reconnu aux sages-femmes dans nos règlements des COLONIES FRANÇAISES.

Partout les pharmaciens inscrivent sur leur registre copie d'ordonnance les préparations contenant des toxiques, cependant en NORVÈGE l'inscription n'est obligatoire que pour les ordonnances prescrivant des doses anormales de toxiques ; en EGYPTÉ, le règlement comporte obligation de transcrire toutes les ordonnances et quand elles contiennent un toxique l'inscription sera paraphée par le pharmacien.

En ITALIE le médecin doit, comme en France, rédiger son ordonnance en toutes lettres quand il y a un poison même à dose minime : le pharmacien garde l'ordonnance et en donne copie ; aux ETATS-UNIS tout flacon ou récipient renfermant un toxique doit être revêtu d'une étiquette indiquant l'antidote particulier au poison vendu, et dans l'Etat de COLORADO le pharmacien a l'obligation dans les douze heures de la vente d'un antitoxique de signaler le nom de l'acheteur et du médecin.

Les préparations contenant des toxiques et destinées à l'usage interne n'ont pas en FRANCE à être revêtues du mot « poison », il en est de même à l'étranger, notamment en ALLEMAGNE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, en NORVÈGE.

En SUISSE, dans le *canton de NEUFCHÂTEL*, le médecin peut faire mettre sur l'étiquette le mot « poison » avec tête de mort même sur les non venena s'il le désire.

En ALLEMAGNE, BELGIQUE, ESPAGNE, ITALIE, SUISSE, au

CHILI et au GUATEMALA lorsque le médecin prescrit une dose égale ou supérieure aux maxima des Pharmacopées il doit indiquer par un signe spécial (!) que telle est bien son intention et dans les deux derniers pays le pharmacien garde les ordonnances ainsi ratifiées.

RENOUVELLEMENT DES ORDONNANCES

Alors que sous l'empire de l'Ordonnance de 1846 le renouvellement des ordonnances paraissait interdit, il se trouve aujourd'hui en FRANCE autorisé, sauf dans certaines conditions : en cas d'interdiction de renouvellement spécifié par le médecin sur l'ordonnance ; lorsqu'il s'agit de toxiques délivrés en nature ou sous forme de solutions pour injections sous-cutanées ; ou de préparations contenant les cyanures, l'aconitine, la digitaline, la strophanthine et la vératrine ; ou de préparations contenant les toxiques à une dose supérieure à celle indiquée au Codex comme dose maxima ; ou de préparations renfermant des toxiques du tableau B à une dose supérieure à 12 centigrammes d'extrait d'opium ou 3 centigrammes de morphine, d'héroïne ou de cocaïne.

Le renouvellement des ordonnances pour l'usage externe est permis.

Dans les COLONIES et notamment à Madagascar le renouvellement n'est autorisé que sur indication du médecin quand l'ordonnance porte à renouveler.

ALLEMAGNE. — Le renouvellement des ordonnances est permis excepté lorsqu'il s'agit d'ordonnance pour l'usage interne contenant des drogues ou préparations mentionnées dans la liste des substances vénéneuses à moins qu'il ne soit indiqué sur l'ordonnance combien de fois et jusqu'à quelle époque elle peut être répétée ; il est inter-

dit quand la dose de la substance inscrite sur l'ordonnance dépasse la dose indiquée dans la liste des substances vénéneuses.

Le renouvellement des ordonnances contenant du chloral, de la morphine, de la cocaïne, du sulfonal, du trional, etc., n'est pas permis excepté si ces médicaments ne sont pas prescrits en solutions ou triturations simples, mais avec d'autres médicaments et si la dose entière de morphine *ejusque salis* ne dépasse pas 3 centigrammes.

Les solutions pour injections hypodermiques ne peuvent jamais être renouvelées.

On voit que les dispositions de notre Décret du 14 septembre 1916 se sont fortement inspirées des dispositions du Décret impérial allemand du 22 juin 1896.

EN ANGLETERRE le renouvellement des ordonnances est licite dans tous les cas.

EN BELGIQUE les ordonnances ne contenant pas de toxiques se renouvellent à volonté ; en ce qui concerne les ordonnances comportant des poisons elles ne peuvent être renouvelées sur simple demande verbale ; le malade doit formuler une demande écrite et signée et le pharmacien doit apprécier si le renouvellement n'est pas abusif ou dangereux.

HOLLANDE. — Les ordonnances prescrivant des poisons ne peuvent être renouvelées sauf quand le médecin le spécifie sur l'ordonnance en la contre-signant.

NORVÈGE-RUSSIE. — Toute ordonnance de médecin prescrivant des substances vénéneuses ne peut être renouvelée sans la spécification expresse du médecin.

SUISSE. — *Canton de NEUCHÂTEL*. — Les stupéfiants et soporifiques inscrits en lettres grasses au tableau régulateur n° 1 ne peuvent être délivrés plus d'une fois sans nouvelle prescription médicale, même s'il ne s'agit pas de doses dépassant les doses maxima.

Canton de BERNE. — L'exécution des ordonnances des

médecins peut en général être répétée sans nouvelle prescription ; toutefois la répétition est interdite : 1° lorsque le médecin le défend lui-même en ajoutant sur l'ordonnance les mots : *Ne repetatur* ; 2° lorsque le médicament destiné à l'usage interne contient à des doses atteignant les maxima de la pharmacopée les substances des tableaux A et B ; 3° lorsque le médicament destiné à l'usage soit externe soit interne contient de l'atropine, de la cocaïne, de la morphine ou que l'ordonnance prescrit du chloroforme (huile de chloroforme exceptée), du chloral hydraté ou une préparation de digitale, à moins que le médecin n'autorise la répétition par une déclaration écrite.

On remarquera qu'en France la loi interdit au médecin d'autoriser le renouvellement pour les stupéfiants du tableau B.

Canton de VAUD. — La répétition des ordonnances ne peut se faire sans l'autorisation spéciale du médecin quand il s'agit de doses maxima ou de médicaments dont l'emploi prolongé peut être dangereux, tels que ceux destinés à calmer la douleur ou à provoquer le sommeil. Un tableau régulateur indique ces substances en lettres grasses.

Canton de GENÈVE. — Tout renouvellement de l'exécution d'une ordonnance formulant une substance toxique devra être mentionnée sur le registre.

ARGENTINE. — Il est interdit de renouveler, sans l'autorisation expresse du médecin, toute prescription médicale qui contient des substances actives, dont la dose totale portée sur l'ordonnance est susceptible d'occasionner la mort ou un grave préjudice, eu égard à l'âge du sujet.

EQUATEUR. — Le renouvellement de granules dosimétriques n'est autorisé que si le médecin le spécifie.

GUATEMALA. — Pour éviter tout abus, les ordonnances ne se délivrent pas une seconde fois sans ordre écrit du médecin.

VENEZUELA. — Les ordonnances ne peuvent être renouvelées si le médecin n'en a pas exprimé le désir sur l'ordonnance.

En aucun cas les substances toxiques narcotiques ou stupéfiantes ne se vendent sans ordonnance de médecin délivrée le jour même ou la veille.

ETATS-UNIS. — Les prescriptions de cocaïne ne peuvent être renouvelées sans l'autorisation du médecin.

Les ordonnances sont conservées et il n'en est pas donné copie.

ALASKA. — Le pharmacien conserve les ordonnances écrites en latin.

INDIANA. — Le pharmacien inscrit la mention « annulée » sur l'ordonnance.

LOUISIANA. — Le renouvellement des ordonnances prescrivant la cocaïne est interdit même pour l'usage externe.

SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

En BELGIQUE, en ITALIE, en SUISSE, en EGYPTÉ, la réglementation des toxiques s'applique, comme en FRANCE, aux spécialités pharmaceutiques dont la vente suit les dispositions relatives aux préparations magistrales de même nature.

STUPÉFIANTS

AUX ETATS-UNIS, dans presque tous les Etats il y a des dispositions spéciales pour les stupéfiants, il est interdit d'en délivrer sans ordonnance même pour l'usage vétérinaire.

Le pharmacien qui vend de la cocaïne sans ordonnance peut être privé de ses droits.

Il est interdit aux médecins sous peine de révocation de prescrire les stupéfiants aux personnes qui ont l'habitude d'en user si ce n'est pour obtenir leur guérison ou leur soulagement. Dans l'Etat d'ALABAMA il est interdit de vendre au détail, de donner, d'échanger ou de disposer de cocaïne, d'eucaine, de morphine ou de leurs sels sans ordonnance et en ce cas la quantité ne doit pas excéder 5 grains, à moins qu'elle ne soit prescrite avec d'autres drogues.

Dans l'Etat d'ARKANSAS, toute préparation à base de cocaïne prescrite par le médecin ne pourra être supérieure au volume d'une once. Ce sont là les seuls exemples de limitation du droit du médecin que nous trouvons à côté de l'interdiction de prescrire une dose pour plus de sept jours contenue dans notre Décret du 14 septembre 1916 (art. 38). Pour l'élixir parégorique et les préparations contenant moins de 2 grains d'opium à l'once aucune formalité n'est requise, sauf dans le district de COLOMBIE.

Dans l'Etat de FLORIDE, les fabricants peuvent vendre librement la cocaïne aux pharmaciens, dentistes et vétérinaires, à l'inverse de ce qui se fait chez nous où ces praticiens ne peuvent se procurer les stupéfiants que dans leur commune et encore à condition que ce ne soit pas en nature.

USAGE VÉTÉRINAIRE

Dans les règlements étrangers nous avons rencontré peu de dispositions spéciales pour les médicaments vétérinaires dont la vente, en l'absence de textes particuliers, se trouve à peu près partout soumise au droit commun.

En ALLEMAGNE il est spécifié que les prescriptions des vétérinaires peuvent être renouvelées.

En ITALIE il est prescrit d'indiquer sur l'étiquette la mention « usage vétérinaire » quand il s'agit de médicaments destinés aux animaux.

En SUISSE, les droguistes ne peuvent exécuter les prescriptions ou recettes des vétérinaires.

En EGYPTÉ, les pharmaciens peuvent fournir des substances vénéneuses aux vétérinaires pour leurs besoins professionnels.

Aux ETATS-UNIS, les prescriptions vétérinaires de cocaïne doivent indiquer l'espèce de l'animal, et dans l'Etat de CONNECTICUT l'acheteur doit en outre signer l'ordonnance.

FRANCE

LOI

concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne,

du 12 juillet 1916 (1).

ARTICLE UNIQUE

« La loi du 19 juillet 1845 sur les substances vénéneuses est modifiée et complétée comme suit :

Article premier. — « Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses sont punies d'une amende de cent à trois mille francs (100 à 3.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 2. — « Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de mille à dix mille francs (1.000 à 10.000 francs) ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui auront contrevenu aux dispositions de ces règlements concernant les stupéfiants tels que : Opium brut et officinal ; extraits d'opium ; morphine et autres alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), de leurs sels et leurs dérivés ; cocaïne, ses sels et ses dérivés ; haschich et ses préparations.

« Seront punis des mêmes peines ceux qui auront usé en société desdites substances ou en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

(1) *Journal officiel*, 14 juillet 1916, p.

« Les tribunaux pourront, en outre, prononcer la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée d'un à cinq ans.

Art. 3. — « Seront punis des peines prévues en l'article 2 :

« Ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article ;

« Ceux qui, sciemment, auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré les dites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, de l'une de ces mêmes substances.

Art. 4. — « Dans tous les cas prévus par la présente loi, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies.

« Dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 2 et au deuxième paragraphe de l'article 3, les tribunaux pourront ordonner la fermeture, pendant huit jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit a été constaté ; si la peine d'emprisonnement est prononcée, l'établissement où le délit aura été constaté sera fermé, de plein droit, pendant toute la durée de l'emprisonnement.

« Toutefois, la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharmaceutique où le délit a été constaté ne pourront être prononcées dans le cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

« Dans les cas prévus au deuxième paragraphe de l'article 2, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériel saisis, des meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que la fermeture, pendant un an au moins, du local et de l'établissement où le délit aura été constaté sans, toutefois, que la durée de ladite fermeture soit inférieure à la durée de l'emprisonnement prononcé.

Art. 5. — « Les peines seront portées au double, en cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du Code pénal.

Art. 6. — « L'article 463 du Code pénal sera applicable.

Art. 7. — « Des décrets, qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

Art. 8. — Les articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI demeurent abrogés. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 juillet 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Intérieur,

MALVY.

*Le président du Conseil, ministre
des Affaires étrangères,*

A. BRIAND.

*Le garde des sceaux, ministre
de la Justice,*

R. VIVIANI.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

CLÉMENTEL.

Le ministre des Colonies,

G. DOUMERGUE.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (1).

Paris, le 14 septembre 1916.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction un décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Le commerce des substances vénéneuses est actuellement régi en France par l'ordonnance royale du 29 octobre 1846. Depuis cette époque, la science a évolué : de nouvelles substances toxiques ont été découvertes, les applications dont étaient susceptibles celles déjà connues se sont multipliées, l'éducation scientifique du public qui les emploie s'est développée. La réglementation faite en 1846 n'est plus au point.

D'autre part, les circonstances actuelles rendaient plus nécessaires et plus urgentes que jamais des mesures spéciales pour contrôler, partout et par tous les moyens, le commerce des stupéfiants et en réprimer les abus avec la dernière énergie. C'est à cette préoccupation qu'a obéi le Parlement en votant la loi du 12 juillet 1916. Il s'agit d'une question d'intérêt national au premier chef.

Pour répondre au double but à atteindre, une révision et une

(1) *Journal officiel*, 19 septembre 1916, p. 8255.

adaptation de l'ordonnance de 1846 s'imposaient. Cette révision a, comme point de départ essentiel, la division des substances vénéneuses en trois catégories, suivant leur degré de toxicité et la rigueur plus ou moins grande des prescriptions à imposer à leur commerce.

Les deux premières catégories comprennent les substances les plus toxiques : ce sont les *substances vénéneuses* proprement dites. Le plus grand nombre d'entre elles a été groupé dans le tableau A, pour constituer la première catégorie. Le tableau B ne contient qu'un petit nombre de substances que l'on peut appeler les *toxiques stupéfiants* et pour lequel un régime particulièrement sévère a été prévu.

La troisième catégorie comprend des substances moins toxiques que les précédentes, mais dont l'emploi peut cependant offrir assez de dangers pour qu'il apparaisse nécessaire d'imposer à leur commerce certaines mesures de précaution. Ce sont les *substances dangereuses*, qui ont été réunies dans le tableau C.

La réglementation proposée pour les substances du tableau A peut être considérée comme la réglementation de droit commun des substances vénéneuses. Elle comporte deux chapitres, relatifs l'un au commerce des substances vénéneuses destinées aux usages commerciaux, industriels ou agricoles, l'autre au commerce des mêmes substances vénéneuses, lorsqu'elles sont destinées à la médecine humaine et vétérinaire.

L'une des innovations les plus intéressantes du nouveau décret est la réglementation de l'emploi des arsenicaux en agriculture, emploi qu'interdisait l'article 10 de l'ordonnance de 1846, et qui, d'ailleurs, était peu connu à cette époque. Le développement des applications scientifiques à l'agriculture a montré que les composés arsenicaux étaient des agents destructeurs, et les seuls véritablement actifs, des insectes parasites qui constituent de véritables fléaux. L'emploi des arsenicaux comme insecticides a été préconisé dans divers pays étrangers, notamment en Amérique. Sans doute, cet emploi n'est pas sans danger ; mais, tant que l'on ne disposera pas de méthodes plus inoffensives de destruction des insectes parasites, il a paru d'un intérêt économique de premier ordre d'autoriser l'usage des arsenicaux en agriculture, sous la seule réserve de réglementer cet usage et de lui imposer toutes les garanties nécessaires à la sauvegarde de la santé publique.

Trois autres dispositions nouvelles méritent également d'être signalées.

La première vise les vétérinaires. Le présent décret autorise les vétérinaires diplômés à délivrer les médicaments vétérinaires toxiques à ceux de leurs clients qui résident dans des agglomérations dépourvues de pharmacie. L'intérêt de cette mesure de tolérance est considérable dans les campagnes, aujourd'hui surtout que la médecine vétérinaire a pris de si utiles développements.

La seconde est relative au renouvellement d'exécution des ordonnances médicales prescrivant des substances vénéneuses. Les textes antérieurs sont muets à cet égard ; il a paru qu'il y avait un intérêt général à édicter des règles ne laissant pas place à l'incertitude. Le principe dont s'inspirent les dispositions du décret est, à cet égard, le suivant : interdiction de renouvellement pour toutes les préparations d'une toxicité élevée, et, au contraire, autorisation de renouvellement pour les médicaments d'usage externe et pour ceux destinés à l'usage interne lorsque la substance vénéneuse y est amenée par la dilution à une dose telle que sa toxicité devient à peu près nulle. D'une façon générale, l'auteur de la prescription conserve, d'ailleurs, les droits les plus complets.

La troisième enfin vise les médicaments préparés à l'avance et que l'on désigne couramment sous le nom de *spécialités*. La délivrance de celles de ces spécialités qui renferment des substances vénéneuses a nécessairement été soumise aux formalités prévues pour la délivrance des préparations officinales et magistrales de toxicité équivalente. L'article 26 du décret ne fait que consacrer cette assimilation. Sans détruire le commerce des spécialités, il importait de ne pas le laisser comme une fissure, par laquelle il eût été facile d'échapper aux prescriptions du présent décret.

Les substances du tableau B, ou toxiques stupéfiants, ne sont qu'une catégorie plus dangereuse de l'ensemble des substances visées au tableau A. Elles sont, en conséquence, soumises aux mêmes règles, aggravées par les dispositions spécialement rigoureuses du titre II. L'emploi abusif de l'opium, et surtout celui de la morphine et de la cocaïne, a pris de telles proportions dans ces dernières années que l'opinion publique s'est émue de l'inefficacité de notre législation pour enrayer ce fléau. L'interdiction absolue de la vente de ces toxiques n'est pas possible ; car ce sont, dans certains cas, de merveilleux médicaments rendant les plus grands services à l'art médical ; mais il est indispensable, pour empêcher leur emploi illicite, que la circulation et la vente de ces toxiques soient soumises à un contrôle rigoureux, dès leur entrée en France, et assujetties à des formalités qui s'opposent à leur délivrance autrement que sur le

vu d'une prescription médicale visant personnellement, et seulement à une époque donnée, un malade déterminé. Il est à présumer que le texte que nous avons l'honneur de vous soumettre donnera, sous ce rapport, une juste satisfaction à l'opinion publique et répondra à l'esprit de la législation pénale que vient de voter le Parlement.

Si les règles générales du titre I^{er} sont aggravées pour les substances du tableau B, elles sont, au contraire, très adoucies pour les substances du tableau C dont la toxicité est moindre que celle des substances rangées dans les deux précédents tableaux. En effet, ces règles forment le titre III et ne nécessitent aucune explication spéciale.

Tels sont, Monsieur le Président, les points essentiels par lesquels le nouveau décret diffère de la législation actuelle. Il constitue une mise au point devenue nécessaire et urgente. Il répond tant aux développements scientifiques actuels qu'au souci de protéger la santé publique et la race, sans porter atteinte aux nécessités légitimes du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. Nous vous demandons de vouloir bien le revêtir de votre approbation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre de l'Intérieur,

MALVY.

Le ministre des Finances,

A. RIBOT.

*Le Garde des sceaux, ministre
de la Justice,*

R. VIVIANI.

Le ministre de l'Agriculture,

J. MÉLINE.

DÉCRET

*portant règlement d'administration publique pour l'application de
la loi du 19 juillet 1845 sur les substances vénéneuses, modifiée et
complétée par la loi du 12 juillet 1916,*

du 14 septembre 1916 (1).

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur, du Garde des sceaux,

(1) *Journal officiel*, 19 septembre 1916, p. 8256, et 20 septembre 1916, p. 8304.

ministre de la Justice, du ministre des Finances et du ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 21 germinal de l'an XI contenant organisation des écoles de pharmacie ;

Vu la loi du 19 juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne ;

Vu l'ordonnance du 29 octobre 1846 rendue pour l'exécution de la loi susvisée du 19 juillet 1845 et le décret du 8 juillet 1850 ;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et les falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, notamment les articles 2, 4 et 5 ;

Vu la loi du 25 juin 1908, modifiant les articles 29, 30 et 31 de la loi du 21 germinal de l'an XI, et le décret du 5 août 1908 rendu pour l'exécution de cette loi et désignant les autorités qualifiées pour assurer l'application des lois et règlements sur l'exercice de la pharmacie et la répression des fraudes en matière médicamenteuse ;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1908 portant règlement d'administration publique pour la vente, l'achat et l'emploi de l'opium et de ses extraits ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France ;

Vu l'avis de l'Académie de Médecine ;

Vu l'avis du ministre du Commerce et de l'Industrie ; ensemble l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Les substances vénéneuses sont, en ce qui concerne l'importation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi, soumises à des régimes distincts selon qu'elles sont classées dans les tableaux A, B ou C, annexés au présent décret.

TITRE PREMIER

Substances classées dans le tableau A

CHAPITRE PREMIER

Régime des substances du tableau A lorsqu'elles sont destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture

Art. 2. — Quiconque veut faire le commerce d'une ou de plusieurs des substances classées au tableau A ou exercer une industrie qui en nécessite l'emploi, est tenu d'en faire préalablement la déclara-

tion devant le maire de la commune dans laquelle est situé son établissement ; à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, la déclaration doit être faite à la dite préfecture.

Elle est inscrite sur un registre spécial ; récépissé en est donné au déclarant. Elle doit être renouvelée en cas de déplacement ou de cession de l'établissement.

En ce qui concerne les pharmaciens, le dépôt du diplôme pour visa tient lieu de déclaration.

Art. 3. — Quiconque détient une ou plusieurs desdites substances, en vue de la vente ou de l'emploi pour un usage industriel ou agricole, doit les placer dans des armoires fermées à clef ou dans des locaux où n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'établissement.

Les armoires ou locaux visés au précédent paragraphe peuvent contenir d'autres substances, à l'exclusion de celles destinées à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Lorsque le détenteur exerce le commerce des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, aucune communication intérieure directe ne doit exister entre l'établissement et ses dépendances où s'exerce ledit commerce et les locaux où sont détenues des substances vénéneuses. Cette obligation ne s'applique pas aux pharmaciens ni aux personnes faisant le commerce des solutions titrées de nicotine détenues et délivrées en bidons scellés.

Art. 4. — Il est interdit de détenir en vue de la vente, de vendre, de livrer, d'expédier ou de faire circuler ces substances autrement que renfermées dans des enveloppes ou récipients portant inscrit le nom desdites substances, tel qu'il figure dans le tableau annexé au présent décret.

Cette inscription doit être faite en caractères noirs très apparents sur une étiquette rouge orangé, fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée.

L'inscription ci-dessus visée doit être accompagnée de la mention « Poison » sur une bande de même couleur faisant le tour de l'enveloppe ou du récipient.

Les fûts, vases ou autres récipients, ainsi que les enveloppes ayant servi à contenir ces substances ne doivent en aucun cas être employés à recevoir des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Art. 5. — Sont interdites la mise en vente et la vente sous forme de tablettes, pastilles, pilules, comprimés et d'une manière générale sous toutes formes usitées pour l'administration des médica-

ments, desdites substances ou des préparations qui en contiennent, lorsque ces substances ou préparations sont destinées à d'autres usages que celui de la médecine.

Art. 6. — Toute vente desdites substances doit être inscrite sur un registre spécial, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police. Les inscriptions sur ce registre sont faites de suite, sans aucun blanc, rature, ni surcharge, au moment même de la livraison ou de l'expédition : elles indiquent le nom et la quantité des substances vendues, la date de la vente, ainsi que les nom, profession et adresse de l'acheteur. -

A chacune des ventes est attribué un numéro d'ordre qui peut s'appliquer à tous les produits compris dans une même livraison. Ce numéro est inscrit, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur, sur l'étiquette apposée conformément aux dispositions des deux premiers paragraphes de l'article 4.

Le registre sur lequel sont faites ces inscriptions doit être conservé pendant dix ans, pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art. 7. — Aucune vente desdites substances ne peut être consentie qu'au profit d'une personne âgée de dix-huit ans au moins, connue du vendeur ou justifiant de son identité.

Ces substances ne peuvent être délivrées que contre un reçu daté et signé de l'acheteur ou de son représentant et mentionnant sa profession et son adresse. Ce reçu peut être remplacé par une commande écrite, datée et signée de l'acheteur ou de son représentant et indiquant sa profession et son adresse.

Si la profession de l'acheteur n'implique pas l'emploi des substances demandées, le reçu ou la commande doit mentionner l'usage auquel ces substances sont destinées.

Le reçu ou la commande doit être conservé pendant trois ans par le vendeur pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art. 8. — Lorsqu'elles sont destinées à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, ces substances ne peuvent être délivrées en nature. Elles doivent être mélangées à des matières odorantes et colorantes suivant des formules établies par arrêté du ministre de l'agriculture.

Les dispositions des articles 4, 6 et 7 sont applicables à la vente de ces mélanges, qui ne pourront être vendus ou livrés que dans des récipients métalliques.

Par dérogation aux prescriptions du présent article, lesdites sub-

stances peuvent être délivrées en nature, en vue d'expériences scientifiques, sur autorisation spéciale du ministre de l'agriculture. Cette autorisation, valable pour un an, peut être renouvelée.

Art. 9. — L'emploi desdites substances, pour la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, est interdit dans les cultures maraîchères et fourragères, ainsi que dans toutes autres cultures pour lesquelles leur emploi n'aura pas été autorisé par arrêté du ministre de l'agriculture. Cet arrêté fixera, pour chaque nature de culture et pour chaque région, les conditions auxquelles l'autorisation sera subordonnée, ainsi que les époques de l'année pendant lesquelles l'emploi desdites substances reste prohibé.

Un arrêté dudit ministre, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les précautions que devront prendre les personnes qui emploieront, par application du présent article, des produits arsenicaux et notamment l'arséniate de plomb.

Art. 10. — Sont interdites la mise en vente et la vente desdites substances en vue de leur emploi à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, dans d'autres conditions que celles fixées à l'article précédent.

Art. 11. — La vente et l'emploi des composés arsenicaux solubles sont interdits pour la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, ainsi que pour la destruction des mouches.

La vente et l'emploi de produits contenant de l'arsenic, du plomb ou du mercure sont interdits pour le chaulage des grains, pour l'embaumement des cadavres, ainsi que pour la destruction des mauvaises herbes dans les allées des jardins, dans les cours et les terrains de sports.

Art. 12. — Les substances visées au présent titre ne peuvent être délivrées en nature lorsqu'elles sont destinées à la destruction des sauterelles, des rongeurs, des taupes et des bêtes fauves. Elles doivent être mélangées à dix fois au moins leur poids de substances inertes et insolubles, puis additionnées d'une matière colorante intense, noire, verte ou bleue.

Par dérogation à l'article 2, la vente de ces mélanges est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

Art. 13. — La vente de la picrotoxine, de la coque du Levant et de ses préparations est interdite pour tout autre usage que celui de la médecine.

En conséquence, la vente de ces produits est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

Art. 14. — Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux teintures et lotions pour cheveux, fards, cosmétiques, dépilatoires et produits de toilette préparés avec des substances du tableau A.

La vente desdites compositions renfermant de l'arsenic, du mercure ou du plomb est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

Art. 15. — Il n'est point dérogé aux dispositions du décret du 19 juillet 1893 pris en exécution de la loi du 16 avril précédent sur la vente du phosphore.

CHAPITRE II

Régime des substances du tableau A lorsqu'elles sont destinées à la médecine humaine ou vétérinaire

Art. 16. — Les substances du tableau A ne peuvent être délivrées sous une forme quelconque :

1^o Pour l'usage de la médecine humaine, que par les pharmaciens ou par les médecins légalement autorisés à fournir des médicaments à leurs clients ;

2^o Pour l'usage de la médecine vétérinaire, que par les pharmaciens et, sous les réserves prévues à l'article suivant, par les vétérinaires diplômés.

Art. 17. — Les vétérinaires sont autorisés à détenir, pour l'usage de la médecine vétérinaire, lesdites substances.

Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés à délivrer ces substances à leurs clients lorsque ceux-ci résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie. Dans les autres communes, ils ne jouissent de la même faculté que dans les cas où l'administration desdites substances est faite par eux-mêmes aux animaux.

Art. 18. — Les pharmaciens, les médecins et vétérinaires sont soumis aux conditions prescrites par les articles 3 et 4 en ce qui concerne la détention desdites substances.

Toutefois, il leur est interdit de détenir dans les armoires visées à l'article 3 d'autres substances que celles mentionnées aux tableaux A et B.

Art. 19. — Les pharmaciens ne peuvent délivrer lesdites substances, pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, que sur la prescription d'un médecin ou d'un vétérinaire.

Toutefois, ils peuvent délivrer, sur la prescription d'un chirurgien dentiste ou d'une sage-femme diplômée, celles desdites substances dont la liste sera fixée par arrêté du ministre de l'intérieur.

Art. 20. — L'auteur de la prescription est tenu, sous les sanctions prévues par la loi du 19 juillet 1845, de la dater, de la signer et de mentionner lisiblement son nom et son adresse, d'énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses prescrites et d'indiquer le mode d'administration du médicament.

Art. 21. — Les pharmaciens peuvent renouveler l'exécution des ordonnances prescrivant des substances du tableau A, sous les réserves indiquées ci-après :

Ne peut être renouvelée, ni par le pharmacien qui y a procédé pour la première fois, ni par tout autre pharmacien, l'exécution des ordonnances sur lesquelles l'auteur de la prescription a mentionné l'interdiction du renouvellement.

Ne peuvent être exécutées à nouveau, à moins d'indication contraire de l'auteur de la prescription :

1° Les ordonnances prescrivant lesdites substances, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées ;

2° Les ordonnances prescrivant, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et quelle qu'en soit la dose, les cyanures de mercure ou de potassium, l'aconitine ou ses sels, la digitaline, la strophanthine, la vératrine ou ses sels ;

3° Les ordonnances prescrivant, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale, et à une dose supérieure à celle indiquée dans le codex comme dose maximum pour vingt-quatre heures, des substances du tableau A autres que celles désignées au précédent paragraphe.

Toutefois, les pharmaciens peuvent renouveler les ordonnances ne portant pas de mention spéciale et prescrivant en nature, mais à dose n'excédant pas 5 grammes, le laudanum ou la teinture de noix vomique.

Art. 22. — Les pharmaciens doivent inscrire les ordonnances prescrivant lesdites substances sur un registre spécial de vente tenu dans les conditions fixées par l'article 6 du présent décret. Ils sont soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne les livraisons de médicaments qu'ils sont autorisés à faire dans les conditions prévues aux articles 27 et 28.

Toutefois, pour les ventes sur ordonnances, ils ne sont pas obligés d'inscrire le nom de l'acheteur, mais ils doivent mentionner le nom et l'adresse de l'auteur de la prescription.

Les renouvellements d'une même ordonnance doivent être mentionnés sur le registre, le jour de chaque renouvellement, sous un

nouveau numéro d'ordre. Cette inscription peut consister en la seule indication du numéro sous lequel l'ordonnance a été primitivement inscrite.

Les pharmaciens sont autorisés à transcrire dans les mêmes conditions sur leur registre spécial de vente les ordonnances médicales qui ne comportent pas la délivrance de substances vénéneuses.

Ils ne doivent rendre les ordonnances prescrivant des substances visées au présent titre, que revêtues du timbre de leur officine après y avoir indiqué le numéro sous lequel la prescription a été inscrite au registre de vente, ainsi que la date de cette inscription.

Ils sont tenus de conserver l'ordonnance lorsque, par application des dispositions de l'article 21, celle-ci ne peut être renouvelée.

Lorsqu'ils conservent l'ordonnance, ils doivent en remettre à l'intéressé une copie intégrale datée et signée par eux, portant le timbre de leur officine et mentionnant le numéro sous lequel la prescription est inscrite à leur registre.

Les ordonnances retenues par les pharmaciens doivent être conservées par eux pendant trois ans pour être représentées à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art. 23. — Les pharmaciens doivent apposer sur tout récipient contenant un médicament délivré par eux une étiquette indiquant, avec leur nom et leur adresse, le numéro d'ordre sous lequel la prescription est inscrite sur leur registre.

Cette étiquette est de couleur rouge orangé, quand il s'agit des substances du tableau A délivrées en nature ou de préparations contenant lesdites substances et destinées soit à l'usage externe, soit à être employées en injections.

Cette étiquette porte la mention « *Toxique : ne pas dépasser la dose prescrite* », lorsque la substance vénéneuse, délivrée en nature, doit être absorbée par la voie stomacale, et la mention « *Poison* », lorsque la préparation est destinée à l'usage externe ou à des injections.

Les pharmaciens doivent, en outre, apposer sur les récipients une seconde étiquette de couleur rouge orangé portant, selon les cas, les mots « *pour l'usage externe* » ou « *solution pour injections* ».

Lorsqu'il s'agit de médicaments destinés à la médecine vétérinaire, l'étiquette rouge orangé doit porter la mention « *Médicament vétérinaire, — Poison* ».

Art. 24. — Les médecins autorisés à délivrer les médicaments sont soumis aux obligations imposées aux pharmaciens par les premier, deuxième et troisième paragraphes de l'article 22 et par l'article 23.

Lorsque les médicaments qu'ils délivrent sont prescrits par eux-mêmes, ils sont tenus de remettre au malade une ordonnance rédigée conformément aux dispositions de l'article 20.

Ils doivent indiquer, sur ladite ordonnance, le numéro sous lequel la prescription a été inscrite au registre de vente.

Art. 25. — Les vétérinaires autorisés à délivrer des médicaments dans les conditions prévues à l'article 17 sont assujettis aux obligations imposées aux pharmaciens par les premier et troisième paragraphes de l'article 22 et par les premier, deuxième et cinquième paragraphes de l'article 23. Ils doivent, en outre, mentionner sur leur registre le nom et l'adresse du client auquel la vente est faite.

Lorsque les médicaments qu'ils prescrivent sont délivrés par eux-mêmes à leurs clients, ils doivent, en outre, leur remettre une ordonnance rédigée conformément aux dispositions de l'article 20.

Art. 26. — Lorsque les médicaments destinés à la médecine humaine ou vétérinaire, et renfermant une ou plusieurs des substances visées au présent titre, sont préparés et divisés à l'avance en vue de la vente au public, les enveloppes et récipients qui renferment ces médicaments doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom desdites substances, tel qu'il figure au tableau A, ainsi que la dose, en toutes lettres, de chacune de ces substances contenue dans 100 grammes de la préparation.

A l'exception des prescriptions de l'article 18, toutes les dispositions qui précèdent sont applicables au commerce desdites préparations.

Toutefois, lorsque le nom et l'adresse du pharmacien par qui la préparation a été faite se trouvent indiqués sur l'enveloppe ou récipient contenant ladite préparation, celui qui la délivre est dispensé d'y apposer l'étiquette prévue au premier paragraphe de l'article 23.

Art. 27. — Les pharmaciens peuvent délivrer aux médecins et aux vétérinaires, sur leur demande écrite, datée et signée, les substances visées au présent titre et destinées à être employées par eux, soit dans les cas d'urgence, soit pour des opérations, pansements ou injections.

Ces médicaments doivent être employés par les praticiens eux-mêmes ; il leur est interdit de les céder à leurs clients, à titre onéreux ou gratuit.

Ces substances ne peuvent être délivrées que sous la forme pharmaceutique compatible avec leur emploi médical.

L'auteur de la demande doit indiquer lisiblement son nom et son

adresse et énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses entrant dans les préparations.

Les prescriptions de l'article 23 sont applicables aux médicaments délivrés dans les conditions visées au présent article.

Art. 28. — Un arrêté du ministre de l'intérieur énumérera les substances vénéneuses que les pharmaciens peuvent délivrer dans les conditions fixées par l'article précédent, aux chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes pour l'exercice de leur profession.

Art. 29. — Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux préparations médicamenteuses renfermant des substances du tableau A à des doses trop faibles pour que lesdites préparations puissent être soumises à la présente réglementation.

Ces doses seront fixées, pour chacune de ces substances, par arrêté du ministre de l'intérieur, pris sur l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France. Cet arrêté sera inséré au Codex

TITRE II

Substances classées dans le tableau B

Art. 30. — Les articles qui précèdent sont applicables à l'importation, à l'achat, à la vente, à la détention et à l'emploi des substances classées dans le tableau B, en tant que leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent titre.

Art. 31. — Les importateurs et les producteurs indigènes des substances classées dans le tableau B, les chimistes, les industriels et les commissionnaires en marchandises qui veulent faire le commerce desdites substances, ou les transformer en vue de la vente, doivent en faire une déclaration spéciale dans les conditions prévues à l'article 2.

Il est interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration spéciale d'importer, d'exporter, de détenir en vue de la vente, de délivrer, de vendre ou de transformer les substances inscrites au tableau B.

Il est également interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration d'acheter ou de se faire délivrer ces substances autrement que sur la prescription d'un médecin, d'un vétérinaire, d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme dans les conditions fixées au présent décret.

Toutefois, cette dernière interdiction n'est pas applicable aux laboratoires et établissements désignés, après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, par des arrêtés du ministre de l'intérieur qui détermineront, en même temps que les conditions

dans lesquelles lesdites substances pourront être remises à ces laboratoires et établissements, les quantités maxima qu'ils seront autorisés à se faire livrer.

Art. 32. — Tout achat ou toute cession, même à titre gratuit, desdites substances, doit être inscrit sur un registre spécial aux substances du tableau B, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police. L'autorité qui vise ce registre spécial doit se faire représenter le récépissé de la déclaration faite par l'intéressé. Elle mentionne, sur la première page dudit registre, la date à laquelle cette déclaration a été effectuée.

Les inscriptions sur le registre sont faites sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de l'achat ou de la réception, de la vente ou de la livraison. Elles indiquent le nom desdites substances, tel qu'il figure au tableau B, leur quantité, les nom, profession et adresse soit de l'acheteur, soit du vendeur, ainsi que le numéro donné par ce dernier au produit livré.

A chacune des opérations est attribué un numéro d'ordre qui peut s'appliquer à tous les produits compris dans une même réception ou livraison.

Les dispositions du présent article sont imposées à quiconque est autorisé à acheter ou à vendre lesdites substances dans les conditions fixées à l'article précédent, notamment aux pharmaciens, médecins et vétérinaires, aux importateurs et aux exportateurs, aux producteurs indigènes pour leurs ventes, ainsi qu'aux commissionnaires en marchandises.

Toutefois, les pharmaciens sont autorisés, pour les ventes sur ordonnance, à n'inscrire que chaque mois, sur le registre spécial, le relevé totalisé des quantités desdites substances qui figurent, pour ledit mois, au registre de vente prévu par l'article 22 et sur lequel ils doivent alors inscrire le nom et l'adresse des personnes auxquelles ils ont délivré ces substances.

Art. 33. — Les importateurs sont tenus de prendre au bureau de douane par lequel doit avoir lieu l'introduction un acquit-à-caution indiquant les quantités importées de chacune desdites substances, ainsi que le nom et l'adresse du ou des destinataires.

Cet acquit-à-caution, dont la délivrance est subordonnée à la production du récépissé délivré au ou aux destinataires en vertu des articles 2 et 31, doit être rapporté dans un délai d'un mois, revêtu d'un certificat de décharge de l'autorité municipale du lieu de résidence du ou des destinataires.

Les exportateurs sont tenus, pour toute expédition à l'étranger, de prendre au bureau de douane un certificat d'exportation.

Les certificats doivent mentionner la nature des préparations exportées et indiquer la quantité de chacune des substances du tableau B qu'elles renferment. Ces certificats doivent être conservés pendant trois ans par le vendeur pour être représentés à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art. 34. — Les industriels qui emploient ces substances pour en extraire les alcaloïdes, et les pharmaciens qui les traitent en vue du même usage ou pour les transformer en produits pharmaceutiques, sont tenus, après avoir indiqué ces opérations sur le registre spécial prévu à l'article 32, d'inscrire, à la suite des quantités employées, celles que renferment les produits résultant de la transformation.

Décharge de la différence est donnée sur ce registre par l'inspecteur institué par l'article 2 du décret du 5 août 1908, si le déficit lui paraît résulter normalement des transformations ou manipulations déclarées.

Art. 35. — Le registre prévu à l'article 32 doit être conservé pendant dix années pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Le vendeur n'est exonéré des quantités reçues que dans la mesure soit des ventes par lui effectuées et inscrites audit registre, soit de la décharge donnée dans les conditions de l'article précédent.

Art. 36. — Ces substances ne peuvent circuler, être importées ou exportées que si les enveloppes ou récipients qui les renferment portent, en outre des inscriptions prescrites à l'article 4, l'indication de la quantité desdites substances ainsi que les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire.

Le détenteur de ces substances doit les conserver dans des armoires fermées à clef. Ces armoires ne peuvent contenir d'autres substances que celles qui figurent aux tableaux A et B. Toute quantité trouvée en dehors desdites armoires sera saisie.

Art. 37. — Exception faite pour la délivrance sur ordonnance, il est interdit de vendre ou de délivrer lesdites substances à quiconque ne justifie pas qu'il a satisfait aux conditions de l'article 31.

Lesdites substances ne peuvent être délivrées que contre une commande écrite, datée et signée de l'acheteur ou de son représentant, indiquant son nom, sa profession et son adresse et énonçant, en toutes lettres, la quantité de la substance demandée.

La commande doit être conservée pendant trois ans par le vendeur, pour être représentée à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les dispositions du paragraphe premier du présent article sont

applicables en cas de vente ou de cession desdites substances après saisie par l'autorité publique ou à la requête des créanciers.

Art. 38. — Il est interdit aux pharmaciens de renouveler aucune ordonnance prescrivant des substances du tableau B, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées.

La même interdiction s'applique aux ordonnances prescrivant des poudres composées à base de cocaïne ou de ses sels et de ses dérivés et renfermant ces substances dans une proportion égale ou supérieure au centième, ainsi qu'aux ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et contenant, à une dose quelconque, des substances du tableau B.

Par dérogation à cette dernière disposition, peuvent être renouvelées les ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et ne contenant pas plus de 12 centigrammes d'extrait d'opium, ni plus de 3 centigrammes de chlorhydrate de morphine, de diacetyl-morphine ou de cocaïne.

Art. 39. — Il est interdit aux médecins de rédiger et aux pharmaciens d'exécuter des ordonnances prescrivant, pour une période supérieure à sept jours, les substances du tableau B, lorsque la composition des préparations prescrites correspond aux conditions d'interdiction édictées par l'article précédent.

Art. 40. — Les pharmaciens peuvent délivrer aux médecins, aux vétérinaires, aux chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes les substances du tableau B nécessaires à l'exercice de leur profession, dans les conditions et sous les réserves fixées aux articles 27 et 28.

Les pharmaciens ne peuvent délivrer ces substances qu'à des praticiens domiciliés dans la commune ou dans les communes contiguës, lorsque celles-ci sont dépourvues d'officine.

Il est interdit aux pharmaciens de délivrer à ces praticiens aucune de ces substances en nature.

Les pharmaciens doivent conserver pendant trois ans, pour être représentées à toute réquisition de l'autorité compétente, les demandes émanant des médecins, des vétérinaires, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes et en adresser un relevé, à la fin de chaque trimestre, au préfet de leur département.

TITRE III

Substances classées dans le tableau C

Art. 41. — Quiconque détient, en vue de la vente, des substances inscrites au tableau C, est tenu de les placer dans ses magasins de

manière qu'elles soient séparées des substances non dangereuses et notamment des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Lesdites substances doivent être renfermées dans des récipients ou enveloppes portant une inscription indiquant le nom de la substance, tel qu'il figure au tableau annexé, et entourés d'une bande de couleur verte avec le mot « *Dangereux* » inscrit en caractères très apparents.

Ces substances ne peuvent être délivrées aux acheteurs que contenues dans des récipients ou enveloppes portant, outre le nom de la substance, le nom et l'adresse du vendeur, et entourés de la bande verte mentionnée dans le précédent paragraphe.

Art. 42. — Lesdites substances ne peuvent être délivrées pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire que dans les conditions prescrites aux articles 16 et 17.

Elles ne seront délivrées que dans des récipients portant une étiquette mentionnant le nom et l'adresse du vendeur et indiquant le nom de la substance ou sa composition ; cette dernière indication peut être remplacée par le numéro d'inscription au registre de vente.

Art. 43. — Lorsque les pharmaciens et médecins délivrent, en nature, pour l'usage interne, des substances du tableau C, ils doivent apposer sur chaque enveloppe ou récipient renfermant lesdites substances une étiquette de couleur verte portant les mots « *A employer avec précaution* ».

Lorsqu'ils délivrent ces substances sous forme de préparations destinées soit à l'usage externe, soit à être employées en injections, ils doivent apposer sur les enveloppes ou récipients renfermant lesdites préparations une étiquette de couleur verte portant le mot « *Dangereux* » avec la mention « *Pour usage externe* » ou « *Solution pour injections* », suivant le cas.

Lorsque les pharmaciens ou les vétérinaires délivrent lesdites substances pour la médecine vétérinaire, soit en nature, soit sous forme de préparations, ils doivent apposer sur les enveloppes ou récipients une étiquette de couleur verte portant l'inscription « *Médicament vétérinaire. — Dangereux* ».

Ces dispositions sont applicables au commerce des médicaments préparés et divisés à l'avance, en vue de la vente au public et renfermant des substances du tableau C.

Art. 44. — Les teintures et lotions pour cheveux, les fards, cosmétiques et produits de toilette préparés avec des substances du

tableau C ne peuvent être détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus que dans des récipients portant une étiquette indiquant le nom desdites substances entrant dans leur composition et revêtus, en outre, de la bande de couleur verte avec le mot « *Dangereux* » prévue à l'article précédent.

TITRE IV

Dispositions générales

Art. 45. — Concurrément avec les inspecteurs chargés de procéder aux visites prescrites par les articles 29, 30 et 31 de la loi du 24 germinal an XI, modifiés par la loi du 25 juin 1908, les maires et les commissaires de police doivent veiller à l'exécution des dispositions qui précèdent.

Ils ont qualité pour visiter, avec l'assistance de l'inspecteur institué par l'article 2 du décret du 5 août 1908, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, avec le concours d'un pharmacien désigné par le préfet, les officines des pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, ainsi que les entrepôts et magasins des droguistes et des commissionnaires en marchandises trafiquant de ces substances, les laboratoires où elles sont traitées pour en extraire les alcaloïdes ou pour les transformer en préparations pharmaceutiques, les magasins des herboristes et épiciers, des coiffeurs et parfumeurs et, d'une façon générale, conformément à la loi du 25 juin 1908, tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques.

Art. 46. — L'autorité qui procède à l'inspection exige la production du récépissé de la déclaration qui a dû être faite en exécution de l'article 2 ou, s'il y a lieu, de l'article 31 du présent décret. Si cette justification n'est pas apportée, les produits trouvés en contravention sont saisis, et si, parmi eux, la présence d'une ou plusieurs substances du tableau B est constatée, la fermeture de l'établissement est ordonnée par le préfet.

Si la déclaration est produite, l'autorité qui procède à la visite s'assure que les registres prescrits sont régulièrement tenus et que leurs énonciations concordent avec les quantités existantes.

Dans les cas d'infractions pouvant entraîner l'application des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916, procès-verbal est dressé des constatations et opérations effectuées. Ce procès-verbal est transmis sans délai au procureur de la République, par l'autorité qui a pro-

cédé aux constatations ; copie dudit acte est adressée par elle au préfet.

Art. 47. — A dater de la publication de chacun des arrêtés prévus à l'article 29, un délai de six mois, en ce qui concerne l'article 26 et le dernier paragraphe de l'article 43, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions desdits articles.

Art. 48. — Sont abrogés l'ordonnance du 29 octobre 1846, le décret du 1^{er} octobre 1908 et, généralement, toutes dispositions contraires au présent décret rendues en exécution de la loi du 19 juillet 1845.

Art. 49. — Le ministre de l'Intérieur, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, le ministre des Finances et le ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 14 septembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Intérieur,

MALVY.

*Le Garde des Sceaux, ministre
de la Justice,*

R. VIVIANI.

Le ministre des Finances,

A. RIBOT.

Le ministre de l'Agriculture,

J. MÉLINE.

TABLEAU A

Acide arsénieux et acide arsénique.

Acide cyanhydrique.

Aconit (feuille, racine, extrait et teinture).

Aconitine et ses sels.

Adrénaline.

Apomorphine et ses sels.

Arécoline et ses sels.

Arséniates et arsénites.

Atropine et ses sels.

Bains arsenicaux.

Belladone (feuille, racine, poudre et extrait).

Benzoate de mercure.

Bichlorure de mercure.

Biiodure de mercure.

Bromoforme.

H. Pruvost

Brucine et ses sels.
 Cantharides entières, poudre et teinture.
 Cantharidine et ses sels.
 Chloroforme.
 Ciguë (fruit, poudre et extrait).
 Codéïne et ses sels.
 Colchicine et ses sels.
 Colchique (semence et extrait).
 Conine et ses sels.
 Coque du Levant.
 Curare et curarine.
 Cyanures métalliques.
 Digitale (feuille, poudre et extrait).
 Digitaline.
 Duboisine et ses sels.
 Émétique.
 Ergotinine.
 Ergot de seigle.
 Éserine et ses sels.
 Extrait d'ergot de seigle (ergotine).
 Extrait fluide d'ergot de seigle.
 Fèves de Saint Ignace.
 Gouttes amères de Baumé.
 Gouttes noires anglaises.
 Homatropine et ses sels.
 Huile de croton.
 Huile phosphorée.
 Hydrastine.
 Hydrastinine et ses sels.
 Hyoscyamine et ses sels.
 Juniperus Phœnicea (feuille, poudre, essence).
 Jusquiame (feuilles, poudre et extrait).
 Laudanum de Sydenham.
 Laudanum de Rousseau.
 Liqueur de Fowler.
 Nicotine et ses sels.
 Nitrates de mercure.
 Nitroglycérine.
 Noix vomique (poudre, extrait et teinture).
 Oxydes de mercure.
 Paquets de sublimé corrosif.

Pavot, *papaver somniferum* (capsules sèches).

Phosphore.

Phosphure de calcium.

Phosphure de zinc.

Picrotoxine.

Pilocarpine et ses sels.

Rue (feuilles, poudre et essence).

Sabine (feuilles, poudre et essence).

Santonine.

Scopolamine et ses sels.

Stovaïne.

Stramoine (feuilles, poudre et extrait).

Strophanthine et ses sels.

Strophanthus (semences, extrait et teinture).

Strychnine et ses sels.

Sulfures d'arsenic.

Teinture d'opium.

Topiques à l'huile de cotron.

Vératrine et ses sels.

TABLEAU B

Opium brut et officinal.

Extraits d'opium.

Morphine et ses sels.

Diacétylmorphine et ses sels.

Alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), leurs sels et leurs dérivés.

Cocaïne, ses sels et ses dérivés.

Haschich et ses préparations.

TABLEAU C

Acétates de plomb cristallisés et préparations qui les contiennent.

Acétate (sous) de plomb liquide.

Acide acétique cristallisable.

Acide chlorhydrique.

Acide chromique.

Acide nitrique.

Acide oxalique.

Acide sulfurique.

Acide sulfurique alcoolisé (eaux de Rabel).

Alcoolature d'aconit.

Amidophénol.
Ammoniaque.
Amidorésorcine.
Brome.
Carbonate de plomb et préparations qui le contiennent.
Caustique au chlorure d'antimoine.
Caustique au chlorure de zinc (pâte de Cauquoïn).
Caustique de potasse et de chaux (poudre de Vienne).
Chloral hydraté.
Chlorure d'antimoine.
Chlorure de zinc et la solution du codex.
Composés organiques de l'arsenic.
Crésylol et crésylate de soude.
Diamidophénol.
Diamidorésorcine.
Eau distillée de laurier-cerise.
Eau de cuivre.
Essence de moutarde.
Formaldéhyde (formol).
Huile de foie de morue phosphorée.
Huile grise.
Hydroquinone.
Iode et teinture d'iode.
Iodure de plomb.
Lessives de potasse ou de soude.
Liqueur de Van Swieten.
Liqueur de Villatte.
Nitrate d'argent cristallisé et fondu et préparations qui le contiennent.
Nitrate de plomb et préparations qui le contiennent.
Nitrite d'amylo.
Nitroprussiates.
Oxalates de potassium.
Papier au sublimé.
Pâtes phosphorées.
Pelletière et ses sels.
Phénol et phénates.
Phénylène-diamine (méta et para) et préparations qui les contiennent.
Pommade au sublimé corrosif.
Pommades à l'oxyde de mercure.

Potasse caustique.
Protochlorure de mercure (calomel ou précipité blanc).
Protoiodure de mercure.
Pyridine.
Pyrogallol.
Saccharine.
Scille (poudre, extrait et teinture).
Sirop d'aconit.
Sirop de belladone.
Sirop de biiodure de mercure ou de Gibert.
Sirop de digitale.
Sirop de morphine.
Sirop d'opium.
Soluté de peptonate de mercure (codex).
Soude caustique.
Sulfate de mercure.
Sulfate de spartéine.
Sulfate de zinc.
Sulfure de mercure et préparations qui le contiennent.
Sulfocyanure de mercure.
Teinture de belladone.
Teinture de colchique.
Teinture de digitale.
Teinture de jusquiame.
Tétrachlorure de carbone.

*Instruction pour la vente et l'emploi en agriculture
des composés arsenicaux (1).*

Paris, le 15 septembre 1916.

La vente des composés arsenicaux insolubles, en vue de leur emploi à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, est désormais permise, à l'exclusion de celle des arsenicaux solubles, en vertu des dispositions du décret du 14 septembre 1916, visant l'application de la loi du 19 juillet 1845, complétée par la loi du 12 juillet 1916, sur les substances vénéneuses.

Les conditions imposées par ce règlement, tant en ce qui con-

(1) *Journal officiel*, 20 septembre 1916, p. 8305.

cerne la vente et la détention que l'emploi de ces produits vénéneux et particulièrement dangereux, sont les suivantes :

1^o Les composés arsenicaux insolubles destinés à la destruction des parasites de l'agriculture ne peuvent être vendus ni employés en nature. Ils doivent être mélangés avec une substance odorante et colorée en vert, suivant la formule indiquée à l'article 1^{er} de l'arrêté ci-après du ministre de l'Agriculture.

2^o Quiconque veut faire le commerce de ces substances doit en faire la déclaration à la mairie de la commune dans laquelle est situé son établissement ou, à Paris, à la préfecture de police. Récépissé en est donné au déclarant.

3^o Les personnes qui détiennent ces préparations arsenicales, soit en vue de la vente, soit en vue de leur emploi, doivent les renfermer dans des armoires fermées à clef ou dans des locaux où n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'établissement.

Ces armoires ou locaux ne doivent contenir aucune substance destinée ou pouvant servir directement ou indirectement à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Lorsque le détenteur de ces substances exerce le commerce des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, aucune communication intérieure directe ne doit exister entre l'établissement et ses dépendances où s'exerce ledit commerce et les locaux où sont détenues les substances vénéneuses. Cette obligation ne s'applique pas aux pharmaciens.

4^o Il est interdit de détenir en vue de la vente, de vendre, de livrer, d'expédier ou de faire circuler ces substances autrement que contenues dans des récipients métalliques fermant hermétiquement et sur lesquels seront collées :

1^o Une étiquette rouge orangé, portant, en caractères noirs très apparents, le nom du composé arsenical ou des composés arsenicaux qui constituent la préparation. Ce nom doit être inscrit, sans abréviation, tel qu'il figure au tableau A annexé au décret. L'étiquette ne doit pas porter d'autres inscriptions que le nom et l'adresse du vendeur et le numéro de la vente, comme il est indiqué plus loin ; elle doit être collée de façon à ce qu'elle ne puisse être involontairement détachée, et être placée sur le corps du récipient. Toute indication inexacte quant à la nature du produit expose le vendeur à des poursuites en vertu de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes ;

2^o Une bande *rouge orangé* faisant le tour du corps du récipient et portant en caractères également très apparents le mot « *poison* ». Pour l'emballage, l'expédition et la circulation, les récipients métal-

liques pourront être contenus dans une enveloppe de bois (boîte ou tonneau), qui sera elle-même revêtue de l'étiquette et de la bande rouge orangé ci-dessus mentionnées.

Les récipients ayant servi à contenir les produits arsenicaux ne doivent en aucun cas être employés à recevoir des produits propres à servir directement ou indirectement à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

5° Toute personne qui se livre au commerce des préparations arsenicales est soumise aux prescriptions du décret du 14 septembre 1916. Elle est tenue d'avoir un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police et destiné uniquement à l'inscription des ventes de substances vénéneuses. Toute vente de préparation arsenicale doit être inscrite sur le dit registre. Les inscriptions sont faites de suite, sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de la livraison ou de l'expédition ; elles indiquent le nom et la quantité des substances vendues, la date de la vente, ainsi que les nom, profession et adresse de l'acheteur.

A chacune des ventes est attribué un numéro d'ordre, qui peut s'appliquer à tous les produits d'une même livraison. Ce numéro doit être inscrit, ainsi que le nom et l'adresse du *vendeur*, sur l'étiquette rouge orangé apposée sur chacun des récipients conformément aux indications qui précèdent.

Le revendeur, c'est-à-dire l'intermédiaire qui achète les produits pour les vendre tels qu'il les a reçus est, par suite, tenu d'effacer, au moment de la vente, les indications de nom et de numéro déjà portées sur le récipient par son fournisseur pour leur substituer son propre nom et son propre numéro de vente. Cette substitution peut se faire simplement en collant une nouvelle bande rouge-orangé sur la première.

Le registre sur lequel les ventes sont inscrites doit être conservé pendant dix ans, pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

6° Aucune vente desdites substances ne peut être consentie qu'au profit d'une personne âgée de dix-huit ans au moins, connue du vendeur ou justifiant de son identité.

Ces substances ne peuvent être délivrées que contre un reçu daté et signé de l'acheteur ou de son représentant et mentionnant son adresse et sa profession. Ce reçu peut être remplacé par une commande écrite, datée et signée de l'acheteur ou de son représentant, et indiquant sa profession et son adresse.

Si l'acheteur n'est pas exploitant agricole, le reçu ou la com-

mande doit mentionner l'usage auquel les substances demandées sont destinées.

Le reçu ou la commande doit être conservé pendant trois ans par le vendeur, pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

7° Les composés arsenicaux dont l'usage est permis pour la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture ne peuvent être employés que dans les conditions fixées par les articles 2 et 3 de l'arrêté ci-après.

L'emploi des composés arsenicaux, quels qu'ils soient, est expressément interdit dans les cultures maraîchères et fourragères, ainsi que pour le chaulage des grains et la destruction des mauvaises herbes dans les allées des jardins et dans les cours et terrains de sports.

ARRÊTÉ

Le ministre de l'Agriculture;

Vu le décret du 14 septembre 1916, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 juillet 1845, complétée par la loi du 12 juillet 1916, sur les substances vénéneuses, et notamment les articles 8, 9, 10 et 11 dudit décret ;

Vu l'avis du Comité consultatif des épiphyties ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique de France,

Arrête :

Article premier. — Les composés arsenicaux destinés à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture ne peuvent être délivrés ou employés pour cet usage qu'à l'état de mélange avec des dénaturants d'après la formule suivante :

Produits arsenicaux insolubles	1.000 grammes
Pyridine, ou phénol brut ou nitrobenzine.	20 —
Vert sulfoconjugué	2 —

Le mélange doit être parfaitement homogène.

Art. 2. — Les traitements par les composés arsenicaux sont interdits dans les vignes, vergers et autres plantations où sont faites des cultures intercalaires maraîchères, potagères ou fruitières à basse tige.

Vigne. — Les traitements par ces composés sont autorisés en viticulture à partir du début de la végétation : ils ne pourront être appliqués après la floraison.

Arbres fruitiers. — Lesdits traitements ne sont autorisés que pour les pommiers, poiriers et pruniers. Ils seront suspendus pendant la floraison, pourront être repris après celle-ci, mais devront cesser quinze jours après.

Betteraves. — Les betteraves pourront être traitées par les composés arsenicaux, mais le traitement devra cesser un mois après le démariage ou le repiquage.

Oseraies et pépinières. — Les oseraies, les pépinières d'arbres ou d'arbustes ne portant pas de fruits comestibles pourront être soumis en tout temps au traitement par lesdits composés.

Art. 3. — Les préparations arsenicales destinées à un emploi agricole doivent être conservées dans des armoires ou des locaux fermés, dont les employeurs (chefs d'exploitation ou leurs représentants) auront seuls la clef.

Quel que soit l'état sous lequel on les emploie, lesdites substances ne pourront être maniées directement avec les mains nues. Elles ne seront en aucun cas répandues à l'état sec sur les plantes.

En dehors des manipulations, les récipients contenant les préparations arsenicales (baquets, cuves, etc.) devront être toujours maintenus fermés à l'aide d'un couvercle.

Les ustensiles ou objets qui auront servi à la manipulation ou à la pulvérisation de ces préparations seront nettoyés par lavage à l'eau ; ils ne devront pas subir de grattage à sec. Il en sera de même pour les appareils à pulvérisation.

Les employeurs sont tenus de mettre à la disposition du personnel chargé des pulvérisations, soit des masques, soit tous autres moyens de protection efficaces des voies respiratoires.

Ils lui fourniront des vêtements ou blouses servant exclusivement à ce travail et pouvant être serrés au col et aux poignets, ainsi que des gants imperméables.

Ils assureront un lavage fréquent des vêtements et des gants.

Il est interdit de laisser les ouvriers prendre leur nourriture sans avoir quitté leurs vêtements de travail et sans s'être préalablement lavé au savon les mains et le visage.

Les objets nécessaires à ce lavage, tels que récipients à robinet contenant de l'eau, cuvettes et savon, seront mis à la disposition des ouvriers sur les lieux mêmes du travail, de façon à ce que chacun d'eux puisse se laver avec de l'eau propre.

Les ouvriers ne devront pas fumer pendant le travail.

Les résidus des manipulations des produits arsenicaux, tels que fonds de récipients ou de cuves, les eaux de lavage, devront être

recueillis avec soin et enfouis dans le sol, de façon à éviter que les produits arsenicaux soient entraînés dans les cours d'eau, les sources, mares ou abreuvoirs.

Les instruments hors d'usage ayant servi à ces manipulations seront soigneusement lavés avant d'être mis au rebut.

Les feuilles qui auront subi un traitement aux produits arsenicaux ne pourront servir à présenter, envelopper ou expédier aucune substance alimentaire.

Elles ne devront pas non plus servir, en aucun cas, à l'alimentation du bétail.

Les employeurs sont tenus de porter les prescriptions qui précèdent à la connaissance de leur personnel et d'en assurer l'exécution sous leur propre responsabilité.

Les dispositions du présent article seront affichées dans les exploitations agricoles où l'on emploie les produits arsenicaux.

Art. 4. — Le directeur des Services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 15 septembre 1916.

Le ministre de l'Agriculture,
J. MÉLINE.

ARRÊTÉ

modifiant l'article 2 de l'Arrêté du 15 septembre 1916, fixant les conditions d'emploi des composés arsenicaux en agriculture,

du 30 décembre 1916.

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes,

Vu le décret du 14 septembre 1916, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 juillet 1845, complétée par la loi du 12 juillet 1916, sur les substances vénéneuses, et notamment les articles 8, 9, 10 et 11 dudit décret ;

Vu l'arrêté du 15 septembre 1916, fixant les conditions d'emploi en agriculture des composés arsenicaux insolubles ;

Vu l'avis du Comité consultatif des épiphyties,

Arrête :

Article premier. — L'article 2 de l'arrêté du 15 septembre 1916 est modifié ainsi qu'il suit :

Les traitements par les composés arsenicaux, en pulvérisations et en badigeonnages, sont interdits dans les vignes, vergers et autres plantations où sont faites des cultures intercalaires maraîchères et potagères.

Lesdits traitements sont autorisés :

1° *Vignes* : de la fin des vendanges jusqu'à la fin de la floraison ;
2° *Pommiers, poiriers et pruniers* (à l'exclusion de toutes autres essences fruitières pour lesquelles lesdits traitements sont interdits) : de l'époque qui suivra la récolte totale des fruits jusqu'à quinze jours après la floraison ; toutefois, au moment de la pleine floraison, les traitements seront suspendus ;

3° *Oliviers* : du 1^{er} juin au 1^{er} octobre ;

4° *Betteraves* : jusqu'à un mois après le démariage ou le repiquage ;

5° *Osiers* : en tout temps ;

6° *Arbres et arbustes de pépinières* : en tout temps, mais à la condition qu'ils ne portent aucun fruit destiné à être consommé.

Art. 2. — Le directeur des Services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 30 décembre 1916.

Le ministre de l'Agriculture,
CLÉMENTEL.

*Circulaire aux inspecteurs et inspecteurs adjoints
des pharmacies (1).*

Paris, le 11 janvier 1917.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après les délais qu'il y a lieu d'accorder aux intéressés pour se conformer aux dispositions du décret du 14 septembre 1916 sur le commerce des substances vénéneuses, en ce qui concerne quelques-unes des dispositions de ce règlement.

Substances vénéneuses. — Les dispositions du décret du 14 septembre 1916 sont applicables depuis le jour de sa publication au commerce des substances vénéneuses en nature, c'est-à-dire aux substances nommément désignées dans les tableaux A, B et C annexés audit décret.

(1) *Journal officiel*, 17 janvier, p. 558.

Préparations contenant des substances vénéneuses. — Il en est de même en ce qui concerne les préparations de toutes sortes contenant des substances vénéneuses. Il ne serait, en effet, pas admissible qu'une substance classée parmi les substances vénéneuses pût être librement vendue par le seul fait qu'elle ne se présente pas en nature, mais en mélange avec une matière inoffensive quelconque.

Toutefois, il convient de donner ici au décret l'interprétation rationnelle qu'il comporte. Pour qu'une préparation contenant une ou plusieurs substances vénéneuses soit soumise au décret, encore faut-il qu'à raison du mélange desdites substances, soit par leur dose, soit par le mode de composition, elle constitue vraiment une matière toxique. Au contraire, la nouvelle réglementation n'est pas applicable au commerce des préparations renfermant des substances vénéneuses à des doses si faibles ou sous une forme telle qu'on peut les considérer comme des préparations dont la manipulation et l'emploi ne présentent aucun danger, comme n'étant pas, par conséquent, en elles-mêmes des substances vénéneuses.

D'ailleurs cette distinction a été explicitement faite, à l'égard des préparations médicamenteuses renfermant des substances du tableau A, par l'article 29 ; dispositions qui ont été étendues par l'article 47 aux préparations contenant des substances du tableau C et, sous certaines conditions, par l'article 30 à celles qui contiennent des substances du tableau B.

Si les auteurs du décret ont précisé nettement leurs intentions à l'égard de ces préparations, c'est qu'en raison de leur caractère médicamenteux on aurait pu se montrer plus exigeant que pour les autres produits renfermant des substances toxiques, et ne pas leur appliquer la distinction qui précède. Mais en raison même des garanties qu'il y a eu lieu de fixer, en ce qui les concerne, des arrêtés doivent intervenir pour déterminer les doses de substances vénéneuses au-dessous desquelles les préparations médicamenteuses ne doivent pas être considérées comme toxiques et échappent à la réglementation.

De pareilles précautions n'étaient pas nécessaires dans l'emploi industriel, commercial ou agricole des préparations contenant des substances vénéneuses. Le principe de la distinction ci-dessus établi se suffit à lui-même. Au surplus, des indications aussi précises que possible vous seront ultérieurement données.

La publication des arrêtés et des instructions dont il s'agit mettra fin à l'état d'incertitude dans lequel les intéressés se trouvent actuellement.

En attendant, je vous engage à user de la plus large tolérance et à les aider plutôt de vos conseils, étant entendu que cette tolérance ne peut évidemment s'appliquer qu'à l'égard des préparations qui ne vous paraîtraient pas nettement dangereuses.

Dispositions visant les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes.

— Les pharmaciens qui, sous l'ancienne réglementation, n'étaient pas autorisés à exécuter les prescriptions émanant des chirurgiens-dentistes ni, le plus souvent, celle des sages-femmes, pourront dorénavant exécuter certaines ordonnances de ces praticiens relatives à des substances vénéneuses dont une liste sera dressée par arrêté ministériel.

De même, un arrêté devra fixer la liste des substances des tableaux A et B (art. 27, 28 et 40) que les pharmaciens sont autorisés à délivrer aux chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes pour l'exercice de leur profession.

Il ne sera rien modifié aux usages actuellement admis tant que les arrêtés précités n'auront pas été publiés.

Produits destinés à l'exportation. — Les dispositions relatives à l'étiquetage des substances et préparations vénéneuses des tableaux A et C ne sont pas exigibles pour les produits exportés.

Toutefois, leur destination à l'exportation ne pouvant être présumée, il appartiendra aux intéressés de prendre toutes les précautions susceptibles de démontrer, le cas échéant, que les produits ne portant pas les indications réglementaires sont effectivement détenus en vue de l'exportation et qu'ils ne sont pas destinés à être mis en vente à l'intérieur.

Quant aux substances du tableau B et aux préparations qui les contiennent, elles ne peuvent être exportées que renfermées dans des enveloppes ou récipients portant, indépendamment des inscriptions prévues à l'article 4 (nom des substances, bande rouge, avec le mot « poison »), l'indication de la quantité desdites substances ainsi que les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire.

Cependant, les substances ou préparations dont il s'agit, présentées à un bureau de douane en vue de l'exportation et sur lesquelles la vérification de leur teneur en stupéfiants a été effectuée par un laboratoire du service des douanes, peuvent être considérées comme hors de la circulation intérieure, en ce sens qu'elles ne paraissent plus pouvoir être détournées de leur destination pour l'étranger.

J'estime qu'il est, dès lors, sans intérêt d'exiger que les colis soient revêtus des étiquettes et de la bande rouge dont l'apposition n'est prévue que pour le contrôle intérieur.

Bande rouge ou verte entourant les récipients. — L'obligation, prévue aux articles 4 et 41, d'entourer les enveloppes et récipients d'une bande rouge ou verte portant, suivant le cas, le mot « poison » ou le mot « dangereux », rencontre, dans son application aux récipients employés par le commerce de gros, des difficultés dont il y a lieu de tenir compte, surtout en ce moment.

En conséquence, je vous informe que, pour de tels récipients (fûts, touries, cylindres, réservoirs, balles, etc.), il y aura lieu de tolérer que la bande soit remplacée par une étiquette rouge ou verte, de dimensions appropriées à celles du récipient et fixée, collée ou peinte sur celui-ci. En outre, un délai, jusqu'à la fin des hostilités, est accordé aux industriels et commerçants en gros pour munir ces récipients de l'étiquette dont il s'agit.

Substances vénéneuses pour la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture. — Les dispositions du décret du 14 septembre 1916, complétées par l'arrêté du 15 septembre 1916, exigent que les préparations contenant des substances vénéneuses destinées à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture soient renfermées dans des récipients métalliques et que ces récipients soient revêtus d'une étiquette rouge orangé portant, en caractères noirs, très apparents, le nom de la ou des substances vénéneuses contenues dans la préparation, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur et le numéro de la vente.

En outre, les récipients doivent être entourés d'une bande rouge orangé portant le mot « poison ».

D'autre part, les préparations dont il s'agit doivent contenir les substances vénéneuses mélangées à des matières odorantes et colorantes et, en ce qui concerne les préparations arsenicales, l'arrêté précité a fixé leur formule de la façon suivante :

Produits arsenicaux insolubles, ...	1.000 gr.
Pyridine ou phénol brut ou nitro-benzine.	20 »
Vert sulfoconjugué	2 »

Enfin, l'article 41 du décret a interdit la vente et l'emploi des composés arsenicaux solubles en raison des dangers que leur usage peut faire courir à ceux qui les emploient et, aussi, en raison de ce qu'on peut leur substituer des arsenicaux insolubles, moins dangereux, ou même dans certains cas, des produits non arsenicaux, sans nuire à l'efficacité des traitements.

Les dispositions ainsi rappelées sont applicables dès à présent.

Or, mon administration a été saisie de nombreuses réclamations à ce sujet : les intéressés faisant valoir l'impossibilité où ils se trou-

vent, en raison des circonstances, de se conformer sans délai à certaines des prescriptions dont il s'agit.

En conséquence, j'ai décidé d'accorder :

1^o Un délai de six mois, à dater du 1^{er} janvier 1917, aux fabricants et commerçants pour l'écoulement des produits qui ne seraient pas mélangés à des matières odorantes et colorantes ;

2^o Un délai de six mois, à dater du jour de la cessation des hostilités, aux fabricants et commerçants pour l'écoulement des produits qui ne seraient pas renfermés dans des récipients métalliques ;

3^o Un délai de quatre mois, à partir du 1^{er} janvier 1917, pour l'écoulement des préparations contenant des composés arsenicaux solubles et destinés aux traitements d'hiver de la vigne et des arbres fruitiers.

Quant aux dispositions concernant l'étiquetage des préparations susvisées, j'estime que leur application ne peut être différée et que les intéressés doivent s'y conformer sans délai.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie,
de l'Agriculture, du Travail,
des Postes et des Télégraphes,*
CLÉMENTEL.

*Circulaire relative aux mesures à prendre pour la destruction
des corbeaux (1)*

Paris, le 13 janvier 1917.

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture,
du Travail, des Postes et des Télégraphes,

à Messieurs les Préfets.

Je vous ai recommandé, dans ma circulaire du 30 décembre 1916, de donner les plus grandes facilités pour la destruction des corbeaux.
. Vous les autoriserez, à l'avenir, à faire emploi du fusil pour ces destructions, qui pourront également être effectuées à l'aide de pièges et de cornets à glu ou au moyen du poison. Toutefois, l'emploi du poison étant dangereux ne pourra être autorisé qu'après avoir été réglementé par vous. Je vous rappelle à ce sujet qu'en cas d'emploi de grains empoisonnés à la noix vomique ou aux arséniatés, les grains doivent être teints en vert, en bleu ou en noir, comme l'exige l'article 12 du décret du 14 septembre 1916 (inséré au *Journal officiel* des 19 et 20 du même mois)

(1) *Journal officiel*, 17 janvier 1917, p. 559.

PRÉFECTURE DE POLICE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2^e DIVISION

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

BUREAU D'HYGIÈNE

1^{re} SECTION

Paris, le 16 janvier 1917.

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES

Monsieur le Président de la Chambre syndicale
des Pharmaciens de la Seine
5, rue des Grands-Augustins, Paris (VI^e).

Monsieur le Président,

Vous savez qu'aux termes de l'article 40 du décret du 14 septembre 1916, concernant le commerce des substances vénéneuses, les pharmaciens sont tenus d'adresser trimestriellement au Préfet du département le relevé des substances du tableau B qu'ils ont délivrées aux médecins, aux vétérinaires, aux chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes, dans les conditions et sous les réserves fixées aux articles 27 et 28.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien rappeler cette obligation aux membres de votre Chambre syndicale et les inviter à m'adresser les relevés dont il s'agit, dès l'expiration de chaque trimestre, sous le timbre du Bureau d'hygiène. Les relevés afférents au 4^e trimestre de l'année 1916 doivent donc me parvenir sans délai.

J'estime, en outre, qu'il ne serait pas sans intérêt d'attirer à cette occasion l'attention des pharmaciens sur les interdictions portées par les paragraphes 2 et 3 de l'article susvisé :

1^o Les substances du tableau B ne peuvent être délivrées qu'à des praticiens domiciliés dans la commune ou dans les communes contiguës lorsque celles-ci sont dépourvues d'officine :

2^o Il est interdit de les délivrer en nature.

Vous remarquerez à ce sujet que le décret du 14 septembre 1916 qui autorise la délivrance aux chirurgiens-dentistes des stupéfiants nécessaires à leur profession, n'étend pas le bénéfice de cette mesure aux dentistes patentés auxquels la loi du 30 novembre 1892 a maintenu le droit d'exercer l'art dentaire. Au surplus, ceux-ci « n'ont le « droit de pratiquer l'anesthésie qu'avec l'assistance d'un docteur ou

« d'un officier de santé ». Il s'ensuit que la délivrance des substances du tableau B, généralement employées comme anesthésiques, doit leur être refusée.

Agréez, monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Préfet de Police :

Le Secrétaire général,

PAOLI.

LETTRE

1

ae M. le Directeur de l'Administration générale de l'Assistance publique à Paris, à M. le Président de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine.

Paris, le 20 février 1917.

Monsieur le Président,

Je vous informe que, d'accord avec l'Association Générale des Syndicats pharmaceutiques de France, l'application du décret du 14 septembre 1916 concernant les substances vénéneuses sera réalisée de la manière suivante par le service de l'assistance médicale à domicile, à partir du 1^{er} janvier 1917.

Les pharmaciens devront envoyer à mon Administration à la fin de chaque trimestre et par l'intermédiaire des Bureaux de Bienfaisance dont ils sont fournisseurs, toutes les ordonnances que le décret leur prescrit de conserver ; ils y joindront les copies certifiées exactes de ces ordonnances. Je ferai contrôler l'identité des ordonnances et des copies qui seront timbrées et visées, puis renvoyées aussitôt que possible aux pharmaciens.

Lorsque ces derniers adresseront leurs mémoires trimestriels accompagnés des ordonnances, ils remplaceront toutes celles qu'ils doivent conserver par les copies préalablement contrôlées et timbrées.

Enfin, pour faciliter le travail de vos confrères et le contrôle de mon Administration, il sera mis à la disposition des pharmaciens, fournisseurs des Bureaux de Bienfaisance, des feuilles d'un modèle uniforme, destinées aux copies de leurs ordonnances.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Directeur

de l'Administration générale de l'Assistance publique,

G. MESUREUR.

LETTRE

*de M. le Directeur de l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, à
Monsieur le Président de la Chambre syndicale des pharmaciens
de la Seine.*

Paris, le 17 février 1917.

Avant de répondre à la lettre que vous m'avez adressée au sujet des étiquettes à apposer sur les préparations destinées à l'usage externe et renfermant des substances vénéneuses, je me suis entretenu de la question avec M. le Directeur des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture.

Nous sommes d'accord pour estimer que la circulaire du 25 juin 1855 doit être considérée comme annulée par le décret du 14 septembre 1916, puisque les dispositions de l'article 43 qui prévoit que pour les substances du tableau C la mention « Usage externe » sera imprimée sur une étiquette verte, sont contraires aux prescriptions de la circulaire laquelle exigeait que cette mention fût imprimée sur une étiquette *rouge* quel que soit le degré de toxicité de la préparation destinée à l'usage externe.

Mais il n'est pas douteux que les articles 23 et 43 se sont inspirés du même esprit que la circulaire en prévoyant que des étiquettes colorées seront apposées sur les préparations à base de substances vénéneuses et destinées à l'usage externe, alors que les étiquettes resteront blanches pour les préparations à base des mêmes substances et destinées à être absorbées par la voie stomacale.

La variété des couleurs (rouge-orange pour les préparations à base de substances des tableaux A et B, vert pour celles du tableau C) tient compte du degré de nocivité. Mais le but poursuivi par l'apposition des étiquettes colorées ne sera réellement atteint, comme le disait la circulaire du 25 juin 1855, que si ces étiquettes colorées sont exclusivement réservées aux médicaments toxiques affectés à l'usage externe. Aujourd'hui, comme en 1855, les étiquettes apposées sur les autres remèdes externes non dangereux ou sur ceux destinés à être administrés à l'intérieur devront être imprimées en noir sur papier fond blanc.

Le Directeur,

GAUTIER.

INTÉRIEUR (1)

13.671. — M. Demellier, député, rappelle à M. le ministre de l'in-

(1) *Journal Officiel*, 24 février 1917, annexe Chambre des députés, p. 490.

térieur que le décret du 19 septembre 1916 prescrit aux pharmaciens de délivrer, sans conditions spéciales, aux médecins, vétérinaires, chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes, certaines substances destinées à l'usage médical ou vétérinaire et lui demande si ces substances ne peuvent être délivrées dans les mêmes conditions aux maréchaux experts, hongreurs patentés, appelés si souvent à suppléer dans nos campagnes les vétérinaires trop peu nombreux.

Cette question a été transmise pour attribution par M. le ministre de l'intérieur à M. le ministre du commerce et de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, les services sanitaires vétérinaires relevant du département de l'agriculture. (*Question du 12 janvier 1917*).

Réponse

Le décret du 19 septembre 1916 a en vue la protection de la santé publique. Il a limité le droit de détenir, de prescrire et de délivrer des substances toxiques. Ces restrictions ont été formulées par le conseil d'Etat, après avis des corps compétents les plus autorisés : l'académie de médecine et le conseil supérieur d'hygiène.

Les droits conférés aux médecins et aux vétérinaires et, dans les limites restreintes, aux chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes diplômées, sont liés à la possession d'un diplôme d'Etat garantissant les connaissances réputées indispensables à la manutention et à l'utilisation desdites substances. Les patentes de maréchal expert ou de hongreur, délivrées à toute personne qui les demandent, ne sauraient constituer des titres à une situation privilégiée au regard des prescriptions du décret.

Mais les restrictions formulées ne sont absolues qu'en ce qui concerne les remèdes toxiques classés dans les tableaux A et B, avec cette circonstance que ces substances peuvent être remplacées le plus souvent dans la thérapeutique des animaux par d'autres, moins actives, comprises dans le tableau C ou non visées par le décret.

Or, les substances énumérées dans le tableau C, dont beaucoup sont utilisées par la médecine vétérinaire (extrait de saturne, acides, ammoniac, chloral, composés organiques arsenicaux, crésylol, formol, teinture d'iode, liqueur de van Swieten, liqueur de Villatte, phénol, calomel, scille, etc.) peuvent être obtenues sans ordonnance. Le décret interdit, toutefois, de détenir ces substances en vue de la vente, celle-ci ne pouvant être faite que par un pharmacien.

Il est à remarquer, en outre, que les interdictions visant les substances toxiques ne sont pas absolues puisque les préparations les renfermant à des doses réduites pourront échapper à la réglementation.

En fait, les dispositions du décret permettent donc à toute personne de se procurer directement tous les médicaments nécessaires au traitement des animaux ; elles n'excluent que des substances très actives dont l'emploi, en l'absence de connaissances précises sur leur pharmacologie, ne peut que présenter les plus graves inconvénients.

ARRÊTÉ

relatif à l'application de la loi du 12 juillet 1916 et du décret du 14 septembre 1916 concernant le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses,

du 22 mai 1917 (1).

Le ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 19 juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916, concernant le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses ;

Vu le décret du 14 septembre 1916 portant règlement d'administration publique pour l'application de ces lois, et notamment :

1^o L'article 19 disposant que les pharmaciens peuvent délivrer, sur la prescription d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme diplômée, les substances vénéneuses des tableaux A et B dont la liste sera fixée par arrêté du ministre de l'intérieur ;

2^o Les articles 28 et 40 disposant qu'un arrêté du ministre de l'intérieur énumérera les substances vénéneuses des tableaux A et B que les pharmaciens peuvent délivrer aux chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes pour l'exercice de leur profession ;

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice des professions de chirurgien-dentiste, dentiste patenté et sage-femme ;

Vu les décrets des 23 juin 1873, 9 juillet 1890 et 15 avril 1909, pris en conformité de l'article 4 de ladite loi ;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les pharmaciens sont autorisés à délivrer au public,

(1) *Journal Officiel*, 8 juin 1917, p. 4158.

sur présentation d'une ordonnance signée d'un chirurgien-dentiste ou d'un dentiste patenté et rédigée dans les conditions fixées par l'article 20 du décret du 14 septembre 1916, les substances vénéneuses suivantes :

Substances du tableau A

Collutoires à base de chloroforme et de teinture d'aconit additionnée de teinture d'iode.

Préparations pour l'usage externe, à base de laudanum et ne renfermant pas plus de 10 0/0 de ce médicament.

Gargarismes à base de pavot.

Substances du tableau B

Collutoires à moins de 3 0/0 de chlorhydrate de cocaïne additionné soit de chloroforme, soit de phénol. Ces collutoires seront colorés par de la teinture de safran et ne seront pas prescrits par quantités supérieures à 25 grammes.

Art. 2. — Les pharmaciens ne peuvent délivrer au public, sur la présentation d'une ordonnance signée d'une sage-femme diplômée et rédigée dans les conditions fixées par l'article 20 du décret du 14 septembre 1916, que les substances vénéneuses du tableau A prévues par les décrets du 23 juin 1873, du 9 juillet 1890 et du 15 avril 1909, à savoir :

Ergot de seigle.

Poudre de sublimé corrosif et d'acide tartrique (formule du Codex) en paquets de 1 gr. 25.

Pommade au chlorure mercurique (Codex).

Solution d'azotate d'argent au 1/50.

Art. 3. — Les pharmaciens sont autorisés à délivrer aux chirurgiens-dentistes, pour l'exercice de leur profession et contre remise d'une commande écrite rédigée dans les conditions fixées par les articles 7 et 37 du décret du 14 septembre 1916, les substances vénéneuses contenues dans la liste suivante :

Substances du tableau A

Acide arsénieux pulvérisé.

Poudre d'adrénaline au 1/10 (formulaire des hôpitaux militaires).

Ampoules d'adrénaline au 1/1000.

Aconit (teinture) en mélange avec la teinture d'iode.

Chloroforme.

Chlorure mercurique en comprimés ou en paquets (Codex).

Chlorure mercurique en solution alcoolique à 1 0/0, non colorée.
Cyanure mercurique en comprimés ou en paquets, suivant formule :

Cyanure de mercure	1 gramme.
Borate de sodium.	1 »
Fluorescéine	0 gr. 005

Cantharides (teinture) en dilution à 10 0/0.

Laudanum.

Nitrate acide de mercure.

Pavot.

Teinture d'opium.

Stovaïne en solutions de 1 à 5 0/0 additionnées ou non d'adrénaline.

Substances du tableau B

Chlorhydrate de cocaïne en mélange avec 5 0/0 de charbon animal purifié.

Chlorhydrate de cocaïne : solutions en ampoules à 1 ou 2 0/0 additionnées ou non d'adrénaline.

Cocaïne (base) en solutions huileuses de 1 à 5 0/0.

Chlorhydrate de morphine, en mélange avec 5 0/0 de vert Guignet.

Chlorhydrate de morphine ; solutions en ampoules à 1 ou 2 0/0 additionnées ou non d'adrénaline.

Chlorhydrate de morphine en solutions suivant formules :

Dastre	{ Chlorhydrate de morphine, 10 centigrammes.
	{ Sulfate d'atropine, 5 milligrammes.
	{ Eau distillée, 10 grammes.
Langlois	{ Chlorhydrate de morphine, 10 centigrammes.
	{ Sulfate de spartéine, 50 centigrammes.
	{ Eau distillée, 10 grammes.

Pâtes arsenicales renfermant de l'extrait d'opium, de l'extrait de cannabis indica et du chlorhydrate de cocaïne dans une proportion ne dépassant pas 8 0/0 de chacun de ces toxiques.

Art. 4. — Les substances énoncées à l'article précédent pourront également être délivrées aux dentistes patentés, à l'exception du chloroforme en nature, dont l'usage leur est interdit par l'article 32 de la loi du 30 novembre 1892.

Art. 5. — Les pharmaciens sont autorisés à délivrer aux sages-femmes, pour l'exercice de leur profession et contre remise d'une commande écrite rédigée dans les conditions fixées par l'article 7 du décret du 14 septembre 1916, les substances vénéneuses contenues dans la liste suivante :

Ampoules de 1 centimètre cube de solution d'adrénaline au 1/1000.

Extrait fluide d'ergot de seigle, en flacons de 5 grammes.

Laudanum en flacons de 5 grammes.

Poudre de sublimé corrosif et d'acide tartrique en paquets (Codex).

Pavot.

Art. 6. — Les dispositions du titre III du décret du 14 septembre 1916 ne s'opposent pas à ce que les chirurgiens-dentistes, les dentistes patentés et les sages-femmes puissent se faire délivrer par les pharmaciens les substances vénéneuses du tableau C nécessaires à l'exercice de leur profession. Elles ne s'opposent pas non plus à ce que les pharmaciens délivrent au public des préparations contenant des substances du tableau C sur présentation d'une ordonnance rédigée par un chirurgien-dentiste ou un dentiste patenté.

Art. 7. — Le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 mai 1917.

MALVY.

ARRÊTÉ

relatif à l'application de la loi du 12 juillet 1916 et du décret du 14 septembre 1916 concernant le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses,

du 23 mai 1917 (1).

Le ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 19 juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916, concernant le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses ;

Vu le décret du 14 septembre 1916 portant règlement d'administration publique pour l'application de ces lois et notamment le dernier paragraphe de l'article 31 dudit décret ;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les laboratoires dépendant des établissements d'enseignement public ou privé, les laboratoires dépendant d'une administration d'Etat, départementale ou communale, les laboratoires d'analyses justifiant de leur patente, sont autorisés à se faire déli-

(1) *Journal Officiel*, 8 juin 1917, p. 4159.

vrer les substances vénéneuses classées dans le tableau B, nécessaires à leurs travaux conrants, par quantités qui n'excéderont pas un maximum annuel de 5 grammes pour chacune de ces substances.

Art. 2. — Pour se procurer lesdites substances, les chefs des laboratoires intéressés devront adresser au directeur de l'école supérieure de pharmacie de Paris une demande écrite, datée et signée, indiquant, dans les limites de poids spécifiées par l'article 1^{er}, la nature et la quantité de substance à livrer, en même temps que le nom et l'adresse du fournisseur par qui la livraison devra être effectuée.

L'auteur de la demande devra certifier que la substance toxique demandée par lui est exclusivement destinée aux travaux du laboratoire intéressé.

La preuve que le laboratoire remplit l'une des conditions énumérées à l'article 1^{er}, ainsi que la légalisation de la signature de l'auteur de la demande pourront être exigées.

L'intéressé recevra de l'école supérieure de pharmacie un « bon à délivrer » qu'il remettra au fournisseur qu'il a désigné et que celui-ci conservera pour être annexé à sa comptabilité des toxiques du tableau B.

Art. 3. — Toute demande émanant d'un laboratoire autre que ceux visés à l'article 1^{er} ou portant sur des quantités supérieures au maximum fixé par ledit article ne pourra recevoir une suite favorable qu'après l'autorisation du ministre de l'intérieur auquel cette demande devra être soumise par le directeur de l'école supérieure de pharmacie de Paris.

Art. 4. — Le directeur de l'école supérieure de pharmacie de Paris adressera annuellement au ministre de l'intérieur, avec ses observations, le relevé des quantités de substances vénéneuses du tableau B dont il aura autorisé la délivrance dans l'année. Copie de cet état sera remise par ses soins au service du ministère de l'agriculture chargé de l'inspection des pharmacies.

Art. 5. — Le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques et le directeur de l'école supérieure de pharmacie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 23 mai 1917.

MALVY.

ALGERIE

DÉCRET

déclarant applicable à l'Algérie le décret du 14 septembre 1916

du 9 février 1917 (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts, du ministre des finances et du ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes.

Vu l'article 7 de la loi du 12 juillet 1916, ainsi conçu : « Des décrets qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie... » ;

Vu le décret du 14 septembre 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne ;

Vu l'avis du conseil de gouvernement ;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Le décret du 14 septembre 1916 susvisé, concernant l'importation, le commerce et l'usage des substances vénéneuses notamment l'opium, la morphine et la cocaïne, est déclaré applicable à l'Algérie.

Art. 2. — Les ministres de l'intérieur, de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts, des finances et du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au

(1) *Journal Officiel*, 15 février 1917, p. 1220.

Journal officiel et inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 9 février 1917.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,

MALYY.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

RENÉ VIVIANI.

Le ministre des finances,

A. RIBOT.

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
de l'agriculture, du travail,
des postes et des télégraphes,*

CLÉMENTEL.

AFRIQUE OCCIDENTALE ET ÉQUATORIALE

DÉCRET

*rendant applicable dans ces colonies la loi du 12 juillet 1916
du 30 décembre 1916 (1)*

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 30 décembre 1916.

Monsieur le Président,

L'article 7 de la loi du 12 juillet 1916, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne dispose que des décrets à promulguer dans les six mois suivant la promulgation de ladite loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

(1) *Journal Officiel*, 4 janvier 1917, p. 152.

L'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale françaises, bien que ne paraissant pas intéressées à l'heure actuelle dans la répression de l'usage des matières vénéneuses, qui a motivé la loi du 12 juillet 1916, doivent cependant prendre pour l'avenir les dispositions nécessaires.

Jusqu'à présent, en effet, l'opium, la morphine et la cocaïne ne semblent pas avoir donné lieu, dans nos colonies africaines, aux abus qu'on a constatés dans d'autres possessions.

Il importe toutefois d'envisager, dès maintenant, conformément aux vues du Parlement, les mesures capables de restreindre l'emploi de ces substances aux cas strictement imposés par la thérapeutique.

J'ai, en conséquence, fait préparer le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Vu la loi du 21 germinal an XI, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 19 juillet 1845, sur les substances vénéneuses ;

Vu l'ordonnance du 29 octobre 1846, titre II ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française ;

Vu le décret du 15 janvier 1910 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique équatoriale française ;

Vu la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

Décète :

Art. 1^{er}. — La loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne est applicable en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, dans les conditions déterminées ci-après :

Art. 2. — L'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses notamment l'opium, la morphine et la cocaïne sont interdits à toute personne en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française excepté aux pharmaciens.

Art. 3. — Les pharmacies des hôpitaux militaires et civils des colonies, ainsi que les pharmaciens établis sur le territoire des gouvernements généraux susvisés, ne pourront délivrer à quiconque, sans une ordonnance signée d'un médecin connu officiellement et, en dehors des proportions reconnues normales, pour concourir à la préparation des médicaments portés sur cette ordonnance, des stupéfiants tels que : opium brut et officinal ; extrait d'opium, morphine et autres alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéïne), de leurs sels, de leurs dérivés ; cocaïne, ses sels et ses dérivés ; haschich et ses préparations.

Art. 4. — Les contrevenants aux dispositions du présent décret seront punis des peines prévues par la loi du 12 juillet 1916.

Art. 5. — Seront punis des mêmes peines ceux qui auront usé en société desdites substances, ou en auront facilité à autrui l'usage, à titre onéreux ou gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen. Les tribunaux pourront, en outre, prononcer, le cas échéant, la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée d'un an à cinq ans.

Art. 6. — Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses seront punis des peines portées en l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1916.

Art. 7. — Seront punis des peines portées en l'article 2 de ladite loi :

Ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait délivrer, ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées plus haut, ceux qui, sciemment, auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré lesdites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, de l'une de ces mêmes substances.

Art. 8. — Dans tous les cas prévus ci-dessus, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies.

Art. 9. — Dans tous les cas prévus par l'article 4 du présent décret, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances saisies et des ustensiles, du matériel, des meubles et des effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que la fermeture, pendant un an au moins, du local et de l'établissement où le délit aura été constaté, sans toutefois que la durée de ladite fermeture soit inférieure à la durée de l'emprisonnement.

Art. 10. — Les peines seront portées en double, en cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du Code pénal.

Art. 11. — L'article 463 du Code pénal sera applicable.

Art. 12. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin officiel* du ministère des colonies, ainsi qu'aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale française.

Fait à Paris, le 30 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

COTE DES SOMALIS

DÉCRET

réglant les conditions d'application de la loi du 12 juillet 1916

du 1^{er} novembre 1916 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 1^{er} novembre 1916.

Monsieur le Président,

La loi du 12 juillet 1916 a réglé pour la métropole l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Aux termes de l'article 7 de cette loi, « des décrets qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat ».

Le gouverneur de la côte française des Somalis, consulté, ayant émis l'avis que la loi du 12 juillet 1916 pouvait être appliquée sans restriction à la colonie qu'il administre, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanc-

(1) *Journal officiel*, 10 novembre 1916, p. 9719.

tion en vous priant de vouloir bien, si vous partagez ma manière de voir, le revêtir de votre signature.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du ministre des Colonies,

Vu la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne,

Décérète :

Article premier. — Est déclarée applicable à la côte française des Somalis la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} novembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République Française :

Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

GUADELOUPE

DÉCRET

*rendant applicable à la Guadeloupe et dans diverses colonies
la loi du 12 juillet 1916*

du 22 décembre 1916 (1).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 22 décembre 1916.

Monsieur le Président,

La loi du 12 juillet 1916 a réglé l'importation, le commerce, la

(1) *Journal Officiel*, 31 décembre 1916, p. 44.278.

L'exercice de la pharmacie a été réglementé à la Guadeloupe par un arrêté local du 23 juin 1904.

détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

L'article 7 de cette loi est ainsi conçu : « Des décrets qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorats ».

Les gouverneurs de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Nouvelle-Calédonie et l'administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, consultés par mon département, estiment que l'application doit se faire intégralement dans la colonie qu'ils administrent. Tel est également mon avis.

J'ai préparé, en conséquence, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du ministre des Colonies,

Vu la loi du 12 juillet 1916, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne,

Décète :

Article premier. — Est déclarée applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et à la Nouvelle-Calédonie, la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République Française et des Colonies intéressées et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 22 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

GUYANE

DÉCRET

relatif à l'exercice de la pharmacie à la Guyane française

du 22 juillet 1909 (1).

N° 181. — RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

(Ministère des Colonies. — Direction des Affaires politiques et administratives. —
2^e Sous-direction ; — 4^e Bureau : Amérique, Océanie et Réunion).

Monsieur le Président,

La législation métropolitaine sur l'exercice de la pharmacie, promulguée à la Guyane française par un arrêté du gouverneur en date du 24 juin 1878, n'y avait pas été préalablement rendue applicable par décret. A l'occasion de diverses poursuites, les tribunaux ont jugé que l'omission de cette formalité rendait sans valeur la promulgation faite par le gouverneur.

Cette situation crée un état de choses absolument préjudiciable à la santé publique et le gouverneur de la Colonie m'a demandé d'y porter remède.

L'étude de la question m'a amené à constater que la législation pharmaceutique métropolitaine, entièrement basée sur l'existence des écoles supérieures ou préparatoires de pharmacie, ne pouvait être étendue sans modifications sérieuses, à la Guyane, où ces institutions n'existent pas et ne sauraient être créées sans entraîner des dépenses hors de proportion avec le but à atteindre.

D'autre part un arrêté local du 20 février 1884, toujours en vigueur, a organisé dans la colonie un jury médical qui, après examen, délivre aux candidats reçus un titre de pharmacien civil sans valeur universitaire, mais qui leur permet d'exercer leur profession à la Guyane.

Dans ces conditions, il m'a semblé qu'il y avait lieu de régler directement l'exercice de la pharmacie à la Guyane par un texte inspiré de la législation et de la jurisprudence métropolitaines et

(1) *Bulletin officiel du ministère des Colonies*, année 1909, tome 23, p. 791.
Bibl. nationale 8° Lc 114 (7).

qui donnerait au jury médical local les pouvoirs nécessaires pour exercer dans le pays la police des pharmacies, pouvoirs qui sont attribués en France aux écoles de pharmacie.

C'est en m'inspirant de ces conditions que j'ai fait préparer le projet de décret ci-annexé que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
MILLIÈS-LACROIX.

Le Président de la République Française,

Vu la loi du 21 germinal an XI, la loi du 19 juillet 1845 ensemble l'ordonnance du 29 octobre 1846.

Sur le rapport du ministre des Colonies,

Décète :

Art. 10. — Ces pharmaciens ne pourront délivrer, pour l'usage médical, aucun médicament ou préparation contenant une ou plusieurs substances toxiques sans une prescription médicale régulière énonçant en toutes lettres la dose desdites substances, émanant d'un médecin diplômé et indiquant le nom du client.

Cette délivrance ne pourra être renouvelée sans une nouvelle prescription, que si le médecin traitant l'a indiqué formellement en inscrivant sur ladite prescription la mention « à renouveler » avec l'indication du nombre de fois.

Ces prescriptions seront transcrites, en outre, sur un registre spécial qui devra être parafé par les inspecteurs des pharmacies lors de leurs visites et conservé au moins pendant vingt ans pour être représenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 11. — Par exception à l'article ci-dessus, les pharmaciens de la Guyane sont autorisés à délivrer, pour l'usage médical et sur prescription de sage-femme, du sublimé corrosif.

Cette vente aura lieu exclusivement d'après la formule suivante :

Formule A.

(Pour un paquet).

Sublimé corrosif, 0 gr. 25 ;

Acide tartrique, 1 gramme.

Solution alcoolique de carmin d'indigo, 5 gouttes.

H. Pruvost

Formule B.

Vaseline au sublimé à 1 p. 1000, 30 grammes.

Art. 12. — Tout pharmacien, avant de délivrer un médicament quelconque au public, devra munir le flacon, pot, boîte ou paquet qui le contient d'une étiquette portant le nom du produit délivré, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

En outre, tout médicament délivré pour l'usage externe, tel qu'injections, liniments divers, ammoniaque, eau sédative, etc., ou même pouvant être pris à l'intérieur en petite quantité, s'il contient un principe toxique, comme le laudanum, la liqueur de Fowler, les teintures de noix vomique, de digitale, d'aconit, d'iode, etc., devra être muni d'une étiquette rouge orange de dimension proportionnée à la grandeur du récipient et portant en caractères noirs, selon le cas, soit l'expression consacrée « usage externe », soit le mot « toxique ».

Art. 13. — Le phosphore, l'arsenic et ses composés ne pourront être vendus pour d'autres usages que la médecine humaine qu'après avoir été combinés avec d'autres substances selon les formules arrêtées par l'école supérieure de pharmacie de Paris et l'école vétérinaire d'Alfort, formules insérées au codex 1908 et annexées au présent décret.

Les préparations mentionnées ci-dessus ne pourront être vendues et délivrées que par les pharmaciens et seulement à des personnes connues et domiciliées dans le pays.

Les quantités livrées, ainsi que le nom et le domicile des acheteurs seront inscrits sur le registre mentionné à l'article 10 ci-dessus.

La vente et l'emploi de l'arsenic sont interdits pour le chaulage des grains, l'embaumement des corps et la destruction des insectes.

Art. 15. — Les substances vénéneuses comprises dans la liste et dans le tableau inscrit au codex 1908 et annexés au présent décret devront être tenues dans un endroit sûr et fermant à clef.

Sur le vase contenant le médicament seront collées :

1^o Une étiquette rouge orange, portant le nom du médicament en caractères noirs ;

2^o Une bande rouge orange, faisant le tour du récipient et portant en caractères noirs la mention « toxique ».

Art. 19. — Les fonctions d'inspecteur de pharmacies sont exercées à la Guyane par deux membres du Conseil de santé de Cayenne nommés par le gouverneur sur la proposition du président du dit Conseil.

L'un de ces inspecteurs devra obligatoirement être pharmacien universitaire.

Dans leurs visites les inspecteurs devront se faire assister du commissaire de police de la localité.

Ces inspections auront lieu au moins une fois l'an et toutes les fois que le gouverneur, le Procureur de la République ou le maire le jugeraient nécessaire.

Ces inspecteurs s'assureront que les dispositions du présent décret sont observées, notamment que les pharmacies sont régulièrement ouvertes et tenues et que les prescriptions relatives à la vente des substances vénéneuses sont exactement suivies. Ils pourront faire dresser procès-verbal s'il y a lieu.

Art. 21. — (Pénalités identiques à celles du décret relatif à la Nouvelle-Calédonie ci-après rapporté).

V. Suprà à GUADELOUPE, le décret du 22 décembre 1916
rendant applicable à la Guyane la loi du 12 juillet 1916

INDE

DÉCRET

sur l'exercice de la Pharmacie dans les Etablissements de l'Inde
du 30 avril 1911 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 30 avril 1911.

Monsieur le Président,

M. le gouverneur des établissements français dans l'Inde a appelé mon attention sur la nécessité de réglementer l'exercice de la pharmacie dans la colonie.

Après examen de ses propositions il m'a paru qu'il convenait de soumettre l'exercice de cette profession aux mêmes garanties que dans la métropole, et tout particulièrement qu'il y avait lieu d'exi-

(1) *Journal Officiel*, 6 mai 1911, p. 3587.

ger pour l'avenir le diplôme prévu par la loi du 19 avril 1898. Toutefois tenant compte d'un arrêté local pris en conformité des instructions d'un de mes prédécesseurs et en vue de sauvegarder les droits acquis, j'ai estimé que l'école de médecine indigène pourrait continuer à délivrer le titre de pharmacien jusqu'au 1^{er} octobre 1912 et que ce titre serait valable dans la colonie.

D'autre part, je considère que les principales dispositions en vigueur dans la métropole visant la vente des substances vénéneuses, des sérums thérapeutiques et de la saccharine, celles concernant les fraudes et falsifications ainsi que l'inspection des pharmacies doivent recevoir leur application dans nos établissements. Tout en tenant compte des modifications que comportent les circonstances locales, j'ai fait état des prescriptions essentielles de ces diverses réglementations, qui ont été en grande partie reproduites dans le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,

MESSIMY.

(Le décret est identique à celui relatif à la Nouvelle-Calédonie rapporté ci-après).

DÉCRET

*modifiant la réglementation du monopole des denrées narcotiques
dans les Etablissements de l'Inde*

du 28 septembre 1912 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 28 septembre 1912.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 15 novembre 1910, le conseil général de nos Etablissements de l'Inde a adopté une délibération qui apporte cer-

(1) *Journal Officiel*, 5 octobre 1912, p. 2597.

taines modifications à la réglementation du monopole des denrées narcotiques.

Cette délibération a été soumise à l'examen du Conseil d'Etat, qui a émis un avis favorable à son approbation, sauf en ce qui concerne l'extension du monopole dont il s'agit aux « drogues quelconques » ayant des propriétés narcotiques » autres que celles qui sont spécialement désignées dans la délibération.

J'ai l'honneur en conséquence, de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint, qui a pour but de sanctionner, sous la réserve susindiquée, le vote du Conseil général de nos établissements dans l'Inde.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
A. LEBRUN.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la délibération du conseil général des Etablissements français dans l'Inde en date du 15 novembre 1910, modifiant la réglementation du monopole des denrées narcotiques ;

Vu l'article 33, paragraphe 3 de la loi de finances du 13 avril 1900 ;

Les sections réunies des finances, de la guerre, de la marine et des colonies et de législation, de la justice, et des affaires étrangères du Conseil d'Etat entendues,

Décète :

Article premier. — Est approuvée la délibération susvisée du conseil général des Etablissements français dans l'Inde en date du 15 novembre 1910, modifiant la réglementation du monopole des denrées narcotiques, sauf en tant qu'elle comporterait l'extension de ce monopole aux drogues quelconques ayant des propriétés narcotiques (art. 1^{er}).

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 28 septembre 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,
A. LEBRUN.

DÉLIBÉRATION

Le conseil général des Etablissements français dans l'Inde,

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, paragraphe 3, de la loi de finances du 13 avril 1900, a adopté, dans sa séance du 15 novembre 1910, les dispositions dont la teneur suit :

Article premier. — Le privilège d'introduire, de fabriquer et de vendre le ganja, l'opium, les capsules de pavots, le banguy, le gouly, le choroche, le choundou et tous autres dérivés de l'opium [ou des drogues quelconques ayant des propriétés narcotiques], dans chacun des établissements français de l'Inde, est exclusivement réservé à l'administration.

Ce privilège peut être affirmé dans chacune des dépendances pour une période que fixe un cahier des charges et qui ne peut être inférieure à deux ans ou supérieure à cinq ans.

Les clauses et conditions de cette ferme font l'objet d'un cahier des charges approuvé par le gouverneur en conseil privé.

Art. 2. — Toute personne qui demanderait à introduire un narcotique sur le territoire de la colonie devrait en donner avis au service des contributions. Il lui serait délivré un permis de transit qui déterminerait les conditions auxquelles ce transit est subordonné.

A défaut de l'accomplissement de cette formalité, l'introduction des substances narcotiques liquides ou solides est considérée comme frauduleuse et comme faite en vue de la consommation locale.

Art. 3. — Il est interdit de cultiver le pavot, le ganja et toute autre plante ayant des propriétés narcotiques, dans la colonie.

Art. 4. — Le nombre des débits ouverts par les fermiers est illimité, mais préalablement à leur ouverture, déclaration devra en être faite à la police et au service des contributions.

Art. 5. — Toute contravention aux dispositions de la présente délibération sera punie d'une amende de 200 à 1.000 francs.

En cas de récidive, l'amende sera du double du maximum prévu ci-dessus.

Art. 6. — Les contraventions seront constatées et poursuivies conformément aux règles adoptées en matière de spiritueux.

Art. 7. — Toutes dispositions contraires à la présente délibération sont et demeurent abrogées.

Ainsi délibéré et voté par le conseil général le 15 novembre 1910.

Le secrétaire,
GNANOU DIAGOU.

Le président,
G. DE NANTEUIL.

Vu pour être annexé au décret du 28 septembre 1912.

Le ministre des Colonies,

A. LEBRUN.

DÉCRET

concernant la vente et la détention de la cocaïne, de ses dérivés et des préparations analogues dans les Etablissements de l'Inde

du 9 avril 1913 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 9 avril 1913.

Monsieur le Président,

M. le gouverneur de nos Etablissements dans l'Inde m'a signalé que la vente clandestine de la cocaïne et de ses dérivés avait pris dans la colonie une extension déplorable. Or, aucun texte ne permet actuellement de poursuivre les détenteurs et importateurs de ces dangereux produits. Le décret du 30 avril 1911 qui régit l'exercice de la pharmacie permet seulement de poursuivre les vendeurs clandestins de cocaïne et de narcotiques quand ils sont découverts.

Il me paraît donc nécessaire de combler cette lacune de la législation de l'Inde française et j'ai fait préparer le projet de décret annexé au présent rapport qui a pour but d'interdire l'introduction et la détention de la cocaïne, de la morphine et de leurs dérivés. Les pharmaciens seuls pourraient être autorisés à importer et à détenir ces narcotiques.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous prier de vouloir bien, si vous partagez ma manière de voir, revêtir de votre signature ce projet de décret.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,

J. MOREL.

(1) *Journal Officiel*, 23 avril 1913, p. 3537.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;
Vu le décret du 30 avril 1911, réglementant l'exercice de la pharmacie dans les Etablissements français de l'Inde,

Décète :

Article premier. — L'introduction et la détention de la cocaïne, de la morphine et de leurs sels, ainsi que de leurs dérivés ou préparations ayant une action physiologique analogue, tels que : holocaïne, novococaïne, tropococaïne, alypine, stovaïne, héroïne, etc..., ne peuvent être autorisés qu'au profit des personnes visées à l'article 10 du décret susvisé du 30 avril 1911.

L'autorisation est accordée par le maire de la commune où réside l'importateur.

Copie de l'autorisation doit être adressée au secrétaire général à Pondichéry et à l'administrateur dans chaque dépendance.

Art. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent décret sera passible des pénalités prévues à l'article 25 du décret précité du 30 avril 1911

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 avril 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

J. MOREL.

DÉCRET

réglant les conditions d'application de la loi du 12 juillet 1916
du 17 décembre 1916 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 décembre 1916.

Monsieur le Président,

L'importation, le commerce, la détention et l'usage des substan-

(1) *Journal Officiel*, 21 décembre 1916, p. 40.962.

ces vénéneuses sont réglés dans la métropole par la loi du 12 juillet 1916.

Aux termes de l'article 7 de cette loi, des décrets à intervenir dans les six mois détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

En ce qui concerne les établissements français de l'Inde, mon département a estimé, d'accord avec l'administration locale, qu'il y avait intérêt à refondre la législation actuellement en vigueur pour les substances vénéneuses, à l'exception de l'opium, et à faire entrer dans un acte unique à la fois les dispositions des décrets antérieurs et les pénalités nouvelles prévues par la loi du 12 juillet 1916 relatives spécialement à la morphine, la cocaïne et leurs dérivés.

L'opium et ses dérivés restent soumis à la réglementation particulière prévue par le décret du 28 septembre 1912 qui en a réservé le monopole de l'introduction et de la vente à l'administration.

J'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret concernant l'introduction, la détention, le commerce et l'usage des substances vénéneuses dans l'Inde, en vous priant de vouloir bien, si vous partagez ma manière de voir, le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 30 avril 1911, réglementant l'exercice de la pharmacie dans les établissements français de l'Inde ;

Vu le décret du 9 avril 1913, réglementant l'introduction et la détention de la cocaïne, de la morphine ou de leurs sels, dans les établissements français de l'Inde.

Décrète :

Article premier. — L'introduction et la détention de la morphine et autres alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), de leurs sels et leurs dérivés ; cocaïne, ses sels et dérivés, ou préparations ayant une action physiologique analogue (1), tels que : holocaïne, novococaïne, tropococaïne, alypine, stovaïne, héroïne, etc. ; haschisch et ses préparations, ne peuvent être autorisés qu'au profit des personnes visées à l'article 10 du décret susvisé du 30 avril 1911.

(1) Erratum *Journal Officiel*.

L'autorisation est accordée par le secrétaire général à Pondichéry et par l'administrateur dans chaque dépendance.

Art. 2. — Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui auront contrevenu aux dispositions du présent décret.

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront usé en société desdites substances ou en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

Les tribunaux pourront, en outre, prononcer la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée d'un à cinq ans.

Art. 3. — Seront punis des peines prévues en l'article 2 ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées à l'article 1^{er}.

Ceux qui, sciemment, auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré lesdites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, de l'une de ces mêmes substances.

Art. 4. — Dans tous les cas prévus par le présent décret, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies.

Dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 1^{er} et au deuxième paragraphe de l'article 3, les tribunaux pourront ordonner la fermeture, pendant huit jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit a été constaté ; si la peine d'emprisonnement est prononcée, l'établissement où le délit aura été constaté sera fermé, de plein droit, pendant toute la durée de l'emprisonnement.

Toutefois, la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharmaceutique où le délit a été constaté ne pourront être prononcées dans le cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

Dans les cas prévus au deuxième paragraphe de l'article 2, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériel saisis, des meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que la fermeture, pendant un an au moins, du local et de l'établissement où le délit aura été constaté, sans, toutefois, que la durée de ladite fermeture soit inférieure à la durée de l'emprisonnement prononcé.

Art. 5. — Les peines seront portées au double en cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du Code pénal.

Art. 6. — L'article 463 du Code pénal sera applicable.

Art. 7. — Toute disposition contraire au présent décret et notamment le décret du 9 avril 1913 réglementant l'introduction et la détention de la cocaïne, de la morphine et de leurs sels dans les établissements français de l'Inde, sont et demeurent abrogés.

Art. 8. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

GASTON DOUMERGUE.

INDO-CHINE

DÉCRET

sur les fumeries d'opium en Indo-Chine

du 17 août 1907 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 août 1907.

Monsieur le Président,

Invité par mon département à rechercher les moyens propres à diminuer progressivement la consommation de l'opium dans nos établissements d'Extrême-Orient, M. le gouverneur général de l'Indo-Chine a pris certaines dispositions en vue de rendre la drogue plus inaccessible aux classes prolétaires où se recrute précisément la majeure partie des fumeurs.

La première partie de ces mesures a consisté à interdire toute fumerie d'opium dans l'étendue des territoires de l'Annam et du Tonkin et à prohiber toute installation de nouvelles fumeries en Cochinchine et au Cambodge.

Elle a fait l'objet d'un arrêté, en date du 19 juin 1907, qui apporte une modification essentielle aux règlements intérieurs établissant le

(1) *Journal officiel*, 27 août 1907, p. 6161.

régime de l'opium en Indo-Chine ; ceux-ci ayant été sanctionnés par décret, le nouvel arrêté doit également être soumis à votre approbation.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous présenter le projet de décret ci-joint qui a été établi dans ce but et que je vous prie de vouloir bien revêtir de votre signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
MILLIÈS-LACROIX.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du ministre des Colonies,

Vu le décret du 21 avril 1891, fixant les pouvoirs du gouverneur général de l'Indo-Chine ;

Vu le décret du 31 juillet 1898, portant création du budget général de l'Indo-Chine ;

Vu le décret du 30 août 1899, approuvant l'arrêté du 7 février 1899, concernant le régime de l'opium en Indo-Chine ;

Vu le décret du 7 mai 1901, approuvant l'arrêté du 14 février 1901, complétant l'arrêté du 7 février 1899,

Décète :

Article premier. — Est approuvé tel qu'il est inséré au présent décret l'arrêté du 19 juin 1907 modifiant l'arrêté du 7 février 1899.

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 17 août 1907.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Minitsre des Colonies,
MILLIÈS-LACROIX.

L'arrêté sus-visé est ainsi conçu :

Le gouverneur général de l'Indo-Chine, commandeur de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 21 avril 1901 ;

Vu le décret du 31 juillet 1898, portant création du budget général de l'Indo-Chine ;

Vu l'arrêté du 13 février 1899, fixant les attributions des services généraux et des services locaux de l'Indo-Chine ;

Vu les arrêtés des 15 septembre 1898 et 5 juin 1903 sur la procédure administrative et judiciaire en matière de contributions indirectes en Indo-Chine ;

Vu l'arrêté du 7 février 1899, approuvé par décret du 30 août 1899 relatif au régime de l'opium en Indo-Chine ;

Vu l'arrêté du 14 février 1901, approuvé par décret du 7 mai 1901, complétant l'arrêté du 7 février 1899, portant organisation du monopole de l'opium en Indo-Chine,

Sur la proposition du directeur des douanes et régies de l'Indo-Chine.

La Commission permanente du Conseil supérieur entendue,

Arrête :

Article premier. — L'ouverture de fumeries d'opium est interdite sur toute l'étendue du territoire de l'Annam et du Tonkin.

Art. 2. — Aucune installation de nouvelles fumeries en Cochinchine et au Cambodge ne sera autorisée.

Art. 3. — Toutes les dispositions antérieures contraires sont abrogées.

Art. 4. — Le directeur général des douanes et régies de l'Indochine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hanoï, le 19 juin 1907.

BEAU.

Vu pour être annexé au décret du 17 août 1907.

Le ministre des Colonies,
MILLIÈS-LACROIX.

DÉCRET

prohibant l'importation du chanvre indien en Indo-Chine,

du 3 novembre 1910 (1).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 3 novembre 1910.

Monsieur le Président,

L'administration locale de l'Indo-Chine s'est émue, à plusieurs reprises, de l'usage de plus en plus répandu, parmi la population indigène du Cambodge, du chanvre indien, plante textile, dont les feuilles et les sommités fleuries contiennent certains principes nar-

(1) *Journal officiel*, 10 novembre 1910, p. 9.159

cotiques pernicious qui produisent les plus funestes effets sur les consommateurs.

M. le gouverneur général de l'Indo-Chine propose, par suite, la prohibition de l'importation dans cette colonie des feuilles et fleurs de chanvre indien et de toutes préparations dérivées de ce textile, non destinées aux pharmaciens européens.

Ces propositions ont été adoptées par toutes les assemblées locales et par le Conseil supérieur de l'Indo-Chine.

Nous avons fait préparer en conséquence, en vue de leur consécration, le projet de décret ci-joint qui a reçu l'adhésion du Conseil d'Etat et que nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des Colonies,
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des Finances,
GEORGES COCHERY.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,
JEAN DUPUY.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport des ministres des Colonies, des Finances et du Commerce et de l'Industrie,

Vu l'avis de la Commission permanente du Conseil supérieur de l'Indo-Chine ;

Vu la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes ;

Vu le décret du 29 novembre 1892 portant application en Indo-Chine du tarif des douanes métropolitaines ;

Vu le décret du 29 décembre 1898, déterminant les exceptions au tarif général des douanes en ce qui concerne les produits importés en Indo-Chine, modifiés par les décrets des 3 juin, 21 août, 19 octobre 1903, 26 août 1904, 30 novembre 1907 et 10 octobre 1908 ;

Vu la loi du 29 mars 1910 portant revision du tarif général des douanes ;

Le Conseil d'Etat entendu :

Décète :

Article premier. — Est modifié comme suit le tableau A annexé au décret du 29 décembre 1898, modifié par les décrets des 3 juin, 21 août, 19 octobre 1903, 26 août 1904, 30 novembre 1907 et 10 octo-

bre 1908, déterminant les exceptions au tarif général des douanes en ce qui concerne les produits étrangers importés en Indo-Chine :

Désignation	Unité de perception	Tarif
Chapitre X. — <i>Espèces médicinales.</i> Feuilles et fleurs de chanvre indien.	»	Prohibé
Chapitre XXI. — <i>Compositions diverses.</i> Extrait de chanvre indien et toutes préparations dérivées du chanvre in- dien non destinés aux pharmacies européennes.	»	Prohibé

Art. 2. — Le transport chez les destinataires des produits spécifiés ci-dessus, importés pour le compte des pharmacies européennes existant dans l'étendue du gouvernement général, aura lieu sous plomb et par acquit à caution.

Art. 3. — Les ministres des Colonies, des Finances et du Commerce et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1910.

Par le Président de la République :

Le ministre des Finances,
Georges COCHERY.

A. FALLIÈRES.
Le ministre des Colonies,
Georges TROUILLOT.
Le ministre du Commerce
et de l'Industrie,
Jean DUPUY.

DÉCRET

sur la répression en Indo-Chine de la contrebande d'opium par navire
du 25 mai 1912 (1).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 25 mai 1912.

Monsieur le Président,

Aux termes de l'article 70 d'un arrêté du gouverneur général de

(1) *Journal officiel*, 5 juin 1912, p. 5.013.

l'Indo-Chine, en date du 7 février 1899, sur l'exercice du monopole de fabrication et de vente de l'opium en Indo-Chine, certaines infractions et notamment l'importation frauduleuse par navire, donnent droit à l'allocation au profit de la régie indo-chinoise, de dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs à cinq fois la valeur de l'opium saisi.

D'autre part, la loi de douanes du 10 avril 1906, promulguée dans la colonie le 28 mai de la même année, prévoit que lorsqu'il aura été découvert à bord d'un navire se trouvant dans un port de commerce des objets prohibés, taxés 20 francs et plus les 100 kilogrammes, le capitaine dudit navire sera condamné à une amende égale à la valeur desdits objets.

Dans le cas de découverte à son bord d'opium de contrebande, le capitaine d'un navire mouillé dans un de nos ports indo-chinois se voit donc condamné, si le propriétaire de l'opium reste inconnu, à verser une somme égale à six fois la valeur de la matière saisie.

L'opium valant actuellement en Indo-Chine environ 380 francs le kilogramme, on voit quel chiffre considérable peut atteindre la somme à déboursier par le délinquant.

L'adoption de mesures aussi rigoureuses était motivée par le désir de restreindre les pertes considérables que faisait éprouver à la régie indo-chinoise la contrebande d'opium, qui, en raison de la différence de prix qui existe entre les produits de la régie et les produits de contrebande, est des plus fructueuses pour ceux qui s'y livrent.

Mais, à l'expérience, il a paru que, d'une part, il y avait peut-être disproportion entre la punition et la faute commise par un capitaine de navire, qui, le plus souvent, ne pêche que par négligence, et que, d'autre part, l'extrême sévérité de ces dispositions pourrait être susceptible de nuire au développement de nos ports indo-chinois, les capitaines des navires de commerce ne s'y aventurant qu'avec une certaine appréhension.

C'est dans ces conditions que M. le gouverneur général Sarraut a, par arrêté du 31 janvier dernier, modifié les dispositions de l'article 70 de l'arrêté du 7 février 1899 en stipulant, dans le cas d'importation frauduleuse d'opium par navire, que la régie aura seulement droit à des dommages-intérêts qui ne pourront être inférieurs à une fois la valeur de l'opium saisi, ni supérieurs à cinq fois cette valeur.

Ces nouvelles dispositions offrent l'avantage de laisser aux tribunaux une certaine liberté pour proportionner l'amende à la respon-

sabilité encourue par les capitaines, alors qu'aux termes de l'ancien texte ils étaient obligés de prononcer, sans une suffisante liberté d'appréciation des circonstances, une condamnation pécuniaire fort onéreuse et fixée à l'avance par le règlement.

Les modifications ainsi apportées par l'administration locale me paraissent donc justifiées.

Mais l'arrêté du 7 février 1899 ayant été approuvé par un décret en date du 30 août de la même année, les modifications qui viennent d'y être apportées par le gouverneur général en Commission permanente du Conseil de gouvernement ne seront appliquées qu'après avoir été également sanctionnées par un décret.

J'ai l'honneur, en conséquence, de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint que j'ai fait préparer à cet effet, et sur lequel je vous prie, si vous partagez cette manière de voir, de vouloir bien apposer votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
A. LEBRUN.

Le Président de la République Française,

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indo-Chine ;

Vu le décret du 30 août 1899 approuvant l'arrêté du gouverneur général de l'Indo-Chine du 7 février 1899 sur le régime de l'opium en Indo-Chine ;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Indo-Chine en date du 31 janvier 1912, portant modification de l'article 70 de l'arrêté du 7 février 1899 concernant le régime de l'opium en Indo-Chine ;

Sur le rapport du ministre des Colonies,

Décrète :

Article premier. — Est approuvé en ses dispositions l'arrêté du 31 janvier 1912 portant modification de l'article 70 de l'arrêté du 7 février 1899 susvisé.

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 mai 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

A. LEBRUN.

DÉCRET

*réglementant la vente de la morphine et stupéfiants analogues
en Indo-Chine*

du 20 juin 1915 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 20 juin 1915.

Monsieur le Président,

Des quantités relativement considérables de morphine, de cocaïne et d'autres stupéfiants analogues sont importés en Indo-Chine, quantités qui ne correspondent nullement aux besoins réels de la colonie.

Il a paru nécessaire de réglementer avec soin l'introduction et la détention de ces produits, dans l'intérêt de la santé publique et nous avons, en conséquence, fait préparer le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ARISTIDE BRIAND.

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858 ;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des colonies ;

Décrète :

Article premier. — L'introduction et la détention de la cocaïne, de la morphine et de leurs sels, ainsi que de leurs dérivés ayant une action physiologique analogue, tels que : holocaïne, novocaïne, alypine, stovaïne, héroïne, toiphrine, etc., ne peuvent être autorisées en Indo-Chine qu'au profit exclusif des pharmaciens diplômés ayant officine ouverte.

(1) *Journal Officiel*, 25 juin 1915, p. 4252.

Les importateurs devront justifier près de l'administration des douanes et régies, avant l'enlèvement des produits importés, de la qualité du destinataire; l'arrivée à destination sera garantie par acquit à caution.

Art. 2. — La vente des substances ci-dessus est réservée aux pharmaciens diplômés ayant officine ouverte.

Toutefois, les médecins et vétérinaires établis dans les centres non pourvus de pharmacie pourront fournir lesdites substances aux personnes qui les feront appeler pour elles ou leurs animaux, mais sans avoir le droit de tenir officine ouverte et à la condition que ces personnes résident à plus de 10 kilomètres d'une pharmacie régulièrement installée.

Ces substances ne devront être délivrées que sur prescription régulière émanant d'un médecin ou vétérinaire diplômé, datée, énonçant en toutes lettres les doses desdites substances et indiquant le nom et le domicile du client.

Cette délivrance ne pourra être renouvelée sans une nouvelle prescription que si le médecin ou le vétérinaire l'a indiqué formellement en inscrivant sur sa prescription la mention « à renouveler », et dans les conditions spécifiées par lui.

Sont soumises aux mêmes règles toutes les poudres et préparations, spécialisées ou non, ayant pour base ces différents alcaloïdes dans une proportion de 1 0/0 et au-dessus.

Les prescriptions seront transcrites intégralement et immédiatement, sans aucun blanc, sur un registre spécial qui devra être conservé pendant dix ans et sur lequel seront également inscrites au fur et à mesure de leur réception les quantités des substances précédemment spécifiées.

Art. 3. — Ce registre, avant tout emploi, devra être paraphé par le commissaire de police de la localité qui, après recensement, y inscrira les quantités de ces médicaments existant dans la pharmacie ou l'établissement de l'intéressé au moment de l'ouverture dudit registre.

Le commissaire de police devra également vérifier une fois par trimestre, et plus souvent s'il est utile, si les quantités existant dans la pharmacie ou l'établissement examiné, correspondent bien à celles résultant d'après le registre, de la différence entre les entrées et les délivrances. Il visera ledit registre à chaque visite. Les manquants seront considérés comme ayant été délivrés sans prescription et mettront l'intéressé en infraction à l'article 2 du présent décret.

Le commissaire de police aura toute autorité pour ces vérifications

et l'intéressé ne devra y apporter aucun empêchement, et ce, sous les peines portées à l'article 6 ci-après.

Pour ces visites et recensements, le commissaire de police devra être accompagné d'un pharmacien universitaire non établi dans la colonie qui sera désigné à cet effet par le directeur des services médicaux de l'Indo-Chine.

Art. 4. — La vente en gros des produits faisant l'objet du présent décret ne peut avoir lieu qu'entre pharmaciens diplômés ayant officine ouverte et les médecins et vétérinaires exerçant dans une commune dépourvue de pharmacien (dans les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus) et qui dans ce cas, seront soumis aux mêmes obligations que les pharmaciens. Toutefois, les quantités détenues par les médecins et vétérinaires ne pourront excéder les besoins présumés de leur clientèle pour une année.

La sortie des magasins du vendeur et l'entrée dans ceux de l'acheteur devront être consignés sur le registre spécial mentionné aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Les expéditions auront lieu sous le couvert d'un acquit à caution délivré par l'administration des douanes et régies.

Art. 5. — L'exportation de l'Indo-Chine de médicaments désignés à l'article 1^{er} est interdite sauf s'ils sont destinés à des établissements hospitaliers.

Art. 6. — Toute infraction aux dispositions des articles précédents sur l'introduction, la détention, les conditions de délivrance, le commerce et l'exportation des produits visés par le présent décret, sera passible d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, et ce, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des dispositions législatives ou réglementaires en matière de douane en vigueur dans la colonie.

Si l'auteur de l'infraction n'est pas un pharmacien diplômé ayant officine ouverte, le maximum de l'amende sera prononcé. Il sera en outre ordonné la confiscation de la marchandise illégalement détenue, laquelle sera partagée entre les hôpitaux de la colonie.

La confiscation sera facultative si le coupable est pharmacien diplômé ayant officine ouverte ; elle sera toutefois obligatoire s'il a déjà été condamné dans les cinq années qui précèdent par application du présent décret.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article.

Art. 7. — Le présent décret sera appliqué dans les délais que fixera, pour chacun des pays de l'Indo-Chine, le gouverneur général.

Le gouverneur général reste chargé de déterminer par un arrêté local toutes les mesures de détail ainsi que toutes les mesures transitoires jugées nécessaires à l'application du présent décret.

Art. 8. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de l'Indo-Chine et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 20 juin 1915.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GASTON DOUMERGUE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ARISTIDE BRIAND.

DÉCRET

portant application en Indo-Chine de la loi du 12 juillet 1916

du 27 décembre 1916 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 27 décembre 1916.

Monsieur le Président,

Une loi en date du 12 juillet 1916 a réglé, pour la métropole, l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Aux termes de l'article 7 de cette loi, « des décrets qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat ».

J'ai en conséquence préparé et j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction, d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts, le projet de décret ci-joint qui règle ces conditions pour l'Indo-Chine.

(1) *Journal Officiel*, 31 décembre 1916, p. 11.276.

Comme le constate le rapport fait en 1915, au nom de la commission du Sénat, chargée d'examiner les propositions de la loi relatives à l'importation, au commerce, à la détention et à l'usage de l'opium et de ses extraits ainsi qu'à l'usage et à la détention de la cocaïne, le monopole de la fabrication et de la vente de l'opium non officinal, représente environ le quart des ressources totales du budget général de l'union indo-chinoise. L'application stricte et immédiate de la loi nouvelle apporterait dans l'équilibre de ce budget une perturbation dont il est indispensable de tenir compte.

Le rapporteur ajoutait, après avoir remarqué que les mesures déjà prises par l'administration locale à partir de 1907, avaient entraîné une diminution notable du nombre des fumeries d'opium, qu'il appartiendrait au Gouvernement de prévoir, pour l'application des dispositions législatives projetées, les moyens propres à concilier « les intérêts et les habitudes des indigènes avec le respect des lois ».

D'autre part, l'honorable M. Moutet dans l'avis qu'il a donné au nom de la commission des affaires extérieures et coloniales, à la Chambre des députés a reconnu l'impossibilité dans laquelle se trouvait l'administration de supprimer d'un seul coup la vente et la consommation de l'opium.

Il a suggéré, pour parvenir à réaliser cette suppression dans un certain délai, l'adoption de mesures échelonnées telles que celles qui ont été réclamées par la conférence de la Haye.

C'est dans cet esprit qu'est rédigé le texte soumis à votre haute approbation.

Son article premier rend exécutoire en Indo-Chine la loi du 12 juillet 1916 en ce qui concerne le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses en général, notamment la morphine et de la cocaïne, ainsi que de l'opium officinal.

Pour l'opium non officinal, dont le régime est réglementé par des arrêtés locaux, les articles suivants prévoient diverses dispositions destinées à permettre de supprimer graduellement sa consommation en Indo-Chine, y compris le territoire de Kouang-Tchéou-Wan.

Il est certain que pour faire face à la diminution des ressources budgétaires qui résultera de l'adoption de ces mesures, l'administration locale rencontrera de sérieuses difficultés. S'inspirant des vues du législateur, elle saura les surmonter en s'attachant, d'une part, à réaliser toutes les économies compatibles avec le bon fonctionnement du service, d'autre part, à accroître le rendement de ses recettes et à en créer, au besoin, de nouvelles.

Si vous approuvez les considérations qui précèdent, je vous prie, d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret qui est ci-annexé.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1838 ;

Vu l'arrêté du 7 février 1899 du gouverneur général de l'Indo-Chine relatif à l'exercice du monopole à la constatation et à la répression de la fraude en matière d'opium en Indo-Chine, approuvé par décret du 30 août 1899 ;

Vu l'arrêté du 14 février 1901, complétant le précédent, approuvé par décret du 7 mai 1901 ;

Vu l'arrêté du 22 juin 1903, réglementant l'exploitation de l'opium dans les provinces de Muong-Sing, Luang-Prabang, Muong-Son et Tran-Ninh ;

Vu l'arrêté du 27 février 1914, chargeant l'administration des douanes et régies de l'exploitation de la ferme de l'opium sur le territoire de Kouang-Tchéou-Wan ;

Vu l'arrêté du 27 février 1914, réglementant la vente de l'opium sur le territoire de Kouang-Tchéou-Wan ;

Vu le décret du 20 juin 1915 réglementant la vente de la morphine et stupéfiants analogues en Indo-Chine ;

Vu la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage de substances vénéneuses notamment, l'opium, la morphine et la cocaïne ;

Décète :

Article premier. — Les dispositions de la loi du 12 juillet 1916, relative à l'importation, au commerce, à la détention et à l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine, la cocaïne, seront applicables en Indo-Chine, y compris le territoire de Kouang-Tchéou-Wan, à compter du jour de la promulgation du présent décret dans la colonie, sauf en ce qui concerne le commerce, la détention et l'usage de l'opium autre que l'opium officinal.

Art. 2. — En vue de parvenir à la suppression graduelle en Indo-Chine du commerce, de la détention et de l'usage de l'opium autre que l'opium officinal, les mesures faisant l'objet des articles ci-après entreranno en vigueur à compter du même jour sur le territoire de l'union indo-chinoise, y compris le territoire de Kouang-Tchéou-Wan.

Art. 3. — Les prix de vente de l'opium autre que l'opium officinal feront l'objet de relèvements progressifs.

Art. 4. — Le nombre des débits ainsi que des fumeries d'opium actuellement ouverts en Indo-Chine ne pourra pas être augmenté. La réduction du nombre des débits et des fumeries d'opium sera successivement poursuivie jusqu'à complète suppression, à la diligence de l'administration locale.

Est interdite la translation d'une fumerie dans un autre immeuble que celui où elle sera installée au moment de la promulgation du présent décret. Nulle fumerie nouvelle ne pourra être ouverte, même en compensation numérique d'une fumerie supprimée ou ayant cessé pour toute autre cause d'exister. Toute fumerie ayant cessé depuis plus de trois mois de fonctionner sera considérée comme supprimée et ne pourra être transmise. Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 500 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à trois ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, le maximum de l'amende sera appliqué et la peine de l'emprisonnement prononcée.

Art. 5. — Sera progressivement réduit, jusqu'à suppression complète, le nombre de caisses d'opium brut que la régie mettra mensuellement en vente sur le territoire de Kouang-Tchéou-Wan dans les conditions prévues aux articles 4 et suivants de l'arrêté du 27 février 1914, réglementant la vente de l'opium sur ledit territoire.

Art. 6. — Il sera pourvu, sur les voies et moyens du budget général de l'Indo-Chine, à la moins-value de recettes devant résulter de la suppression graduelle de la vente en régie de l'opium autre que l'opium officinal.

Art. 7. — Les dispositions du décret du 20 juin 1915, réglementant la vente de la morphine et stupéfiants analogues en Indo-Chine, resteront en vigueur en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire aux prescriptions de la loi du 12 juillet 1916.

Art. 8. — Des arrêtés du gouverneur général de l'Indo-Chine assureront l'application des dispositions prévues aux articles précédents du présent décret.

Art. 9. — Le ministre des Colonies et le garde des sceaux, minis-

tre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République Française et de l'Indo-Chine et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 27 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

Gaston DOUMERGUE.

*Le garde des sceaux, ministre de
la Justice, de l'Instruction pu-
blique et des Beaux-Arts,*

René VIVIANI.

MADAGASCAR

DÉCRET

sur l'exercice de la Pharmacie à Madagascar

du 7 mars 1904 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le Président,

M. le gouverneur général de Madagascar a appelé mon attention sur la nécessité de réglementer d'une façon définitive l'exercice de la profession de pharmacien dans la colonie.

Après examen des propositions que m'a soumises dans ce sens le général Galliéni, j'ai estimé que l'exercice de la profession de pharmacien devait être soumis à Madagascar aux mêmes garanties que dans la métropole et qu'à l'avenir tout pharmacien devrait justifier qu'il est pourvu du diplôme prévu par la loi du 19 avril 1898.

Cette règle souffrirait cependant des exceptions en ce qui concerne la délivrance des médicaments par les médecins et en particulier par les médecins indigènes dans les conditions déterminées par l'article 5 du décret du 7 mars 1904 sur le médecin indigène et aussi eu égard aux pharmaciens établis à Madagascar avant la promulgation de la réglementation nouvelle. Ces exceptions font l'objet des

(1) *Journal Officiel*, 9 mars 1904, p. 1529.

articles 5 et 16 du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction et sont complétées par les dispositions de l'article 6 qui vise les dépôts de remèdes officinaux et de drogues simples dans des localités éloignées de celles où il existe des officines tenues par des pharmaciens diplômés.

Le projet de décret ci-annexé réglemente également la teneur des officines, les conditions auxquelles sont soumises les délivrances de médicaments et organise l'inspection des pharmacies.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir revêtir ce décret de votre signature et d'agréer l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
GASTON DOUMERGUE.

.
Art. 8. — La vente des substances vénéneuses ne peut être faite pour l'usage de la médecine que par les pharmaciens et sur la prescription d'un médecin ou d'un vétérinaire diplômé.

Les sages-femmes sont autorisées à prescrire le bichlorure de mercure sous les formes suivantes :

Formule A

Sublimé corrosif, 25 centigrammes.

Acide tartrique, 1 gramme.

Colorant (bleu de méthylène ou carmin) Q. S.

Formule B

Vaseline au sublimé à 1 p. 100, 30 grammes.

Toute prescription de substance vénéneuse doit être signée, datée, énoncer en toutes lettres la dose desdites substances, ainsi que le mode d'administration du médicament.

Art. 9. — Les pharmaciens transcriront lesdites prescriptions, avec les indications qui précèdent, sur un registre établi dans la forme suivante :

Dates	Numéros d'ordre	Nom du médecin		Quantités gr. mg.	Prix	Noms des clients	Domicile des clients (1)
(1) La huitième colonne n'est obligatoire que pour les préparations arsenicales.							

Ces transcriptions devront être faites de suite et sans aucun blanc. Les pharmaciens ne rendront les prescriptions que revêtues de leur cachet et après avoir indiqué le jour où les substances auront été livrées, ainsi que le numéro d'ordre de la transcription sur le registre.

Ledit registre devra être conservé pendant vingt ans au moins et présenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 10. — Toute préparation médicale délivrée par le pharmacien devra porter une étiquette indiquant son nom et son domicile, le numéro d'ordre de la prescription et rappelant la destination interne ou externe du médicament.

Les médicaments toxiques porteront une étiquette rouge orange avec la mention « poison » en français et en malgache.

Les médicaments pour l'usage externe porteront une étiquette supplémentaire rouge orangé avec la mention « médicaments pour l'usage externe ».

Art. 11. (*remplacé par le décret du 19 mars 1912 rapporté ci-après*).

Art. 12. — Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues dans une armoire spéciale fermant à clef et portant bien en évidence l'étiquette « poison ».

Toutes les substances vénéneuses en approvisionnement devront porter l'étiquette rouge orange « poison ».

Art. 17. — Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 1^{er} et de l'article 16 du présent décret sera puni...

Les autres infractions au présent décret seront passibles d'une amende de 25 à 600 francs et en outre, en cas de récidive, d'un emprisonnement de 3 jours au moins, de 6 jours au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

DÉCRET

sur la vente de l'arsenic à Madagascar

du 19 mars 1912 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 19 mars 1912.

Monsieur le Président,

L'application du décret du 25 janvier 1911, modifiant l'article 11 du décret du 7 mars 1904, relatif à la vente et à la circulation de l'arsenic et de ses composés à Madagascar, a soulevé des difficultés qui ont paru de nature à nécessiter la revision de ce texte.

Les industriels qui se livrent à la préparation des peaux de bœufs sont en effet dans l'obligation de traiter ces matières par le savon arsenical d'emploi difficile et onéreux dont la formule figure à l'annexe n° 1 du décret précité, sans pouvoir utiliser l'arséniate de potasse en nature.

Or, dans la pratique, l'arsenic n'est employé que sous la forme d'un arséniate de potasse en solution aqueuse, formant un bain dans lequel les peaux sont trempées par grandes quantités à la fois.

D'autre part, la préparation et l'exportation des peaux de bœufs ont pris dans le commerce de la colonie une importance de plus en plus grande. Il apparaît donc impossible d'imposer l'emploi exclusif du savon arsenical.

Aussi ai-je l'honneur de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint, qui a pour objet d'autoriser l'emploi de l'arséniate de potasse, tout en soumettant cet emploi à des formalités qui ont pour but de sauvegarder la santé publique à Madagascar.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,

A. LEBRUN.

(1) *Journal Officiel*, 26 mars 1912, p. 2911.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 20 novembre 1892 ;

Vu la loi du 19 avril 1898 ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1901, promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances le décret du 17 août 1897, qui rend applicable aux colonies la loi du 30 novembre 1892 ;

Vu le décret du 7 mars 1904 sur l'exercice de la pharmacie à Madagascar ;

Considérant que les dispositions édictées par le décret du 25 janvier 1911, constituent une entrave à l'exercice de l'industrie relative à la préparation des peaux de bœufs,

Décète :

Article premier. — Le décret du 25 janvier 1911, modifiant l'article 11 du présent décret du 7 mars 1904, concernant la vente et la circulation de l'arsenic et de ses composés est abrogé.

L'article 11 du décret du 7 mars 1904 sur l'exercice de la pharmacie à Madagascar est remplacé par les dispositions suivantes :

L'arsenic et ses composés, à l'exception de l'arséniate de potasse, ne pourront être vendus et délivrés pour d'autres usages que la médecine humaine, que combinés avec d'autres substances et qu'après observation des formalités suivantes :

Les négociants qui désireront mettre en vente ces substances seront tenus d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune ou l'administrateur chef de la province, en indiquant le lieu où est situé leur établissement. L'autorisation sera accordée par décision du gouverneur général.

Tout commerçant autorisé à vendre des composés arsenicaux devra tenir un registre conforme au modèle ci-annexé, sur lequel il inscrira d'une part la nature et la quantité des substances arsenicales reçues et la date de leur réception, d'autre part la nature et la quantité des substances vendues, le nom et la profession de l'acheteur et la date de la livraison.

Les pharmaciens et les commerçants précités ne pourront délivrer les substances arsénicales destinées à l'usage indiqué au paragraphe 1^{er} qu'aux personnes désignées ci-après :

1^o Aux industriels qui, par arrêté du gouverneur général pris en conseil d'administration, auront été autorisés à employer des composés arsenicaux dans les établissements dangereux, insalubres ou

incommodes, conformément aux dispositions du décret du 15 octobre 1910 de l'ordonnance du 14 janvier 1815, du décret du 3 mai 1886 et des autres décrets modificatifs subséquents appliqués à Madagascar et dépendances ;

2° Aux personnes connues et domiciliées qui devront présenter une demande énonçant la quantité qu'elles comptent en faire, laquelle sera visée et approuvée par le maire, l'administrateur ou tout autre fonctionnaire en tenant lieu. En ce qui concerne les pharmaciens, les quantités délivrées comme ci-dessus, ainsi que le nom et le domicile des acheteurs seront inscrits sur le registre spécial indiqué à l'article 9.

Toute personne transportant des matières arsenicales doit être munie d'un laissez-passer établi par le vendeur et indiquant la nature et la quantité de ces substances confiées au transporteur, le nom du destinataire et la date de la livraison.

Les matières arsenicales ne pourront être transportées qu'en récipients solides, parfaitement étanches et cachetés par les soins du vendeur ou de l'expéditeur.

Art. 2. — L'arséniate de potasse pourra être délivré en nature pour la préparation des peaux, toutefois la délivrance de ce produit ainsi que celle des autres composés arsenicaux ne pourra être faite que par des pharmaciens ou des négociants autorisés à cet effet et qu'après observation des formalités prévues à l'article précédent.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de la colonie de Madagascar et dépendances et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 mars 1912.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

A. LEBRUN.

DÉCRET

sur les fumeries d'opium à Madagascar

du 31 août 1908 (1)

(1) *Journal Officiel*, 3 septembre 1908, p. 6183.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 31 août 1908.

Monsieur le Président,

M. le gouverneur général de Madagascar m'a signalé que des Asiatiques, assez nombreux dans la colonie, tiennent dans tout centre important des fumeries d'opium. Ces fumeries, doublées souvent d'une salle de jeu clandestine, sont fréquentées par des Européens.

Afin de préserver, aussi bien que la population indigène, nos officiers et fonctionnaires des conséquences déplorables de l'usage de l'opium, M. Augagneur, par un arrêté du 22 juin 1908, a interdit les fumeries dans notre possession. Mais cet arrêté prévoit des pénalités supérieures à celles de simple police et il doit, par suite, conformément à l'article 3 du décret du 6 mars 1877, être converti en décret.

La mesure prise par le gouverneur général est analogue à celle qui a été appliquée en Indo-Chine par le décret du 17 août 1907. Elle ne soulève de ma part aucune objection, et j'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint, qui a pour but de la confirmer.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'honneur de mon respectueux dévouement.

Le ministre des Colonies,

MILLIÈS-LACROIX.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'arrêté du gouverneur général de Madagascar en date du 22 juin 1908, interdisant les fumeries d'opium dans la colonie de Madagascar et dépendances ;

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897 ;

Vu l'article 3 du décret du 6 mars 1877, portant application aux colonies du Code pénal métropolitain ;

Décète :

Article premier. — Les fumeries d'opium et la réunion de plusieurs personnes pour fumer l'opium sont interdites dans la colonie de Madagascar et dépendances.

Art. 2. — Les contraventions au présent décret seront punies d'un

emprisonnement d'un jour à quinze jours et d'une amende de 1 à 100 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 3. — L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué.

Art. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution.

Fait à Rambouillet, le 31 août 1908.

A. FALLIÈRES.

DÉCRET

sur l'opium à Madagascar

du 20 mars 1909 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 20 mars 1909.

Monsieur le Président,

M. le gouverneur général de Madagascar estime nécessaire de réglementer strictement l'importation, la vente, le transport et la détention de l'opium dans la colonie pour donner toute son efficacité au décret du 31 août 1908, qui a interdit à Madagascar les fumeries d'opium.

Il fait valoir que cette interdiction serait, en effet, tout à fait illusoire et le délit de tenue de fumerie absolument insaisissable si l'administration ne pouvait exercer sur la drogue elle-même un contrôle très exact de son introduction.

Je me suis rangé à la manière de voir de M. le gouverneur général de la Grande-Ile et j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint, qui reproduit, avec quelques modifications indispensables, les principales dispositions du décret du 1^{er} octobre 1908 réglementant l'importation et la circulation de l'opium et de ses extraits dans la métropole.

J'ai l'honneur de soumettre ce projet de décret à votre signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,

MILLIÈS-LACROIX.

(1) *Journal Officiel*, 26 mars 1909, p. 3086.

Le Président de la République Française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897 ;

Vu la loi du 6 août 1896 déclarant colonie française Madagascar et ses dépendances ;

Vu le décret du 28 janvier 1896 rattachant les établissements de Diego-Suarez, Nossi-Bé et Sante-Marie à l'administration de Madagascar ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1901, promulguant dans la colonie de Madagascar le décret du 17 août 1897 qui rend applicable aux colonies la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine ;

Vu le décret du 7 mars 1904, sur l'exercice de la médecine indigène ;

Vu le décret du 7 mars 1904, sur l'exercice de la pharmacie à Madagascar ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

Décrète :

CHAPITRE PREMIER

De l'importation de l'opium

Article premier. — Les importateurs d'opium soit brut soit officinal ou de ses extraits sont tenus de prendre au bureau de douane par lequel doit avoir lieu l'introduction un acquit à caution indiquant les quantités importées ainsi que le nom et le lieu de résidence du ou des destinataires.

Cet acquit à caution doit être rapporté dans un délai de trois mois revêtu d'un certificat de décharge de l'autorité administrative du lieu de résidence du ou des destinataires.

Art. 2. — L'importateur doit tenir un registre spécial, exclusivement affecté à la vente de l'opium et de ses extraits.

Il y inscrit, aussitôt après la prise en charge, la quantité reçue.

CHAPITRE II

De la vente de l'opium

Art. 3. — Quiconque voudra faire le commerce de l'opium sera tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'autorité administra-

H. Pruvost

tive, en indiquant le lieu où est situé son établissement. Ladite déclaration sera inscrite sur un registre à ce destiné, et dont un extrait sera remis au déclarant ; elle devra être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

Art. 4. — Aucune quantité ne peut être vendue par l'importateur d'opium exotique ou par le producteur d'opium indigène que soit à des commerçants en gros, à des industriels ou des chimistes pour le transformer en opium officinal ou pour en extraire les alcaloïdes, soit à des pharmaciens pour le traitement des maladies de l'homme ou des animaux et sous les conditions suivantes :

Art. 5. — Si la vente est faite à un commerçant ou à un industriel, la responsabilité du vendeur n'est dégagée qu'après que : 1^o l'acheteur lui aura justifié qu'il a effectué la déclaration prescrite par l'article 3 du présent décret ; 2^o que cet acheteur lui aura remis une commande écrite et signée énonçant en toutes lettres la quantité demandée ; qu'il aura porté cette opération sur son registre en y joignant la commande.

Dans le cas où la commande est faite en vue d'une expédition à l'étranger, il est justifié de la sortie de la colonie par un certificat qui est délivré par la douane et qui demeure annexé au registre prescrit par l'article 2.

Art. 6. — Aussitôt après la livraison, l'acheteur en inscrit l'importance sur le registre spécial à opium qu'il doit tenir de la même façon que l'importateur.

Aucune revente ne peut être opérée par lui qu'au profit de l'une des personnes et sans les conditions spécifiées à l'article précédent.

Art. 7. — Est assimilée à la vente faite à un industriel ou à un chimiste et entraîne de part et d'autre les mêmes obligations la cession d'opium brut à un pharmacien qui entend fabriquer lui-même l'opium officinal ou les alcaloïdes qu'il emploie. L'opium brut livré dans ces conditions ne peut jamais être revendu par le pharmacien. Si la vente a pour objet exclusif l'opium officinal ou ses extraits, le vendeur n'a, pour sa décharge, à exiger que la commande écrite de la quantité achetée.

Il est immédiatement passé écriture de cette opération sur les registres du vendeur et du pharmacien.

Art. 8. — L'opium officinal et ses extraits ne peuvent être vendus par les pharmaciens que pour l'usage de la médecine.

CHAPITRE III

Dispositions générales

Art. 9. — En dehors du cas prévu par l'article précédent, toute cession d'opium ou de ses extraits, même à titre gratuit, au profit de personnes autres que celles désignées ci-dessus ou à ces personnes, mais pour un emploi autre que l'un de ceux ci-dessus spécifiés, est interdite et entraîne l'application des peines prévues.

Il est également interdit, sous les mêmes peines, de favoriser la détention et l'emploi prohibé d'opium en consentant l'usage d'un local ou par tout autre moyen.

Art. 10. — L'opium et ses extraits doivent être tenus par les commerçants en gros, industriels et pharmaciens dans un lieu sûr, placé sous leur surveillance et fermé à clef.

Toute quantité trouvée en dehors sera saisie au procès-verbal.

Art. 11. — Les registres spéciaux exclusivement affectés à la vente, à l'achat et à l'emploi de l'opium et de ses extraits doivent être cotés et paraphés par l'autorité administrative. Les inscriptions y sont faites de suite sans aucun blanc, rature ni surcharge.

Lesdits registres doivent être conservés pendant dix ans pour être représentés à toute réquisition de l'autorité.

Art. 12. — Concurrément avec les inspecteurs qui procéderont aux visites prescrites par l'article 13 du décret du 7 mars 1904, les maires ou les administrateurs et le commissaire de police devront veiller à l'exécution des dispositions du présent décret.

Ils visiteront, à cet effet, avec l'assistance d'un membre de la Commission d'hygiène locale, ou, à son défaut, d'un médecin désigné par le gouverneur général, les officines des pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, les magasins des commerçants en gros et les laboratoires des industriels et des chimistes vendant ou employant l'opium et s'assureront que leurs établissements sont régulièrement ouverts en exigeant la présentation de l'extrait de la déclaration prescrite par l'article 3 du présent décret. Si cette déclaration n'a pas été faite, ils procéderont à la fermeture immédiate du débit clandestin et à la saisie des quantités d'opium qu'il renferme.

Si la justification est produite ils s'assureront que les registres prescrits aux articles 2, 3, 5 et 6 sont régulièrement tenus et que leurs énonciations concordent avec les quantités existantes. Ils

constateront les déficits ou les excédents. Leurs procès-verbaux seront transmis au procureur général, chef du service judiciaire pour l'application des peines.

Art. 13 — Les contraventions aux dispositions du présent décret seront punies d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à douze mois, sauf application, s'il y a lieu, de l'art. 463 du Code pénal. Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la confiscation des substances saisies en contravention.

Art. 14. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République Française et de la colonie de Madagascar et inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin du ministère des colonies* et au *Bulletin officiel* de Madagascar.

Fait à Paris, le 20 mars 1909.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :
Le ministre des Colonies,
MILLIÈS-LACROIX.

DÉCRET
sur l'opium à Madagascar
du 19 janvier 1910 (1).

RAPPORT
AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 19 janvier 1910.

Monsieur le Président,

L'opium est, dans la colonie de Madagascar et dépendances, l'objet d'une étroite réglementation prohibitive, sanctionnée par le décret du 31 août 1908, qui interdit les fumeries, et par celui du 20 mars 1909, qui transpose dans la colonie les principales stipulations du décret du 1^{er} octobre 1908, relatif à l'importation et à la vente de ce produit sur le territoire métropolitain. Mais le décret précité du 20 mars 1909 ne comporte aucune sanction à l'appui de l'interdiction de principe qu'il énonce au sujet de la détention et du transport

(1) *Journal officiel*, 15 février 1910, p. 1301.

de la denrée prohibée. Il importe de combler cette lacune pour rendre pleinement efficace une réglementation qui a été prise en vue de préserver non seulement la santé de la population indigène, mais encore celle des fonctionnaires et colons européens. J'ai, en conséquence, fait préparer le projet de décret ci-annexé, que j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
Georges TROUILLOT.

Le Président de la République Française,

Vu.

Vu le décret du 20 mars 1909,

Décète :

Article premier. — La détention et le transport de l'opium en dehors des cas réglés par le décret du 20 mars 1909 sont interdits et sanctionnés par les dispositions pénales de l'article 43 dudit décret.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 49 janvier 1910.

A. FALLIÈRES.

DÉCRET

sur le chanvre à fumer à Madagascar

du 9 octobre 1915 (1).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 9 octobre 1915.

Monsieur le Président,

M. le gouverneur général de Madagascar m'a signalé les progrès constants que fait depuis quelques années l'habitude de fumer le chanvre contractée dans certains milieux malgaches tant de la côt que des hauts plateaux.

(1) *Journal officiel*, 15 octobre 1915, p. 7399.

Or cette drogue débitée clandestinement par des vendeurs peu scrupuleux est extrêmement nocive. Le fumeur de chanvre ruine en peu de temps sa santé et devient bientôt une véritable loque humaine vouée aux pires déchéances physiques et parfois même à la folie. L'asile d'aliénés de la colonie compte parmi ses malades un certain nombre d'indigènes de cette catégorie.

Deux arrêtés des 4 décembre 1912 et 17 juin 1915 permettent bien aux autorités compétentes de sévir contre les fumeurs ou tenanciers de fumeries de chanvre, et contre ceux qui se livrent à la préparation, au colportage et à la vente de ce produit. Mais les pénalités prévues par ces textes et qui sont les plus fortes que puissent sanctionner des arrêtés locaux ne sont pas suffisantes pour permettre d'enrayer le mal.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-joint qui prévoit des peines pouvant s'élever à 3.000 francs d'amende et un an de prison.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

Le garde des sceaux, ministre de la Justice,
Aristide BRIAND.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du ministre des Colonies et du garde des sceaux, ministre de la Justice,

Vu l'article 16 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 6 août 1896, déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonies françaises ;

Vu la loi du 25 juillet 1912, déclarant les îles d'Anjouan, de Mohéli et de la Grande-Comore colonies françaises et rattachant ces îles et leurs dépendances ainsi que celle de Mayotte au gouvernement général de Madagascar,

Décète :

Article premier. — La préparation, le colportage, la vente et la consommation du chanvre à fumer dit Rongony sont interdits dans la colonie de Madagascar et ses dépendances.

Art. 2. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront punies d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à douze mois ou de l'une de ces deux peines

seulement, sauf application, s'il y a lieu, de l'article 463 du Code pénal.

Dans tous les cas, les substances saisies seront confisquées et détruites.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 4. — Le ministre des Colonies et le garde des sceaux sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 octobre 1915.

R. POINCARÉ.

DÉCRET

réglant les conditions d'appréciation de la loi du 12 juillet 1916
du 12 novembre 1916 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 12 novembre 1916.

Monsieur le Président,

La loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne, stipule en son article 7 que des décrets détermineront les conditions de son application aux colonies.

A Madagascar, deux décrets en date des 20 mars 1909 et 19 janvier 1910 réglementent l'importation, la vente, le transport et la détention de l'opium dans la colonie.

Il convient donc d'étendre les prescriptions de ces actes à toutes les substances vénéneuses et notamment à la morphine et à la cocaïne et de mettre leur texte en harmonie avec celui de la loi précitée.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

(1) *Journal Officiel*, 48 novembre 1916, p. 9.921.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du ministre des Colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 8 mai 1854 ;

Vu les décrets des 11 décembre 1895, 30 juillet 1897 et 21 août 1914 ;

Vu la loi du 6 août 1896 déclarant colonie française Madagascar et dépendances ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1901 promulguant dans la colonie le décret du 17 août 1897 qui rend applicable aux colonies la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine ;

Vu le décret du 7 mars 1904 sur l'exercice de la médecine indigène ;

Vu le décret du 7 mars 1904 sur l'exercice de la pharmacie à Madagascar ;

Vu la loi du 25 juillet 1912, déclarant les îles d'Anjouan, de Mohéli et de la Grande-Comore colonies françaises et rattachant ces îles, ainsi que Mayotte, au gouvernement général de Madagascar ;

Vu le décret du 23 février 1914 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi du 25 juillet 1912 ;

Vu le décret du 20 mars 1909 réglementant l'importation, la vente, le transport et la détention de l'opium à Madagascar ;

Vu le décret du 19 janvier 1910 complétant le décret du 20 mars 1909 ;

Vu l'article 7 de la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne,

Décète :

CHAPITRE PREMIER

Importation

Article premier. — Les importateurs de substances vénéneuses en général et notamment de l'opium brut et officinal ; extraits d'opium : morphine et autres alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), de leurs sels et leurs dérivés ; de la cocaïne, ses sels et ses dérivés, sont tenus de prendre au bureau de douane, par lequel doit avoir lieu l'introduction, un acquit-à-caution indiquant les quantités importées, ainsi que le nom et le lieu de résidence du ou des destinataires.

Cet acquit-à-caution doit être rapporté dans un délai de trois mois,

revêtu d'un certificat de décharge de l'autorité administrative du lieu de résidence du ou des destinataires.

Art. 2. — Les importateurs doivent tenir un registre spécial exclusivement affecté à la vente de ces substances.

Ils y inscrivent aussitôt après la prise en charge les quantités reçues.

CHAPITRE II

Vente

Art. 3. — Quiconque voudra faire le commerce des substances vénéneuses en général et notamment de celles définies à l'article 1^{er} du présent décret sera tenu d'en faire préalablement la déclaration au chef de la circonscription administrative où il réside, en indiquant le lieu où est situé son établissement. Ladite déclaration sera inscrite sur un registre à ce destiné et dont un extrait sera remis au déclarant : elle devra être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

Art. 4. — Aucune quantité de substances vénéneuses ne peut être vendue par les importateurs ou les producteurs que : soit à des commerçants en gros, à des industriels ou des chimistes en vue de transformer ces substances ou d'en extraire les principes, soit à des pharmaciens pour le traitement des maladies de l'homme ou des animaux et sous les conditions suivantes :

Art. 5. — Si la vente est faite à un commerçant ou à un industriel, la responsabilité du vendeur n'est dégagée qu'après que : 1^o l'acheteur lui aura justifié qu'il a effectué la déclaration prescrite par l'article 3 du présent décret ; 2^o que cet acheteur lui aura remis une commande écrite et signée, énonçant en toutes lettres la quantité demandée ; 3^o qu'il aura porté cette opération sur son registre en y joignant la commande.

Dans le cas où la commande est faite en vue d'une expédition à l'étranger, il est justifié de la sortie de la colonie par un certificat qui est délivré par la douane et qui demeure annexé au registre prescrit par l'article 2.

Art. 6. — Aussitôt après la livraison, l'acheteur en inscrit l'importance sur le registre spécial à l'inscription de ces substances qu'il doit tenir de la même façon que l'importateur.

Aucune revente ne peut être opérée par lui qu'au profit de l'une des personnes et sous les conditions spécifiées à l'article précédent.

Art. 7. — Est assimilée à la vente faite à un industriel ou à un

chimiste et entraîne de part et d'autre les mêmes obligations, la cession des substances vénéneuses en général et notamment de celles dénommées à l'article 1^{er} à un pharmacien qui entend fabriquer lui-même les médicaments nécessaires aux soins des malades. Les substances livrées dans ces conditions ne peuvent jamais être revendues par le pharmacien que pour les usages de la médecine.

Le vendeur et le pharmacien doivent passer en écriture cette opération sur le registre tenu à cet effet.

CHAPITRE III

Dispositions générales

Art. 8. — En dehors du cas prévu par le précédent article, toute cession de substances vénéneuses ou de leurs extraits ou dérivés, même à titre gratuit, au profit de personnes autres que celles ci-dessus désignées ou à ces personnes, mais pour un emploi autre que l'un de ceux ci-dessus spécifiés, est interdit.

Art. 9. — Les substances vénéneuses doivent être tenues par les commerçants en gros, industriels et pharmaciens dans un lieu sûr placé sous leur surveillance et fermé à clef.

Toute quantité trouvée en dehors sera saisie sur procès-verbal.

Art. 10. — Les registres spéciaux exclusivement affectés à la vente, à l'achat et à l'emploi des substances vénéneuses doivent être cotés et paraphés par l'autorité administrative. Les inscriptions doivent être faites de suite sans aucun blanc, ratures ni surcharges.

Lesdits registres doivent être conservés pendant dix ans pour être représentés à toute réquisition de l'autorité.

Art. 11. — Concurrément avec les inspecteurs qui procéderont aux visites prescrites par l'article 13 du décret du 7 mars 1904, les maires ou les administrateurs et les commissaires de police devront veiller à l'exécution des dispositions du présent décret.

Ils visiteront, à cet effet, avec l'assistance d'un membre de la commission d'hygiène locale ou, à son défaut, d'un médecin désigné par le gouverneur général, les officines des pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, les magasins des commerçants en gros et les laboratoires des industriels et des chimistes vendant ou employant des substances vénéneuses et s'assureront que leurs établissements sont régulièrement ouverts en exigeant la présentation de l'extrait de la déclaration prescrite par l'article 3 du présent décret. Si cette déclaration n'a pas été

faite, ils procéderont à la fermeture immédiate du débit clandestin et à la saisie des quantités de substances vénéneuses qu'il renferme.

Si la justification est produite, ils s'assureront que les registres prescrits aux articles précédents sont régulièrement tenus et que leurs énonciations concordent avec les quantités existantes. Ils constateront les déficits ou les excédents. Leurs procès-verbaux seront transmis au procureur général, chef du service judiciaire, pour l'application des peines.

CHAPITRE IV

Pénalités

Art. 12. — Les infractions aux dispositions du présent décret relatives aux substances vénéneuses en général sont punies d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 13. — Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux prescriptions du présent décret concernant les stupéfiants tels que : opium brut et officinal, extraits d'opium, morphine et autres alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), de leurs sels et leurs dérivés ; cocaïne, ses sels et ses dérivés ; haschich et ses préparations.

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront usé en société desdites substances ou en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

Les tribunaux pourront, en outre, prononcer la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée d'un à cinq ans.

Art. 14. — Seront punis des peines prévues à l'article 13 : ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article ;

Ceux qui sciemment auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré lesdites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, de l'une de ces mêmes substances.

Art. 15. — Dans tous les cas prévus par le présent décret, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies.

Dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 13 et au deuxième paragraphe de l'article 14, les tribunaux pourront ordonner la fermeture, pendant huit jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit a été constaté ; si la peine d'emprisonnement est prononcée, l'établissement où le délit aura été constaté sera fermé, de plein droit, pendant toute la durée de l'emprisonnement.

Toutefois la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharmaceutique où le délit a été constaté ne pourront être prononcées dans le cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

Dans les cas prévus au deuxième paragraphe de l'article 13, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériel saisis, des meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que la fermeture, pendant un an au moins, du local et de l'établissement où le délit aura été constaté, sans toutefois que la durée de ladite fermeture soit inférieure à la durée de l'emprisonnement prononcé.

Art. 16. — Les peines seront portées au double en cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du Code pénal.

Art. 17. — L'article 463 du Code pénal sera applicable.

Art. 18. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et notamment celles des décrets des 20 mars 1909 et 19 janvier 1910.

Art. 19. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République Française et de la colonie de Madagascar et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 novembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

Gaston DOUMERGUE.

MARTINIQUE

V. Suprà, à GUADELOUPE, le décret du 22 décembre 1916
rendant applicable à la Martinique la loi du 12 juillet 1916

L'exercice de la pharmacie à la Martinique est réglementé par un
arrêté local du 24 novembre 1904.

MAYOTTE

DÉCRET

sur l'exercice de la pharmacie à Mayotte

du 13 mai 1905 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 13 mai 1905.

Monsieur le Président,

Mon prédécesseur, dans une circulaire du 6 mai 1904, signalait aux gouverneurs de nos différentes colonies l'insuffisance des garanties de compétence professionnelle qui étaient exigées des pharmaciens pratiquant dans nos établissements d'outre-mer, et la nécessité de modifier sur ce point les réglementations en vigueur.

M. le gouverneur de Mayotte, conformément à ces instructions, a préparé le projet de décret ci-annexé, que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
CLÉMENTEL.

Art. 8. — La vente des substances vénéneuses ne peut être faite pour l'usage de la médecine que par les pharmaciens et sur la prescription d'un médecin ou d'un vétérinaire diplômé.

Les sages-femmes sont autorisées à prescrire le bichlorure de mercure sous les formes suivantes :

Formule A

Sublimé corrosif, 25 centigrammes.

Acide tartrique, 1 gramme.

Colorant (bleu de méthylène ou carmin) Q. S.

(1) *Journal Officiel*, 26 mai 1905, p. 3371.

Formule B

Vaseline au sublimé à 1 p. 1.000, 30 grammes.

Toute prescription de substances vénéneuses doit être signée, datée et énoncer en toutes lettres la dose desdites substances, ainsi que le mode d'administration du médicament.

Art. 9. — Les pharmaciens transcriront lesdites prescriptions, avec les indications qui précèdent, sur un registre établi dans la forme suivante :

Dates	Numéros d'ordre	Nom du médecin		Quantités gr. mg.	Prix	Nom des clients	Domicile des clients (1)
(1) La huitième colonne n'est obligatoire que pour les préparations arsenicales.							

Ces transcriptions devront être faites de suite et sans aucun blanc. Les pharmaciens ne rendront les prescriptions que revêtues de leur cachet et après avoir indiqué le jour où les substances auront été livrées, ainsi que le numéro d'ordre de la transcription sur le registre.

Ledit registre devra être conservé pendant vingt ans au moins et présenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 10. — Toute préparation médicale délivrée par le pharmacien devra porter une étiquette indiquant son nom et son domicile, le numéro d'ordre de la prescription et rappelant la destination interne ou externe du médicament.

Les médicaments toxiques porteront une étiquette rouge orange avec la mention « poison » en français et en arabe.

Les médicaments pour l'usage externe porteront une étiquette supplémentaire rouge orangé avec la mention « médicament pour « l'usage externe ».

Art. 11. — L'arsenic et ses composés ne pourront être vendus, pour d'autres usages que la médecine, que combinés avec d'autres substances : pour le traitement des animaux domestiques, pour la destruction des animaux nuisibles et pour la conservation des peaux et objets d'histoire naturelle.

Les préparations arsenicales ci-dessus ne pourront être délivrées

que par les pharmaciens et seulement à des personnes connues et domiciliées et qui devront présenter une demande énonçant la quantité qu'elles désirent et l'usage qu'elles comptent en faire, laquelle sera visée et approuvée par le maire, l'administrateur ou tout autre fonctionnaire en tenant lieu.

Les quantités livrées, ainsi que le nom et le domicile des acheteurs, seront inscrits sur le registre spécial indiqué à l'article 9.

Art. 12. — Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues dans une armoire spéciale fermant à clef et portant bien en évidence l'étiquette : « Poison ».

Toutes les substances vénéneuses en approvisionnement devront porter l'étiquette rouge orange : « Poison ».

Art. 13. — Les officines des pharmaciens seront inspectées au moins une fois l'an.

Cette inspection est attribuée à une commission...

Elle devra se faire présenter le registre mentionné à l'article 9.

Art. 16. — Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 1^{er} du présent décret sera puni...

Les autres infractions au présent décret seront passibles d'une amende de 25 à 600 francs et en outre, en cas de récidive, d'un emprisonnement de trois jours au moins, de six jours au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

NOUVELLE-CALÉDONIE

DÉCRET

sur l'exercice de la pharmacie en Nouvelle-Calédonie,

du 11 février 1913 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 11 février 1913.

Monsieur le Président,

La législation applicable à la Nouvelle-Calédonie en ce qui con-

(1) *Journal officiel*, 22 février 1913, p. 2729.

cerne l'exercice et la police de la pharmacie ne permet de poursuivre et de réprimer que l'infraction de vente de médicaments, compositions pharmaceutiques, commise par des épiciers et droguistes. Toute autre infraction commise soit par d'autres personnes, soit même par des épiciers et droguistes, laisse les pouvoirs locaux désarmés, ainsi qu'il résulte de l'arrêt du 29 mai 1905 de la Cour d'appel de Nouméa.

La question s'est posée, dans ces conditions, de savoir s'il ne conviendrait pas d'étendre à la colonie les dispositions en vigueur dans la métropole. Mais cette législation est extrêmement complexe et elle a donné lieu à une jurisprudence qui présente, à elle seule, autant d'intérêt et d'importance que les textes réglementaires eux-mêmes.

Il m'a paru, par suite, qu'il serait préférable d'avoir recours, pour la Nouvelle-Calédonie, à un décret spécial qui s'inspirerait à la fois de la législation et de la jurisprudence métropolitaine et qui tiendrait compte également des dispositions qui permettent en France la répression des fraudes.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
J. MOREL.

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du ministre des Colonies,
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

Décrète :

Art. 10. — La vente des substances vénéneuses pour l'usage de la médecine ne peut être faite que par les pharmaciens. Ces pharmaciens ne pourront délivrer, pour l'usage médical, aucun médicament ou préparation contenant une ou plusieurs substances toxiques sans une prescription médicale régulière énonçant en toutes lettres la dose desdites substances, émanant d'un médecin diplômé et indiquant le nom du client.

Cette délivrance ne pourra être renouvelée sans une nouvelle prescription, que si le médecin l'a indiqué formellement en inscrivant sur ladite prescription la mention « à renouveler » avec l'indication du nombre de fois.

Ces prescriptions seront transcrites, en outre, sur un registre spécial qui devra être parafé par les inspecteurs des pharmacies lors de leurs visites et conservé au moins pendant vingt ans pour être représenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 11. — Par exception à l'article ci-dessus, les pharmaciens de la Nouvelle-Calédonie sont autorisés à délivrer, pour l'usage médical et sur prescription de sage-femme, du sublimé corrosif.

Cette vente aura lieu exclusivement d'après la formule suivante :

Formule A

(Pour un paquet)

Sublimé corrosif, 0 gr. 25 ;

Acide tartrique, 1 gramme.

Solution alcoolique de carmin d'indigo, 5 gouttes.

Formule B

Vaseline au sublimé à 1 p. 1000, 30 grammes.

Chaque paquet contenant la poudre formule A, chaque pot ou flacon contenant la pommade formule B, portera l'étiquette rouge orange, obligatoire pour les toxiques, avec les mentions suivantes écrites ou imprimées :

SUBLIMÉ CORROSIF

25 centigrammes

pour un litre d'eau

POISON

VASELINE

au sublimé corrosif

à 1 p. 1.000

POISON

Ces pharmaciens pourront également délivrer aux médecins et sages-femmes une solution d'azotate d'argent à 1/50^e préparée selon la formule suivante :

Azotate d'argent cristallisé 0 gr. 10

Eau distillée 5 gr.

Cette solution sera contenue dans un flacon en verre jaune, bouché à l'émeri, sur lequel, en outre de l'étiquette rouge orange réglementaire, sera apposée une autre étiquette portant la mention suivante :

PHARMACIE _____

SOLUTION PRÉVENTIVE D'AZOTATE D'ARGENT

à 1/50°

contre l'ophtalmie des nouveau-nés.

UNE GOUTTE DANS CHAQUE ŒIL

aussitôt après la naissance.

Art. 12. — Tout pharmacien, avant de délivrer un médicament quelconque, devra munir le flacon, pot, boîte ou paquet qui le contient d'une étiquette portant le nom du produit délivré, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

En outre, tout médicament délivré pour l'usage externe, tel qu'injections, liniments divers, ammoniacque, eau sédative, etc., ou même pouvant être pris à l'intérieur en petite quantité, s'il contient un principe toxique, comme le laudanum, la liqueur de Fowler, les teintures de noix vomique, de digitale, d'iode, etc., devra être muni d'une étiquette rouge orange de dimension proportionnée à la grandeur du récipient et portant en caractères noirs, selon le cas, soit l'expression consacrée « usage externe », soit le mot « poison ».

Art. 13. — Le phosphore, l'arsenic et ses composés ne pourront être vendus pour d'autres usages que la médecine humaine qu'après avoir été combinés avec d'autres substances selon les formules arrêtées par l'école supérieure de pharmacie de Paris et l'école vétérinaire d'Alfort, formules insérées au codex 1908 et annexées au présent décret.

En aucun cas, l'arsenic (acide arsénieux) et ses sulfures ne pourront être délivrés en nature. Les préparations mentionnées ci-dessus ne pourront être vendues et délivrées que par les pharmaciens et seulement à des personnes connues et domiciliées dans le pays.

Les quantités livrées, ainsi que le nom et le domicile des acheteurs seront inscrits sur le registre mentionné à l'article 10 ci-dessus.

La vente et l'emploi de l'arsenic sont interdits pour le chaulage des grains, l'embaumement des corps et la destruction des insectes.

Art. 15. — Les substances vénéneuses comprises dans la liste et dans le tableau inscrit au codex 1908 et annexés au présent décret devront être tenues dans un endroit sûr et fermant à clef.

Sur le récipient contenant le médicament seront collées :

1° Une étiquette rouge orange, portant le nom du médicament en caractères noirs ;

2° Une bande rouge orange, faisant le tour du récipient et portant en caractères noirs la mention « toxique ».

Art. 19. — Quiconque voudra faire le commerce ou employer dans l'industrie une ou plusieurs substances vénéneuses comprises dans le tableau A annexé au présent décret, sera tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune, en indiquant où est situé son établissement.

Les chimistes, fabricants, manufacturiers, employant une ou plusieurs desdites substances seront tenus également d'en faire la déclaration dans la même forme. Ladite déclaration sera inscrite sur un registre spécial et dont un extrait sera remis au déclarant. Elle devra être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

Art. 20. — Les substances auxquelles s'applique l'article précédent ne pourront être vendues et livrées au public, mais seulement aux pharmaciens ou aux chimistes, fabricants ou manufacturiers, qui auront fait la déclaration prescrite par l'article précédent, paragraphe 2.

Lesdites substances ne devront être délivrées que sur la demande écrite et signée de l'acheteur.

Cette demande devra être transcrite sur le registre spécial, coté et paraphé par le maire de la commune ou le commissaire de police (modèle D ci-annexé). Ledit registre et l'original de la demande seront conservés pendant vingt ans au moins, pour être représenté à toute réquisition des autorités.

Art. 21. — Tout achat ou vente de substances vénéneuses seront inscrits sur le registre spécial indiqué à l'article précédent. Les inscriptions seront faites de suite, sans aucun blanc, au moment même de l'achat ou de la vente ; elles indiqueront l'espèce ou la quantité des substances achetées ou vendues, ainsi que les noms, profession et domicile des vendeurs et acheteurs.

Art. 22. — Les fabricants et manufacturiers employant lesdites substances vénéneuses en surveilleront l'emploi dans leur établissement et constateront cet emploi sur un registre coté et paraphé comme ci-dessus.

Art. 23. — Les fonctions d'inspecteur de pharmacie sont exercées à la Nouvelle-Calédonie par deux officiers du corps de santé des

troupes coloniales nommés par le gouverneur sur la proposition du chef du service de santé de la colonie.

L'un de ces officiers devra être pharmacien.

Dans leurs visites les inspecteurs devront se faire assister du commissaire de police de la localité.

Ces inspections auront lieu au moins une fois par an et plus souvent s'il y a lieu ; elles seront ordonnées par le gouverneur.

Ces inspecteurs s'assureront que les dispositions du présent décret sont observées, notamment que les pharmacies sont régulièrement ouvertes et tenues et que les prescriptions relatives à la vente des substances vénéneuses sont exactement suivies. Ils pourront faire dresser procès-verbal s'il y a lieu.

Ces inspecteurs auront également qualité pour s'assurer si les prescriptions des articles 19, 20, 21 et 22 du présent décret relatives à la vente des substances vénéneuses aux chimistes, manufacturiers et fabricants sont observées.

Art. 25. — Toute contravention relative aux dispositions du présent décret, au sujet de la vente des substances vénéneuses, sera punie d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, sauf application, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 463 du Code pénal.

APPENDICE

A. — TABLEAU DES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES MENTIONNÉES AUX ARTICLES 10, 15, 19, 20, 21 ET 22 DU PRÉSENT DÉCRET

Absinthe (essence).
Acide cyanhydrique.
Alcaloïdes végétaux et leurs sels.
Arsenic et ses préparations.
Belladone (extrait et teinture).
Cantharides (poudre et extrait).
Capsules de pavot (*papaver somniferum*).
Chloroforme.
Ciguë (extrait et teinture).
Coque du Levant.
Cyanure de mercure.
Cyanure de potassium.
Digitale (extrait et teinture).
Emétique.

Jusquiame (extrait et teinture).
Nicotiane.
Nitrates de mercure.
Opium et ses préparations.
Phosphore et pâte phosphorée.
Seigle ergoté.
Stramoine (extrait et teinture).
Sublimé corrosif.

B. — LISTE DES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES INSCRITES AU CODEX 1908

(Voir art. 15 du présent décret).

Aconit (Tubercules d').
Aconitine.
Aconitine (azotate d').
Adrénaline.
Apomorphine.
Apomorphine (chlorhydrate d').
Arécoline (bromhydrate d').
Arséniate de soude.
Arsénieux (anhydride, acide arsénieux).
Atropine.
Atropine (sulfate d').
Belladone (feuille de).
Bromoforme.
Cantharidate de potasse.
Cantharides.
Cantharidine.
Chloroforme.
Ciguë officinale (fruits de).
Cocaïne.
Cocaïne (chlorhydrate de).
Codéine.
Codéine (phosphate de).
Colchicine.
Colchique (semences).
Conine (bromhydrate de).
Cyanhydrique (acide), dissous.
Cyanure de mercure.
Cyanure de potassium.

Digitale (feuilles de).
Digitaline cristallisée.
Émétique.
Ergot de seigle.
Ergotinine.
Esrine (salicylate d').
Extrait d'aconit.
Extrait de belladone.
Extrait de ciguë.
Extrait de colchique.
Extrait de digitale.
Extrait de jusquiame.
Extrait de noix vomique.
Extrait d'opium.
Fèves de Saint-Ignace.
Gouttes amères de Baumé.
Granules d'aconitine.
Granules d'aconitine (azotate).
Granules d'acide arsénieux.
Granules d'atropine (sulfate).
Granules de digitaline cristalline.
Granules de strophantine.
Granules de strychnine (sulfate).
Huile de croton.
Huile phosphorée.
Hydrastinine.
Hydrastinine (chlorhydrate).
Jusquiame (feuilles à semences de).
Laudanum.
Liquueur arsenicale de Fowler.
Mercure (nitrates de).
Mercure (benzoate de).
Mercure (bichlorure de). Sublimé corrosif.
Mercure (biiodure de).
Mercure (oxyde jaune et rouge).
Morphine.
Morphine et ses sels.
Noix vomique.
Opium.
Phosphore.
Phosphure de zinc.

Picrotoxine.
Pilocarpine.
Pilocarpine (azotate de).
Pilocarpine (chlorhydrate de).
Poudre d'acotinine au 1/100.
Poudre d'acotinine (azotate) au 1/100.
Poudre de belladone.
Poudre de ciguë.
Poudre de cantharide.
Poudre de digitale.
Poudre de digitaline cristallisée au 1/100.
Poudre d'émétique.
Poudre de fèves de Saint-Ignace.
Poudre de jusquiame.
Poudre de noix vomique.
Poudre d'opium.
Poudre de rue.
Poudre de sabine.
Poudre de stramoine.
Poudre de strophantine au 1/100.
Poudre de sublimé corrosif et acide tartrique.
Rue (feuilles de).
Sabine (feuilles de).
Soluté de digitaline cristallisée au 1/1000.
Soluté de morphine au 1/50.
Strophantine.
Strophantus (semence de).
Strychnine.
Strychnine (sulfate de).
Teinture d'aconit.
Teinture de cantharides.
Teinture de fèves de Saint-Ignace (composées).
Teinture de noix vomique.
Teinture d'opium.
Teinture de strophantus.
Vératrine.

C. — FORMULES ARRÊTÉES PAR L'ÉCOLE DE PHARMACIE DE PARIS ET L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT ET LA VENTE DE L'ARSENIC ET DE SES PRÉPARATIONS, AINSI QUE POUR CELLE DU PHOSPHORE.

1° Pâte arsenicale pour la destruction des animaux nuisibles

Suif fondu, 1.000 grammes.
Farine de froment, 1.000 grammes.
Acide arsénieux en poudre très fine, 100 grammes.
Noir de fumée, 10 grammes.
Essence d'anis, 1 gramme.

2° Savon arsenical pour la conservation des dépouilles d'animaux

Acide arsénieux pulvérisé, 320 grammes.
Eau distillée, 320 grammes.
Chaux vive en poudre fine, 40 grammes.
Carbonate de potasse desséché, 120 grammes.
Savon marbré de Marseille, 320 grammes.
Camphre, 10 grammes.

3° Pâte phosphorée

Phosphore, 1 gramme.
Farine, 20 grammes.
Huile d'œillette, 10 grammes.
Eau, 20 grammes.
Suif, 20 grammes.
Sucre, 15 grammes.

4° Poudre pour bain de Teissier n° 1 (médecine vétérinaire).

Acide arsénieux, 2.000 grammes.
Colcothar, 800 grammes.
Sulfate de fer, 20.000 grammes.
Poudre de racine de gentiane, 400 grammes.

Bain de Teissier

Poudre pour bain de Teissier n° 1, 11.600 grammes.
Eau ordinaire, 100 litres.

Lotion de Teissier

Poudre pour bain de Teissier n° 1, 1.000 grammes.
Eau ordinaire, 10 litres.

5° Poudre caustique du frère Come
(Médecine vétérinaire. — Usage externe)

Acide arsénieux, 10 grammes.
Sulfure rouge de mercure (cinabre), 60 grammes.
Sang dragon pulvérisé, 1 gramme.

6° Pommade catharétique

Acide arsénieux en poudre fine, 4 grammes.
Sulfure rouge de mercure, 2 grammes.
Axonge, 32 grammes.

7° Solution de Fowler vétérinaire

Acide arsénieux pulvérisé, 5 grammes.
Eau, 500 grammes.
Carbonate de potasse, 5 grammes.
Ajouter à cette liqueur, au moment de la délivrer, la solution suivante :
Poudre de gentiane, 4 grammes.
Eau, 250 grammes.

8° Poudre d'acide arsénieux vétérinaire

Acide arsénieux pulvérisé, 100 grammes.
Colcothar, 1 gramme.
Aloes pulvérisé, 50 centigrammes.

**D. — MODÈLE DU REGISTRE PRESCRIT PAR LES ARTICLES 10
ET LES ARTICLES 20 ET 21 DU PRÉSENT DÉCRET**

Date	Numéro d'ordre	Nom du médecin	Médica- ments	Quantités	Prix	Nom du client	Domicile du client (1)

(1) Cette colonne n'est obligatoire que pour la vente de l'arsenic, du phosphore et de la saccharine.

Vu pour être annexé au décret du 11 février 1913.

Le Ministre des Colonies.
J.-B. MOREL.

DÉCRET

*réservant aux pharmaciens l'importation et la détention de l'opium
en Nouvelle-Calédonie*

du 24 février 1914 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 24 février 1914.

Monsieur le Président,

M. le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie m'a signalé que l'usage abusif de l'opium tendait à se répandre dans cette colonie non seulement parmi les Asiatiques, mais aussi parmi les Européens et leurs descendants et, d'accord avec le conseil général, il a instamment sollicité l'intervention de mesures susceptibles de mettre fin d'une manière radicale à cet état de choses dangereux pour la santé publique.

Aucun texte ne permet, en effet, à l'heure actuelle, de poursuivre les détenteurs et importateurs de l'opium. Le décret du 11 février 1913, relatif à l'exercice de la pharmacie, donne seulement la possibilité de traduire en justice les personnes qui vendent clandestinement ce produit, lorsqu'elles sont découvertes.

En présence du péril signalé par les pouvoirs locaux, il m'a paru nécessaire de compléter les dispositions de cet acte et j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint qui réserve aux seuls pharmaciens le droit d'introduire et de détenir après autorisation l'opium destiné à l'usage thérapeutique.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir ce projet de décret de votre signature.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,

A. LEBRUN.

(1) *Journal Officiel*, 3 mars 1914, p. 1953.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des colonies,
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;
Vu le décret du 11 février 1913 relatif à l'exercice de la pharmacie
à la Nouvelle-Calédonie,

Décète :

Article premier. — L'introduction et la détention de l'opium ne peuvent être autorisées à la Nouvelle-Calédonie qu'au profit des personnes visées à l'article 10 du décret susvisé du 11 février 1913.

L'autorisation est accordée par le gouverneur ou par ses délégués.

Art. 2. — Le gouverneur fixe par arrêté les conditions dans lesquelles les détenteurs d'opium pourront écouler ou réexporter les quantités qui se trouveront entre leurs mains au moment de la promulgation du présent décret.

Art. 3. — Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera passible des pénalités prévues à l'article 25 du décret précité du 11 février 1913.

Art. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 février 1914.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

A. LEBRUN.

V. Suprà à GUADELOUPE, *le décret du 22 décembre 1916*
rendant applicable à la Nouvelle-Calédonie la loi du 12 juillet 1916

OCÉANIE

DÉCRET

*instituant le système de la régie pour le commerce de l'opium dans
les Etablissements français de l'Océanie*

du 11 avril 1896 (1)

(1) *Bulletin officiel du ministère des Colonies*, année 1896, p. 208.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 11 avril 1896.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 7 décembre 1894, le Conseil général des Etablissements français de l'Océanie a voté un projet de règlement instituant le système de la régie pour assurer la perception de l'impôt sur l'opium dans la Colonie.

Le Conseil d'Etat, saisi de l'examen de ce projet, a estimé que le Conseil général n'était pas compétent pour établir une peine corporelle, comme la peine de l'emprisonnement, à l'effet de réprimer les infractions aux règles qu'il avait votées. Il a, en conséquence, ajouté au projet de décret un article prononçant sur ce point la nullité de la délibération du Conseil général.

Je me suis rangé à cette manière de voir et j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret, tel qu'il a été adopté par le Conseil d'Etat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GUIEYSSE.

Le Président de la République française :

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les articles 33, 43 et 44 du décret du 28 décembre 1885 instituant un Conseil général dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération dudit Conseil général, en date du 7 décembre 1894 ;

Vu le décret du 9 mai 1892, sur le régime douanier des Etablissements français de l'Océanie ;

Considérant que le Conseil général des Etablissements français de l'Océanie, en édictant la peine de l'emprisonnement contre les personnes qui contreviendraient aux règles qu'il a établies pour assurer la perception de l'impôt sur l'opium, a statué sur un objet qui n'est pas légalement compris dans ses attributions ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Est déclarée nulle et de nul effet la délibération du Conseil général des établissements français de l'Océanie, du 7 décembre 1894, en tant qu'elle a établi la peine de l'emprisonnement prévue à l'article 10 de ladite délibération.

Art. 2. — Est approuvée, sous la réserve faite à l'article 1^{er} du présent décret, la délibération du Conseil général des Etablissements français de l'Océanie, en date du 7 décembre 1894, dont la teneur est ci-annexée, instituant le système de la régie pour le commerce de l'opium dans la Colonie.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 avril 1896.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GUIEYSSE.

ANNEXE AU DÉCRET DU 11 AVRIL 1896

Délibération du Conseil général des Etablissements français de l'Océanie, du 7 décembre 1894

CHAPITRE PREMIER

De l'importation

Article premier. — A dater du 1^{er} janvier 1895, l'introduction, le commerce et l'usage de l'opium sont absolument interdits aux Marquises, sous les peines prévues à l'article 2 ci-après.

A partir de la même date, l'introduction et le commerce de l'opium dans le reste des Etablissements français de l'Océanie se feront exclusivement par les soins de la régie des contributions indirectes ou par des agents spécialement commissionnés à cet effet.

Art. 2. — Toute introduction, tout colportage, toute manipulation, vente, cession ou possession d'une quantité quelconque d'opium autre que celui de la régie, seront considérés comme contrebande et punis, suivant le cas, des peines prévues par les art. 30 et suivants du décret du 9 mai 1892, instituant un régime douanier dans la Colonie.

La justification de ce que l'opium vient de la régie ne pourra être établie qu'au moyen du récépissé délivré à chaque acheteur.

Les condamnations pécuniaires seront prononcées solidairement contre les délinquants.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux pharmaciens européens ou assimilés, lesquels pourront posséder dans leurs officines des quantités d'opium en rapport avec les exigences de leur profession.

.

CHAPITRE II

De la vente de l'opium

Art. 6. — La vente de l'opium, pour Tahiti et Moorea, devra être opérée directement par la régie. Des débitants ou agents de vente pourront être nommés dans les Etablissements secondaires autres que les Marquises.

.

Art. 10. — Toute vente d'opium de la régie par une personne non autorisée sera punie des peines prévues par la loi du 19 juillet 1845.

Tout individu rencontré porteur d'opium de la régie, sans être muni d'un laissez-passer régulier, sera puni d'une amende de 50 à 100 francs.

.

Art. 16. — Chaque débitant devra, sous les mêmes peines tenir un carnet à souches indiquant jour par jour les noms des acheteurs et les quantités vendues. Il sera, en outre, tenu de délivrer à chaque acheteur un laissez-passer indiquant les dates, la quantité d'opium vendue et le nom de l'acquéreur.

.

Art. 29. — Dans les visites et perquisitions faites au domicile des particuliers, ainsi que dans les cas prévus par les articles 10 et 13, il ne sera saisi que l'opium prohibé, ainsi que les vases le contenant et les ustensiles et matières servant à la fabrication.

Dans les cas d'introduction de l'opium par mer, comme dans les cas prévus par l'article 2, les objets servant au transport, tels que charrettes, voitures, chevaux, etc., les barques, embarcations, bateaux, navires, etc., seront saisis pour garantir le paiement des condamnations pécuniaires, lorsque la fraude sera imputable aux propriétaires desdits objets, aux conducteurs, gens de l'équipage, aux maîtres, patrons ou capitaines.

.

DÉCRET

*modifiant le décret sur la régie de l'opium dans les établissements
français de l'Océanie.*

du 1^{er} septembre 1899 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1^{er} septembre 1899.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 13 mars 1899, le Conseil général des établissements français de l'Océanie a pris une délibération tendant à modifier l'article 34 de l'annexe au décret du 11 avril 1896, qui fixe la part revenant aux agents dans le produit des saisies d'opium.

Les dispositions de cet article entraînent une perte sensible pour la caisse locale. En effet, le kilogramme d'opium revenant à la régie à 50 francs, lorsqu'elle l'achète, la part des saisissants ne saurait dépasser cette somme sans préjudice pour le Trésor de la colonie. Or l'article 34 de l'annexe au décret du 11 avril 1896 leur alloue au total les trois quarts du produit des saisies, soit les trois quarts du prix de vente par la régie, c'est-à-dire 262 fr. 50.

Le Conseil général, en proposant de réduire à 20 francs par kilogramme la prime allouée aux saisissants me paraît avoir pris une utile délibération, cette somme étant parfaitement suffisante pour stimuler le zèle des agents, à qui revient au surplus une forte partie de l'amende encourue par les contrevenants.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint, destiné à rendre exécutoire la mesure adoptée par l'assemblée locale et qui a reçu l'approbation du Conseil d'Etat.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
ALBERT DECRAIS.

(1) *Journal officiel*, 15 septembre 1899, p. 6174.

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du ministre des Colonies,
Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854 ;
Vu le décret du 28 décembre 1885, qui institue un Conseil général
dans les établissements français de l'Océanie ;
Vu la délibération dudit Conseil général, en date du 13 mars 1899 ;
Vu le décret du 11 avril 1896, instituant la régie de l'opium dans
cette colonie ;
Vu le décret du 9 mai 1892, sur le régime douanier des établisse-
ments français de l'Océanie ;
Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Est approuvée la délibération du Conseil gé-
néral des établissements français de l'Océanie, en date du 13 mars 1899,
dont la teneur est ci-annexée, modifiant les dispositions de l'art. 34
de l'annexe au décret susvisé du 11 avril 1896, instituant la régie de
l'opium dans cette colonie.

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du
présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1899.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

ALBERT DECRAIS.

ANNEXE

SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE 1899.

Séance du 13 mars 1899

Le Conseil général a adopté, dans la séance du 13 mars 1899, les
dispositions dont la teneur suit et qui modifient l'article 34 de l'an-
nexe au décret du 11 avril 1896 sur la régie de l'opium dans la colo-
nie :

Prix payé pour l'opium saisi et partage du produit des amendes

Art. 34. — Il sera payé aux agents capteurs ou à l'indicateur
l'opium saisi à raison de 20 francs le kilogramme.

La moitié du produit net des amendes prononcées est acquise et
immédiatement payée aux agents capteurs ou à l'indicateur.

Un quart du produit net des amendes est réparti immédiatement

aussi entre les divers agents qui ont le plus efficacement concouru à la répression de la fraude.

Vu pour être annexé au décret du 1^{er} septembre 1899.

Le ministre des Colonies,
ALBERT DECRAIS.

DÉCRET

*portant application dans les Etablissements français de l'Océanie
de la loi du 12 juillet 1916*

du 27 décembre 1916 (1)

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 27 décembre 1916.

Monsieur le Président,

La loi du 12 juillet 1916 a réglé l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

L'article 7 de cette loi est ainsi conçu : « Des décrets qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat ».

Pour les établissements français de l'Océanie où la consommation de l'opium non officinal est assez importante par suite de la présence de nombreux Chinois, on ne saurait songer à y étendre la loi sans les tempéraments qu'imposent à la fois de lointaines pratiques et les nécessités budgétaires. Il convient en effet de remarquer que la vente de l'opium dans notre possession océanienne fait l'objet d'un monopole exploité en régie, dont le produit procure au budget local une ressource annuelle de 80.000 francs environ. Il semble donc indispensable que des dispositions transitoires soient établies en vue d'arriver graduellement à la fermeture des fumeries et débits d'opium actuellement ouverts ainsi qu'à la suppression de la régie

(1) *Journal Officiel*, 31 décembre 1916, p. 11.277.

sans compromettre l'équilibre des finances locales qui, surtout dans les circonstances actuelles, demandent qu'on procède avec prudence.

Lors de la discussion de la loi devant le Parlement, cette éventualité a d'ailleurs été envisagée et il a été entendu que la réforme devrait être réalisée aux colonies dans un délai maximum de dix ans. Ce laps de temps ne sera pas nécessaire pour notre colonie d'Océanie où, de l'avis du gouverneur, il peut être réduit de moitié.

Dans ces conditions, d'accord avec M. le garde des sceaux, ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, j'ai préparé le projet de décret ci-joint qui prévoit une série de mesures destinées à permettre la suppression complète de l'opium non officinal et par suite l'application intégrale de la loi du 12 juillet 1916 dans les établissements français d'Océanie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du ministre des Colonies et du garde des sceaux, ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 11 avril 1896 relatif à l'institution du système de la régie pour le commerce de l'opium dans les établissements français de l'Océanie ;

Vu la loi du 12 juillet 1916, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Décète :

Article premier. — Les dispositions de la loi du 12 juillet 1916, relative à l'importation, au commerce, à la détention et à l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne, seront applicables dans les établissements français de l'Océanie, à compter du jour de la promulgation du présent décret dans la colonie, sauf en ce qui concerne le commerce, la détention et l'usage de l'opium autre que l'opium officinal.

Art. 2. — En vue de parvenir à la suppression graduelle du commerce, de la détention et de l'usage de l'opium autre que l'opium officinal, les mesures faisant l'objet des articles ci-après entreranno en vigueur à compter du même jour.

Art. 3. — Les prix de vente de l'opium, autre que l'opium officiel, feront l'objet de relèvements progressifs par voie d'arrêté du gouverneur.

Art. 4. — Le nombre des débits et des fumeries d'opium actuellement ouverts sera réduit progressivement jusqu'à suppression complète dans un délai de cinq ans.

Art. 5. — Est interdite la translation d'une fumerie au delà d'un rayon de 150 mètres. Toute fumerie ayant cessé depuis plus de trois mois de fonctionner est considérée comme supprimée et ne peut être transmise. Nulle fumerie nouvelle ne peut être ouverte en compensation numérique d'une fumerie supprimée ou ayant cessé d'exister pour toute autre cause. Toute infraction aux dispositions du présent article est punie d'une amende de 500 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à trois ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, le maximum de l'amende est appliqué et la peine de l'emprisonnement prononcée.

Art. 6. — Le ministre des Colonies et le garde des sceaux, ministre de la Justice, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République Française et des établissements français de l'Océanie et inséré au *Bulletin des lois* ainsi qu'au *Bulletin officiel* du ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 27 décembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre des Colonies,

Gaston DOUMERGUE.

Le garde des sceaux, ministre de la Justice,
de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,
René VIVIANI.

RÉUNION

DÉCRET

rendant applicable à la Réunion la loi du 12 juillet 1916

du 1^{er} novembre 1916 (1).

(1) *Journal officiel*, 10 novembre 1916, p. 9719.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 1^{er} novembre 1916.

Monsieur le Président,

L'article 7 de la loi du 12 juillet 1916 sur les substances vénéneuses prévoit que des décrets détermineront les conditions d'application de ladite loi à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

Ces décrets doivent être promulgués dans les six mois qui suivent la promulgation de la loi du 12 juillet 1916.

Le gouverneur de la Réunion, consulté par mon département sur l'adaptation de cette loi à la colonie qu'il administre, en a proposé l'application intégrale à notre possession de l'océan Indien.

J'ai, en conséquence, fait préparer le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction, en vous priant de vouloir bien, si vous partagez ma manière de voir, le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du ministre des Colonies,

Vu la loi du 19 juillet 1845 et l'ordonnance du 29 octobre 1846, relatives à la vente des substances vénéneuses, ensemble le décret du 15 janvier 1853 rendant exécutoires dans les colonies ladite loi et ladite ordonnance ;

Vu la loi du 12 juillet 1916 modifiant et complétant la loi du 19 juillet 1845,

Décète :

Article premier. — Est déclarée applicable à la Réunion la loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Art. 2. — Le ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} novembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
Le ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

V. Suprà à GUADELOUPE, le décret du 22 décembre 1916
rendant applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon la loi du 12 juillet 1916

MAROC

DAHIR

*portant réglementation de l'opium, de ses alcaloïdes et de toutes ses
préparations officinales*

du 28 janvier 1916 (1)

Considérant qu'il importe de réglementer l'entrée sur le territoire de la zone française de Notre Empire, la circulation, la consommation de l'opium, qui fait l'objet d'un monopole au profit de notre gouvernement.

A décrété ce qui suit :

Dispositions préliminaires

Article premier. — Quiconque voudra faire le commerce d'une ou plusieurs des substances visées au présent Dahir sera tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'autorité administrative de sa résidence en indiquant le lieu où est situé son établissement. Les producteurs de ces denrées indigènes, chimistes, fabricants, pharmaciens employant ou débitant ces denrées ou substances seront astreints à la même déclaration.

La déclaration sera inscrite sur un registre et récépissé en sera donné au déclarant. Elle sera immédiatement renouvelée dans tout cas de déplacement de l'établissement ou de changement de titulaire ou de propriétaire. Extrait de toute déclaration sera transmis au bureau d'entrée des produits visés au présent Dahir dont relève l'établissement.

(1) *Bulletin Officiel du Protectorat de l'Empire Chérifien*, 7 février 1916,

CHAPITRE PREMIER

Importation de l'opium

Art. 2. — Les importations d'opium, soit brut, soit officinal, de ses alcaloïdes et de toutes ses préparations officinales, ne peuvent entrer sur le territoire de la zone française de Notre Empire que par les ports ou points frontières fixés et après acquit des droits établis par arrêtés de notre Grand Vizir. Les importateurs des denrées précitées sont tenus de prendre, au bureau d'entrée par lequel doit avoir lieu l'introduction, tous acquit à caution et quittance indiquant la provenance, la nature exacte du produit, les quantités importées, le montant des droits payés au Trésor, le nom et la résidence des destinataires, le délai dans lequel les produits devront être remis à tout destinataire.

L'acquit à caution devra être rapporté dans un délai fixé par le bureau d'entrée et qui ne pourra jamais excéder quatre mois, revêtu du certificat de décharge de l'autorité administrative de contrôle du lieu de résidence du ou des destinataires à peine d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 500 à 5.000 francs.

Art. 3. — L'importateur doit tenir un registre spécial, exclusivement affecté à la vente ou à la cession de l'opium, de ses alcaloïdes et de toutes ses préparations officinales. Il y inscrit, aussitôt après la prise en charge, la quantité reçue. Le type des registres pourra être créé ou modifié par arrêtés de notre Grand Vizir.

CHAPITRE II

De l'opium indigène

Art. 4. — Tout producteur d'opium indigène devra, aux époques et dans le délai fixés par arrêté de notre Grand Vizir, déclarer à l'autorité administrative de contrôle de sa circonscription, la nature et la qualité de ses produits, qu'il lui sera, en tous cas, interdit de transformer. Avis des déclarations ainsi faites sera transmis par l'autorité administrative de contrôle qui les aura reçues, au bureau d'importation dont relève la circonscription.

Art. — 5. L'opium indigène ne pourra être mis dans le commerce et transporté, même de chez un habitant chez un autre d'une même résidence, que sous la condition de paiement des droits dont sera

frappé l'opium importé et sous la garantie de l'acquit à caution, ainsi qu'il est fixé à l'article 2 ci-dessus.

L'acquit à caution devra être rapporté dans un délai fixé par l'autorité administrative de contrôle dont relève le producteur qui n'excédera pas quatre mois, du jour de la sortie des marchandises des locaux du producteur ou vendeur, revêtu du certificat de décharge de l'autorité administrative de contrôle du lieu de la résidence du ou des destinataires ; il sera remis à l'autorité administrative de contrôle du lieu de la résidence du producteur et vendeur, le tout sous les pénalités de l'article 2 ci-dessus ; l'autorité administrative de contrôle qui aura reçu l'acquit à caution avec décharge le fera tenir sans délai au bureau d'importation dont relève la circonscription.

Art. 6. — Le producteur indigène devra tenir un registre spécial exclusivement affecté à l'inscription des quantités par lui récoltées, comme aussi des quantités vendues ou cédées. Il y inscrit, aussitôt après les opérations de la récolte terminées, les quantités obtenues ; ces mentions servent de base à ses déclarations à l'autorité administrative de contrôle et doivent concorder avec elles. Le type du registre pourra être créé ou modifié par arrêté de notre Grand Vizir.

CHAPITRE III

De la vente ou de la cession aux commerçants en gros, industriels, chimistes ou pharmaciens.

Art. 7. — Aucune quantité ne peut être vendue, ni cédée à quel que titre que ce soit, même gratuitement, par l'importateur d'opium exotique ou par le producteur d'opium indigène que, soit à des commerçants en gros, à des industriels ou des chimistes, pour le transformer en opium officinal ou pour en extraire des alcaloïdes, soit à des pharmaciens pour le traitement des maladies de l'homme ou des animaux, et sous les conditions suivantes :

Art. 8. — Si la vente ou la cession à un titre quelconque est faite à un commerçant ou à un industriel, la responsabilité du vendeur ou du cédant n'est dégagée qu'après que :

1^o L'acheteur ou cessionnaire lui aura justifié, selon certificat reconnu exact par l'autorité administrative du contrôle de sa résidence qu'il a effectué à cette même autorité une déclaration qu'il vent faire le commerce de l'opium, de ses alcaloïdes et de ses préparations officinales, en précisant le lieu où est son établissement ;

2^o Que cet acheteur ou cessionnaire lui aura remis une commande

ou demande écrite et signée, énonçant en toutes lettres et par référence au système métrique français la quantité demandée de chaque produit déterminée ;

3^o Que le vendeur ou cédant aura porté cette opération sur son registre en y annexant la commande ou demande.

Dans le cas où la commande ou demande est faite en vue d'une réexpédition ou expédition hors de la zone française de Notre Empire, il est justifié de la sortie de ce territoire par un certificat délivré par le bureau dont relève la circonscription et qui demeure annexé au registre mentionné par l'article 3 ou par l'article 6 selon le cas.

Art. 9. — Aussitôt la livraison, l'acheteur ou cessionnaire en inscrit l'importance sur le registre spécial à l'opium qu'il doit tenir de la même manière que l'importateur. Aucune revente ou cession, à quelque titre que ce soit, ne peut être opérée par lui qu'au profit d'une des personnes et sous les conditions spécifiées à l'article précédent.

Art. 10. — Est assimilée à la vente ou à la cession faite à un industriel ou à un chimiste et entraîne de part et d'autre les mêmes obligations, toute cession, à quelque titre que ce soit, d'opium brut à un pharmacien qui entend fabriquer lui-même l'opium officinal, les alcaloïdes ou les préparations officinales qu'il emploie.

L'opium brut livré dans ces conditions ne peut jamais être vendu par le pharmacien. Si la vente a pour objet exclusif l'opium officinal, ses alcaloïdes ou ses préparations officinales, le vendeur n'a pour sa décharge, à exiger que la commande écrite de la quantité à acheter ou demandée et en réalité livrée.

Il est immédiatement passé écriture de cette opération sur le registre du vendeur ou cédant et du pharmacien.

CHAPITRE IV

Vente par les pharmaciens d'opium officinal, de son extrait ou de ses alcaloïdes.

Art. 11. — L'opium officinal, son extrait, ses alcaloïdes et ses préparations officinales ne peuvent être vendus ou cédés à quelque titre que ce soit, par les pharmaciens que pour l'usage de la médecine. Les pharmaciens visés au présent Dahir sont ceux admis à exercer sur le territoire de la zone française de Notre Empire.

Art. 12. — Tout pharmacien appelé à fournir une quantité quelconque d'opium, de ses alcaloïdes ou de ses préparations officinales

à quelque titre que ce soit, ne la pourra délivrer que sur ordonnance de médecin. Il sera tenu de viser, dater et signer cette ordonnance et de l'annexer à ses registres. Il ne pourra se dessaisir de cette ordonnance qu'au profit de la justice ou de l'autorité administrative de contrôle.

Il ne sera délivré que la dose exacte prescrite par l'ordonnance, sans pouvoir renouveler la délivrance du produit sur cette même ordonnance.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera punie d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

Si l'infraction est commise par une personne prenant faussement le titre de pharmacien ou par une personne non autorisée à exercer la pharmacie, la peine d'emprisonnement pourra être portée à deux ans.

L'officine sera en tout cas obligatoirement fermée et son exploitant sera interdit définitivement de tout exercice de la pharmacie ou de la médecine en zone française de Notre Empire.

CHAPITRE V

Usage de l'opium

Art. 13. — En dehors des cas prévus par l'article 11 ci-dessus, toute cession d'opium, de ses alcaloïdes ou de ses préparations officinales même à titre gratuit, au profit de personnes autres que celles désignées ou à ces personnes, mais pour usage autre que l'un de ceux ci-dessus spécifiés, est interdite, sous les pénalités prévues à l'art. 12 selon le cas, tant contre le vendeur ou cédant que contre l'acheteur ou cessionnaire. Il est également interdit, sous les pénalités les plus élevées de l'article 12 de favoriser la circulation, la détention et l'emploi prohibé d'opium en consentant, même gratuitement, l'usage d'un local ou par tout autre moyen.

Art. 14. — Tout débit de boissons, tout lieu public, tout local où le public aura été admis, soit librement, soit sur la présentation d'intéressés, affiliés ou habitués, qu'il y ait eu ou non rétribution exigée, offerte ou perçue, dans lequel aura été découvert soit de l'opium, de ses alcaloïdes ou de ses préparations officinales en quantité quelconque et sans justification régulière de détention, soit des instruments ou engins destinés à fumer l'opium ou à l'usage de l'opium, de son extrait, de ses alcaloïdes ou de ses préparations officinales, sera

immédiatement fermé par mesure administrative. Les tenanciers exploitants, associés, agents employés de l'établissement ou du local, les personnes qui y auront été trouvées sans motif légitime, seront passibles des peines prévues à l'article 12 paragraphe 2 ci-dessus, lesquelles seront portées à celles de l'article 12, paragraphe 3, pour les tenanciers, exploitants ou pour tout personnel de direction.

Denrées en fraude, instruments ou appareils employés ou destinés au service de l'établissement ou du local, meubles et objets mobiliers dont l'établissement ou local sera garni, seront saisis.

Le jugement de condamnation prononcera la confiscation de toutes choses saisies et maintiendra la fermeture.

Art. 15. — Au cas où la fermeture d'un débit de boissons aura été encourue dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus, le tenancier de cet établissement sera privé pour l'avenir du droit d'en ouvrir un autre ou d'y servir à quelque titre que ce soit, sous les peines de l'article 12, paragraphe 2 ci-dessus.

Art. 16. — Tout individu trouvé détenteur d'une pipe à opium dans quelque lieu que ce soit, sera passible des peines prévues à l'article 12, paragraphe 2 ci-dessus.

CHAPITRE VI

Dispositions générales. — Contrebande.

Art. 17. — L'opium, ses alcaloïdes et ses préparations officinales doivent être tenus par les importateurs, commerçants en gros, industriels et pharmaciens dans un lieu sûr, placés sous leur surveillance, et fermés à clef. Toute quantité trouvée en dehors sera saisie sur procès-verbal et confisquée au profit du trésor.

Art. 18. — Les registres spéciaux exclusivement affectés à la vente, l'achat, l'emploi de l'opium, de ses alcaloïdes et de ses préparations officinales, doivent être cotés et paraphés par l'autorité administrative de contrôle. Les inscriptions y sont faites de suite sans aucun blanc, rature ou surcharge. Lesdits registres doivent être conservés pendant dix ans pour être représentés à toute réquisition de l'autorité publique.

Art. 19. — Toute introduction ou tentative d'introduction frauduleuse d'opium, de ses alcaloïdes ou de ses préparations officinales donnera lieu à saisie pour confiscation au profit du Trésor, des marchandises, récipients, emballages, moyens de transport, et en outre, aux pénalités ci-dessous, le tout à prononcer par la juridiction compétente.

Art. 20. — Si l'introduction ou la tentative d'introduction s'est produite par un port ouvert au commerce ou par tout autre point d'entrée, les peines seront une amende de 500 à 2.000 francs et une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée, la restitution des droits fraudés, un emprisonnement de 5 jours à un an.

Art. 21. — Si l'introduction ou la tentative d'introduction s'est produite en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau d'entrée, les peines seront une amende de 1.000 à 5.000 francs ; une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée, la restitution des droits fraudés, un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Art. 22. — Les pénalités prévues aux articles 20 et 21 pourront être portées au double du maximum dans tous les cas où les infractions auraient été commises ou tentées soit de nuit, soit en réunion de deux ou plusieurs personnes, soit avec rébellion ou violence envers les agents dépositaires de l'autorité ou de la force publique.

Art. 23. — Toutes infractions aux articles 20 et 21 ci-dessus, seront constatées par les agents et selon la procédure fixée aux articles 8, 9, 10 et 11 du Dahir du 4 mai 1915 sur la surveillance et la répression de la contrebande du tabac et du kiff.

Art. 24. — Concurrément avec les inspecteurs qui pourront être nommés par arrêté de notre Grand Vizir, sur avis conforme du directeur général des services de santé, les agents énumérés à l'article 8 du Dahir du 4 mai 1915 précité, devront veiller à l'exécution du présent Dahir comme aussi de tout arrêté de notre Grand Vizir pris pour assurer son application. Ils visiteront, à cet effet, avec l'assistance, soit de l'inspecteur institué par le présent article, soit d'un chimiste délégué par le directeur général des services de santé et, si besoin est, avec l'assistance du délégué du consul compétent, les officines des pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par ou pour le compte des pharmaciens, des médecins ou des vétérinaires, les magasins des commerçants en gros, des importateurs ou producteurs et les laboratoires des industriels et des chimistes vendant ou employant l'opium, ses alcaloïdes ou ses préparations officinales, et s'assureront que l'établissement est régulièrement ouvert en exigeant la présentation de la déclaration prévue à l'article 1^{er} du présent Dahir.

Si cette déclaration n'a pas été faite, ils procéderont immédiatement à la fermeture du magasin, dépôt ou débit clandestin et à la saisie des quantités d'opium, de ses alcaloïdes ou de ses préparations

officinales qu'il renferme et dont la confiscation au profit du Trésor sera prononcée par la juridiction compétente.

Si la justification est produite, ils s'assureront que les registres prescrits aux article 3 et 6 sont régulièrement tenus et que leurs énonciations correspondent avec la quantité existante. Ils constateront les déficits ou excédents.

Indépendamment de toutes autres sanctions, les excédents seront saisis en vue de confiscation ultérieure par la juridiction compétente; tout manquant constaté entraînera, en outre des dites sanctions, une amende spéciale quintuple de la valeur des produits en déficit.

Art. 25. — Toutes quantités d'opium, de ses alcaloïdes ou de ses préparations officinales existant sur le territoire de la zone française de Notre Empire seront déclarées à l'autorité administrative de contrôle de la résidence de leurs propriétaires, possesseurs ou détenteurs dans les trois mois de la publication du présent Dahir au *Bulletin Officiel* du Protectorat. Récépissé de ces déclarations sera donné aux déclarants. Copie de toute déclaration sera transmise au bureau d'entrée dont relèvera la résidence du déclarant.

Passé le délai fixé sans déclaration, toute quantité d'opium, de ses alcaloïdes ou de ses préparations officinales sera présumée détenue en fraude, saisie, confisquée, sans préjudice des peines prévues à l'art. 21 ci-dessus.

Art. 26. — Les denrées ou produits saisis ou confisqués, en exécution du présent Dahir, seront remis à la direction générale des services de santé, à telles fins qu'elle avisera.

Art. 27. — Délégation permanente est donnée à notre Grand Vizir à l'effet de prendre tous arrêtés pour assurer l'exécution du présent Dahir.

Sur la proposition de la Direction générale des services de santé, notre Grand Vizir pourra étendre à tous produits toxiques, alcaloïdes, stupéfiant qu'il déterminera, tout ou partie des dispositions du présent Dahir.

Art. 28. — Les infractions aux dispositions du présent Dahir à l'occasion desquelles il n'est pas édicté de pénalité spéciale, toutes infractions aux arrêtés de notre Grand Vizir ci-dessus prévus à intervenir, seront punies d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 29. — Les pharmacies des hôpitaux militaires ne sont pas

soumises aux dispositions du présent Dahir et de tous arrêtés viziriels pris en son exécution.

Art. 30. — Quiconque aurait été condamné pour une quelconque des infractions au présent Dahir, aura, dans le délai de cinq années grégoriennes qui suivront l'expiration de la peine ou la date de la condamnation à l'amende, commis une nouvelle infraction aux dispositions qui précèdent, sera condamné au maximum de la peine prévue et cette peine pourra être élevée jusqu'au doublé.

Art. 31. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal français sont applicables aux infractions prévues par le présent Dahir. Les dispositions du Dahir du 18 mai 1914 sur le sursis à l'exécution des peines, ne seront jamais appliquées en matière de condamnation à l'amende.

Art. 32. — Les infractions au présent Dahir ou aux arrêtés pris en vue d'assurer son exécution, sont exclusivement de la compétence des juridictions françaises ; les infractions aux dispositions des articles 12, 13, 14 et 22 ci-dessus, seront déférées aux tribunaux de première instance jugeant correctionnellement.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 février 1916.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
SAINT-AULAIRE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL

sur l'inspection des pharmacies et de tous les locaux servant de dépôts pour des substances médicamenteuses ou hygiéniques et sur la répression des fraudes en matière desdites substances (1).

du 13 avril 1916 (9 Djoumada II 1334)

Le Grand Vizir,

Vu le Dahir du 12 avril 1916 (8 Djoumada II 1334), portant réglementation de l'exercice des professions de médecin, pharmacien, dentiste et sage-femme ;

Sur la proposition du Directeur général du service de santé,

(1) *Bulletin Officiel du Protectorat de l'Empire Chérifien*, 24 avril 1916, p. 469.

Arrête :

Art. 5. — Les substances vénéneuses, énumérées ci-après et inscrites à la Pharmacopée française 1908, devront être tenues dans un endroit sûr et fermé à clé.

Sur le vase contenant le médicament seront collées :

1^o Une étiquette rouge orangé portant le nom du médicament, en caractères noirs ;

2^o Une bande rouge orangé, faisant le tour du vase et portant, en caractères noirs, la mention : Toxique.

LISTE DES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES SOUMISES A CETTE
RÉGLEMENTATION

Aconit (tubercules d').
Aconitine.
Aconitine (azotate d').
Adrénaline.
Apomorphine.
Apomorphine (chlorhydrate d').
Arécoline (bromhydrate d').
Arséniate de sodium.
Arsénieux (anhydride) (ac. arsén.).
Atropine.
Atropine (sulfate d').
Belladone (feuilles).
Bromoforme.
Cantharidate de potassium.
Cantharides.
Cantharidine.
Chloroforme.
Ciguë officinale (fruits de).
Cocaïne.
Cocaïne (chlorhydrate de).
Codéine.
Codéine (phosphate de).
Colchicine.
Colchique (semences de).
Conine (bromhydrate de).
Cyanhydrique (acide) dissous.
Cyanure de mercure.

Cyanure de potassium.

Digitale (feuilles de).

Digitaline cristallisée.

Dionine.

Emétique, antimonio-tartrate de potassium.

Ergot de seigle.

Ergotinine.

Esérine (salicylate d').

Extrait d'aconit.

- » de belladone.
- » de colchique.
- » de ciguë.
- » de digitale.
- » de jusquiame.
- » de noix vomique.
- » d'opium.

Fèves de Saint-Ignace.

Gouttes amères de Baumé (teinture de fèves de Saint-Ignace composée).

Granules d'aconitine.

Granules d'aconitine (azotate).

Granules d'anhydride arsénieux (granules d'acide arsénieux).

Granules d'atropine (sulfate).

Granules de digitaline cristallisée.

Granules de strophanthine.

Granules de strychnine (sulfate).

Huile de croton.

Huile phosphorée.

Hydrastinine.

Hydrastinine (chlorhydrate d').

Jusquiame (feuilles et semences).

Laudanum de Sydenhann.

Liqueur arsénicale de Fowler (soluté d'ars. de potas. au centième).

Mercure (azotate de bioxyde de) dissous (Nitrate acide de Mercure).

Mercure (benzoate).

Mercure (bichlorure de) (sublimé corrosif).

Mercure (biiodure de).

Mercure (oxyde jaune de).

Mercure (oxyde rouge de) (précipité rouge).

Morphine.

Morphine (chlorhydrate de).

Noix vomique.

Opium.

Phosphore.

Phosphure de zinc.

Picrotoxine.

Pilocarpine.

Pilocarpine (azotate de).

Pilocarpine (chlorhydrate de).

Poudre d'aconitine, au centième.

» d'aconitine (azotate au centième).

» de belladone.

» de cantharide.

» de ciguë.

» de digitale.

» de digitaline cristallisée au centième.

» d'émétique.

» de fève de Saint-Ignace.

» de jusquiame.

» de noix vomique.

» d'opium.

» de rue.

» de sabine.

» de stramoine.

» de strophantine, au centième.

» de sublimé corrosif et d'acide tartrique.

Rue (feuilles de).

Sabine (feuilles de).

Soluté de digitaline cristallisée au millième.

Soluté de morphine au cinquantième pour injections hypodermiques.

Stramoine (feuilles de).

Strophantine.

Strophantus (semences de).

Strychnine.

Strychnine (sulfate de).

Teinture d'aconit.

» de cantharide.

» de noix vomique.

» d'opium.

» de strophantus.

Vératrine.

Fait à Rabat le 9 Djoumada II 1334 (13 avril 1916).

M'HANMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution.

Rabat, le 19 avril 1916.

Le Commissaire Résident Général,
Général LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

sur le commerce et la vente des substances vénéneuses

du 13 avril 1916 (1)

Le Grand Vizir,

Vu le Dahir du 25 janvier sur l'opium, son extrait et ses alcaloïdes, spécialement en son article 27 ;

Vu le Dahir du 12 avril 1916, portant réglementation de l'exercice des professions de médecin, pharmacien, dentiste et sage-femme ;

Sur la proposition du Directeur général du Service de Santé,

Arrête :

Article premier. — Quiconque voudra faire le commerce d'une ou de plusieurs des substances comprises dans le tableau annexé au présent arrêté sera tenu d'en faire, préalablement, la déclaration à l'Autorité administrative de contrôle locale, en indiquant le lieu où est situé son établissement. Les chimistes fabricants ou manufacturiers, employant une ou plusieurs desdites substances, seront également tenus d'en faire la déclaration dans la même forme. La dite déclaration sera inscrite sur un registre à ce destiné et dont un extrait sera remis au déclarant ; elle devra être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

Art. 2. — Les substances auxquelles s'applique le présent arrêté ne pourront être vendues ou livrées qu'aux commerçants, chimistes, fabricants ou manufacturiers qui auront fait la déclaration prescrite à l'article précédent, ou aux pharmaciens. Les dites substances ne devront être livrées que sur la demande écrite et signée de l'acheteur.

(1) *Bulletin Officiel du Protectorat de l'Empire Chérifien*, 24 avril 1916, p. 471.

Art. 3. — Tous achats ou ventes de substances vénéneuses seront inscrits sur un registre spécial, coté et paraphé par le représentant de l'Autorité administrative de Contrôle locale. Les inscriptions seront faites tout de suite et sans aucun blanc, au moment même de l'achat ou de la vente ; elles indiqueront l'espèce et la quantité des substances achetées ou vendues, ainsi que les noms, professions et domiciles des vendeurs ou des acheteurs.

Art. 4. — Les fabricants et manufacturiers employant des substances vénéneuses, en surveilleront l'emploi dans leur établissement et constateront cet emploi sur un registre établi conformément au premier paragraphe de l'article 3.

Art. 5. — La vente des substances vénéneuses ne peut être faite pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens, et sur la prescription d'un médecin, chirurgien ou d'un vétérinaire breveté. Cette prescription doit être signée, datée et énoncer en toutes lettres, les doses desdites substances, ainsi que le mode d'administration du médicament.

Art. 6. — Les pharmaciens transcriront les dites prescriptions avec les indications qui précèdent, sur un registre établi dans la forme déterminée par le paragraphe 1^{er} de l'article 3. Ces transcriptions devront être faites tout de suite et sans aucun blanc. Les pharmaciens ne rendront les prescriptions que revêtues de leur cachet, et après en avoir indiqué le jour où les substances auront été livrées, ainsi que le numéro d'ordre de la transcription sur le registre. Le dit registre sera conservé pendant vingt ans au moins et devra être représenté à toute réquisition de l'Autorité.

Ces dispositions ne font pas obstacle à celles de l'article 12, paragraphe 1^{er}, du Dahir du 25 janvier 1916, portant réglementation de l'opium, de ses alcaloïdes et de toutes ses préparations officinales.

Art. 7. — Avant de délivrer la préparation médicale, le pharmacien y apposera une étiquette indiquant son nom et son domicile, et rappelant la destination interne ou externe du médicament.

Art. 8. — L'arsenic et ses composés ne pourront être vendus, pour d'autres usages que pour la médecine, que combinés avec d'autres substances et suivant les formules arrêtées par le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, pour le traitement des animaux domestiques, pour la destruction des animaux nuisibles, et pour la conservation des peaux et objets d'histoire naturelle.

Art. 9. — Les préparations mentionnées dans l'article précédent ne pourront être vendues ou délivrées que par les pharmaciens, et seulement à des personnes connues et domiciliées, sur la présenta-

tion d'une autorisation délivrée par l'Autorité administrative de Contrôle locale, autorisation qui sera conservée par le pharmacien. Les quantités livrées, ainsi que le nom et le domicile des acheteurs, seront inscrits sur le registre spécial, dont la tenue est prescrite par l'article 6.

Art. 10. — La vente et l'emploi de l'arsenic et de ses composés sont interdits pour le chaulage des grains, l'embaumement des corps et la destruction des insectes.

Art. 11. — Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues par les commerçants, fabricants, manufacturiers et pharmaciens, dans un endroit sûr et fermé à clef.

Art. 12. — L'expédition, l'emballage, le transport, l'emmagasinage et l'emploi doivent être effectués par les expéditeurs, voituriers, commerçants et manufacturiers, avec les précautions nécessaires pour prévenir tout accident. Les fûts, récipients ou enveloppes ayant servi directement à contenir les substances vénéneuses ne pourront recevoir aucune autre destination.

Art. 13. — Les représentants de l'Autorité administrative de Contrôle locale ou les commissaires de police, assistés d'un docteur en médecine désigné par le Secrétaire Général du Protectorat, devront visiter au moins une fois par an, les officines des pharmaciens, les boutiques des commerçants et manufacturiers vendant ou employant les dites substances. Ils se feront représenter les registres mentionnés dans les articles 1, 2, 3, 4 et 6 et constateront les contraventions. Les procès-verbaux seront transmis au Procureur, commissaire du gouvernement, du ressort pour toutes poursuites de droit.

TABLEAU DES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES

Acide cyanhydrique.

Alcaloïdes végétaux vénéneux et leurs sels.

Arsenic et ses préparations.

Belladone, extrait et teinture.

Cantharides entières, poudre et extrait.

Chloroforme.

Ciguë, extrait et teinture.

Coque du levant.

Cyanure de mercure.

Cyanure de potassium.

Digitale, extrait et teinture.

Emétique.

Jusquiame, extrait et teinture.
Nicotine.
Nitrates de mercure.
Opium, son extrait et ses alcaloïdes.
Phosphore.
Seigle ergoté.
Stramonium, extrait et teinture.
Sublimé corrosif.
Fait à Rabat, le 13 avril 1916 (9 Djoumada II 1334).

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 19 avril 1916.

Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

TUNISIE

DÉCRET

sur l'exercice de la pharmacie

du 31 mars 1913 (1).

Art. 8. — Les personnes autorisées à vendre temporairement des médicaments dans les localités dépourvues de pharmacien, médecin ou vétérinaire ne peuvent en aucun cas vendre des produits portés sur la liste dressée par la Commission de pharmacie dont la composition est fixée à l'article 16 du présent décret.

Art. 11. — Les pharmaciens ne peuvent délivrer au public, sans l'ordonnance d'un médecin ou d'un vétérinaire, les matières toxiques désignées sur la liste visée à l'article 8 du présent décret.

Ils ne pourront délivrer aux chirurgiens-dentistes, non pourvus d'un diplôme de docteur en médecine, et aux sages-femmes, ou sur ordonnances de ces derniers, que des matières ne pouvant compromettre, en aucune façon, la santé de leurs clients.

Toutefois les pharmaciens peuvent délivrer librement, sur la

(1) *Journal officiel tunisien et Bulletin des Sciences pharmacologiques*, avril 1913.

demande de l'acheteur, les autres médicaments simples ou composés.

Art. 12. — L'ordonnance d'un médecin, d'une sage-femme, d'un chirurgien-dentiste ou d'un vétérinaire, doit être rédigée de façon à pouvoir être exécutée dans toutes les pharmacies.

Le pharmacien devra transcrire toutes les ordonnances sur un registre *ad hoc*.

Les médicaments destinés à l'usage externe seront désignés par une étiquette spéciale de couleur rouge orangé sur laquelle les mots *médicament pour l'usage externe* seront uniquement imprimés en noir et en caractères aussi distincts que possible.

Si le pharmacien croit devoir conserver l'ordonnance médicale, il en donnera une copie certifiée conforme. Toute ordonnance médicale ne sera rendue qu'après l'apposition du timbre de la pharmacie.

Lorsque le pharmacien se trouve en présence d'une ordonnance qui lui paraît douteuse comme rédaction ou dangereuse comme effet, il a le devoir d'en référer au signataire avant de délivrer le produit spécifié.

Art. 15. — Pour les substances toxiques, employées dans les arts, l'industrie et la destruction des animaux nuisibles, le pharmacien ou tout autre vendeur devra exiger un permis de l'autorité administrative.

Il doit en outre tenir un registre spécial, sur lequel il inscrit la date du permis, le nom et la demeure de l'acheteur et la nature de la substance avec sa quantité. Ce registre doit être coté et paraphé par l'autorité administrative ; il doit toujours être tenu à jour et présenté à toute réquisition de l'autorité.

D'une façon générale, est déclarée libre la vente de toute substance non dangereuse employée dans le commerce, l'industrie, les arts et l'agriculture.

Art. 16. — Pour veiller à l'observation des dispositions du présent décret, il est institué près du gouvernement tunisien une Commission consultative dite de pharmacie qui est chargée :

3° d'arrêter annuellement la liste des matières que le pharmacien ne peut délivrer sans ordonnance ; celles que le pharmacien peut vendre sans ordonnance et enfin celles des substances contenues dans le codex et dont la vente est libre ;

Art. 18. — Sont punies d'une amende de 16 à 500 francs les infractions commises contre les dispositions énumérées ci-après :
Art. 11, § 1 ; art. 15...

PRINCIPAUTÉ DE MONACO

La réglementation française sur l'exercice de la pharmacie et le commerce des substances vénéneuses y est applicable.

ALSACE-LORRAINE

DÉCRET

concernant la délivrance des médicaments de grande activité, ainsi que la nature et l'étiquetage des fioles à médicaments et des bocaux des pharmacies,

du 22 juin 1896 (1).

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc.,

Ordonnons au nom de l'Empire, pour l'Alsace-Lorraine,

Vu la loi du 19 juillet 1845 sur la vente des substances vénéneuses, ce qui suit :

§ 1. Les drogues et produits contenus dans le tableau ci-annexé, ainsi que les préparations contenant les mêmes drogues et produits, ne peuvent être délivrées au public pour l'usage médical que sur une prescription écrite, datée et signée, d'un médecin, d'un dentiste ou d'un vétérinaire, dans ce dernier cas seulement pour l'usage vétérinaire.

§ 2. Les dispositions du § 1 ne s'appliquent pas aux préparations, dont la mise en vente comme médicaments et la vente a été autorisée aussi en dehors des pharmacies, par les décrets émis conformément au § 6, alinéa 2, de l'ordonnance sur les métiers (comp. § 1 du décret du 27 janvier 1890 — feuilles des lois de l'Empire page 9 — et article 1^{er} du décret du 25 novembre 1895 (*Reichsgesetzbl.*, p. 455).

§ 3. La délivrance répétée de médicaments pour l'usage interne, contenant des drogues ou produits du genre de ceux désignés au § 1 nonobstant les dispositions des paragraphes 4 et 5 n'est autorisée sans le renouvellement à chaque fois de l'ordonnance du médecin ou du dentiste

1) que si le renouvellement est autorisé dans la prescription originale et qu'il y est indiqué combien de fois et jusqu'à quelle époque il pourra avoir lieu ou bien

(1) *Journal de pharmacie d'Alsace-Lorraine*, août 1896, p. 240.

2) s'il apparaît dans l'ordonnance à combien se montre chaque prise et si la teneur en drogues ou produits désignés ne dépasse pas le poids indiqué pour ces médicaments dans le tableau annexé.

§ 4. La délivrance répétée de médicaments pour l'usage interne contenant de l'hydrate de chloral, de la chloral formamide, de la morphine, de la cocaïne ou de leurs sels, des produits éthyléniques, de l'hydrate d'amylène, de la paraldéhyde, du sulfonal, du trional ou de l'uréthane ne peuvent avoir lieu que sur une ordonnance écrite, datée et signée, renouvelée à chaque fois par le médecin ou le dentiste.

Cependant la délivrance répétée de la morphine ou de ses sels pour l'usage interne est autorisée sans renouvellement de l'ordonnance, quand ces médicaments ne sont pas prescrits sous forme de solutions simples ou de poudres simples (triturations), mais additionnés à d'autres substances médicamenteuses et que la teneur totale en morphine ou en sels de morphine ne dépasse pas 0,03 gr. Ceci ne concerne pas les médicaments destinés à des injections sous-cutanées.

§ 5. La délivrance répétée de médicaments dans les cas mentionnés aux §§ 3 et 4, alinéa 2, n'est pas autorisée, quand elle a été interdite par le médecin ou le dentiste par une mention ajoutée à l'ordonnance.

§ 6. La délivrance répétée de médicaments sur prescription des vétérinaires pour l'emploi dans l'art vétérinaire n'est pas soumise aux restrictions des §§ 3 et 5.

§ 7. Les règlements sur le commerce des poisons ne sont pas modifiées par les dispositions des §§ 1 à 7.

§ 8. Les médicaments liquides pour l'usage interne ordonnés par un médecin, un dentiste ou un chirurgien ne peuvent être délivrés que dans des fioles rondes avec des étiquettes blanches, ceux pour l'usage externe au contraire doivent être délivrés dans des fioles hexagonales ayant trois surfaces juxtaposées lisses et les autres avec des côtes longitudinales et munies d'étiquettes à fond rouge.

Les médicaments liquides, qui sont modifiés par l'action de la lumière doivent être délivrés dans des fioles colorées en jaune brun.

§ 9. Les bocaux (des rayons des pharmacies) ne contenant pas de substances très actives porteront des étiquettes à inscription noire sur fond blanc, ceux contenant des substances mentionnées au tableau B de la pharmacopée de l'empire allemand des inscriptions blanches sur fond noir, et ceux contenant des substances du tableau C des inscriptions rouges sur fond blanc. Les bocaux desti-

nés aux acides minéraux, aux alcalis, au brome et à l'iode peuvent avoir des inscriptions établies par grattage ou rodage sur fond blanc.

§ 10. Les collyres, inhalations, injections sous-cutanées, lavements et suppositoires sont soumis à la même réglementation que les médicaments pour l'usage interne.

§ 11. Les dispositions du décret ci-dessus entreront en vigueur le 1^{er} octobre de cette année.

A la même époque sera annulé le décret du 26 octobre 1891, concernant la délivrance des médicaments très actifs, ainsi que la nature et l'étiquetage des fioles et bocaux dans les pharmacies (*Feuilles des lois f.*, 1891, p. 117).

Par acte authentique sous notre signature éminemment personnelle et accompagnée de notre sceau impérial.

Donné à Kiel, le 22 juin 1896.

(L. S).
loco Sigilli.

GUILLAUME,
Prince de Hohenlohe Langenburg
(Statthalter).

Tableau des doses auxquelles le renouvellement est interdit.

Acetanilidum	0,5	Excepté pour l'usage externe.
Acetum Digitalis	2,0	
Acid. carbolica.	0,1	
Acid. hydrocyanic. et ejus salia	0,001	
Acid. osmicum et ejus salia	0,001	
Aconitin, Aconitini derivata et salia	0,001	Excepté pour l'usage externe en mélanges avec de l'huile ou de l'alcool, qui ne contiennent pas plus de 50 part. en poids de produits éthyliques dans 100 parties de mélange.
Aether bromatus	0,05	
Aethyleni praeparata	—	
Aethyliden. bichloratum	0,5	
Agaricinum	0,1	
Amylenum hydratum	—	Excepté pour usage externe.
Amylium nitrosum	0,005	
Antipyrinum	1,0	
Apomorphin. et ejus salia	0,02	
Aqua Amygdal. amar.	2,0	
» Laurocerasi	2,0	Excepté pour usage externe.
Argentum nitricum	0,03	
Arsenium et ejus praeparata. (Liquor Kali arsenicosi)	0,005	
Atropin. et ejus salia	0,001	
Auro-Natrium chloratum	0,05	
Bromoformium	0,3	Excepté pour usage externe.
Brucinum et ejus salia	0,01	
Butyl-chloral. hydratum.	1,0	
Cannabinonum	0,1	
Cannabinum tannicum	0,1	
Cantharides	0,05	Excepté pour l'usage externe en mélanges avec de l'huile ou de l'alcool, qui ne contiennent pas plus de 50 part. en poids de chloroforme dans 100 parties de mélange.
Cantharidinum	0,001	
Chloralum formamidatum	—	
Chloralum hydratum	—	
Chloroformium.	0,5	
Cocaïnium et ejus salia	—	Excepté en tablettes ne contenant pas plus de 10 centigr. de caféine.
Codeïnium et ejus salia, omniaque alia alcaloïdea Opii hoc loco non nominata eorumque salia	0,1	
Coffeinum et ejus salia	0,5	
Colchicinum	0,001	
Coninum et ejus salia.	0,001	
Cuprum salicylicum	0,1	Excepté pour usage externe.
Cuprum sulfocarbolicum	0,1	
Cuprum sulfuricum	1,0	
Curare et ejus praeparata	0,001	
Daturinum	0,001	
Digitalinum, Digitalini derivata et salia	0,001	
Emetinum et ejus salia	0,005	

Extractum Aconiti	0,02	
Extractum Belladonnae	0,05	Excepté en emplâtres et pommades.
» Calabar Seminis	0,02	
» Cannabis Indicae	0,1	Excepté pour usage externe.
» Colocynthis	0,05	
» Colocynthis com- pos.	0,1	
» Conii	0,2	} Excepté en pommade.
» Digitalis	0,2	
» Filicis	10,0	
» Hydrastis	0,5	
» Hydrast. fluidum	1,5	
» Hyoscyami	0,2	Excepté en pommade.
» Ipecacuanhae	0,3	
» Lactuae virosae	0,5	
» Opii	0,15	Excepté en pommade.
» Pulsatillae	0,2	
» Sabiniae	0,2	Excepté en pommade.
» Scillae	0,2	
» Secalis cornuti	0,2	
» Secal. cornuti. fluid.	1,0	
» Stramonii	0,1	
» Strychni (spirit.)	0,05	
Folia Belladonnae	0,2	Excepté en emplâtres, pommades ou cataplasmes.
» Digitalis	0,2	
» Stramonii	0,2	Excepté pour fumer et fumigations.
Fructus Colocynthis	0,5	
» Colocynthis praeparati	0,5	
» Papaveris immaturi	3,0	
Gutti	0,5	
Herba Conii	0,5	} Excepté en pommades, emplâtres ou cataplasmes.
» Hyoscyami	0,5	
Hérolinum et ejus salia	—	
Homatropinum et ejus salia	0,001	
Hydrargyri praeparata postea non nominata	0,1	Excepté comme onguent gris avec une teneur en mercure inférieure ou égale à 10 0/0 et en emplâtres mercuriels.
Hydrargyrum bichloratum	0,02	
» bijodatatum	0,02	
» chloratum	1,0	
» cyanatum	0,02	
» jodatatum	0,05	
» nitricum oxydulatum	0,02	
» oxydatatum	0,02	Excepté comme pommade mercurielle rouge avec une teneur en oxyde de mercure ne dépassant pas 5 0/0.
» praecipitatatum album	0,5	Excepté comme pommade au précipité blanc à 5 0/0.
Hyoscinum (Duboisin.) et ejus salia	0,0005	
Hyoscyaminum (Duboisin.) et ejus salia	0,0005	
Jodum	0,02	
Kalium dichromicum	0,01	

Kreosotum	0,2	Excepté pour l'usage externe en solutions qui ne contiennent pas plus de 50 parties de créosote dans 100 parties de solution.
Lactucarium	0,3	
Liquor Kalii arsenicosi	0,5	
Migraeninum	1,1 (1)	
Morphinum et ejus salia	—	
Natrium salicylicum	2,0	
Nicotinum et ejus salia	0,001	Excepté en préparations pour l'usage externe des animaux.
Nitroglycerinum	0,001	
Ol. Amygdal. amer. aether.	0,2	En tant qu'elle n'est pas débarrassée de combinaisons cyanhydriques.
Ol. Crotonis	0,03	
Ol. Sabinae	0,1	
Opium.	0,15	Excepté en emplâtres et pommades.
Paraldehydum	—	
Phenacetinum	1,0	
Phosphorus	0,001	
Physostigmin. et ejus salia	0,001	
Picrotoxinum	0,001	
Pilocarpinum et ejus salia	0,02	
Plumbum jodatum	0,2	
Pulvis Ipecacuanhae opiat	1,5	
Radix Ipecacuanhae	1,0	
Resina Jalapae	0,3	Excepté en pilules de Jalap préparées d'après la formule de la pharmacopée impériale.
» Scammoniae	0,3	
Rhizoma Filicis	20,0	
» Veratri	0,3	Excepté en préparations pour l'usage externe des animaux.
Santoninum	0,1	Excepté en tablettes ne contenant pas plus de 0,05 gr. de santonine.
Scopolaminum hydrobromic.	0,0005	
Secale cornutum	1,0	
Semen Colchici	0,3	
» Strychni	0,1	
Serum antidiphtheric.	—	
Strychninum et ejus salia	0,01	
Sulfonalum	—	
Sulfur jodatum	0,1	
Summitates Sabinae	1,0	
Tartarus stibiatus	0,2	
Thallinum et ejus salia	0,5	
Theobrominum natrio-salicyl. (Diuretin.)	1,0	
Thyreoidae praeparata	—	
Tinctura Aconiti	0,5	
» Belladonnae	1,0	
» Cannabis Indicae	2,0	
» Cantharidum	0,5	
» Colchici	2,0	
» Colocynthis	1,0	
» Digitalis	1,5	
» Digitalis aetherea	1,0	

(1) En Saxe, Wurtemberg, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Weimar-Eisenach : 1,0.

Tinctura Gelsemii	1,0	
» Ipecacuanhae	1,0	
» Jalapae resinae	3,0	
» Jodi	0,2	Excepté pour usage externe.
» Lobeliae	1,0	
» Opii crocata	1,5	Excepté en mélanges ne contenant pas plus de 10 0/0 de teinture.
» » simplex	1,5	
» Scillae	2,0	
» Scillae kalina	2,0	
» Secalis cornuti	1,5	
» Stramonii	1,0	
» Strophanti	0,5	
» Strychni	1,0	
» Strychni aetherea	0,5	
» Veratri	3,0	Excepté pour usage externe.
Trionalum	—	
Tubera Aconiti	0,1	
» Jalapae	1,0	Excepté en pilules de Jalap préparées d'après la formule de la pharmacopée impériale.
Tuberculin	—	
Urethanum	—	
Veratrinum et ejus salia	0,005	
Veronal (Urea diaethyl-malonylica, Acidum diaethyl-barbituricum)	0,5	
Vinum Colchici	2,0	
» Ipecacuanhae	5,0	
» stibiatum	2,0	
Zincum aceticum	1,2	
» chloratum	0,002	Excepté pour usage externe.
» lacticum, omniaque salia Zinci hoc loco non nominata, quae sunt in aqua solubilia	0,05	
» sulfocarbolicum	0,05	
» sulfuricum	1,0	

NOTA : Les dilutions et triturations homéopathiques des médicaments contenus dans ce tableau sont également soumises aux restrictions quand il s'agit des 1^{re}, 2^e et 3^e puissances.

ALLEMAGNE

LOI

sur le commerce des substances vénéneuses

du 29 novembre 1894 (1).

Nouvelles prescriptions de la loi, mises en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1895, sur le commerce des poisons (arrêté du 28 novembre 1894), avec les prescriptions parues jusqu'à ce jour dans les Etats confédérés.

Préface

Le Conseil Fédéral a, dans sa séance du 29 novembre 1894, fixé les prescriptions du commerce des poisons, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1895.

Ces dispositions ont été acceptées par tous les Etats Confédérés.

Leur connaissance est indispensable pour toutes les personnes qui veulent faire le commerce des poisons, sous peine d'être poursuivies, si ces dispositions ne sont pas suivies.

Dans la partie A sont les prescriptions établies par le Conseil Fédéral.

Dans la partie B sont les prescriptions établies jusqu'à ce jour dans les plus gros Etats de la Confédération.

A

Article premier. — La vente des poisons est soumise aux prescriptions des articles 2 jusqu'à 18.

Dans le sens de ces prescriptions, sont comprises dans les poisons, les drogues (leurs préparations et composés chimiques,) indiquées dans le tableau 1.

Conservation des poisons

Art. 2. — Les provisions de poisons doivent être rangées soigneusement, séparées des autres marchandises et jamais placées, ni sur, ni à côté de produits alimentaires.

(1) Bibliothèque juridique de Meinhold. Volume 55. Loi rédigée par le Conseiller de la Justice Hallbauer à Dresde. Editée par Albert Berger à Leipzig (Librairie Serig).

Art. 3. — Les provisions de poisons, à l'exception des plantes vénéneuses ou parties de plantes vénéneuses (racines, herbes), doivent être conservées enfermées sous clef et dans des récipients épais, solides et bien fermés par des couvercles.

Dans les étalages, les couleurs ainsi que les produits désignés dans les tableaux 2 et 3 de la 1^{re} partie, et les matières pouvant fondre ou s'évaporer, ne doivent pas être exposés à l'air.

Ces produits peuvent être placés dans des étalages à la condition que les récipients soient munis de couvercles et que leur contenu ne puisse être ni dérobé ni renversé.

Les poisons ne doivent jamais se trouver en dehors des récipients.

Art. 4. — Les récipients doivent porter l'inscription « poison » ainsi que le nom du contenu, comme il est indiqué dans le tableau 1.

Les inscriptions doivent être très apparentes et durables et être faites en lettres blanches sur fond noir pour les poisons du tableau n° 1 et en lettres rouges sur fond blanc pour les poisons des tableaux 2 et 3.

Les récipients contenant des acides minéraux, lessives, brome et iode peuvent avoir, au moyen de procédés de gravure ou de procédés corrosifs, les inscriptions ci-dessus, sur fond blanc.

Cette désignation n'est pas applicable aux récipients conservés dans des endroits servant exclusivement au commerce de gros, à condition qu'il y ait une autre manière de désignation empêchant les confusions.

Font exception cependant les récipients destinés au commerce de détail, qui doivent porter les inscriptions indiquées ci-dessus, en plus des autres marques en usage dans le commerce.

Art. 5. — Les poisons désignés dans le tableau 1, doivent être conservés dans un endroit spécial fermé à clef, entouré de murs solides, et dans ce local ne se trouvera aucun autre produit qui ne soit pas poison. Pour faire un local à poisons, on peut également diviser le magasin de vente par une cloison, en séparant complètement cette pièce du magasin.

La salle des poisons doit être suffisamment éclairée par la lumière du jour, pour faciliter les manipulations et sur la porte doit se trouver l'inscription visible : « poison ».

La salle des poisons ne doit être ouverte qu'au propriétaire et à ses employés et doit être fermée à clef quand on n'y travaille pas.

Art. 6. — Dans la salle aux poisons, ceux du tableau 1 doivent être enfermés à clef dans une armoire. Cette armoire doit porter sur sa porte, l'inscription visible et durable « poison », et devant

cette armoire doit se trouver une table pour l'empêcher qu'on ne l'ouvre facilement.

De plus grosses provisions de poisons de cette liste 1 peuvent être placées en dehors de l'armoire, à condition qu'elles soient dans des récipients fermés à clef.

Art. 7. — Le phosphore et ses préparations doivent être conservés en dehors de l'armoire, dans la salle aux poisons ou au dehors, sous clef, à l'abri de la gelée et dans un réceptacle incombustible.

Le phosphore blanc doit être conservé sous l'eau.

Exception faite pour les pilules de phosphore, qui sont soumises aux décisions des articles 5 et 6.

Le Potassium et le Sodium sont conservés sous clef, en sûreté contre le feu et l'eau, entourés de corps libres d'oxygène (huile de paraffine, de pierre ou produits semblables).

Art. 8. — Pour les poisons du tableau 1 et des tableaux 2 et 3, sont employés exclusivement pour cela des ustensiles spéciaux (balances, mortiers, cuillers, etc.) avec l'inscription visible « poison » aux couleurs indiquées à l'article 4.

Dans chaque récipient contenant des couleurs vénéneuses doit se trouver une cuiller spéciale. Les ustensiles ne doivent pas servir à d'autres emplois et doivent être tenus très propres à l'exception des cuillers pour les couleurs vénéneuses.

Les ustensiles réservés aux poisons contenus dans l'armoire spéciale, doivent se trouver également dans cette armoire.

Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux poids.

L'emploi de bascules spéciales n'est pas nécessaire quand une grande quantité de poisons est pesée dans des récipients ou dans les emballages définitifs.

Art. 9. — Au sujet de la conservation des poisons dans les pharmacies, prennent place les différences suivantes avec les articles 4, 5 et 8.

Différence avec l'article 4. — Les prescriptions de l'article 4 ne sont valables pour les pharmacies que quand elles ont trait aux récipients des acides minéraux, lessives, brome et iode. — Pour les autres poisons, les prescriptions spéciales publiées à ce sujet, sont applicables.

Différence avec l'article 5. — Quand la salle aux poisons est installée dans un magasin, elle doit être entourée d'une cloison en lattes.

Les plus petits récipients des poisons du tableau 1 doivent être conservés sous clef, dans un réceptacle spécial, muni de l'inscription visible et durable « poison » ou « venena » ou « tabula B » ; ce

réceptacle se trouvera soit dans le magasin, soit dans un endroit spécial à côté. Si les besoins de poisons nécessaires à la vente sont réduits au point de pouvoir conserver les récipients dans l'armoire aux poisons, il n'est pas obligatoire de faire une salle aux poisons.

Différence avec l'article 8. — Par cet article, il doit y avoir des ustensiles spéciaux, même pour les plus petits récipients des poisons du tableau 1, et ces ustensiles spéciaux doivent être exclusivement réservés à cela.

Pour les poisons des tableaux 2 et 3, excepté la morphine, ses préparations et ses composés, cette prescription spéciale n'est pas applicable.

Livraisons des poisons.

Art. 10. — Les poisons ne doivent être délivrés que par le propriétaire du magasin ou par ses employés.

Art. 11. — Les livraisons des poisons des tableaux 1 et 2 doivent être inscrites et numérotées sur un registre spécial des poisons, suivant le tableau de la partie II.

L'inscription doit être faite aussitôt la livraison du poison, par celui qui l'a livré et en jonction immédiate avec l'inscription précédente.

Le livre des poisons doit être conservé dix années après la dernière inscription.

Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux livraisons de poisons faites par des commerçants en gros à des revendeurs, à ceux qui exercent une profession technique, aux institutions d'études ou d'expériences de l'Etat, à condition que les quantités restantes puissent être contrôlées et la livraison justifiée.

Art. 12. — Les substances vénéneuses ne doivent être livrées qu'à des personnes sûres, honnêtes et connues, pour être employées dans un but légal, commercial, économique, scientifique ou artistique.

Quand le vendeur ne connaît pas avec précision les renseignements ci-dessus, il ne doit livrer que sur ordonnance ou permission. L'ordonnance ou permission est délivrée, comme il est indiqué à la partie III, par la police du lieu, après examen de la demande.

Ces permissions ne sont données que pour une certaine quantité fixée, exceptionnellement pour quelques personnes, et cette quantité doit être employée dans un délai qui ne doit pas dépasser une année.

La permission perd sa valeur après 15 jours, à moins qu'une inscription spéciale ne soit indiquée à ce sujet.

Il est défendu de livrer des poisons aux enfants âgés de moins de 14 ans.

Art. 13. — Les poisons des tableaux 1^{er} et 2 ne doivent être délivrés que contre reçu de l'acheteur. Si le poison est acheté par un employé du destinataire, on doit aussi se faire délivrer un reçu par cet employé.

Les reçus sont à établir suivant le modèle de la partie IV, avec le numéro correspondant du livre des poisons, et ils doivent être conservés pendant dix ans.

Les lois de la contrée peuvent spécifier que le reçu doit être attaché au livre des poisons, à la colonne s'y rapportant.

Dans le cas du paragraphe 4 de l'article 11, l'établissement d'un reçu n'est pas indispensable.

Art. 14. — Les poisons doivent être livrés dans des récipients solides et bien fermés. Pour les poisons des tableaux 2 et 3 qui ne s'évaporent pas et ne se dissolvent pas à l'air, n'importe quel emballage suffit, pourvu que le contenu ne puisse être volé ou perdu en partie. Les récipients ou emballages doivent néanmoins être conformes aux prescriptions de l'article 4, paragraphe 1, pour les inscriptions et doivent aussi porter le nom du vendeur.

En ce qui concerne les poisons durs, ne se dissolvant pas, ni ne s'évaporant à l'air, du tableau III, on peut mettre au lieu du mot « poison » l'inscription « précaution » ou « attention ».

Pour la livraison aux revendeurs, industries techniques et Institutions d'études et d'expériences de l'Etat, toute autre désignation suffisante peut remplacer celles ci-dessus.

Art. 15. — Il est défendu de délivrer des poisons dans des récipients servant à la cuisine, dans des verres, dans des bouteilles et cruches dont la forme ou la désignation est un danger et susceptible de provoquer des méprises, et pouvant faire prendre leur contenu pour des boissons ou des produits alimentaires.

Art. 16. — Les prescriptions des articles 11 jusqu'à 14, ne s'appliquent pas à la livraison des poisons comme remèdes dans les pharmacies.

Prescriptions spéciales pour les couleurs

Art. 17. — Les articles 2 jusqu'à 14 ne s'appliquent pas aux couleurs à l'huile, à la résine et à vernir, à condition qu'elles ne soient pas à base d'arsenic.

Il en est de même pour les autres couleurs vénéneuses qui sont sous forme de bâtons, pâtes ou pierres ou dans des tubes fermés et destinées à être employées immédiatement, à la condition que sur chaque morceau ou sur chaque emballage figurent visiblement le

mot « poison » ou « attention » et le nom de la couleur ou une désignation faisant connaître le nom du poison qu'elle contient.

Remèdes contre la vermine

Art. 18. — Pour la livraison de remèdes contenant du poison contre les animaux nuisibles (désignés sous le nom de remèdes contre la vermine), chaque paquet ou emballage doit porter un mode d'emploi ou des instructions, empêchant le danger d'un emploi inconsidéré. La teneur de ces instructions peut être indiquée par les autorités du lieu (la magistrature, la police, etc.).

Il est défendu de délivrer ou de mettre en vente du papier contre les mouches, renfermant de l'arsenic.

Les autres remèdes, contre la vermine, contenant de l'arsenic, ne doivent être mis en vente que mélangés avec une couleur verte légère, et délivrés que contre autorisation (art. 12).

Les remèdes, contre la vermine, contenant de la strychnine, ne doivent être mis en vente que sous forme de céréale empoisonnée et contenir tout au plus 5 0/00 de strychnine. Ils doivent de plus être colorés, d'une façon durable, en rouge foncé.

Les restrictions ci-dessus peuvent devenir sans effet lorsqu'il s'agit de mesures extraordinaires, exécutées sous la surveillance de la police, pour l'extermination d'animaux nuisibles, par exemple les mulots et souris des champs.

Destruction des animaux nuisibles

Art. 19. — Les personnes qui font le métier d'exterminer les animaux nuisibles, doivent suivre les prescriptions des articles 2, 3, 4 et 7, pour les récipients contenant du poison ou des remèdes vénéneux contre la vermine. De plus, quand elles ne portent pas sur elles les récipients nécessaires à l'exercice de leur métier, ces récipients doivent être gardés dans des endroits fermés à clef qui ne soient ouverts qu'à elles et à leurs employés. Elles ne doivent pas confier leurs poisons et leurs remèdes à d'autres personnes.

Précisions des articles 4 à 6

Art. 20. — Les instructions données dans les articles 4, 5 et 6 au sujet des récipients contenant des poisons et de leur rangement dans la salle aux poisons sont appliquées depuis le. . . . 189..

Il peut y avoir des exceptions pour les prescriptions de l'article 5, pour les industries qui sont déjà dispensées de l'application de ces instructions, jusqu'au. . . . 189..

Remarque. — Le délai du paragraphe 1 de l'article 20 doit être au maximum de 3 ans après le 1^{er} juillet 1895 et celui du paragraphe 2, au maximum de 5 ans après le 1^{er} juillet 1895.

PARTIE I

Liste des Poisons

TABLEAU I

Aconitine, ses composés et ses préparations.		
Arsenic, ses composés et ses préparations ainsi que les couleurs à l'arsenic.		
Atropine, ses composés et ses préparations.		
Brucine	»	»
Curare et ses préparations.		
Acide cyanhydrique, ses sels et solutions, à l'exception du bleu de Berlin (cyanure de fer).		
Daturine	ses composés et ses préparations.	
Digitaline	»	»
Emétine	»	»
Acide fluorhydrique	»	»
Duboisine	»	»
Cantharidine	»	»
Colchicine	»	»
Conine	»	»
Nicotine	»	»
Solution de nitroglycérine, ses composés et préparations.		
Phosphore (même le rouge) et les préparations pour la destruction des animaux nuisibles.		
Physostygmine, ses composés et préparations.		
Picrotoxine.		
Mercure et préparations y comprises les couleurs, excepté le calomel et le cinabre.		
Scopolamine, ses composés et préparations.		
Strophantine	»	»
Strychnine	»	» à l'exception des granules contenant de la strychnine.
Urane, ses sels, solutions et couleurs.		
Vératrine, ses composés et préparations.		

TABLEAU II

Acétanilide.
Adonis.
Agaricine.
Aconit, extrait, tubercules, écorce et teinture.
Amyle (Nitrite d').
Hydrate d'amylène.
Apomorphine.
Belladone, feuilles, extrait, teinture, racines.
Jusquiame, racines, graines, extrait et teinture.
Huile d'amandes amères.
Noix vomiques, extrait et teinture et ses préparations.
Vin émétique.
Brome.
Bromoforme.
Chloral hydraté.
Fève de Calabar, semences, extrait et teinture.
Chlorates doubles.
Croton-chloral.
Chloralamide.
Acide chromique.
Chloroforme.
Cocaïne, ses composés et préparations.
Convallamarine.
Elatérine ses composés et préparations.
Euphorbe.
Digitale, feuilles, extrait et teinture.
Gelsemium.
Laitue vénéneuse, herbe, extrait, jus.
Gomme Gutte, et ses préparations.
Chanvre Indien, teinture et extrait.
Jalap, résine, tubercules, teinture.
Huile de Laurier cerise.
Codéïne, ses composés et préparations.
Coques du Levant.
Croton tiglium et son huile.
Morphine, ses composés et préparations.
Narcéine.
Narcotine.
Ellébore vert, extrait, teinture et racine.
Ellébore noir, » » »

Essence de Mirbane.
Opium et ses préparations, à l'exception des emplâtres.
Acide oxalique.
Paraldéhyde.
Pental.
Pilocarpine.
Fèves de St-Ignace.
Santonine.
Scammonée, résine et racine.
Ciguë, herbe, extrait, fruit teinture.
Huile étherée de moutarde.
Cantharides et préparations.
Stramoine, feuilles, extrait, graines et teinture.
Strophantus, extrait, graines et teinture.
Sulfonal et dérivés.
Uréthane.
Ellébore blanc, teinture et racines.
Colchique, extrait, tubercules, teinture, graines et vin.

TABLEAU III

Chlorure d'antimoine.
Baryum et ses composés.
Eau d'amandes amères.
Acétate de plomb.
Ipéca.
Couleurs qui contiennent de l'antimoine, baryum, plomb, chrome, gomme-gutte, cadmium, cuivre, acide picrique, zinc ou étain, excepté : le spath.
Sels d'or.
Iode et ses préparations, excepté l'Iodure de fer et l'Etain iodé.
Iodoforme.
Cadmium et ses composés.
Lessive de potasse, contenant plus de 5 0/0 de potasse.
Bichromate de potasse.
Bioxalate de potasse.
Chlorate de potasse.
Chromate de potasse.
Potasse caustique.
Eau de laurier cerise.
Caféine, et ses préparations.

Coloquinte, extrait et teinture.
 Créosote.
 Lobélie, herbe et teinture.
 Ergot de seigle et ergotine.
 Soude caustique.
 Bichromate de soude.
 Lessive de soude contenant plus de 5 0/0 de soude.
 Phénacétine.
 Calomel.
 Acide phénique et solution à plus de 5 0/0.
 Acide nitrique.
 Acide chlorhydrique et solution à plus de 15 0/0.
 Sulfure de carbone.
 Acide sulfurique et solution à plus de 15 0/0.
 Sels d'argent.
 Staphisaigre, graines.
 Sels de zinc à l'exception du carbonate de zinc.
 Sels d'étain.

PARTIE II

Livre des poisons

Page N°

Numéro courant	Désignation du permis de l'autorité et numéro	Date de la livraison	Poison		Emploi qui sera fait du poison	Acheteur		Celui qui vient chercher le poison		Nom de celui qui délivre le poison	Reçu original de l'acheteur (*)
			Nom	Quantité		Nom et profession	Domicile	Nom et profession	Domicile		

(*) Cette colonne est seulement nécessaire lorsque le reçu est laissé dans le livre.

PARTIE III

Nom des Autorités *Autorisation pour l'achat de poison*
qui la délivrent . . .
N° . . .
Le . . . (date) . . . à . . . (ville, adresse).
La . . . (. . . maison X ou . . . M. X) . . . désire acheter . . . (quantité) . .
de . . . (nom du poison) . . . , et avec ce poison (. . but dans lequel
le poison est demandé . . .).
A X . . . , le . . . 189 .
(Sceau). Signature et grade de l'Autorité.
X

Cette autorisation ne dispense pas de faire faire un reçu. Elle n'est plus valable 14 jours après son émission, à moins qu'une mention spéciale ne l'indique.

PARTIE IV

N° . . (du livre des poisons).

Fiche de poison

De . . . (maison qui a délivré le poison) . . . à . . . ,
je reconnais par la présente avoir reçu, bien enveloppé (. . .
. . . nom et quantité du poison . . .) pour . . . (but) . . .

Ayant connaissance du danger de l'emploi inconsidéré de ce poison, j'apporterai mes soins à ce qu'il ne tombe pas entre des mains inconséquentes, et à ce qu'il soit employé pour le but proposé.

Le poison sera cherché par M. . . . (ou encore M. X ira chercher le poison).

Lieu, jour, mois, année
et domicile
de l'acheteur.
Nom, prénom, profession
de l'acheteur
Signature.

Au cas où le poison serait acheté par un intermédiaire, il faut ajouter :

— J'ai reçu le poison ci-dessus indiqué pour M. X . . . et je promets de le livrer sans délai, intact, à mon commettant.

Nom, prénom, profession
de celui qui vient chercher le poison.
Lieu, jour, mois, année. Signature.

ROYAUME DE SAXE

Prescriptions concernant le commerce des poisons

du 6 février 1895.

Conformément à l'arrêté pris par les gouvernements réunis pour les prescriptions sur le commerce des poisons, ces prescriptions seront publiées ci-après.

Pour cela, a été ordonné ce qui suit, au sujet de l'exécution de l'article 10, du mandement concernant la vente des Produits Médicinaux, du 30 septembre 1823 (Registre des Lois, Code 2, page 114) ainsi qu'au sujet de l'article 34, paragraphe 3 des ordonnances industrielles pour le royaume allemand :

1^o Les prescriptions suivantes concernant le commerce avec les poisons, entrent en vigueur le 1^{er} juillet de cette année.

2^o Celui qui veut pratiquer le commerce des poisons de la façon désignée dans les parties 1 et 2 de la première division, doit avoir l'approbation des Autorités de la Police (tribunal, magistrature). Pour donner cette approbation, les médecins et les Inspecteurs des pharmacies de la région doivent être consultés.

Au sujet de la délivrance et de la suppression de l'approbation s'appliquent les prescriptions des articles 40 et 53 des ordonnances industrielles.

Par contre, celui qui veut limiter le commerce des poisons, comme il est spécifié dans la partie III, n'a qu'à faire un rapport aux autorités de la police, pour notifier ses intentions.

3^o Celui qui fait le commerce des poisons d'après l'art. 11, partie E du mandement concernant la vente des marchandises médicinales, du 30 septembre 1823 est dispensé à l'avenir de l'assermentation.

Cependant, en recevant l'approbation indiquée dans le paragraphe 2, il est requis de se faire un devoir d'observer les prescriptions.

4^o Les requêtes, pour obtenir des exceptions aux prescriptions de l'article 5 pour le commerce industriel qui est déjà dispensé de ces prescriptions, sont à adresser aux autorités de la police, et quand les médecins et inspecteurs des pharmacies ont donné leur avis, elles doivent être remises au chef du département qui décidera.

5^o Les infractions aux règlements sur le commerce des poisons seront punies soit d'emprisonnement, soit d'une amende allant jus-

qu'à 150 marks, suivant l'article 365, chiffre 3 et 5 du recueil des lois du royaume, sur les peines à infliger, à condition qu'il ne s'agisse pas d'infractions à l'article 147, chiffre 1, du code commercial.

Remarque. — D'après l'article 34, § 3, du code commercial les lois du pays peuvent prescrire qu'une approbation spéciale soit indispensable pour le commerce des poisons.

Dans ce cas, ceux qui font le commerce des poisons sans autorisation ou qui n'exécutent pas les conditions indiquées dans l'autorisation, suivant l'article 147, chiffre 1, du code commercial peuvent être punis d'une amende jusqu'à 300 marks, ou si le paiement n'est pas possible, par de la prison.

L'article 367, chiffre 3 du recueil des lois du royaume, sur les peines à infliger, menace, celui qui sans autorisation de la police, prépare, met en vente, vend ou cède à d'autres du poison ou des médicaments, d'une amende de 150 marks ou de prison, si le commerce des produits en question n'est pas libre.

De la même peine est puni, d'après l'article 367, chiffre 5 du Code pénal, celui qui faisant le commerce des poisons, détenant ces poisons ou les préparant et les vendant, ne suit pas les prescriptions à ce sujet.

6° Pour s'assurer que toutes les prescriptions sont bien suivies, la police peut, de temps en temps, avec les médecins du district, après avoir consulté l'inspecteur des pharmacies, faire des visites inopinées dans les magasins où l'on vend des poisons et dans la salle aux poisons.

Prescriptions pour le ROYAUME DE SAXE

Les prescriptions des articles 4 et 6 partie A, sur les inscriptions et la présentation des récipients contenant des poisons, sur les ustensiles et récipients dans la salle aux poisons, sont applicables dans le royaume de Saxe, à partir du 1^{er} juillet 1897, avec les nouvelles prescriptions et les nouveaux arrangements. Pour les industries qui ont déjà été dispensées de ces prescriptions, les exceptions aux prescriptions de l'article 5, partie A, peuvent être laissées jusqu'au 1^{er} juillet 1898.

Ordonnance pour le GRAND-DUCHÉ DE HESSE
Prescriptions concernant le commerce des poisons

du 17 avril 1895 (1).

En se basant sur l'article 367, chiffres 3 et 5 du Code pénal et en relation avec les articles 326 jusqu'à 347 des Lois de la police sur les punitions, du 10 octobre 1871, conformément aux prescriptions sur le commerce des poisons, un arrêté, agréé par sa Grandeur le Grand-Duc, ordonne ce qui suit :

Articles 1 à 18 (Comme dans partie A).

Art. 19. — La surveillance pour l'application des prescriptions des articles 2 à 18 est faite sans avis préalable par la Commission de Santé de la région et par la Commission des Inspecteurs des Pharmacies, qui dans ce but font de temps en temps des visites dans les magasins où l'on vend des poisons.

Commerce des personnes qui détruisent les animaux nuisibles

Art. 20. — Les personnes qui font le commerce de détruire les animaux nuisibles doivent suivre les prescriptions des articles 2, 3, 4, 7 pour les récipients contenant les poisons ou les remèdes vénéneux qu'ils emploient pour détruire la vermine et doivent enfermer ces produits, lorsqu'ils ne les ont pas sur eux ou avec eux pour exercer leur métier, sous clef, dans une salle où eux seuls et leurs employés ont accès.

Art. 21 (Dans la partie A, art. 20).

Ces prescriptions entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1895.

Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des récipients contenant du poison et de leur conservation avec les ustensiles spéciaux, dans la salle aux poisons, sont applicables à partir du 1^{er} juillet 1896, avec les nouvelles prescriptions et nouveaux arrangements.

GRAND-DUCHÉ DE BADE

Prescriptions concernant le commerce des poisons

du 27 février 1895 (2).

En se basant sur l'article 367, chiffre 5, du Code pénal, sur les

(1) *Bulletin officiel du Grand-Duché de Hesse*, 1895, p. 33.

(2) *Recueil des lois et ordonnances du Grand-Duché de Bade*, 1895, p. 65.

peines à infliger et sur l'article 83 du livre des punitions par la police, conformément à la décision du conseil d'Etat, en date du 29 novembre de l'année précédente (1894), il a été ordonné ce qui suit :

Art. 1 à 18 (comme la partie A).

Art. 19. — La surveillance pour l'application des prescriptions des articles 2 à 18 est faite par les médecins de la conscription et par les Inspecteurs des pharmacies, qui font, dans ce but, de temps en temps, des visites inopinées dans les magasins où l'on détient des poisons.

Commerce de ceux qui détruisent les animaux nuisibles

Art. 20 (dans la partie A, art. 19).

Les personnes qui exercent la profession de détruire les animaux nuisibles doivent, pour leurs produits, suivre les prescriptions des articles 2, 3, 4 et 7, et quand ils ne les ont pas sur eux, les tenir dans un local fermé à clef où eux seuls et leurs employés peuvent entrer. Ils ne doivent pas confier leurs poisons et remèdes à d'autres.

Art. 21. — La pose d'arsenic pour tuer les animaux dans les habitations, dans les champs et dans les forêts est prohibée.

Art. 22 (dans la partie A, art. 20). — Ces prescriptions entrent en vigueur le 1^{er} juillet de cette année.

Les prescriptions des articles 4 et 6, sur la désignation des récipients contenant des poisons, et leur conservation avec les ustensiles spéciaux, dans la salle aux poisons, sont applicables immédiatement à partir du 1^{er} juillet 1896, époque indiquée au paragraphe 1^{er}.

Egalement au 1^{er} juillet de cette année, ne sont plus en vigueur : les prescriptions du 25 novembre 1865 et du 8 octobre 1874, concernant la préparation, la conservation et la vente des poisons ;

Les prescriptions du 28 septembre 1888, concernant les produits contenant du plomb et du zinc ;

Les prescriptions de l'article 8 de l'ordonnance du 9 novembre 1891, concernant la délivrance de remèdes agissant énergiquement.

Prescriptions pour le ROYAUME DE WURTEMBERG

*Ordonnance du Ministère de l'Intérieur, concernant le commerce
des poisons*

du 4 juin 1895 (1).

En application de la décision du Conseil d'Etat du 29 novembre 1894 il a été décidé ce qui suit, en se basant sur l'art. 367, chiffres 3 et 5, du Code pénal de l'Allemagne, et suivant l'art. 32, chiffre 5 de la loi du 27 décembre 1871, concernant les modifications aux droits de répression de la police (*Bulletin officiel du Wurtemberg*, p. 400), avec l'approbation de Sa Majesté royale, du 3 de ce mois.

Article premier. — Le métier du commerce des poisons est soumis aux prescriptions suivantes :

Comme poisons, ces prescriptions entendent les Drogues, préparations et compositions chimiques mentionnées dans la partie I.

Celui qui veut faire le commerce des poisons, s'il n'est pas pharmacien, doit faire part de son projet aux autorités de la Police locale.

Conservation des Poisons.

Art. 2 à 8 (comme dans la partie A).

Art. 9. — Au sujet de la conservation des poisons dans les pharmacies, les changements suivants sont apportés aux prescriptions des articles 3, 4, 5 et 8.

Pour l'art. 3, paragraphe 2. — Lorsqu'il s'agit de produits mentionnés dans les tableaux 2 et 3 de la partie I, qui ne peuvent être conservés dans des vitrines, ces produits doivent suivre les prescriptions de l'article 3.

Pour l'art. 4. — Les prescriptions de l'article 4 ne sont valables pour les pharmacies que lorsqu'elles se rapportent aux récipients contenant des acides minéraux, des lessives, du brome et de l'iode.

Pour l'art. 5. — La salle aux poisons peut, au cas où elle est installée dans le magasin, être entourée d'une cloison en lattes.

Les plus petits récipients des poisons du tableau I, peuvent être placés dans un réceptacle se trouvant dans le magasin, ou dans une pièce voisine spéciale, mais ce réceptacle spécial doit être fermé à clef et muni de l'inscription durable et visible « Poison » ou « Venena » ou « Tabula B ».

(1) *Bulletin officiel du Roy. de Wurtemberg*, 1895, p. 178.

Lorsque le besoin de poison est très minime et que tous les récipients contenant du poison peuvent être conservés de cette manière (dans un réceptacle ou armoire), l'établissement d'une salle aux poisons n'est pas obligatoire.

Pour l'art. 8. — Pour les petits récipients de poisons mentionnés au paragraphe ci-dessus, il faut employer des ustensiles spéciaux à enfermer dans des réceptacles spéciaux.

Pour les poisons désignés dans les tableaux 2 et 3, excepté la morphine, ses composés et ses préparations, des ustensiles spéciaux ne sont pas exigés.

Livraison des poisons.

Art. 10 à 12 (comme dans la partie A).

Art. 13. — Les poisons désignés dans les tableaux 1 et 2, ne doivent être remis à l'acheteur que contre reçu. Si le poison est demandé par un commissionnaire pour une autre personne ou pour son patron, le vendeur doit lui demander un reçu.

Les reçus doivent être faits suivant le modèle décrit dans la partie IV, avec le numéro correspondant du livre des poisons, et à conserver pendant dix ans.

Le reçu délivré par celui qui est venu chercher le poison doit être mis dans le livre aux poisons, dans la colonne réservée à cet effet.

Dans le cas mentionné à l'article 11, paragraphe 2, un reçu n'est pas obligatoire.

Art. 14 à 17 (comme dans la partie A).

Remèdes pour la destruction de la vermine.

Art. 18. — Avant de délivrer les produits en question qui sont considérés comme poisons, et destinés à la destruction des animaux nuisibles, chaque paquet doit être muni d'un mode d'emploi et des indications suffisantes pour prévenir le danger existant de l'emploi inconsideré de ces produits.

Il est défendu de mettre en vente et de délivrer du papier à mouches contenant de l'arsenic. Les autres produits contenant de l'arsenic, pour la destruction des animaux nuisibles, ne doivent être mis en vente et délivrés, que mélangés avec une eau colorée en vert.

Ces derniers ne doivent être délivrés que sur autorisation (art. 12).

Les produits, destinés aux animaux nuisibles, renfermant de la strychnine ne doivent être livrés que sous forme de céréale empoisonnée, contenant tout au plus 5 0/00 de strychnine, et teintés d'une façon durable en rouge foncé.

Les prescriptions ci-dessus peuvent momentanément ne pas être suivies, lorsqu'il s'agit de mesures extraordinaires prises pour la destruction d'animaux nuisibles (les souris des champs, par exemple) sous la surveillance de la police (comme art. 21).

Art. 19 (comme partie A).

Art. 20. — La pose d'arsenic et de strychnine à l'air libre, particulièrement dans les jardins, les champs et les forêts, pour la destruction des rats, souris, animaux de proie, oiseaux, etc., est défendue.

La pose d'arsenic et de strychnine pour la destruction des rats, souris, mouches, mites et animaux de ce genre est défendue dans les habitations.

Art. 21. — Si, en cas de reproduction extraordinaire des souris des champs d'autres moyens de destruction étaient infructueux, le Grand Baillage pourrait autoriser l'emploi d'arsenic et de strychnine en plein air, sous les restrictions suivantes :

1° La requête pour obtenir l'autorisation d'employer les produits nécessaires à l'empoisonnement des souris des champs, doit être présentée par le Conseil de la Commune au Grand Baillage.

Le grand Baillage doit consulter à ce sujet ses médecins et ordonner certaines règles pour éviter de nuire aux personnes.

2° La police locale doit aller chercher les poisons chez le vendeur. Celle-ci doit désigner à ce sujet pour aller chercher le poison, des personnes tout à fait sûres ; les mêmes précautions doivent être prises jusqu'au moment où le poison sera employé.

3° L'emploi du poison doit avoir lieu dans le temps fixé par le Grand Baillage, par des hommes sûrs, sous la surveillance et la direction de la police, et de façon à ce que les trous dans lesquels le poison sera déposé soient recouverts ou piétinés.

Dans le voisinage immédiat des sources et fontaines, les poisons ci-dessus ne doivent pas être posés.

4° Au moins trois jours avant la pose du poison, les habitants de l'endroit ainsi que des pays environnants doivent être prévenus de l'endroit où les produits seront employés.

Art. 22. — Pour assurer l'application des prescriptions des articles 2 à 18, des visites inopinées doivent être faites par les médecins inspecteurs dans les magasins de vente ou de dépôt des poisons.

En ce qui concerne les pharmacies, les inspecteurs des pharmacies doivent, dans leurs visites, faire spécialement attention au commerce des poisons.

Du reste, c'est une obligation pour la police locale, de surveiller l'application des instructions données.

Art. 23 (dans partie A, art. 20).

Ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} juillet de cette année.

Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des réipients contenant du poison, et leur conservation avec les ustensiles spéciaux dans la salle aux poisons seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1897, avec les modifications et nouvelles prescriptions.

Pour l'industrie, qui a été déjà dispensée de ces prescriptions, des exceptions peuvent être faites aux dispositions de l'article 5, et durer jusqu'au 1^{er} juillet 1898, par le gouvernement du district.

L'ordonnance ministérielle du 12 janvier 1876, concernant la vente, la conservation et l'application des poisons (*Bulletin officiel*, page 21, 1876), ne sera plus en vigueur, dès que la présente ordonnance sera appliquée.

ROYAUME DE BAVIÈRE

Prescriptions concernant le commerce des poisons

du 16 juin 1895 (1).

Nous avons révisé l'ordonnance du 25 avril 1877, traitant le commerce avec les poisons (*Bulletin officiel*, 1877, page 256) et nous ordonnons ce qui suit en nous basant sur l'article 367, chiffre 3 et 5 du Code pénal allemand, sur l'article 34 du Code commercial et l'article 2, chiffres 8 et 9 du Code pénal de la police :

Art. 1 à 12 (comme partie A).

Art. 13. — Les poisons désignés dans les tableaux 1^{er} et 2, ne doivent être livrés que contre un reçu, de l'acheteur.

Si le poison est demandé par un commissionnaire, le vendeur doit aussi lui réclamer un reçu.

Le reçu est à faire suivant le modèle indiqué dans la partie IV, avec le numéro correspondant du livre des poisons, et à conserver pendant dix années.

Le reçu délivré par celui qui a reçu le poison doit être mis dans une colonne du livre des poisons.

Dans le cas prévu à l'article 11, paragraphe 2, l'établissement d'un reçu n'est pas obligatoire.

(1) *Bulletin officiel de Bavière*, 1895, page 267.

Art. 14 à 17 (comme partie A).

Produits pour détruire les animaux nuisibles

Art. 18. — Pour la livraison des produits contenant du poison pour détruire les animaux nuisibles (dénommés vermine) à chaque paquet doit être joint une indication sur le danger résultant de l'emploi inconsideré du produit.

Les termes de ces indications peuvent être donnés par les autorités de la police du district d'accord avec les médecins de la région.

Il est défendu de vendre ou livrer du papier à mouches contenant de l'arsenic. Les autres produits contenant de l'arsenic pour la destruction de la vermine ne doivent être mis en vente et délivrés qu'avec une eau colorée en vert ; ces produits ne doivent être remis que contre autorisation (art. 12).

Les produits contre la vermine, contenant de la strychnine, ne doivent être délivrés que sous forme de céréale empoisonnée, contenant tout au plus 5 pour mille de strychnine et teintés en rouge foncé d'une façon durable.

Les prescriptions ci-dessus peuvent être déclarées momentanément non en vigueur par les autorités de la police du district quand et seulement lorsqu'il s'agit de mesures extraordinaires prises pour l'extermination d'animaux nuisibles, par exemple les souris des champs. A ce sujet, il faut suivre les indications renfermées dans l'ordonnance du 3 mars 1873, concernant l'emploi du poison pour l'extermination des souris des champs.

Art. 19 (comme partie A).

Indications diverses. — Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des récipients contenant des poisons et leur conservation avec les ustensiles spéciaux dans la chambre aux poisons sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1897.

Pour l'industrie, qui a été déjà dispensée de ces prescriptions il peut y avoir des exceptions aux prescriptions, de l'article 5 jusqu'au 31 décembre 1897, ces exceptions sont accordées par le gouvernement royal du district, chambre de l'Intérieur.

Approbation

Art. 21. — Le droit de préparer et de vendre les poisons spécifiés aux tableaux 1 et 2 exige une approbation. Cette approbation doit être donnée lorsque le postulant s'est décidé à exercer le commerce en question et s'est montré capable de l'exercer.

Les conditions pour accorder ou retirer l'approbation sont traitées

dans les articles 40 et 53 du Code commercial du royaume, et dans les articles 16 et 24 de l'ordonnance royale du 29 mars 1892, concernant l'exécution du Code commercial du Royaume.

Art. 22. — Des prescriptions de l'article 21 sont abstenus :

1^o Les propriétaires de pharmacies, les médecins et les vétérinaires d'après la mesure des prescriptions spéciales à leur faculté.

2^o Les propriétaires de mines ou de fonderies, qui, par l'exercice de leur travail, retirent des poisons soit comme produit principal ou mélangés à d'autres produits.

3^o Les propriétaires de fabrique de produits chimiques ainsi que les fabriques et industries de ce genre qui emploient les poisons comme accessoires.

4^o Les personnes qui font le métier de détruire la vermine, en ce qui concerne les poisons qui leur sont nécessaires pour exercer leur métier et qui entrent dans les produits qu'ils emploient.

5^o Les personnes qui font le métier de recueillir des herbes vénéneuses, des graines, des racines vénéneuses ainsi que des cantharides.

Notification

Art. 23. — La personne qui veut faire le commerce des poisons mentionnés dans la partie A, doit, si elle n'est pas concessionnaire d'une pharmacie, en demander l'autorisation aux autorités de la police locale.

Les autorités doivent délivrer un reçu de cette demande en accordant l'autorisation.

Préparation et maniement des poisons

Art. 24. — La préparation ainsi que le maniement des poisons mentionnés aux tableaux 1 et 2, doivent se faire seulement dans des locaux spéciaux, séparés du reste de l'habitation, où aucun étranger à la maison ne puisse entrer et installés suivant les règles indispensables de la prudence pour éviter tout accident et toute méprise.

Le travail terminé, ces locaux doivent être soigneusement fermés à clef.

Les ustensiles, balances, cuillers, tamis, entonnoirs, etc., servant à la préparation et à la manipulation des poisons doivent être conservés soigneusement, porter la mention « poison » et ne pas servir à d'autres buts.

Les prescriptions spéciales pour certaines industries n'excluent pas les prescriptions au sujet de la manipulation des poisons.

Livraison des poisons

Art. 25. — La livraison des poisons des tableaux 1 et 2 doit être faite dans des emballages soigneusement faits, durables, convenables, suffisants et solides afin d'éviter que le paquet soit troué ou le contenu renversé.

Le contenant ou l'emballage doit porter l'inscription lisible et très visible « poison » et doit être cacheté.

Le chargement des colis contenant des poisons ne doit pas se faire avec des produits comestibles.

Les prescriptions ci-dessus ne sont pas applicables aux poisons présentés sous forme de médicaments préparés sur ordonnances des médecins.

Trafic privé

Art. 26. — En dehors du trafic commercial, la personne qui possède des poisons de la partie 1, doit les conserver avec soin de façon à éviter tout accident et toute méprise.

Surveillance

La surveillance immédiate du commerce consistant dans la préparation et la vente des poisons par des personnes autorisées, appartient aux autorités de la police du district et aux médecins du district ; ceux-ci doivent faire de temps en temps des visites inopinées dans les magasins de vente ou de préparation des poisons.

Art. 28. — Les prescriptions présentes, par lesquelles toutes les autres prescriptions précédentes contradictoires sont abolies, notamment l'ordonnance du 25 avril 1877, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1895, dans tout le royaume.

La liste des poisons est sujette à des révisions de temps en temps ; le ministère d'Etat royal de l'Intérieur a le pouvoir d'instituer et de faire connaître les changements éventuels.

• GRAND-DUCHÉ DE SAXE-ALTENBOURG

Ordonnance du Ministère ducal de l'Intérieur concernant le commerce des poisons

du 22 mai 1895 (1).

Avec la très haute approbation de sa Grandeur le Duc, il a été

(1) *Bulletin Officiel du Duché de Saxe-Altenbourg*, 1895, page 641.

ordonné ce qui suit, conformément à des prescriptions semblables dans les Etats réunis, sur le commerce des poisons.

1^o Les prescriptions suivantes concernant le commerce des poisons entrent en vigueur le 1^{er} juillet de cette année.

2^o Celui qui veut faire le commerce des poisons indiqués dans les listes 1 et 2, partie I, doit avoir l'approbation des autorités de la police.

Pour accorder cette approbation, on doit prendre l'avis des médecins du district, et, indispensablement de l'inspecteur des pharmacies. Pour accorder ou retirer cette approbation, il y a lieu de suivre les prescriptions des articles 40 et 53 du Code commercial.

Celui qui veut seulement exercer le commerce des poisons indiqués au tableau 3, doit faire part de ses intentions aux autorités de la police qui doivent lui donner un reçu de sa déclaration.

La faculté de vendre et de tenir des poisons, est sujette également aux prescriptions de l'ordonnance impériale du 27 janvier 1890.

3^o Le commerçant en poisons doit suivre exactement les prescriptions suivantes sur le commerce des poisons, sous peine de répression et punitions.

4^o Les demandes pour obtenir des exceptions aux prescriptions de l'article 5, pour les industries qui en sont déjà dispensées, doivent être faites aux autorités de la police et après enquête favorable par les médecins de la région et l'inspecteur des pharmacies, ces demandes sont transmises au Ministère ducal de l'Intérieur du Duché, pour y donner suite.

5^o Les infractions aux prescriptions concernant le commerce des poisons seront punies, lorsqu'il ne s'agit pas d'infraction à l'article 147, chiffre 1, du Code commercial, suivant le Code pénal, article 367, chiffres 3 et 5, d'amende allant jusqu'à 150 marks ou de prison.

6^o Pour s'assurer que toutes les prescriptions sont exactement suivies, les autorités de la police et les médecins de la région, après avis de l'Inspecteur des pharmacies, doivent faire de temps en temps des visites inopinées dans les dépôts et les magasins où l'on vend des poisons.

7^o Les prescriptions précédentes du Gouvernement du duché du 27 avril 1835 sur le commerce des poisons et médicaments, ainsi que sur la vente des poisons; les modifications qui avaient été apportées aux dites prescriptions et conséquemment les prescriptions du Gouvernement ducal : du 22 août 1839 sur les préparations vénéneuses pour les rats et les souris (*Recueil des lois* 1839 page 58); du 29 novembre 1849 sur la vente du phosphore (*Recueil des lois*

1849, page 241) ; du 1^{er} et 23 avril 1852 sur la vente des poisons (*Recueil des lois* 1852, pages 20 et 107) ; du 1^{er} février 1855 sur la destruction des souris des champs par la pose de blé empoisonné (*Recueil* 1855, page 43) ; du 14 septembre et 8 octobre 1857 sur la destruction des souris des champs par l'emploi de céréales empoisonnées (*Recueil* 1857, pages 181 et 184) ; de plus également les publications ministérielles du 22 avril 1874, sur le commerce des poisons (*Recueil* 1874, page 52) et du 25 janvier 1887 sur la destruction des souris des champs par l'emploi de céréales empoisonnées (*Recueil* 1887, page 6), ainsi que toutes autres prescriptions contradictoires avec les nouvelles ordonnances, ne sont plus en vigueur à partir du 1^{er} juillet de cette année 1895.

Prescriptions concernant le commerce des poisons

Art. 1 à 19 (comme dans la partie A).

Art. 20 (dans partie A, article 20).

Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des réipients contenant les poisons et les ustensiles affectés aux poisons, sont applicables à partir du 1^{er} juillet 1897 avec les modifications et nouvelles prescriptions.

GRAND-DUCHÉ D'OLDENBOURG

Publication du Ministère d'Etat, concernant le commerce des poisons
du 1^{er} février 1895 (1).

Au sujet des prescriptions de l'article 367, chiffres 3 et 5 du Code pénal, le ministère d'Etat, avec haute approbation, a ordonné les prescriptions suivantes :

Art. 1 à 19 (comme dans partie A).

Art. 20. — Les publications du ministère d'Etat, du 6 décembre 1879 (*Bulletin officiel*, volume 25, page 543) et du 30 octobre 1880 (*Bulletin officiel*, vol. 25, p. 863) concernant le commerce des poisons sont annulées.

Cependant sont encore valables les articles 1 et 13 de la publication du 6 décembre 1879, qui disent :

Art. 1. — Le commerce de poisons et des substances vénéneuses est

(1) *Bulletin Officiel du Grand-Duché d'Oldenbourg*, 1895, page 627.

seulement permis aux pharmaciens et aux personnes qui ont une autorisation spéciale du tribunal (magistrat).

Cette autorisation ne doit être accordée que lorsque le demandeur est reconnu assez sérieux pour exercer ce métier.

Art. 13. — La surveillance du commerce des poisons est faite par les autorités de la police et les employés médicaux. A cet effet, de temps en temps, des visites sont faites dans les magasins en question. Les propriétaires du commerce sont obligés non seulement de laisser entrer les membres de la commission de visite dans leur magasin ou dépôt, mais encore de leur montrer leur autorisation d'exercer ce commerce, de leur faire voir le livre des poisons avec toutes les justifications voulues, de répondre à toutes les demandes qui pourraient leur être faites et de leur faciliter leur vérification.

Art. 21. — La publication du Ministère d'Etat, du 21 décembre 1891 concernant les prescriptions pour livrer des médicaments énergiques, ainsi que la constitution et la désignation des bouteilles ou récipients contenant des médicaments dans les pharmacies (*Bulletin officiel*, vol. 29, page 561), n'est pas annulée par ces nouvelles prescriptions.

Art. 22 (Art. 20 dans partie A).

Les prescriptions ci-dessus entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1895.

Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des récipients et de leur conservation avec les ustensiles, dans la chambre aux poisons seront en vigueur, avec les modifications et nouvelles prescriptions de cette année, à partir du 1^{er} juillet 1898.

Pour les industries qui ont déjà été dispensées des prescriptions de l'article 5, ces dispenses peuvent durer jusqu'au 1^{er} juillet 1900.

DUCHÉ DE BRUNSWIG

Loi concernant le commerce des poisons

du 9 juin 1895 (1).

Par la grâce de Dieu, nous Albrecht, prince de Prusse, etc., régent du Duché de Brunswick, publions la loi suivante, après avoir demandé avis et conseil.

Art. 1 à 18 (comme dans partie A).

(1) *Recueil des lois et ordonnances*, 1895, p. 201.

Approbation pour le commerce des poisons

Art. 19. — Celui qui veut faire le commerce des poisons indiqués aux tableaux 1 et 2 de la partie A, doit avoir à cet effet l'approbation de la direction ducale de sa région ; pour la ville de Brunswick, l'approbation de la direction de la police ducale. Pour donner ou retirer l'approbation, il faut suivre les prescriptions des articles 40 et 53 du Code commercial et les indications publiées à ce sujet.

Celui qui veut faire le commerce des poisons indiqués au tableau 3 de la partie I, doit informer de son intention les autorités de la police et les autorités de la police doivent délivrer un reçu de cette déclaration.

Les prescriptions de ce paragraphe ne sont pas applicables aux pharmaciens concessionnaires.

Art. 20 (comme partie A, art. 19).

Les personnes qui exercent le métier de détruire les animaux nuisibles doivent suivre les prescriptions des articles 2, 3, 4 et 7 au sujet de leurs récipients contenant des poisons ou des remèdes vénéneux contre la vermine, et lorsqu'ils n'ont pas ces produits avec eux pour exercer leur métier, ils doivent les conserver dans un local fermé à clef où n'ont accès que le propriétaire du local et ses employés. Ils ne doivent pas confier leurs poisons et produits à d'autres personnes.

Art. 21. — Le commerce des poisons est sous la surveillance des autorités de la police et des médecins. Les autorités de la police ont à faire de temps en temps, après consultation des médecins, et avec les spécialistes envoyés par le Ministère d'Etat, des visites inattendues dans les dépôts et magasins de vente des poisons.

Art. 22. — Les infractions aux prescriptions de cette loi, lorsqu'il ne s'agit pas d'infraction à l'article 147, chiffre 1 du Code commercial du royaume, sont punies suivant l'article 367 chiffre 3 et 5 du Code pénal, par des amendes allant jusqu'à 150 marks ou par de la prison.

Art. 23. — Toutes les lois en contradiction avec les présentes prescriptions ne sont plus en vigueur, particulièrement la loi sur le commerce des poisons, médicaments et couleurs du 31 mars 1843 (n° 5 à 7) ; la loi concernant la modification apportée à l'article 6 de la précédente du 8 février 1857 (n° 11) ; la loi complétant la première mentionnée, du 24 décembre 1867 (*Recueil des lois* de 1868, n° 2) ; et l'article 5, chiffre 1 et 3 de la loi au sujet de la punition des infractions de la police, du 27 novembre 1872 (*Recueil des lois et ordonnances* de 1873, n° 2).

Art. 24. — Compléments et modifications des dispositions de cette loi peuvent être faits par ordre du gouvernement.

Art. 25 (dans partie A, art. 20).

La loi présente entre en vigueur le 1^{er} juillet 1895.

Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des réci-
pients et leur conservation avec les ustensiles spéciaux dans la salle
aux poisons seront en vigueur le 1^{er} juillet 1895 et les modifications
et nouvelles prescriptions, à partir du 1^{er} juillet 1897.

Pour les industries qui ont été déjà dispensées de cette loi, les
autorités de la police peuvent laisser ces dispenses aux prescriptions
de l'article 5 jusqu'au 1^{er} juillet 1898.

Tous ceux que cette loi concerne doivent la suivre.

GRAND DUCHÉ DE SAXE-WEIMAR-EISENACH

Loi concernant le commerce des poisons

du 20 mars 1895 (1).

Nous, Charles Alexandre, etc., ordonnons ce qui suit au sujet du
commerce des poisons, en annulation de la loi du 1^{er} juillet 1858
(*Bulletin officiel*, 1858, p. 173).

Art. 1. — Pour faire le commerce des poisons, hors d'une phar-
macie, une autorisation spéciale est indispensable.

Art. 2. — L'autorisation doit être refusée lorsqu'une des condi-
tions nécessaires pour exercer ce commerce, n'est pas remplie ou
lorsque le demandeur n'est pas assez sérieux pour faire le commerce
des poisons.

Art. 3. — L'autorisation peut être limitée à certains poisons ou
aux couleurs vénéneuses.

Art. 4. — L'autorisation doit être accordée suivant les prescrip-
tions du Code commercial, loi du 18 septembre 1869 et 2 juin 1870.

Art. 5. — Celui qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi,
a obtenu une autorisation, suivant l'article 1, paragraphe 1 de la loi
précédente du 1^{er} juillet 1858, n'a pas besoin d'une nouvelle autori-
sation, tant que la première autorisation est valable.

Art. 6. — La désignation des objets à considérer comme poisons
et la dispense accordée aux industries, pour certaines prescriptions

(1) *Bulletin off. du Grand-Duché*, 1895, p. 109.

de la loi sur le commerce des poisons, ressortent de notre Ministère d'Etat.

Art. 7. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1895.

*Ordonnance ministérielle pour l'application
de la loi du 20 mars 1895 concernant le commerce des poisons
du 21 mars 1895 (1).*

Au sujet de l'article 6 de la loi du 20 mars de cette année, concernant le commerce des poisons, il a été ordonné ce qui suit, avec très haute approbation.

Art. 1 à 19 (comme dans partie A).

Art. 20. — La présente ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} juillet de cette année 1895.

Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des réipients contenant les poisons et leur conservation avec les ustensiles, dans la salle aux poisons, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1898.

*Ordonnance ministérielle, concernant la conservation des poisons
par des personnes autres que les commerçants
du 1^{er} mai 1895 (2).*

Comme conclusion à l'ordonnance ministérielle du 21 mars 1895 pour l'application de la loi du 20 mars 1895 concernant le commerce des poisons, il a été ordonné ce qui suit, avec très haute approbation.

La conservation des poisons (article 1 de l'ordonnance minist. du 21 mars 1895) qui se trouvent en possession de personnes autres que celles qui en font le commerce, et qui n'ont pas été donnés comme remèdes dans une pharmacie, doit être surveillée par leur possesseur, de façon à ce que lui seul et ses employés puissent en approcher, lorsque ces poisons ne sont pas utilisés. Ceux qui délivrent le poison doivent en faire la recommandation à leur acheteur.

Les personnes qui exercent le métier de détruire les animaux nuisibles, doivent suivre les prescriptions de l'article 19 de l'ordonnance ministérielle du 21 mars 1895,

Les infractions à ces règlements seront punies suivant l'article 367, chiffre 5, du Code pénal, par des amendes allant jusqu'à 150 marks ou même par de la prison.

(1) *Bulletin off. du Grand-Duché de Saxe-W.-Eis.*, 1895, p. 411.

(2) *Bulletin off. du Grand-Duché*, 1895, p. 229.

DUCHÉ D'ANHALT

Ordonnance concernant le commerce des poisons

du 8 avril 1895 (1).

Comme suite à la décision du gouvernement des Etats réunis du 29 novembre 1894, sur la conservation et la délivrance des poisons, il a été ordonné ce qui suit :

Art. I. — Autorisation pour faire le commerce des poisons.

Le commerce des poisons et matières vénéneuses n'est permis, en dehors des pharmaciens, qu'aux personnes qui ont obtenu une autorisation spéciale des autorités de la police du district. Cette permission ne doit être accordée qu'aux personnes reconnues capables et sûres pour exercer ce commerce et qui présentent un certificat des physiiciens du district, attestant qu'elles connaissent les prescriptions sur le commerce des poisons et les propriétés des substances vénéneuses désignées dans la partie I.

Art. II. — Surveillance du commerce des poisons.

Le commerce des poisons est sous la surveillance des autorités de la police et du corps médical.

Le propriétaire du commerce doit consentir aux inspections de son magasin et de son dépôt, doit montrer son autorisation à exercer le commerce des poisons, laisser voir son livre des poisons et répondre à toutes les questions qui pourraient lui être posées, lors des visites des inspecteurs.

Art. III. — Conservation et délivrance des poisons.

Le commerce des poisons est sujet aux prescriptions suivantes :

Art. 1 à 8 (comme dans partie A).

Art. 9. — Au sujet de la conservation des poisons dans les pharmacies, les prescriptions spéciales en vigueur jusqu'ici restent valables.

Art. 10 à 19 (comme dans partie A).

Art. 20 (dans partie A, article 20).

Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des récipients contenant des poisons et leur conservation avec les ustensiles spéciaux dans la salle aux poisons, sont applicables à partir du 1^{er} janvier 1896.

Pour les industries qui ont été déjà dispensées de ces prescriptions, les dispenses sont valables jusqu'au 1^{er} janvier 1896.

(1) *Recueil des lois du Duché d'Anhalt*, 1895, p. 509.

Art. IV. — Pénalités.

Les infractions aux prescriptions ci-dessus, lorsque d'autres pénalités plus importantes ne sont pas appliquées, peuvent être punies de prison ou d'une amende allant jusqu'à 30 marks.

Cette ordonnance de police entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1895, en même temps que seront annulées les prescriptions du 22 janvier 1879, n° 510 du *Recueil des lois*, et les prescriptions du 28 novembre 1883, n° 569 du *Recueil des lois*.

DUCHÉ DE SAXE-MEININGEN

*Ordonnance du Ministère d'Etat ducal concernant
le commerce des poisons*

du 28 janvier 1895 (1).

Avec la très haute approbation de sa Grandeur le Duc, il a été ordonné ce qui suit sur le commerce des poisons, en corrélation avec l'ordonnance du gouvernement des Etats confédérés, et avec l'article 1 de la loi du 9 mai 1895, concernant le Code commercial.

Art. 1 à 8 (comme dans partie A).

Art. 9. — Au sujet de la conservation des poisons dans les pharmacies, prennent place les changements suivants dans les prescriptions des articles 4, 5 et 8.

Différences avec l'art. 4. — Les prescriptions de l'article 4 ne sont valables pour les pharmacies qu'autant qu'elles s'appliquent aux récipients contenant des acides minéraux, des lessives, du brome et de l'iode.

Différences avec l'art. 5. — La chambre aux poisons, au cas où elle est installée dans un magasin, peut aussi être entourée d'une cloison en lattes.

Les plus petits récipients du tableau 1 peuvent être conservés dans le magasin, ou dans un local spécial à côté mais dans un réceptacle spécial, fermé à clef, muni de l'inscription visible et durable « Poison » ou « Venena » ou « Tabula B ».

Lorsque le besoin de poison est très minime et que tous les récipients contenant les poisons du tableau 1 peuvent être conservés de cette façon (dans un réceptacle spécial), l'établissement d'une salle aux poisons n'est pas obligatoire.

Différences avec l'art. 8. — Pour les plus petits récipients mentionnés ci-dessus, contenant des poisons du tableau 1, il faut

(1) *Recueil des lois du Duché*, 1895. N° 63, p. 503.

employer des ustensiles spéciaux, à mettre dans des réceptacles spéciaux. Pour les poisons mentionnés aux tableaux 2 et 3, à l'exception de la morphine et de ses composés, les ustensiles spéciaux ne sont pas obligatoires.

Art. 10 à 19 (comme dans partie A).

Pénalités.

Art. 20. — Les infractions aux prescriptions ci-dessus, — quand les prescriptions du Code pénal du royaume ne seront pas applicables, — seront punies d'une amende allant jusqu'à 75 marks ou par de la prison qui pourra atteindre deux semaines.

Prescriptions finales.

Art. 21 (dans partie A, art. 20).

Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des réceptacles contenant des poisons et leur conservation avec les ustensiles spéciaux dans la salle aux poisons, seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1898 avec les nouvelles modifications et institutions.

Pour les industries qui ont déjà été dispensées de ces prescriptions, ces dispenses à l'article 5 peuvent être laissées valables jusqu'au 1^{er} juillet 1898, avec l'autorisation du Préfet, d'accord avec le corps médical.

Pour le reste, les autres prescriptions entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1895.

Art. 22. — L'ordonnance du 3 octobre 1832, pour éviter les méprises dans l'emploi des poisons ; les prescriptions du 13 avril 1835, concernant le commerce des poisons et les prescriptions du 23 mars 1877 concernant la destruction des animaux nuisibles ne sont plus valables.

ROYAUME DE PRUSSE

Ordonnance concernant le commerce des poisons

du 24 août 1895.

Dès que, par la loi du 13 août 1895 (*Recueil des lois*, page 519) revisant les ordonnances précédentes, les prescriptions du 11 octobre 1801 furent annulées, il a été ordonné ce qui suit, d'accord avec l'article 136, paragraphe 3 de la loi du 3 juillet 1883 et avec la décision du Conseil d'Etat du 29 novembre 1894.

Article premier. — Le commerce des poisons est sujet aux prescriptions des articles 2 à 18. Comme poisons, sont compris, dans le sens de ces prescriptions, les drogues et composés chimiques indiqués dans la partie 1.

Art. 2 à 19 (comme dans partie A).

Art. 20. — Les prescriptions des articles 4 et 6 sur la désignation des récipients et leur conservation avec les ustensiles spéciaux, dans la salle aux poisons, seront applicables avec les nouvelles institutions et prescriptions à partir du 1^{er} janvier 1897.

Pour les industries qui ont été dispensées des prescriptions de l'article 5, cette dispense restera valable jusqu'au 31 décembre 1898.

Art. 21. — Dès que les prescriptions ci-dessus entreront en vigueur, dans toute la monarchie, toutes les ordonnances provinciales et gouvernementales contradictoires seront annulées.

Art. 23. — Les infractions à cette ordonnance, lorsque la loi ne prévoit pas de plus fortes peines, seront punies suivant l'article 367, n° 5 du Code pénal, par une amende allant jusqu'à 150 marks ou par de la prison.

PHARMACOPÉE ALLEMANDE DE 1911

Nouveaux tableaux des poisons établis en août 1910 par les autorités compétentes des Etats confédérés.

TABEAU A

Le tableau A indique les doses maxima des substances toxiques, pour les grandes personnes.

Les substances désignées ci dessous qui sont utilisées en pharmacie, pour l'usage interne, ne peuvent être délivrées par le pharmacien, que sur ordonnance de médecin et à la condition qu'elles soient prescrites dans les doses normales de 24 heures. Toutefois, si le médecin juge nécessaire de prescrire une dose plus forte, il confirmera cette dose par le signe (!) d'exclamation, pour indiquer qu'il l'a fait avec intention, ce qui permettra au pharmacien de délivrer l'ordonnance.

Cette décision s'applique également aux produits ci-dessous destinés aux collyres, aux aspirations, aux injections sous-cutanées, aux lavements et aux suppositoires.

	Quantité par dose	Dose maxima en 24 heures
Acetanilidum	0.50	1.50
Acidum arsenicosum	0.005	0.015
Acidum carbolicum	0.10	0.30
Acidum diaethylbarbituricum	0.75	1.50
Æthylmorphinum hydrochloricum	0.03	0.10
Agaricinum	0.10	—
Amylenum hydratum	4.00	8.00
Antipyrin	2.00	4.00
Apomorphinum hydrochloricum	0.02	0.06
Aqua amygdalarum amararum	2.00	6.00
Argentum nitricum	0.03	0.10
Arsacetin	0.20	—
Atoxyl	0.20	—
Atropinum sulfuricum	0.001	0.003
Bromoformium	0.50	1.50
Cantharides	0.05	0.15
Chloratum formamidatum	4.00	8.00
Chloralum hydratum	3.00	6.00
Chloroformium	0.50	1.50
Cocaïnum hydrochloricum	0.05	0.15
Codeïnum phosphoricum	0.10	0.30
Coffeïnum	0.50	1.50
Coffeïnum Natrium salicylicum	1.00	3.00
Cuprum sulfuricum	1.00	1.00
Diacetylmorphinum hydrochloricum	0.005	0.015
Dionin	0.03	0.10
Diuretin	1.00	6.00
Duotal	1.00	3.00
Extractum belladonnæ	0.05	0.15
» colocynthis	0.05	0.15
» Filicis	10.00	10.00
» Hyoscyami	0.10	0.30
» opii	0.10	0.30
» strychni	0.05	0.10
Folia belladonnæ	0.20	0.60
» digitalis	0.20	1.00
» hyoscyami	0.40	1.20
» stramonii	0.20	0.60
Fructus colocynthis	0.30	1.00

	Quantité par dose	Dose maxima en 24 heures
Guayacolum carbonicum	1.00	3.00
Gutti	0.30	1.00
Herba Lobeliæ	0.10	0.30
Heroin hydrochloricum	0.005	0.015
Hexamethylentetraminum	1.00	3.00
Homatropinum hydrobromicum.	0.001	0.003
Hydrargyrum bichloratum	0.02	0.06
» biiodatum	0.02	0.06
» cyanatum	0.01	0.03
» oxydatum	0.02	0.06
» oxydatum via humida para- tum	0.02	0.06
» salicylicum	0.02	—
Hydrastininum hydrochloricum	0.03	0.10
Iodoformium	0.20	0.60
Iodum	0.02	0.06
Kreosotum.	0.50	1.50
Lactophenin	0.50	3.00
Lactylphenetidinum	0.50	3.00
Liquor Kalii arsenicosi.	0.50	1.50
Methylsulfonalum	2.00	4.00
Morphinum hydrochloricum	0.03	0.10
Natrium acetylarsanilicum	0.20	—
Natrium arsanilicum	0.20	—
Natrium nitrosum	0.30	1.00
Oleum crotonis	0.05	0.15
Opium pulveratum	0.15	0.50
Paraldehyd	5.00	10.00
Phenacetinum	1.00	3.00
Phosphorus	0.001	0.003
Physostigminum salicylicum.	0.001	0.003
Pilocarpinum hydrochloricum	0.02	0.04
Plumbum aceticum	0.10	0.30
Podophyllum	0.10	0.30
Pulvis Ipecacuanhæ opiatas	1.50	5.00
Pyramidon	0.50	1.50
Pyrazolonum dimethylaminophenyldime- thylicum	0.50	1.50
Pyrazolonum phenyldimethylicum	2.00	4.00

	Quantité par dose	Dose maxima en 24 heures
Pyrazolonum phenyldimethylicum salicy- licum.	2.00	6.00
Salipyrin	2.00	6.00
Santoninum	0.10	0.30
Scopolaminum hydrobromicum	0.0005	0.0015
Semen strychni	0.10	0.20
Strychninum nitricum	0.005	0.01
Sulfonalum	2.00	4.00
Suprarenin hydrochloricum	0.001	—
Tartarus stibiatus	0.10	0.30
Theobromino-natrium salicylicum	1.00	6.00
Theocin.	0.50	1.50
Theophyllinum	0.50	1.50
Tinctura aconiti	0.50	1.50
» cantharidum	0.50	1.50
» colchici	2.00	6.00
» colocynthidis	1.00	3.00
» digitalis	1.50	5.00
» Iodi	0.20	0.60
» Lobelie	1.00	3.00
» opii crocata	1.50	5.00
» opii simplex	1.50	5.00
» strophanthi	0.50	1.50
» strychni	1.00	2.00
Trional	2.00	4.00
Tubera aconiti	0.10	0.30
Urotropin	1.00	3.00
Veratrinum	0.002	0.005
Veronal	0.75	1.50
Zincum sulfuricum	1.00	1.00

TABLEAU B

Ce tableau B indique les poisons qu'il faut conserver dans une armoire fermée à clef, sous surveillance spéciale.

La loi donne la liste par ordre alphabétique en latin, puis la même par ordre alphabétique en allemand.

Acidum arsenicosum.

Arecolinum hydrobromicum.

Atropinum sulfuricum.

Homatropinum hydrobromicum.

Hydrargyrum bichloratum.

» biiodatum.

» cyanatum.

» oxydatum.

» oxydatum via humida paratum.

» præcipitatum album.

» salicylicum.

Liquor Kalii arsenicosi.

Natrium acetylarsanilicum.

» arsanilicum.

Pastilli Hydrargyri bichlorati.

Phosphorus.

Physostigminum salicylicum.

» sulfuricum.

Scopolaminum hydrobromicum.

Strychninum nitricum.

Suprarenin hydrochloricum.

Veratrinum.

TABLEAU C

Ce tableau C indique les substances « Separanda » qui doivent être séparées des autres produits et gardées avec précaution.

Acetanilidum.

Acetum sabadillæ.

» scillæ.

» carbolicum.

» » liquefactum.

» chromicum.

» diaethylbarbituricum.

» hydrochloricum.

» nitricum.

» » crudum.

» » fumans.

» sulfuricum.

» » crudum.

» trichloraceticum.

Aether bromatus.

» chloratus.

Æthylmorphinum hydrochloricum.

Agaricinum.

H. Pruvost.

- p. Aminobenzoyldiaethylaminoethanolum hydrochloricum.
Amylenum hydratum.
Amylium nitrosum.
Anaesthesin.
Apomorphinum hydrochloricum.
Aqua amygdalarum amararum.
Argentum nitricum.
Argentum nitricum cum Kalio nitrico.
Baryum chloratum.
Benzoylæthylidimethylaminopropanolum hydrochloricum.
Bromoformium.
Bromum.
Bulbus scillæ.
Cantharides.
Cerussa.
Chloralum formamidatum.
» hydratum.
Chloroformium.
Cocaïnum hydrochloricum.
Codeïnum phosphoricum.
Coffeïnum.
» natrium salicylicum.
Collodium cantharidatum.
Cresolum crudum.
Cuprum aluminatum.
» sulfuricum.
» » crudum.
Diacetylmorphinum hydrochloricum.
Eucaïn B.
Euphorbium.
Extractum belladonnæ.
» colocynthis.
» filicis.
» hydrastis fluidum.
» hyoscyami.
» opii.
» secalis cornuti.
» » fluidum.
» strychni.
Folia belladonnæ.
» digitalis.

Folia hyoscyami.
» stramonii.
Formaldehyd solutus.
Fructus colocynthis.
Gutti.
Herba Lobeliæ.
Hydrargyrum chloratum.
» » vapore paratum.
Hydrastininum hydrochloricum.
Iodoformium.
Iodum.
Kali causticum fusum.
Kalium dichromicum.
» iodatum.
Kreosotum.
Lactylphenetidinum.
Liquor Cresoli saponatus.
» Kali caustici.
» Natri caustici.
» Plumbi subacetici.
Lithargyrum.
Methylsulfonalum.
Minium.
Morphinum hydrochloricum.
Natrium iodatum.
» nitrosum.
Novocain.
Oleum crotonis.
» sinapis.
Opium.
» pulveratum.
Paraldehyd.
Phenacetinum.
Phenolphthaleinum.
Pilocarpinum hydrochloricum.
Plumbum aceticum.
Podophyllum.
Pulvis Ipecacuanhæ opiat.
Pyramidon.
Pyrazonum dimethylaminophenyldimethylicum.
Pyrazonum phenyldimethylicum.

Pyrazolonum » salicylicum.

Radix Ipecacuanhæ.

Resina Jalapæ.

Rhizoma filicis.

» veratri.

Santoninum.

Secale cornutum.

Semen colchici.

» sabadillæ.

» strophanthi.

» strychni.

Stovaïne.

Sulfonalum.

Suprarenin hydrochloricum solutum 1/1000.

Tartarus stibiatus.

Theobromino-natrium salicylicum.

Theophyllum.

Tinctura aconiti.

» cantharidum.

» colchici.

» colocynthidis.

» digitalis.

» iodi.

» ipecacuanhæ.

» lobeliæ.

» opii benzoïca.

» opii crocata.

» » simplex.

» scillæ.

» strophanthi.

» strychni.

» veratri.

Trimethylbenzoxypiperidinum hydrochloricum.

Tropococaïnium hydrochloricum.

Tubera aconiti.

Tubera Jalapæ.

Tuberculinum Koch.

Vinum stibiatum.

Zincum aceticum.

Zincum chloratum.

Zincum sulfuricum.

ANGLETERRE

LOI

du 21 décembre 1908 (1)

Article premier relatif aux paragraphes I et II.

La vente des poisons mentionnés dans les paragraphes 1 et 2, n'est autorisée que par les pharmaciens et les droguistes.

Tout récipient renfermant l'un de ces poisons doit porter le nom de la substance, le mot « Poison » et le nom et l'adresse du détenteur.

Tout vase ou enveloppe renfermant l'une des substances énumérées dans les paragraphes 1 et 2 doit être pourvu d'une étiquette « Poison », avant d'être délivré au public, quand le remède contient, soit un liniment, une embrocation, une lotion ou un désinfectant, mais quand le remède, contenant une dose normale prescrite par le médecin, est destiné à l'usage interne, il ne doit pas porter d'étiquette « Poison ».

Art. 2 relatif au paragraphe 1 seulement.

Les substances énumérées dans le paragraphe 1 ne peuvent être vendues que sur prescription médicale ou sur sollicitation écrite et signée par une personne honorable et majeure.

Toute vente effectuée sur sollicitation à une personne majeure doit être enregistrée sur un livre spécial noté et paraphé par les autorités compétentes.

Ce livre indiquera :

1° la date de la vente ;

2° le nom et l'adresse de l'acheteur ;

3° le nom et la quantité de la substance vendue ;

4° l'usage pour lequel, la substance été demandée ainsi que la signature de l'acheteur, et, s'il y a lieu, la signature de la personne qui l'a recommandé.

Le récipient doit porter le nom de la substance, le mot « Poison » et le nom et l'adresse du vendeur.

Art. 3 relatif à l'Arsenic.

1° L'arsenic ne peut être vendu que mélangé à de la suie ou à de l'indigo.

(1) *The Poisons and Pharmacy acts 1908*, p. 59, 60 et 69.

2° L'arsenic ne peut être vendu qu'à des personnes majeures et honorables.

3° Toute vente d'arsenic est soumise aux formalités de l'article 2, concernant les substances mentionnées dans le paragraphe 1.

Paragraphe 1.

Arsenic et ses préparations.

Aconit-aconitine et leurs préparations.

Alcaloïdes et tous les poisons dérivés des alcaloïdes des végétaux.

Atropine, ses sels et préparations.

Belladone et toutes ses préparations et mixtures contenant au moins 0,10 pour cent de belladone.

Cantharides et ses poisons dérivés.

Cocaïne et ses préparations et mixtures renfermant au moins un pour cent de cocaïne.

Sublimé corrosif.

Cyanure de Potassium, tous les cyanures et leurs préparations.

Émétique, ses préparations et mixtures contenant au moins un pour cent d'émétique.

Ergot de seigle et ses préparations.

Noix vomiques et toutes ses préparations et mixtures contenant au moins 0,20 pour cent de strychnine.

Opium et toutes ses préparations ou mixtures contenant au moins un pour cent de morphine.

Picrotoxine.

Acide prussique et toutes ses préparations ou mixtures renfermant au moins 0,10 pour cent d'acide prussique.

Sabine et huile de sabbine et toutes préparations ou mixtures renfermant de la sabbine ou de l'huile de sabbine.

Paragraphe 2.

Huile essentielle d'amandes.

Vin d'antimoine.

Teinture de cantharides.

Acide phénique.

Chloral hydraté.

Chloroforme et toutes préparations ou mixtures contenant 20 0/0 de chloroforme.

Préparations de cocaïne renfermant moins de dix centigrammes pour cent de cocaïne.

Iodure de mercure.

Sulfocyanure de mercure.

Acide oxalique.

Précipité rouge et tous les oxydes de mercure.

Précipité blanc.

Strophanthus.

Sulfonal et ses homologues.

* Les pharmaciens peuvent renouveler plusieurs fois la même ordonnance sans l'autorisation du médecin.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

RÉGLEMENTATION DE LA LOI N° 4687

sur l'exercice de la pharmacie et la vente des substances vénéneuses

du 14 septembre 1905 (1)

Article premier. — Toute maison de commerce dans laquelle se vendront des substances naturelles, drogues et produits chimiques en application dans les arts et l'industrie, sera assujettie à la surveillance et à l'inspection du Département national d'hygiène.

Les fabriques de produits chimiques ou pharmaceutiques sont sujettes à la même surveillance.

Art. 2. — La vente des produits médicaux, aux doses et sous forme de médicaments ne pourra se faire que dans les pharmacies.

Art. 20. — Les alcaloïdes et substances vénéneuses seront conservés sous clef dans des armoires spéciales.

Art. 47. — Tout pharmacien est obligé de tenir des livres de commerce :

1° Un livre de prescriptions médicales, sur lequel il inscrira journellement et par ordre numérique les ordonnances délivrées, en les copiant intégralement et en indiquant les noms des médecins qui les ont prescrites.

2° Un livre pour l'inscription des substances vénéneuses ou corrosives avec leur destination industrielle.

(1) Ley n° 4687 sobre el Ejercicio de la Farmacia. — *La semana medica.* — Callao 737, Buenos-Aires, 14 septembre 1905.

3° Un livre pour inscrire les ventes de saccharine.

Ces livres seront présentés au Département national d'hygiène, reliés et foliotés pour qu'ils soient timbrés et paraphés par le Président et Secrétaire pour la justification du nombre de pages et des particularités intéressantes de ces livres.

Art. 56. — Les pharmaciens ne pourront délivrer au public, sans prescription médicale, les alcaloïdes et les substances vénéneuses.

Art. 57. — Il est interdit de renouveler, sans l'autorisation expresse du médecin, toute prescription médicale qui contient des substances actives, dont la dose totale portée sur l'ordonnance est susceptible d'occasionner la mort ou un grave préjudice, eu égard à l'âge du sujet.

Art. 58. — Les pharmaciens indiqueront sur les étiquettes des bouteilles, flacons, paquets, boîtes, etc. qu'ils délivreront, si le médicament contenu est pour l'usage interne ou externe, ainsi que le mode d'emploi, conforme aux indications du médecin.

Pour l'usage interne, ils emploieront des étiquettes à fond blanc, et pour l'usage externe des étiquettes à fond rouge.

Art. 59. — Les pharmaciens sont autorisés à délivrer les prescriptions des vétérinaires, mais ils devront les inscrire sur un livre spécial à cet effet, et mettre les étiquettes des médicaments en caractères visibles et portant la légende « Pour usage vétérinaire ».

Art. 63. — Pour la vente des substances vénéneuses et corrosives en application dans les arts et l'industrie, le pharmacien devra exiger un reçu de l'acheteur et ce reçu sera attaché à un livre spécialement destiné à cet effet, qui portera les renseignements suivants, dont la véracité devra être contrôlée : nom, domicile, profession, usage que l'on veut faire de la substance demandée et la quantité vendue.

Art. 99. — Pour la vente des substances vénéneuses ou dangereuses, en application dans les arts et l'industrie, les droguistes seront obligés d'observer toutes les formalités établies dans l'article 63 de la Loi.

Art. 106. — Les infractions aux dispositions des articles 20, 56, 57 et 59 seront punies d'une amende de 100 à 300 piastres (taux normal 2 fr. 20) selon la gravité de la faute.

Art. 107. — Les infractions aux dispositions de l'article 63 seront punies d'une amende de 300 à 600 piastres, selon la gravité de la faute.

Art. 110. — Les infractions aux dispositions de l'article 47 seront punies d'une amende de 600 à 1000 piastres selon la gravité de la faute.

AUTRICHE-HONGRIE

ORDONNANCE

du 16 juin 1895

Article premier. — Les substances mentionnées dans le tableau annexé à l'ordonnance sont considérées comme toxiques.

Art. 2. — Les pharmaciens, les droguistes et les fabricants sont seuls autorisés à vendre les substances toxiques.

Art. 3. — Les substances toxiques seront conservées dans une armoire fermée à clef et la clef restera sous la garde du pharmacien, du droguiste ou de leur représentant.

Art. 4. — Toutes les ventes des substances toxiques doivent être enregistrées dans le livre de comptabilité pour les ventes en gros et dans un registre spécial, appelé livre des poisons, pour les ventes au détail.

Art. 5. — Les ventes sur prescriptions médicales ne seront pas enregistrées sur le livre des poisons.

Art. 6. — Les substances toxiques ne peuvent être vendues qu'à des personnes majeures et honorables et sur demande écrite et signée par l'acheteur.

Il est interdit de confier ou de délivrer des substances toxiques à des personnes mineures.

Art. 7. — Ces substances ne pourront être délivrées aux personnes majeures, qu'avec l'assurance, qu'elles seront employées pour l'industrie, pour les arts ou pour la destruction d'animaux nuisibles.

Art. 8. — Tous les vases et enveloppes renfermant des substances toxiques devront porter une étiquette « Poison » ainsi que le nom et l'adresse du fabricant ou du vendeur.

TABLEAU DES SUBSTANCES TOXIQUES QUI DEVRONT ÊTRE PLACÉES DANS UNE ARMOIRE FERMÉE A CLEF

Arsenic, ses sels et toutes les préparations arsenicales.

Acide cyanhydrique et cyanures.

Apomorphine et ses sels.

Arecoline et ses sels.

Atropine et ses sels.

Codéine et ses sels.

Cocaïne et ses sels.
Colchicine et ses sels.
Conine et ses sels.
Digitaline.
Ergot de seigle et ergotine.
Huile de croton.
Liqueur de Fowler.
Mercure et ses sels.
Morphine et ses sels et ses dérivés.
Noix vomiques.
Opium et ses préparations.
Phosphore.
Strychnine et ses sels.
Teinture de Cantharides.
Vératrine et ses sels.

BELGIQUE

LÔI

du 12 mars 1818

*réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches
de l'art de guérir (1)*

Art. 16. — Il ne pourra être fourni aucune substance vénéneuse ou soporifique qu'en vertu d'une ordonnance écrite et dûment signée par un docteur en médecine (2)..., pharmacien ou autre personne connue, et lorsque ces substances seront destinées à un usage connu, à peine d'une amende de 100 florins, qui sera doublée à chaque récidive ; et seront les vendeurs ou fournisseurs desdites substances vénéneuses ou soporifiques tenus de conserver ces ordonnances pour leur responsabilité, à peine de 25 florins d'amende.

(1) *Recueil des dispositions légales et réglementaires concernant l'exercice des professions médicales*, Bruxelles, 1907.

(2) Lorsqu'une partie d'un article n'est plus en vigueur elle est remplacée par un pointillé.

ARRÊTÉ ROYAL COORDONNÉ

du 31 mai 1885 (3)

approuvant les nouvelles instructions pour les médecins, pour les pharmaciens et pour les droguistes

Art. 5. — [Les pharmaciens et les médecins autorisés à délivrer des médicaments à leurs malades sont tenus de détenir dans une armoire fermant à clef, toutes les substances particulièrement toxiques et notamment celles dont le nom est précédé d'une croix dans le tableau de la pharmacopée, indiquant quels sont les médicaments héroïques qui doivent être conservés et délivrés avec un soin tout spécial. Cette armoire doit être réservée exclusivement aux dites substances.

Les praticiens auront soin que les boîtes, flacons, etc., dans lesquels ces produits seront conservés et délivrés soient convenablement fermés ou cachetés et portent, sur une étiquette spéciale de couleur rouge, une tête de mort avec les mentions : « Poison-Vergift. » (Les droguistes sont soumis à ce sujet aux dispositions de l'arrêté royal du 2 août 1902.) (4).

Art. 6. — [Les médicaments pour l'usage externe seront délivrés avec les mentions : « Usage externe. — Uitwendig gebruik », inscrites sur une étiquette spéciale également de couleur rouge.

Les bouteilles, fioles, flacons ou bocaux seront en verre jaune brun et de forme octogone].

Art. 7. — [Les médicaments dits *spécialités pharmaceutiques* ne peuvent être vendus ou exposés en vente que par les pharmaciens et autres personnes autorisées à délivrer des médicaments composés.

Le vendeur doit y apposer son cachet, soit en le substituant, soit en le juxtaposant à celui du fabricant.

Tout pharmacien assume la responsabilité du produit qu'il délivre dans ces conditions.]

Art. 7 bis. — [Les récipients (bouteilles, fioles, flacons, bocaux, boîtes, pots, etc.), qui renferment des spécialités pharmaceutiques sont revêtus d'une étiquette mentionnant les substances qui entrent dans leur composition.

Si le remède mis en vente ou vendu sous une dénomination spéciale est inscrit dans une pharmacopie officielle (belge ou étrangère),

(3) Modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1888, 11 décembre 1893, 2 août 1902 et 10 avril 1906.

(4) Arrêté royal du 10 avril 1906.

il suffit que l'étiquette rappelle la dénomination officiellement admise.

Cette étiquette peut se confondre avec celle qui est imposée aux pharmaciens par l'article 32 des instructions et qui est destinée à porter le nom et l'adresse du pharmacien en caractères imprimés.

Art. 8. — [L'article qui précède n'est pas applicable aux médicaments que le vendeur, dûment autorisé, a préparés lui-même en leur donnant la forme de spécialités.]

Art. 9. — Les règles prescrites aux articles 5 et 6 du présent arrêté pour la délivrance : 1^o des poisons et 2^o des médicaments destinés à l'usage externe, seront suivies en ce qui concerne les spécialités pharmaceutiques.

Art. 15. — Les doses de médicaments seront indiquées exclusivement en grammes, centigrammes ou milligrammes ou par gouttes, et pour prévenir toute erreur accidentelle, les subdivisions du gramme seront indiquées en toutes lettres.

Lorsque le médecin prescrira des médicaments actifs à des doses supérieures à celles qui sont indiquées dans la pharmacopée, il soulignera la dose prescrite ou la fera suivre du signe « ! ».

L'ordonnance sera, en tous cas, signée et paraphée par lui ; elle indiquera, autant que possible, la manière de prendre ou d'appliquer le médicament, et la date de la prescription.

Art. 29. — Ils ne pourront délivrer les médicaments indiqués comme poisons que sur la prescription écrite et signée d'un médecin, d'un vétérinaire, d'un pharmacien ou encore sur la demande écrite d'une personne honorablement connue, qui indiquera l'usage auquel le poison est destiné.

Ils seront tenus de conserver pendant dix années consécutives ces prescriptions et demandes, le tout sous peine des amendes comminées par l'article 16 de la loi du 12 mars 1818.

Art. 30. — Lorsque le médecin prescrira des médicaments actifs, à des doses supérieures à celles qui sont indiquées dans la pharmacopée, sans les faire suivre du signe « ! » ou sans les souligner, le pharmacien s'assurera de l'intention du médecin ; en cas d'absence de celui-ci, il réduira la dose prescrite à celle qui est renseignée par la pharmacopée et il en informera immédiatement l'auteur de la prescription.

Art. 34. — Ils conserveront pendant dix années consécutives, les *recipes* originaux qu'ils auront préparés ou exécutés, enliassés convenablement par ordre de date.

Ils seront tenus, pendant cette période de temps, d'en donner copie

littérale et exacte à ceux qui les auront prescrits ou pour qui ils ont été prescrits, lorsque ceux-ci le demanderont.

ARRÊTÉ ROYAL

du 2 août 1902 (1)

portant réglementation du commerce des poisons

I. — *Conservation des substances toxiques*

Article premier. — Sont considérées comme toxiques les substances mentionnées dans la liste annexée au présent arrêté.

Art. 2. — Les débitants de substances toxiques devront conserver à part les approvisionnements de ces substances et les séparer notamment des approvisionnements de produits servant à l'alimentation.

L'arsenic et ses composés, y compris les couleurs arsenicales, l'acide oxalique et l'oxalate potassique, l'acide fluorhydrique, le brôme, les cantharides, les cyanures potassiques, les fèves de Calabar, les fèves de Saint-Ignace, les composés de mercure, à l'exception du cinabre, devront être enfermés dans une armoire spéciale, fermant à clef et sur laquelle le mot : *Poison* (et *Vergift* dans la partie flamande du pays) sera indiqué en caractères bien apparents.

On pourra, toutefois, conserver en dehors de l'armoire dite « aux poisons » les approvisionnements des substances toxiques mentionnées plus haut, lorsque ces approvisionnements serviront de réserve aux débitants, c'est-à-dire, lorsqu'ils ne seront pas destinés à être utilisés immédiatement pour la vente au détail.

Le phosphore blanc sera conservé sous l'eau, à l'abri de la gelée et dans un récipient susceptible de résister à l'action du feu.

Le potassium et le sodium devront se trouver dans un produit exempt d'oxygène (huile de paraffine, naphte, etc.).

Art. 3. — Les substances toxiques devront être logées dans des récipients solides et convenablement fermés.

Cette prescription ne s'applique ni aux végétaux ni aux parties de végétaux toxiques.

Les couleurs et autres substances toxiques qui ne sont ni déliquescents ni volatiles, pourront être contenues dans des tiroirs non fissurés et pourvus d'un couvercle, à l'exception des composés d'arsenic et des composés de mercure.

(1) Applicable aux droguistes et commerçants non diplômés.

Art. 4. — Les récipients dans lesquels on conservera les substances toxiques porteront une étiquette sur laquelle le mot : *Poison* (et *Vergift* dans la partie flamande du pays) sera imprimé en caractères noirs sur fond rouge avec la dénomination commerciale du produit contenu dans ces récipients.

Le nom chimique de la substance pourra aussi être inscrit en petits caractères.

Les récipients renfermant des acides minéraux, des solutions d'alcalis caustique, du brome ou de l'iode devront porter une étiquette indélébile.

II. — Vente de substances toxiques

Art. 5. — Il ne peut être délivré de substances toxiques que sur la demande datée et signée d'une personne connue qui en déterminera l'emploi.

Art. 6. — Toute vente ou débit de substances toxiques sera inscrite sur un registre à ce destiné et dont les pages seront numérotées.

Les inscriptions y seront faites, de suite et sans blanc, au moment de la vente ou du débit ; elles indiqueront la date de la vente, l'espèce et la quantité des substances vendues, ainsi que les noms, professions et domiciles des acheteurs.

Les vendeurs conserveront pendant dix ans le registre, et, convenablement enliassées, les demandes écrites sur papier libre.

Art. 7. — Les substances toxiques doivent être délivrées dans des récipients ou enveloppes d'une nature telle que le contenu ne puisse s'en échapper.

Ces récipients porteront, outre le nom et l'adresse du vendeur, une étiquette rouge avec l'indication *Poison* (et *Vergift* dans la partie flamande du pays), imprimée en caractères noirs et une tête de mort. L'étiquette devra mentionner aussi le nom de la substance délivrée.

Les récipients ne pourront porter, en plus des étiquettes ci-dessus mentionnées, aucune étiquette se rapportant à un produit qu'ils auraient contenu antérieurement.

Art. 8. — Les couleurs vénéneuses débitées sous forme de crayons, de pâtes ou de tablettes ou encore dans des tubes fermés, doivent porter l'indication *Poison* (et *Vergift* dans la partie flamande du pays) sur chacun des objets.

Art. 9. — Les préparations qui renferment des substances toxiques et sont destinées à détruire les animaux nuisibles, devront être

débitées dans des enveloppes ou des récipients portant une étiquette renseignant clairement l'usage de ces préparations.

Art. 10. — Les inspecteurs des pharmacies surveilleront l'exécution du présent règlement par les droguistes ; pour les autres commerçants, cette surveillance sera exercée par les commissions médicales provinciales.

Art. 11. — Les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies des peines prévues par la loi du 6 mars 1818, sans préjudice de celles prévues par l'article 16 de la loi du 12 mars 1818.

ANNEXE

LISTE DES SUBSTANCES TOXIQUES

- Acétates (Les) de plomb.
- Acide (L') chromique.
- Acide (L') fluorhydrique.
- Acide (L') oxalique.
- Acide (L') picrique.
- Aconit (L'herbe, les feuilles et les tubercules d').
- Amalgames (Les) de mercure.
- Argent (Les sels d').
- Arsenic (L'), ses composés et les préparations qui en renferment,
y compris les couleurs arseniclaes.
- Brome (Le).
- Belladone (Les feuilles et les racines de).
- Cantharides (Les).
- Cévadille (Les semences de).
- Chanvre indien (L'herbe de).
- Chromates (Les).
- Ciguë (Les feuilles et les semences de).
- Colchique (Les bulbes et les semences de).
- Coloquinte (Les fruits de).
- Coque du Levant (La).
- Cuivre (Les sels de).
- Cyanures (Les), à l'exception du bleu de Berlin (bleu de prusse) et
du ferrocyanure de potassium.
- Digitale (L'herbe et les feuilles de).
- Emétique (L').
- Essence (L') de mirbane.
- Euphorbe (La gomme résine d').
- Fèves (Les) de Calabar.

Fèves (Les) de Saint-Ignace.
Gelsenium (Les racines de).
Gomme gutte (La).
Grains (Les) empoisonnés.
Hellébore vert et noir (Les rhizomes d').
Ipécacuanha (Les racines d').
Jaborandi (Les feuilles de).
Jusquiame (L'herbe et les semences de).
Lobélie (L'herbe de).
Mercure (Les sels de), à l'exception du cinabre.
Noix vomiques (Les).
Oxalates potassiques (Les).
Picrates (Les).
Potassium (Le) métallique.
Phosphore blanc (Le) et les préparations de phosphore destinées
à détruire les animaux nuisibles.
Scille (Les squames de).
Sodium (Le) métallique.
Staphisaigre (Les graines de).
Stramoine (Les feuilles et les semences de).
Strophantus (Les semences de).
Vérâtre blanc (Les rhizômes de).

BRÉSIL

Il n'existe pas de loi brésilienne sur la vente des substances véné-
neuses.

Le Codex français et les lois françaises régissent l'exercice de la
médecine et de la pharmacie et la vente des substances vénéneuses.

BULGARIE

L'exercice de la médecine et de la pharmacie est régi par les lois
russes et la pharmacopée russe.

CANADA

Aucune loi canadienne ne régit la vente des substances vénéneuses au Canada.

L'exercice de la pharmacie est soumis aux lois et pratiques du Codex medicamentarius de France ou à celles de la pharmacopée britannique ou de la pharmacopée des Etats-Unis.

Il existe cependant un règlement canadien sur les spécialités pharmaceutiques.

Le ministère de l'Intérieur se propose à l'heure actuelle de modifier ce règlement et d'établir un projet de loi régissant la fabrication et la vente des « médicaments brevetés » ou « Proprietary » ou Spécialités pharmaceutiques.

A cet effet, il a pris l'heureuse initiative de demander le concours des corporations médicales et pharmaceutiques pour sauvegarder les intérêts des uns et des autres et obtenir le maximum de garantie pour la santé publique.

Parmi les projets soumis à ce jour, celui de M. le docteur L. F. Dubé, de Notre-Dame-du-Lac, P. Q. (Canada), qui fut lu et très apprécié au Congrès médical tenu à Québec les 12, 13 et 14 septembre 1916, mérite une mention spéciale.

Nous croyons, en effet, devoir le signaler bien qu'il ne se rapporte pas directement aux substances vénéneuses, mais il contient certaines observations sur les abortifs, qu'il est intéressant de faire connaître (1).

Citons textuellement M. le docteur Dubé :

« Règlement. — Art. 2. — « Médicaments dits « proprietary » ou « médicament breveté, signifie une préparation pharmaceutique ou « un médicament artificiel fabriqué pour l'usage interne de l'homme, « et dont le nom, la composition ou la définition ne se trouve ni « dans la pharmacopée britannique ni dans le Codex medicamentarius de France, ni dans la pharmacopée des Etats-Unis, ni dans « aucun formulaire adopté par une association pharmaceutique « dûment constituée représentant le Canada et approuvé par le « ministre ; ou sur lequel n'est pas imprimée bien en vue et de « façon à ne pouvoir être enlevée de l'étiquette et de l'enveloppe sa

(1) *La Clinique*, revue franco-américaine de médecine, de novembre 1916, vol. 7, n° 8.

« véritable formule ou la liste des ingrédients médicaux qui le composent, lesquelles ne doivent pas contenir de cocaïne ni de dérivés, ni de préparations de cocaïne.

« Dans ce paragraphe de l'article 2, nous trouvons que seules les préparations pour usages internes de l'homme sont comprises dans la loi. Nous ne comprenons pas pourquoi les préparations pour usages externes sont exemptées.

« Bon nombre de ces remèdes sont dangereux.

« Dans le même paragraphe, au lieu de *« ou sur lequel n'est pas imprimé, etc., il faudrait lire « ou sur lequel est imprimé bien en vue la formule complète de la composition du médicament, écrite en français et en anglais sur l'étiquette de chaque paquet ou bouteille, de façon à ne pouvoir être enlevée de l'étiquette. »*

« Il est nécessaire d'ajouter à ce même paragraphe après les mots : *« lesquels ne doivent pas contenir de cocaïne ni de dérivés ni de préparations de cocaïne »*, les mots : *« ni d'opium, ni de dérivés, ni de préparations d'opium, ni aucune drogue abortive et spécialement celles figurant à l'article 11 du règlement. »*

Art. 11. — « Si quelques-unes des drogues mentionnées ci-après sont incluses dans la composition d'un médicament breveté, les noms en devront être imprimés sur les étiquettes et enveloppes en caractères visibles, savoir : Huile de tanaisie, huile de Sabine, Pouliot, Ergot, racine de Cotonnier, Ellébore. »

« Voici un numéro qui mérite d'être pris en sérieuse considération, vu son importance et sa gravité.

« Il permet, ni plus ni moins, la vente des substances abortives, non seulement par les pharmaciens des villes, mais aussi par tous les épiciers et marchands divers.

« Pour montrer l'urgence qu'il y a de mettre fin à cet état de choses, ainsi que la gravité de ce commerce illicite, que les membres de ce congrès aient l'indulgence de nous suivre quelques instants à travers le sentier du devoir, de la justice et de la vérité.

« La vente des produits abortifs est prohibée (a) par la loi naturelle, (b) par la loi divine, (c) par la loi criminelle.

« a) La loi naturelle, considérée dans ses rapports avec la conscience humaine, détermine ce qui est bien et ce qui est mal, ce que l'on doit faire et ce que l'on doit éviter.

« b) La loi divine, surajoutée à la loi naturelle par la volonté libre de Dieu législateur, dit : « Tu ne tueras pas ».

« c) La loi criminelle, à l'article 274 S. R. C., c. 162, art. 48, dit :

« Est coupable d'un acte criminel et passible de deux ans d'empri-
« sonnement, celui qui fournit ou procure illégalement quelque
« drogue ou autre substance délétère, ou quelque instrument ou
« autre chose quelconque, sachant qu'il est destiné à être illégale-
« ment employé ou appliqué dans le but de procurer l'avortement
« d'une femme, qu'elle soit enceinte ou non. »

« Est ce que vraiment la loi des médicaments brevetés peut per-
« mettre ce qui est défendu par la loi naturelle, la loi divine et la
« loi criminelle ?

« Est-ce qu'en faisant subsister ce numéro des règlements nous
« ne favorisons pas l'avortement et que nous ne sommes pas, par le
« fait, en contravention avec les autres textes de loi ?

« Est-ce que par le fait d'imprimer sur l'étiquette d'un paquet ou
« flacon le mot : « Ergot, Pennyroyal, Tanaisie, Sabine, Rue », etc.,
« cela donne le droit de vendre ces substances qui ne sont pas,
« croyez-nous, purgatives ou hypnotiques, mais bien abortives.

« Nous ne donnons pas ces allégués pour prouver que la vente des
« substances abortives est prohibée, mais simplement pour mon-
« trer l'énormité du crime qui se commet à chaque instant du jour,
« dans tous les coins du pays, au nez de la loi criminelle et sous
« l'aile protectrice d'une loi bâtarde et mauvaise.

« Nous proposons donc de remplacer ce numéro 11 par celui-ci :
« *Nul ne peut fabriquer, vendre, exposer ou mettre en vente un*
« *médicament renfermant une des drogues suivantes* : Tanaisie,
« Sabine, Pouliot, Rue, If, racine de cotonnier, Safran, Ellebore,
« Ergot, Pennyroyal, Apiol, Cantharide, Absinthe, Genevrier.

« *Conclusion.* — Nous proposons de plus qu'une liste de drogues
« prohibées soit annexée à la nouvelle loi, sous le nom de « Liste
« Noire ».

« En résumé, voici ce que nous suggérons au ministère et que
« nous sommes prêts à discuter pour le plus grand bien de notre
« profession et de notre pays :

1° Que « la loi des médicaments brevetés ou proprietary » porte
le nom de « Loi des spécialités pharmaceutiques, hygiéniques, ali-
mentaires ».

2° Que les médecins et les pharmaciens licenciés, au Canada, seuls
aient le droit de fabriquer ou de faire fabriquer des spécialités phar-
maceutiques, hygiéniques et alimentaires.

3° Que l'on n'accepte, au Canada, que des médicaments ou spé-
cialités qui ont été fabriqués par des médecins ou pharmaciens
reconnus dans le pays où ils résident.

4° Que la formule intégrale de chaque médicament ou spécialité pharmaceutique, hygiénique ou alimentaire soit déposée au ministère et inscrite dans un « Formulaire spécial » en français et en anglais.

5° Que la formule intégrale de chaque médicament ou spécialité pharmaceutique, hygiénique ou alimentaire soit imprimée en français et en anglais sur l'étiquette du flacon ou paquet ainsi que sur l'enveloppe des contenants.

6° Que les médicaments ou spécialités pour usages externes soient régis par la même loi que ceux pour usages internes.

7° Qu'il soit nommé une « Commission des spécialités pharmaceutiques, hygiéniques ou alimentaires », laquelle sera composée de trois médecins, un pharmacien et un chimiste-analyste.

8° Qu'il soit créé un « Service de la répression des fraudes » avec tous les pouvoirs pour agir.

9° Qu'il soit strictement défendu, sous peine de réclusion, de fabriquer un médicament ou une spécialité dans lequel il entrera une ou plusieurs substances abortives, telles qu'elles apparaissent sur la « Liste noire ».

10° Qu'il soit strictement défendu de fabriquer un médicament ou une spécialité quelconque dans lequel il y aura de l'opium ; ses alcaloïdes, ses dérivés et ses préparations.

11° Qu'il soit fait un contrôle sérieux de tous les médicaments ou spécialités qui auront reçu l'autorisation d'être fabriqués et vendus.

12° Que de fréquentes analyses soient faites des spécialités sur le marché et que le permis de vente et de fabrication soit enlevé à quiconque essaie de frauder.

13° Qu'il soit fait, à différents intervalles et à l'improviste, une inspection des pharmacies et des établissements quelconques où se fabriquent et se vendent les médicaments ou les spécialités pharmaceutiques, hygiéniques et alimentaires. Les officiers du « Service de la répression des fraudes » pourraient agir comme inspecteurs de ces établissements.

14° Qu'il soit annexé à la nouvelle loi une liste portant le nom de « Liste noire », énumérant les drogues qui ne devront pas entrer dans la fabrication d'aucun médicament ou spécialité.

15° Que la « Liste noire » annexée à la nouvelle loi porte le nom des drogues suivantes :

LISTE NOIRE

1° Cocaïne.

2° Opium, ses préparations, ses dérivés, ses alcaloïdes.

- 3° Tanaisie.
- 4° Sabine.
- 5° Pouliot.
- 6° Rue.
- 7° If.
- 8° Racine de cotonnier.
- 9° Ellébore.
- 10° Ergot.
- 11° Pennyroyal.
- 12° Apiol.
- 13° Safran.
- 14° Cantharide.
- 15° Absinthe.
- 16° Genévrier.

16° Que le ministère prenne l'initiative de poursuivre tous les fabricants de médicaments brevetés ou spécialités pharmaceutiques, hygiéniques, alimentaires, qui, sur l'étiquette ou annonces quelconques — journaux, circulaires, etc., — disent des choses fausses ou mensongères quant au mode de fabrication, à la provenance des drogues qui le compose, aux drogues qui entrent dans la préparation, et surtout aux effets thérapeutiques.

17° Que les témoignages écrits, donnés par les personnes qui se servent de médicaments brevetés ou spécialités précitées et publiés dans les journaux et circulaires, etc. (qui sont généralement faux et obtenus sous de fausses représentations), que la loi prohibe cet usage trop longtemps toléré.

18° Qu'il soit défendu aux médecins et aux pharmaciens de servir de prête-nom à aucun individu pour lui permettre de fabriquer ou de vendre un médicament ou une spécialité pharmaceutique, hygiénique, alimentaire.

19° Que les médecins et les pharmaciens seuls aient le droit de vendre des médicaments brevetés ou spécialités pharmaceutiques, hygiéniques, alimentaires ; néanmoins dans les paroisses où il n'y a pas de médecin, les marchands pourront les vendre, mais ne pourront les délivrer que sur prescription d'un médecin.

CHILI

RÈGLEMENT DES PHARMACIES

du 16 décembre 1886 (1).

Article premier. — Il est permis d'exécuter les ordonnances de médecins, de faire le commerce au détail des substances indiquées dans les tableaux A, B et C, et de vendre ces substances en poids, forme et dose médicinale exclusivement dans les établissements dénommés pharmacies ou officines.

Art. 4. — Pour diriger une pharmacie il faut remplir les conditions suivantes :

1^o Avoir obtenu le titre de pharmacien au Chili.

2^o Avoir ouvert une pharmacie d'après la loi du 9 janvier 1879, sous la protection gouvernementale.

Art. 11. — Les pharmaciens ne pourront vendre sans ordonnance écrite par un médecin-chirurgien, dûment diplômé et autorisé, aucune substance énumérée dans le tableau A.

Art. 13. — Une ordonnance qui prescrira quelque médicament simple ou préparation pharmaceutique mentionnés dans le tableau B, ne pourra être exécutée, quand cette substance sera ordonnée en dose supérieure à la dose maxima indiquée dans le même tableau, à moins que le médecin ne déclare au bas de l'ordonnance, sous une seconde signature, qu'il l'a fait avec intention.

Le pharmacien conservera en sa possession les ordonnances ainsi ratifiées.

Art. 14. — Le pharmacien ne délivrera aucune ordonnance qui prescrira un médicament susceptible de causer un accident, s'il n'est pas spécifié très clairement le mode d'emploi, le nom de la personne et l'usage auquel elle le destine.

Art. 15. — Si d'après le mode d'emploi indiqué sur l'ordonnance, le pharmacien déduit, qu'un des médicaments dangereux va être utilisé en dose supérieure à la dose maxima indiquée dans le présent règlement et que le médecin n'a pas ratifié sa volonté de voir ce médicament employé à cette dose, le pharmacien enverra à ce dernier, sous pli cacheté, une copie de son ordonnance, en exigeant

(1) Reglamento de Boticas. Santiago, 16 de Diciembre 1886. Balmaceda. Carlos Antunez.

une double approbation signée, sans laquelle il n'exécutera pas l'ordonnance.

Le pharmacien devra toujours s'abstenir d'émettre son opinion afin d'éviter d'enlever au client la confiance qu'il a en son médecin.

Art. 17. — Tout médicament livré à la clientèle devra porter une étiquette qui indiquera le nom de l'établissement, sa situation, le nom de son gérant, le mode d'emploi porté sur l'ordonnance et un numéro d'ordre qui sera inscrit également sur l'ordonnance et sur le registre.

Art. 19. — Si le médicament délivré est destiné à l'usage externe, il devra porter, en plus de l'étiquette ordinaire, une seconde étiquette de couleur orange, sur laquelle seront imprimés en encre noire, ces seuls mots : Usage externe.

Art. 20. — Les pâtes phosphorées ou arséniées, le papier arsénié et toutes les préparations destinées à la destruction des animaux nuisibles, de même que les acides minéraux, le sulfate de cuivre, le nitrate d'argent, le cyanure de potassium et toutes les substances vénéneuses employées dans l'industrie ne pourront être vendus qu'à des personnes domiciliées, connues du pharmacien. De plus, ces ventes seront soigneusement inscrites sur un livre spécial, que possèdera toute pharmacie, portant le nom de Registre de Poisons, sur lequel le pharmacien certifiera avoir vendu la substance destinée à tel usage.

Ce registre sera conservé pendant 20 ans au moins et sera présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art. 21. — Le pharmacien devra garder séparément dans une armoire spéciale et fermée à clef les substances mentionnées au tableau C.

Art. 25. — Les pharmaciens se conformeront, pour les préparations qu'ils devront exécuter et posséder dans leur officine, aux formules du Codex français, à moins qu'une pharmacopée spéciale ne leur soit indiqué sur l'ordonnance.

TABLEAU A

Substances qui ne peuvent être délivrées sans ordonnance de médecin :

Huile de croton.

Apomorphine et ses sels.

Aconitine.

Eau de laurier cerise.

Acide prussique.

Acide arsénieux.

Alcoolature d'aconit.

» de belladone.

» de digitale.

Chlorure et iodure de mercure.

Cyanure de mercure.

Cyanure de potassium.

Chloral.

Chloroforme.

Conicine.

Colchique.

Digitaline.

Strychnine et ses sels.

Extrait de sabine.

» d'aconit.

» de belladone.

» de chanvre indien.

» de digitale.

» de stramoine.

» de jusquiame.

» noix vomiques.

Phosphore.

Fève de Calabar.

Liqueur de Fowler.

» de Donovan.

» de Pearson.

Noix vomique.

Nitrite d'amyle.

Opium, ses alcaloïdes et préparations.

Pilocarpine et sels.

Emétique.

Teinture de cantharides.

» de colchique.

» de vératrine.

» d'aconit.

» de belladone.

» de chanvre indien.

» de digitale.

» de noix vomiques.

» de jusquiame.

» de stramoine.

Vératrine.

TABLEAU B

Doses maxima pour les médicaments destinés à l'usage interne qui ne peuvent être délivrés sans que le médecin précise au bas de son ordonnance que telle est sa volonté.

Substances	Par jour	Par jour
Acide arsénieux	0,005	0,02
» chlorhydrique	0,60	3,00
» phosphorique	0,60	3,00
» nitrique.	0,60	3,00
» prussique médicinal	0,30	2,00
» sulfurique	0,60	3,00
Aconitine	0,001	0,003
Eau de laurier cerise	3,00	15,00
Alcoolature d'aconit	0,50	2,00
» de belladone.	0,50	2,00
» de digitale	1,00	3,00
Apomorphine	0,05	0,15
Atropine et ses sels	0,001	0,003
Cantharide.	0,05	0,20
Cyanure de potassium	0,01	0,05
Codéine.	0,05	0,50
Conicine	0,001	0,003
Colchicine	0,005	0,02
Créosote	0,10	0,50
Chloral hydraté	3,00	10,00
Digitaline	0,002	0,006
Strychnine et ses sels.	0,01	0,03
Extrait d'aconit	0,03	0,10
» de belladone	0,05	0,20
» de chanvre indien	0,10	0,40
» de jusquiame	0,20	1,00
» de coloquinte	0,10	0,30
» de ciguë	0,10	0,50
» de digitale.	0,10	0,50
» de scille	0,20	1,00
» de stramoine	0,10	0,50
» de fève de Calabar	0,02	0,06
» de laitue	0,60	3,00
» de noix vomiques	0,05	0,20
» d'opium aqueux	0,10	0,40

Substances	Par dose	Par jour
Extrait de sabine	0,20	1,00
Elixir parégorique	10,00	30,00
Phosphore	0,001	0,005
Gomme gutte	0,30	1,00
Feuilles de belladone	0,20	0,60
» de jusquiame	0,40	2,00
» de ciguë	0,40	2,00
» de digitale	0,20	1,00
» de stramoine	0,20	1,00
Laudanum Sydenham	2,00	8,00
Laudanum Rousseau	1,00	4,00
Liqueur de Donovan	1,00	5,00
» de Fowler	0,40	2,00
» de Pearson	1,00	5,00
Bichlorure, biiodure et cyanure de mercure	0,03	0,10
Morphine et ses sels	0,03	0,15
Narcéine et ses sels	0,05	0,20
Noix vomique	0,10	0,40
Opium	0,20	0,80
Pilocarpine et ses sels	0,03	0,06
Acétate de plomb	0,10	0,50
Nitrate d'argent	0,03	0,15
Poudre de Dower	1,00	4,00
Santonine	0,15	0,50
Sulfate de cuivre ammoniacal	0,10	0,40
Sabine	1,00	2,00
Emétique	0,10	0,30
Teinture d'aconit	1,00	4,00
» de belladone	1,00	4,00
» de cantharides	0,50	1,00
» de jusquiame	1,00	5,00
» de colchique	2,00	6,00
» de stramoine	1,00	3,00
» de digitale	2,00	5,00
» de noix vomique	0,50	3,00
» d'opium	2,00	6,00
» d'iode	0,50	2,00
» éthérée de digitale	1,00	3,00
Vératrine	0,005	0,02

Vin de colchique	2,00	6,00
» stibié.	20,00	60,00
Iode	0,40	0,40
Iodoforme	0,20	0,80
Lactate et valérianate de zinc . .	0,20	1,00
Oxyde de zinc	1,00	5,00

TABLEAU C

Médicaments qui doivent être conservés en lieu séparé et sous
clef :

Acide cyanhydrique.

» phosphorique.

» nitrique.

» oxalique.

Alcoolature d'aconit.

» de belladone.

» de digitale.

Apomorphine.

Eau de laurier cerise.

Alcaloïdes d'opium.

Huile de croton.

Acétate de plomb.

Brome.

Bichromate de potasse.

Cantharides.

Chloroforme.

Collodion cantharidé.

Créosote.

Essence de moutarde.

Essence d'amendes amères.

Extrait d'aconit.

» de belladone.

» de chanvre indien.

» de digitale.

» de jusquiame.

» d'opium.

» de sabine.

» de noix vomiques.

» de fève de Calabar.

» de stramoine.

Gomme gutte.
Iode.
Iodoforme.
Lactucarium.
Liquueur de potasse caustique.
Acide chromique.
» chlorhydrique.
Nitrite d'amyle.
Nitrate d'argent.
Noix vomiques.
Opium et préparations.
Potasse caustique.
Poudre de Dower.
Résine de Jalap.
Résine de Scammonée.
Santonine.
Semences de colchique.
Sabine et préparations.
Emétique.
Teinture d'aconit.
» de belladone.
» de jusquiame.
» de chanvre indien.
» de cantharides.
» de colchique.
» de digitale.
» de stramoine.
» d'iode.
» d'ipéca.
» de noix vomiques.
» d'opium.
Vératrine.
Vin de colchique.
Vin d'ipéca.
Vin d'émétique.
Zinc et ses sels.

CHINE

Il n'existe aucune loi en Chine qui régit la vente des substances vénéneuses, et l'exercice de la Pharmacie. — Pas de Pharmacopée.

A Tien-Tsin, les diplômes américains et européens sont valables, mais aucune réglementation ne protège le commerce des produits médicaux.

Chose remarquable, l'opium n'est jamais prescrit, pas plus que la digitale et la stramoine qui croissent abondamment dans le pays.

COLOMBIE

Il n'existe pas en Colombie de Loi spéciale sur la vente des substances vénéneuses, mais cette vente est réglementée par le Chapitre 2, titre 6, du Code Pénal, qui contient certaines dispositions sur ce sujet (1).

Extrait du Code pénal Colombien

LIVRE II. — TITRE 6. — CHAPITRE 2

Art. 301. — Le pharmacien, pratiquant ou négociant qui vendra des substances vénéneuses ou nocives pour la santé, sans recette ou autorisation d'un médecin ou chirurgien, reconnu comme tel, paiera une amende de cinq à cinquante piastres, s'il n'en résulte aucun dommage.

S'il en résulte quelque dommage, en plus de l'amende, il sera passible d'un emprisonnement de deux mois à quatre ans, sans préjudice de toute autre peine.

S'il a procédé sciemment dans le but de causer du dommage, il supportera une réclusion de huit mois à quatre ans, sans préjudice d'une plus grande peine.

Art. 303. — Tout pharmacien, pratiquant ou négociant qui délivrera ou vendra des substances s'employant dans les arts ou les usages domestiques, mais qui peuvent causer la mort ou quelque

(1) Loi n° 19 du 18 octobre 1890.

autre préjudice grave (comme eau forte, acide sulfurique ou autres produits semblables), sans autorisation écrite du médecin, artisan ou chef de famille de bonne réputation, paiera une amende de 5 à 50 piastres, s'il n'en résulte aucun dommage.

S'il en résulte quelque dommage, on ajoutera à l'amende un emprisonnement de deux mois à quatre ans, et si le vendeur a procédé sciemment avec l'intention de causer du préjudice, il sera passible de huit mois à quatre ans de réclusion, sans préjudice d'une plus grande peine.

Art. 304. — Le pharmacien, pratiquant ou négociant qui vendra des drogues ou médicaments falsifiés, altérés ou corrompus, paiera une amende de cinq à cinquante piastres, s'il n'en résulte aucun dommage.

S'il en résulte quelque dommage, on ajoutera à l'amende un emprisonnement de deux mois à quatre ans, et si le vendeur a procédé avec l'intention de nuire, il sera passible de huit mois à quatre ans de réclusion, sans préjudice d'une plus grande peine.

CORÉE

L'exercice de la profession médico-pharmaceutique est absolument libre ; les lois japonaises étant les seules en vigueur en Corée on y observe la réglementation japonaise sur la vente des substances vénéneuses.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Il n'existe, dans la République Dominicaine, aucune loi sur les substances vénéneuses.

Les seules indications à ce sujet se trouvent dans la « Ley de Juro Médico » du 14 mai 1906 (1) ; ce sont les suivantes :

Art. 42. — Les médicaments destinés à l'usage externe porteront

(1) *Gaceta Oficial du Santo Domingo*, 26 octobre 1910.

une étiquette de couleur jaune qui dira « usage externe ». Pour les toxiques, l'étiquette sera rouge et dira « poison ».

Art. 50. — Seuls les établissements pharmaceutiques ont droit de vendre ou de distribuer pour l'usage de la Médecine des substances simples ou composées, ou des préparations spécifiques possédant des propriétés médicinales ou curatives.

Art. 52. — Aucun pharmacien ne pourra vendre des substances toxiques, ni des médicaments d'usage dangereux, ni préparer des formules qui ne seraient pas signées par quelque médecin dûment autorisé.

ÉGYPTE

RÈGLEMENT

sur l'exercice de la pharmacie

Décret du 13 septembre 1904 (1)

TITRE I

Art. 5. — Tout médicament contenant une des substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci-annexé ne pourra être préparé que par un pharmacien diplômé autorisé à exercer en Egypte.

Lorsqu'un médicament contenant une de ces substances vénéneuses est destiné à l'usage interne, il ne pourra être délivré que sur l'ordonnance d'un médecin ou vétérinaire autorisé à exercer en Egypte ; toutefois les préparations de l'ergotine pourront être délivrées sur l'ordonnance d'une sage-femme autorisée à exercer en Egypte.

Art. 6. — Toute ordonnance exécutée sera inscrite dans un registre dont les pages seront numérotées et paraphées par l'Administration sanitaire ; ces inscriptions devront être numérotées, datées par ordre de date et être faites sans blancs, lacunes, ni transports en marge. Si l'ordonnance contient une des substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci-annexé, l'inscription sur le registre sera paraphée par le pharmacien autorisé qui l'aura exécutée.

(1) *Annuaire médical Egyptien*, 1916, Société orientale de publicité, 30 R. Kasr. el Nil, Le Caire.

Si l'ordonnance est rendue au client, elle devra porter le timbre de la pharmacie, la date de la livraison du médicament et le numéro de ce dernier dans le registre.

Art. 8. — Tout médicament délivré par un pharmacien devra porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du pharmacien, la désignation du médicament, ainsi que toutes les indications nécessaires à son emploi.

Tout flacon, boîte ou autre récipient contenant un médicament destiné exclusivement à l'usage externe devra porter, en outre, une étiquette rouge, sur laquelle seront imprimées, en langue arabe et en langue européenne, les mots « pour usage externe » ou leur traduction; lorsque le médicament, pris intérieurement, serait dangereux, il y sera ajouté en langue arabe et en langue européenne la mention qu'il constitue un poison.

Art. 9. — Toutes les substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci-annexé devront être gardées par le pharmacien dans les flacons, boîtes ou autres récipients revêtus du nom de la substance vénéneuse et aussi de quelque marque distinctive dénotant qu'ils renferment des poisons.

De plus, les flacons, boîtes ou autre récipients qui contiennent des substances vénéneuses devront être d'une forme facile à distinguer, par le toucher, des autres flacons, boîtes ou autres récipients qui se trouvent dans le même établissement, à moins que toutes ces substances vénéneuses ne soient mises à part dans une chambre ou armoire fermées, dont le propriétaire ou le gérant autorisé gardera seul la clef.

TITRE II

De la vente des substances vénéneuses

Art. 11. — Les substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau ci-annexé, arrivant en Douane, seront tenues à l'écart des autres marchandises; elles ne seront délivrées qu'aux personnes munies d'une autorisation écrite, générale ou spéciale, donnée par l'Administration sanitaire, ou au fondé de pouvoirs de ces personnes.

Cette autorisation ne sera plus nécessaire pour les pharmaciens ou autres personnes autorisées à vendre ces substances.

Art. 12. — Toute personne désirant faire le commerce en détail d'une ou de plusieurs des substances vénéneuses énumérées dans le second tableau ci-annexé, devra, au préalable, en obtenir l'autorisation du Ministère de l'Intérieur.

Cette autorisation sera accordée sur la proposition du Directeur

général des Services sanitaires, auprès duquel le pétitionnaire devra justifier qu'il sait lire et écrire, qu'il connaît la nature dangereuse des substances vénéneuses dont il se propose de faire le commerce et qu'il peut les distinguer les unes des autres.

La demande d'autorisation devra être accompagnée du certificat d'identité et de bonne vie et mœurs mentionné à l'article 1.

Art. 13. — L'autorisation devra indiquer le local où le vendeur est autorisé de faire son commerce ; tout déplacement du dit local devra être notifié au préalable à l'Administration sanitaire, afin que mention du nouveau local puisse être inscrite sur l'autorisation.

Les autorisations ne seront accordées que pour les locaux situés dans les gouvernorats ou dans les chefs-lieux des moudirihs ou des markaz.

Le nom du vendeur des substances vénéneuses devra figurer en permanence et d'une façon lisible, en langue européenne et arabe sur le devant de tout local affecté à son commerce.

Art. 14. — L'autorisation donnera le droit de vendre les substances vénéneuses indiquées pour les besoins industriels ou agricoles, mais non pas au poids médicinal.

Art. 15. — Les ventes des substances vénéneuses ne seront faites qu'à des personnes connues du vendeur ou à des personnes dont l'identité lui sera attestée par des personnes connues de lui.

La vente à des personnes paraissant mineures, est absolument prohibée.

Art. 16. — Toute vente de substances vénéneuses sera inscrite sur un registre spécial, coté et paraphé par l'Administration sanitaire. Les inscriptions seront faites sans blancs, lacunes ni transports en marge, au moment de la vente ; elles indiqueront l'espèce et la qualité de la substance vénéneuse vendue et l'usage auquel elle est destinée, ainsi que les noms, profession et domicile de l'acheteur. Elles seront attestées par la signature de l'acheteur, ainsi que par celle de la personne qui l'aura présenté, s'il y a lieu, à moins que la vente ne soit faite sur une demande écrite ; dans ce dernier cas la commande sera gardée avec le registre.

Art. 17. — Tout vendeur de substances vénéneuses devra en outre, tenir un registre dans lequel il inscrira par ordre de date, sans blancs, lacunes, ni transports en marge, tout achat de substances vénéneuses en gros, qu'il fera, avec mention de l'espèce et de la qualité de la substance vénéneuse achetée, de la date de l'achat et des noms, profession et domicile du vendeur.

Art. 18. — Toutes les substances vénéneuses en magasin seront

renfermées dans un récipient séparé portant le nom de la substance vénéneuse qu'il contient ainsi que le mot « poison » ou son équivalent en langue arabe et en langue européenne.

Art. 19. — L'arsenic ou ses composés ne sera vendu que mélangé, avec au moins 3 0/0 de son poids, d'indigo ou de suie, à moins qu'ils ne soient demandés pour un usage pour lequel ce mélange les rend impropres.

La vente de l'arsenic ou ses composés n'aura lieu qu'à des personnes munies de certificats délivrés par la police, indiquant la quantité à livrer, l'usage auquel le poison est destiné et les noms, profession et domicile de l'acheteur. Ce certificat sera gardé avec le registre mentionné à l'article 16.

Art. 20. — Aucun aliment ou boisson destinée à la consommation humaine ne pourra être vendu ou exposé dans les locaux affectés à la vente des substances vénéneuses.

Art. 21. — Les pharmaciens pourront, en se conformant aux dispositions des articles 15 et 16, fournir des substances vénéneuses, pour leurs besoins professionnels à des médecins, vétérinaires et sages-femmes autorisés à exercer en Egypte; ils pourront également fournir des substances vénéneuses requises pour des recherches scientifiques.

En dehors des dispositions du présent article, les pharmaciens n'auront pas le droit de vendre des substances vénéneuses autrement qu'au poids médicinal, à moins qu'ils ne soient autorisés comme vendeurs de substances vénéneuses.

Art. 22. — Pour faire le commerce de substances vénéneuses en gros il faudra obtenir une autorisation spéciale, qui sera accordée par le Ministère de l'Intérieur sur la proposition du Directeur général des Services sanitaires. Les ventes des substances vénéneuses en gros ne seront faites qu'à des médecins, vétérinaires et pharmaciens autorisés à exercer en Egypte, à des vendeurs de substances vénéneuses autorisés conformément au présent Règlement ou à des Administrations de l'Etat.

Le commerce en gros sera soumis aux dispositions des articles 15 et 17; il devra se faire dans des locaux distincts de ceux affectés à celui de la pharmacie ou dans une partie entièrement distincte de l'établissement; le transfert de substances vénéneuses du magasin de gros à celui du détail devra être inscrit comme s'il s'agissait de la vente de ces substances vénéneuses.

Art. 23. — En dehors des dispositions du présent règlement, la vente des substances vénéneuses énumérées dans le premier tableau

ci-annexé, soit dans leur état naturel, soit mélangées avec d'autres substances, est absolument prohibée.

Toutes les dispositions du présent titre relatives à la vente des substances vénéneuses, seront applicables à leur livraison, même à titre gratuit.

TITRE III

Dispositions générales

Art. 24. — Les autorisations accordées seront publiées dans le *Journal Officiel* par le Ministère de l'Intérieur ; une liste en sera conservée à l'Administration sanitaire.

Art. 25. — Tous les registres qui doivent être tenus en vertu du présent règlement devront être conservés pendant cinq ans au moins, à partir de la date de la dernière inscription qui y aura été faite ; ils seront tenus en tous temps à la disposition des délégués de l'Administration sanitaire.

Art. 26. — Les médicaments, drogues ou spécialités, ainsi que les substances vénéneuses, vendus aux termes du présent règlement devront être de bonne qualité ; ils ne seront ni gâtés, ni frelatés ou adulterés.

Art. 27. — Pour s'assurer de l'exécution du présent règlement, les délégués de l'Administration sanitaire pourront en tout temps inspecter tout local affecté à la pharmacie ou à la vente des substances vénéneuses. Ils pourront également inspecter les drogueries, en cas de soupçon de vente de substances vénéneuses sans autorisation. Si l'inspection révèle une violation quelconque des dites dispositions, cette violation sera constatée par procès-verbal qui sera transmis au Parquet.

Si les pharmaciens, les vendeurs de substances vénéneuses ou les droguistes sont des étrangers, l'Autorité consulaire dont ils relèvent sera avisée à l'avance du jour et de l'heure de l'inspection pour qu'elle puisse, si elle le juge opportun, désigner un pharmacien ou un délégué de sa part pour accompagner les délégués de l'Administration dans leur inspection qui aura lieu en tout cas, aux jour et heure déterminés.

Art. 28. — Toute infraction à l'une quelconque des dispositions du présent règlement sera punie d'une peine de simple police. Le juge pourra en outre ordonner la confiscation des substances faisant l'objet de la contravention.

La fermeture d'une pharmacie pourra être ordonnée dans le cas où le propriétaire n'aura pas obtenu l'autorisation d'exercer la phar-

macie, ou lorsqu'il aura confié la direction de son établissement à une personne non autorisée.

Dans le cas où la contravention est relevée contre un vendeur de substances vénéneuses, la fermeture de l'établissement devra être ordonnée, si le vendeur n'est pas muni de l'autorisation nécessaire ; en outre, le juge pourra ordonner la fermeture, par mesure exceptionnelle et dans l'intérêt de la santé publique, si la gravité de la contravention est telle qu'elle rende la mesure nécessaire, ou s'il y a récidive de la part du contrevenant.

Art. 29. — Le Ministère de l'Intérieur pourra, sur la proposition du Directeur général des services sanitaires, ajouter au premier tableau ci-annexé toute substance ayant des propriétés vénéneuses ou toxiques qu'il considérerait comme dangereuse ; il pourra de même ajouter au second tableau toute substance vénéneuse qui pourra être ultérieurement reconnue propre aux besoins de l'industrie ou de l'agriculture. L'indication de ces substances sera publiée trois fois dans le *Journal Officiel* et 30 jours après la dernière publication, le présent Règlement leur sera de plein droit applicable.

Art. 31. — Les dispositions du présent Règlement ne seront pas applicables à des spécialités étrangères, pourvu qu'au moment de leur importation elles soient renfermées dans des enveloppes closes et qu'elles soient vendues sans que leurs enveloppes aient été ouvertes.

Toutefois, le Ministère de l'Intérieur aura le droit, lorsqu'il considérera qu'une telle substance est dangereuse et que sa vente doit être contrôlée dans l'intérêt public, de l'ajouter au premier tableau ci-annexé, conformément à l'article précédent. Dès lors cette substance sera considérée comme un poison et sera soumise aux dispositions du présent règlement.

TABLEAU I

Des substances vénéneuses

Acide prussique ou cyanhydrique.
Acide arsénieux et tous les composés arsénicaux.
Composés mercuriels, excepté l'onguent.
Cyanure de potassium et tous les cyanures.
Phosphore.
Hydrate de chloral.
Chloroforme, excepté eau chloroformée et liniments à usage externe.

Huile ou essence de rue ou de sabine.

Cantharides et dérivées (teinture, extrait).

Tartre stibié et oxyde d'antimoine.

Créosote, huile de croton tiglium.

Seigle ergoté, ergotine.

Coque du Levant, picrotoxine.

Glucosides toxiques, tels que digitaline et strophanthine.

Curare.

Aconit.

Belladone.

Jusquiame.

Datura.

Ciguë.

Noix vomique et dérivés tels que teintures ou extraits.

Fèves de Saint-Ignace.

Fausse augusture.

Strophantus.

Racines d'*Hydrastis berberis*.

Racines de vératrine (*Cevadile*).

Opium et dérivés, laudanums.

Tous les alcaloïdes en général, excepté quinine et toutes substances inscrites dans une pharmacopée avec une dose maximum inférieure ou égale à un gramme.

En outre, les substances mentionnées au tableau II.

TABLEAU II

Des substances vénéneuses d'usage industriel ou agricole

Acide arsénieux et tous les composés arsénieux.

Composés mercuriels, excepté le sulfure.

Cyanure de potassium et tous les cyanures, excepté le ferrocyanure de potassium.

Phosphore blanc ou produits contenant du phosphore blanc.

Chloroforme.

Composés d'antimoine, excepté le sulfure.

Tous les fluorures, excepté le fluorure de calcium.

Acide picrique.

Extraits ou jus de tabac.

Sels de baryte, excepté le sulfate.

Sels de zinc solubles.

Sels de plomb solubles.

Sels de cuivre solubles, excepté le sulfate.

Acide oxalique.

EQUATEUR

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DES PHARMACIES ET DROGUERIES du 12 août 1913 (1).

Art. 6. — Les pharmaciens garderont les substances toxiques en armoires spéciales, fermées à clef et chaque récipient ou enveloppe sera étiqueté très lisiblement.

Art. 14. — Les pharmaciens ne pourront délivrer aucune ordonnance dont les substances prescrites ne seraient pas conformes, quant au mode d'association et aux doses employées, aux prescriptions du Codex Français et aux principes de la pharmacie.

Art. 16. — Tout médicament magistral qui sera délivré dans une pharmacie, portera sur le récipient une étiquette indiquant le nom de la pharmacie, le nom du médecin, la manière de l'administrer et le numéro d'ordre.

Si le médicament est officinal, l'étiquette indiquera simplement le nom du médicament et le mode d'emploi.

Art. 17. — Les médicaments destinés à l'usage externe porteront en plus de l'étiquette ordinaire, une seconde étiquette rouge avec l'inscription « Usage externe » en lettres noires.

Si le médicament est vénéneux, l'étiquette sera noire avec inscription blanche et portera une tête de mort ainsi que le mot « Poison ».

Art. 18. — Il est interdit de délivrer des médicaments héroïques sans ordonnance de médecin.

Il est interdit de vendre des granules dosimétriques ou contenant des alcaloïdes sur simple présentation du récipient vide. Cette vente ne peut être faite que sur ordonnance de médecin et le renouvellement ne peut s'effectuer que si le médecin en a formulé le désir sur son ordonnance.

Art. 20. — La vente de tout remède secret ou de composition ignorée est interdite, quelle que soit la dénomination du produit.

Art. 22. — Il est interdit aux droguistes de vendre ou de délivrer aucune formule ou recette magistrale ; ils ne pourront vendre des substances toxiques qu'à des personnes d'une honorabilité reconnue et toute consommation de ces substances devra être inscrite et para-

(1) Registro oficial—ño 1°. Quito, Viernes 3 de octubre de 1913, n. 325. Imprento nacional.

phée sur un registre spécial placé sous la responsabilité du droguiste.

Donné au Palais du Gouvernement, à Quito, le 12 août 1913.

Le Président Constitutionnel

de la République,

LÉONIDAS PLAZA G.

Le Ministre de l'Intérieur,

MODESTO A. PENAHERRERA.

Le Ministre de l'Instruction publique,

LUIS N. DILLON.

ESPAGNE

LOI

sur la vente des substances vénéneuses

La vente des substances vénéneuses est réservée aux pharmaciens et aux droguistes autorisés.

Les substances vénéneuses mentionnées dans le paragraphe qui suit doivent être conservées dans une armoire fermée à clef.

La clef de cette armoire dénommée « armoire aux poisons » doit toujours être sous la garde du pharmacien, du droguiste ou de leur gérant.

La vente de ces substances est autorisée sur prescription médicale aux doses normales indiquées dans la Pharmacopée.

Si l'ordonnance médicale prescrit une dose plus élevée que la normale, le pharmacien doit refuser l'exécution de cette ordonnance, à moins que le médecin n'ait spécifié par un signe ou une observation que telle est son intention.

Le commerce en gros de ces substances est permis entre fabricants, droguistes et pharmaciens, à la condition que la quantité vendue soit portée sur les livres commerciaux.

Les pharmaciens et les droguistes sont autorisés à vendre ces substances au détail par doses supérieures aux doses maxima, seulement aux personnes majeures, honorables et de leur connaissance, à la condition, toutefois, que le quémendeur appuie sa demande d'une raison valable et que la substance soit vraiment destinée aux arts, à l'industrie ou à la destruction des animaux nuisibles.

Toute vente de ces substances qui n'est pas effectuée d'après une

prescription médicale doit être enregistrée sur un livre de poisons qui doit indiquer la date de la vente, le nom, la quantité et l'emploi de la substance délivrée ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Tout récipient renfermant une substance vénéneuse doit porter le nom de la substance, une étiquette « Poison » et le nom et l'adresse du vendeur.

Arsenic, ses composés et préparations.

Acide cyanhydrique et ses composés.

Aconit et ses préparations.

Atropine et ses sels.

Belladone et ses préparations.

Cantharides et ses préparations.

Chloroforme.

Cocaïne, ses composés et ses préparations.

Codéine et ses sels.

Conine et ses sels.

Digitale et ses préparations.

Emétique.

Ergot de seigle.

Esérine et ses sels.

Fèves de Saint-Ignace.

Homatropine et ses sels.

Huile de croton.

Hyoscyamine et ses sels.

Mercure et ses sels.

Noix vomiques et ses préparations.

Opium et ses préparations.

Phosphore.

Pilocarpine et ses sels.

Rue.

Sabine.

Santonine.

Stovaïne.

Strophantus et ses préparations.

Strychnine et ses sels.

Vératrine et ses sels.

ÉTATS-UNIS

LÉGISLATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Lois fédérales

1^{er} juillet 1902 (1). — Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Etats-Unis d'Amérique assemblés en Congrès que, six mois après la promulgation des règlements sanctionnés par ce paragraphe, personne ne pourra vendre, trafiquer, échanger ou offrir pour la vente, le trafic ou l'échange dans quelque Etat ou Territoire ou le District de Colombie, ni envoyer ou porter pour vendre, trafiquer ou échanger dans quelque Etat, ou Territoire ou le District de Colombie, ou recevoir de quelque pays étranger dans les Etats-Unis, ou envoyer des Etats-Unis dans quelque pays étranger, tous virus, sérums thérapeutiques, toxiques, antitoxiques ou produits analogues susceptibles de prévenir ou de guérir les maladies de l'homme, à moins que :

a) Le virus, sérum, toxique, antitoxique ou produit analogue ait été préparé et propagé par un établissement possédant une autorisation ou licence non suspendue et non révoquée, délivrée par le Secrétaire de la Trésorerie, licence l'autorisant à préparer et à propager tel virus, sérum, toxique, antitoxique ou produit analogue et à le vendre dans tel Etat ou Territoire ou dans le District de Colombie, et à l'introduire et à l'envoyer dans les endroits susdits.

b) A moins que tout paquet contenant tel virus, sérum, toxique, antitoxique ou produit similaire porte la dénomination exacte du produit qu'il contient, ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de l'autorisation du fabricant et la date. Pourvu toutefois, que la suspension ou la révocation n'ait pas été prononcée pour la vente de tel virus, sérum, toxique, antitoxique ou produit similaire, ou que le Secrétaire de la Trésorerie n'ait pas donné l'ordre de ne pas se livrer à la vente, au trafic ou à l'échange de tel produit.

Art. 2. — Aucune personne ne pourra étiqueter ou marquer fausement tout paquet contenant un virus, sérum, toxique, antitoxique ou produit similaire, ni changer ou falsifier l'étiquette ou la marque d'un paquet contenant l'un de ces produits.

(1) *U. S. Statutes at Large*, vol. 32, part. 1, p. 728.

Art. 3. — Tout officier, agent ou employé de la Trésorerie du Département, désigné par le Secrétaire du Trésor, peut se présenter à toute heure raisonnable dans un établissement autorisé à préparer les produits désignés ci-dessus et inspecter la fabrication et les produits.

Art. 4. — Le Général-Chirurgien de l'Armée, le Général-Chirurgien de la Marine et le Super-Général-chirurgien du Service des Hôpitaux de la Marine sont par ce décret constitués en un Conseil avec toute autorité, sujette à l'approbation du Secrétaire du Trésor, pour promulguer de temps en temps les règlements nécessaires au bon fonctionnement de ce décret, pour autoriser, suspendre ou révoquer les établissements pour la fabrication et la propagation des virus, sérums, toxiques, antitoxiques et produits analogues, susceptibles de prévenir ou de guérir les maladies de l'homme.

Art. 5. — Le Secrétaire du Trésor est autorisé à renforcer les prescriptions du Conseil, à approuver, à créer, à suspendre et à révoquer les établissements, et à désigner des officiers, agents et employés du service du Trésor, pour la surveillance de ces établissements.

Art. 6. — Aucune personne n'est autorisée à intervenir dans l'accomplissement du devoir dont a été chargé l'officier, l'agent ou l'employé préposé à la surveillance des établissements.

Art. 7. — Toute personne qui violera ou aidera à violer quelque une des prescriptions de ce décret sera passible d'une amende n'excédant pas 500 dollars ou d'un emprisonnement maximum d'une année, mais l'application des deux peines est laissée à la décision du Tribunal.

Art. 8. — Tous les actes et parties d'actes incompatibles avec les prescriptions de ce décret sont abrogés.

Interdiction d'importer de l'opium par la Chine

Loi du 23 février 1887 (1)

Article premier. — L'importation de l'opium est interdite dans tous les ports des Etats-Unis, par tout sujet de l'Empereur de Chine.

Toute personne reconnue coupable de ce délit sera punie d'une amende de 50 dollars au moins et de 500 dollars au plus ou d'un emprisonnement de 30 jours à 6 mois ou selon la décision de la justice d'une amende et d'un emprisonnement.

(1) *U. S. Compiled Statutes*, 1901, vol. 3, p. 3198.

Art. 2. - Tout sujet de l'Empereur de Chine qui importera aux Etats-Unis, un paquet contenant de l'opium sera passible d'une amende envers les Etats-Unis et sera poursuivi pour cette forfaiture d'après la législation des Etats-Unis, comme dans les autres cas de violation des lois se rapportant à d'autres importations illégales.

Art. 3. — Aucun citoyen des Etats-Unis ne pourra importer, transporter, vendre ou acheter de l'opium dans les ports de Chine, ni d'un port à l'autre, ni d'un vaisseau à un autre appartenant ou non à un citoyen des Etats-Unis. Il lui est interdit également de s'engager dans quelque trafic d'opium.

Le citoyen des Etats-Unis qui n'observera pas strictement ces prescriptions et qui sera reconnu coupable de délit sera puni d'une amende de 50 à 500 dollars ou d'une autre peine laissée à la décision du Tribunal.

Le Consul du Tribunal des Etats-Unis en Chine, de concert avec quelque tribunal de District des Etats-Unis jugera et déterminera les délits.

Tout paquet d'opium ou paquet contenant de l'opium en totalité ou en partie, apporté, pris, transporté, trafiqué, vendu ou distribué contrairement à l'ordonnance ci-dessus qui sera confisqué aux Etats-Unis le sera au profit de l'Empereur de Chine et les conséquences de ce délit seront jugées et exécutées par les autorités des Etats-Unis exerçant les pouvoirs judiciaires, dans l'Empire chinois.

Interdiction de la vente de l'opium dans certaines Iles du Pacifique

Loi du 14 février 1902 (1)

Article premier. — Toute personne placée sous l'autorité des Etats-Unis qui vendra, donnera ou procurera de l'opium à quelque Ile primitive du Pacifique située dans le 20° de latitude Nord et le 40° de latitude Sud et le 120° de longitude Ouest et le 120° de longitude Est de Greenwich n'appartenant pas ou n'étant pas sous la protection d'une puissance civilisée sera punie d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois avec ou sans travaux forcés ou d'une amende n'excédant pas 50 dollars ou des deux peines simultanément.

Art. 2. — Exception est faite pour l'opium destiné à l'usage médical.

Art. 3. — Toutes les infractions commises contre cette loi sur les Iles ou sur les eaux et rochers de ces îles seront considérées comme

(1) *U. S. Compiled Statutes*, 1901, supplément of 1907, p. 1084.

commises sur les hautes mers à bord d'un bateau marchand ou vaisseau appartenant aux Etats-Unis et en conséquence seront soumises à la juridiction des Tribunaux des Etats-Unis.

Loi postale 60 th. Congr., 1908 (1). La cocaïne et ses dérivés, les liqueurs, contenant des toxiques seront exclus des malles.

Sec. 3878 (2). Tous les poisons et les livres obscènes seront exclus des malles. Les articles pour usage indécent ou immoral ne seront pas transportés.

N° 3893 (3). Tout article, objet ou drogue destiné à l'avortement ou à empêcher la conception, à un usage indécent ou immoral ne peut être et ne sera pas transporté dans les paquebots ni délivré par les bureaux de poste.

Toute personne qui consciemment déposerait ou ferait déposer pour expédition ou livraison tout objet ou article déclaré par cet acte comme non transportable et toute personne complice sera passible d'une amende de 5.000 dollars au plus ou d'une peine de 5 années au plus de travaux forcés ou des deux peines selon la décision du tribunal.

N° 5389 (4). Toute personne qui, dans le district de Colombie ou dans un Territoire des Etats-Unis ou soumis à la juridiction exclusive des Etats-Unis, possédera, vendra, prètera, procurera, transportera tout article, objet ou drogue susceptible d'empêcher la conception ou de causer un avortement illégal ou tout livre, pamphlet, circulaire, lettre ou carte, avertissement ou notice, mentionnant tout article, objet, drogue ou moyen susceptible d'empêcher la conception ou de causer un avortement illégal, sera passible d'une condamnation de 6 mois à 5 ans de travaux forcés ou d'une amende de 100 à 2.000 dollars avec frais.

ALABAMA

RÈGLEMENT

pour la vente des poisons (5)

Il est interdit de conserver les poisons énumérés ci-dessous, sans

(1) *U. S. Statutes* 1908, 60 th. Congr. 1 st. sess. part. 1, chap. 206, p. 418.

(2) *Revised Statutes*, 2d éd., 1878, p. 756.

(3) Act of June 8, 1872; amended 1876 and 1888. — *U. S. Compiled Statutes*, 1901, vol. 2, p. 2658.

(4) *Rev. Stat.*, 1878, p. 4044. *Federal Statutes*, annotated 1905, vol. 5, p. 381

(5) Vol. 3, chap. 272, p. 844.

que la boîte, le bocal ou l'enveloppe qui les renferme ne porte le nom du poison et le nom et l'adresse du vendeur.

Arsenic et préparations.

Sublimé corrosif.

Précipité blanc et rouge.

Bioxyde de mercure.

Cyanure de potassium.

Acide cyanhydrique.

Strychnine et toutes les autres drogues provenant des végétaux vénéneux.

Alcaloïdes et sels.

Huiles essentielles d'amandes.

Opium et préparations, excepté l'élixir parégorique ainsi que les autres préparations de l'opium contenant moins de deux grains à l'once.

Aconit.

Belladone.

Colchique.

Noix vomique.

Jusquiame.

Sabine.

Cantharides.

Créosote.

Vératrine.

Digitale et préparations.

Huile de croton.

Chloroforme.

Chloral.

Sulfate de zinc.

Acides minéraux.

Acides phénique et oxalique.

Il est interdit de délivrer ou vendre les poisons énumérés ci-dessus, à moins que l'acheteur ne connaisse les caractères du poison demandé et qu'il prouve sa bonne intention de l'employer légitimement.

N° 7553. Règlement de la vente de la cocaïne, de l'eucaïne et de la morphine. — Il est interdit de vendre au détail, de donner, d'échanger ou de disposer de cocaïne et de ses sels, d'eucaïne et de ses sels, de morphine et de ses sels, sans y être autorisé par la prescription d'un médecin ou d'un chirurgien-dentiste, dûment et légalement reconnu et autorisé, et en ce cas la quantité ne doit pas excéder cinq grains, à moins qu'elle ne soit prescrite avec d'autres drogues.

N° 7554. Vente de l'alcool méthylique. — Il est interdit de vendre, d'offrir, d'exposer pour la vente ou d'avoir en sa possession toute préparation ou produit destiné à l'usage interne ou externe contenant de l'alcool méthylique.

N° 7555. Peine. — Toute personne, maison de commerce ou corporation qui violera les dispositions de l'un des trois règlements précédents sera reconnue coupable de délit et sera taxée d'une amende de 50 à 100 dollars pour chaque dérogation à ces lois. — Code Criminel 1907.

ALASKA

Vente des poisons

LOI

de 1900 (1)

Art. 103. — Toute personne qui vendra ou délivrera de l'arsenic, du sublimé corrosif, de l'acide prussique ou tout autre poison sans inscrire en anglais, le nom véritable du poison sur l'enveloppe ou le récipient contenant ce poison, sera punie d'une amende de 20 à 100 dollars.

Art. 145. — Il est interdit de vendre, de donner ou de délivrer de l'opium et toute préparation dont l'opium est le principal agent excepté aux droguistes et médecins pratiquants ainsi que sur prescription médicale écrite en langue anglaise ou en langue latine.

Dans ce dernier cas, le pharmacien qui délivrera la prescription, la conservera précieusement pendant une année et la présentera à toute réquisition de l'officier public du district.

Art. 149. — Toute personne qui violera les articles précédents sera punie d'un emprisonnement de 6 mois à deux ans dans le pénitencier ou d'un emprisonnement dans la prison du Comité d'un mois à six mois ou d'une amende de 50 à 500 dollars.

(1) *Carter's Annotated Codes*, 1900, p. 34.

ARIZONA

Vente des poisons

LOI

de 1903 (1)

Art. 9. — Il est interdit de conserver tout poison énuméré dans les paragraphes annexes A et B, ci-dessous, sans que l'enveloppe ou le récipient soit étiqueté du nom du poison et du mot « poison » ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

Il est illégal de vendre ou de délivrer les poisons énumérés dans A et B, à moins que le vendeur ait la certitude que l'acheteur connaît les propriétés de ces poisons et a l'intention d'en faire un usage légitime.

Toute vente devra être inscrite sur un registre spécial qui portera la date de la vente, le nom et l'adresse du vendeur et de l'acheteur, le nom et la quantité du poison vendu et l'usage auquel il est destiné.

Ce registre sera tenu à la disposition des autorités à toute inspection et sera conservé pendant un minimum de cinq années.

Cet article ne sera pas applicable aux prescriptions des médecins ni aux demandes des acheteurs qui n'en demanderont pas plus qu'une dose ordinaire.

Le vendeur étiquettera soigneusement le récipient ou l'enveloppe du nom du poison et du mot « poison ».

Toute personne qui ne se conformera pas strictement aux exigences de cet article de loi, sera coupable de délit et passible d'une amende n'excédant pas 50 dollars.

Paragraphe A. — Arsenic, sublimé corrosif, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine, cocaïne et autres poisons de végétaux, alcaloïdes et leurs sels, opium et ses préparations contenant plus de 2 grains à l'once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, colchique, noix vomique, sabine, cantharides, phosphore, digitale et préparations, huile de croton, chloroforme, chloral, sulfate de zinc, acides minéraux, acide phénique, acide oxalique, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, huile essentielle d'amandes.

(1) *Journal Officiel*. Laws of 1903, p. 125.

ARKANSAS

Vente des poisons

LOI

de 1911 (1)

Il est interdit de vendre ou de conserver sans les étiqueter en anglais du nom du produit, du mot « poison » et du nom du vendeur, les poisons suivants : Arsenic et ses composés, strychnine et ses sels, sublimé corrosif, acide cyanhydrique, phosphore, opium, morphine, laudanum et préparations d'opium contenant plus de 2 grains à l'once.

Il est interdit de vendre les poisons désignés ci-dessus, sans prescription médicale et toute vente devra être inscrite sur un registre spécial avec la date ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Toute violation de cet article de loi sera punie d'une amende de 25 à 100 dollars.

LOI

de 1905 (2)

La vente de la cocaïne est interdite, excepté sur prescription médicale.

Toute préparation à base de cocaïne prescrite par le médecin ne pourra être supérieure au volume d'une once et le pharmacien en conservera l'ordonnance sans en donner la copie. Le pharmacien transcrira cette ordonnance sur son registre des poisons avec le nom et l'adresse de l'acheteur.

Cet article de loi ne sera pas applicable aux ventes en paquets d'origine par les manufacturiers et vendeurs en gros, aux médecins, pharmaciens, dentistes et droguistes diplômés ou reconnus par l'Etat.

Toute violation de cet article de loi sera punie d'une amende de 25 à 100 livres sterling ou d'un emprisonnement dans la prison du Comté de 30 à 90 jours.

Les médecins, pharmaciens ou dentistes qui violeront cet article de loi seront révoqués et passibles des mêmes peines.

(1) Castle's annotated statutes, 1911.

(2) Laws 1905, act n° 278, p. 696.

CALIFORNIE

Vente des poisons

LOI

du 1^{er} juillet 1905 (1)

Article premier. — Il est interdit de vendre, donner ou fournir directement ou indirectement les poisons énumérés dans les articles 7, 8 et 9, sans que le récipient ou l'enveloppe soit étiqueté du nom du produit et du mot « poison » ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

Il est interdit de vendre, fournir ou délivrer les poisons désignés dans l'article 7 et toute drogue dangereuse et vénéneuse de substances chimiques ou médicinales à moins qu'il ne soit prouvé que l'acheteur connaît les propriétés de ces poisons et que l'emploi qu'il veut en faire est légitime.

Il est interdit de donner un nom fictif ou de faire une fausse ordonnance au vendeur ou à l'acheteur lors de l'achat ou de la vente des poisons énumérés.

Il est interdit de vendre ou délivrer les poisons cités dans l'article 7 ou ceux qui pourraient y être ajoutés par décision de l'Institut de Pharmacie de l'Etat de Californie, sans en faire une déclaration dans un livre spécial destiné à cet usage, indiquant la date et l'heure de la vente, le nom, l'adresse et la signature de l'acheteur, le nom et la quantité du poison vendu, l'emploi auquel l'acheteur le destine et le nom du vendeur qui ne doit être qu'un pharmacien diplômé dûment autorisé.

Ce livre sera approximativement ainsi conçu :

Date et heure	Nom de l'ache- teur	Adresse	Nom du produit et quantité	Usage	Signature du phar- macien	Signature de l'ache- teur

(1) *Statutes and amendements to the Codes*, 1907, chap. 102, p. 124-126.

Ce livre sera toujours présenté aux autorités compétentes pour toute inspection et sera conservé au moins cinq années après la date de la dernière vente inscrite.

Art. 2. — L'étiquette qui doit être placée sur tous les paquets de poison, conformément au premier paragraphe de l'article précédent, sera imprimée sur papier rouge, en lettres blanches bien lisibles ou sur papier blanc en lettres rouges bien lisibles et portera le mot « poison » avec une vignette représentant le crâne (tête de mort) et deux os en croix, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Le nom d'un antidote, s'il en existe pour le poison vendu, sera indiqué sur le paquet.

Aucun poison ne sera vendu ou délivré aux personnes âgées de moins de dix-huit ans.

Art. 3. — Le Conseil de l'Ecole de Pharmacie adoptera les antidotes les plus appropriés à la variété des poisons habituellement vendus. Dès l'apparition de la liste des antidotes l'Ecole de Pharmacie en fera parvenir une copie imprimée à tous les médecins, pharmaciens, dentistes, vétérinaires et droguistes autorisés.

L'antidote particulier au poison vendu sera seul indiqué sur l'étiquette.

Le Conseil de l'Ecole de Pharmacie aura le pouvoir de réviser la liste des antidotes, de temps à autre, s'il le juge utile.

Les inscriptions sur le registre des poisons et les étiquettes imprimées ou écrites exigées par les articles 2 et 3 seront en langue anglaise ; toutefois le vendeur est autorisé à y joindre une seconde inscription ou étiquette en une langue étrangère.

Art. 4. — Dans l'intérêt de la santé publique le Conseil de l'Ecole de Pharmacie pourra réduire ou interdire par acte qu'il communiquera aux intéressés, la vente de tel ou tel poison.

Art. 5. — Les ventes en gros des poisons énumérés dans les articles 7, 8 et 9 faites aux pharmaciens, médecins, dentistes, vétérinaires dûment autorisés sont exemptes de l'enregistrement sur le livre des poisons mais non des étiquettes exigées.

Art. 7. — Paragraphe des poisons ; Arsenic et ses préparations, chloroforme, acide phénique, chloral hydraté, mercure et ses composés, sublimé corrosif, tablettes de sublimé corrosif, cyanure de potassium, huile essentielle d'amandes, éther, acide cyanhydrique, lysol, huile de croton, rue, sabine, tanaisie, phosphore et ses dérivés, strophanthus, émétique et ses dérivés, aconit, belladone, noix vomique, vératrine, leurs alcaloïdes ou autres préparations, ergot de seigle et ses préparations.

Art. 8. — La vente de morphine, codéine, héroïne, opium, cocaïne et leurs sels, compositions et préparations n'est permise que sur la prescription d'un médecin, d'un dentiste ou d'un vétérinaire autorisé à exercer dans l'Etat de Californie ; la vente des préparations d'opium contenant moins de 2 grains d'opium à l'once liquide est autorisée sans ordonnance médicale.

Art. 9. — La vente des drogues désignées ci-après est permise sans enregistrement sur le livre des poisons, mais les autres exigences de la loi devront être strictement observées : Acide muriatique, nitrique, oxalique, sulfurique, créosote, hyoscyamine, chanvre indien, iode et ses préparations, nitroglycérine et ses préparations, santonine, acétate de plomb, sulfate de zinc, cantharides, digitale et alcool méthylique.

Art. 6. — Toute personne qui violera quelque-une des prescriptions de cette loi se rendra coupable de délit et sera punie d'une amende minimum de 30 dollars ou d'un emprisonnement minimum de quinze jours ou des deux peines.

Toutes les amendes ainsi reçues par le magistrat seront versées au Conseil d'Etat de Pharmacie.

L'avoué de district du Comté a le devoir de conduire toutes les actions et poursuites à la requête du Conseil de Pharmacie, contre toute violation de cette loi.

COLORADO

LOI

du 18 avril 1907

Sur la vente des poisons (1)

Art. 19. — Toute personne qui vendra au détail, fournira ou disposera de l'un des poisons mentionnés dans le paragraphe A, devra, avant même de le délivrer, l'inscrire sur un livre spécialement réservé à cet usage et fourni par l'Ecole de Pharmacie, en indiquant la date de la vente, le nom et l'adresse de l'acheteur, le nom et la

(1) Session Laws, 1905, chap. 127, p. 298 et 1907, chap. 224, p. 581.

quantité du poison, le but pour lequel il est demandé par l'acheteur et le nom du vendeur.

Ce livre sera présenté aux autorités à toute inspection et conservé au moins cinq ans après la dernière vente.

Le vendeur ne délivrera aucun desdits poisons sans s'être assuré lui-même que l'acheteur connaît les propriétés du poison et qu'il se propose de l'employer légitimement.

Ce dernier paragraphe ne s'applique pas aux prescriptions médicales.

Les produits désignés dans le paragraphe B, seront délivrés avec une étiquette rouge portant le mot « poison » imprimé très lisiblement.

Paragraphe A. — Arsenic, acide cyanhydrique et ses sels ; cocaïne, morphine, strychnine et tous les autres poisons de végétaux, alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, opium et ses préparations, excepté l'élixir parégorique et celles contenant moins de 2 grains à l'once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, cantharides, colchique, digitale, ergot de seigle, ellébore, jusquiame, strophanthus, tanaïsie, huile de pennyroyal, huile sabine, vératrine et leurs préparations, préparations arsenicales, acide phénique, chloral, chloroforme, sublimé corrosif, créosote, huile de croton, acides minéraux, acide phénique et oxalique, vert de Paris, sels de plomb, sels de zinc.

Art. 20. — Toute personne qui violera quelque une des prescriptions de cet acte sera passible d'une amende de 100 à 250 dollars ou d'un emprisonnement maximum de six mois dans la prison du Comté ou des deux peines selon la décision du tribunal.

Art. 47. — Un rapport de toutes les ventes d'antitoxiques doit être fait au service de santé. Toutes les personnes intéressées dans la vente, le maniement ou la fabrication des drogues, auront le devoir, dans les douze heures qui suivront la vente d'un antitoxique, d'avertir le service de santé, en indiquant sur le rapport le nom de l'acheteur, la date de la vente et le nom du médecin qui a ordonné l'antitoxique, s'il a été vendu sur prescription médicale.

CONNECTICUT

Vente des poisons

Règlement. — Toute personne qui vendra de l'arsenic, strychnine, sublimé corrosif, acide cyanhydrique ou cyanure de potassium fixera au paquet vendu, une étiquette très lisible, portant son nom, la date de la vente, le mot « poison » et le nom du poison vendu.

Elle enregistrera cette vente sur un livre spécial, en indiquant le nom de l'acheteur, la date de la vente, le nom du poison et la quantité vendue. Ce registre des poisons sera conservé et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente et quand le vendeur cessera son commerce il remettra ce livre au bureau du greffier du tribunal de sa localité.

Toute personne qui violera l'une de ces prescriptions ou qui donnera un nom faux au vendeur sera passible d'une amende de 10 à 100 dollars (1).

Etiquetage. — Amende. — Toute personne qui vendra sans les étiqueter du mot « poison », écrit très lisiblement, les produits désignés ci-dessous au paragraphe A, sera punie d'une amende d'un dollar.

Paragraphe A. — Acide phénique, mercure et ses sels, acide chlorhydrique, acide nitrique, acide sulfurique, chloroforme, teinture d'aconit, teinture de belladone, acide oxalique, teinture de digitale, créosote, teinture d'opium, extrait de belladone, vératrine et ses sels, acétate de plomb, morphine, huile de croton, noix vomique, cobalt, extrait de noix vomique, huile d'amandes amères, opium, huile de tanaisie, coque du Levant, ammoniacque, oxyde rouge de mercure, vert de Paris, rat dynamite (2).

Règlement de la vente des sérums. — Tout flacon de sérum antidiphtérique et tout produit préparé avec du sang animal et destiné à la médecine devra porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du producteur et la même étiquette ou une circulaire renfermant le récipient mentionnera la date de production et la valeur antitoxique du produit.

Toute violation de cet article de loi sera punie d'une amende de

(1) *Laws*, 1881, p. 73. — *General statutes*, 1902, p. 1131.

(2) *Laws*, 1882, p. 130. — *General statutes*, 1902, p. 1131.

500 dollars au plus ou d'un emprisonnement maximum d'une année, ou des deux peines simultanément.

Si, après analyse faite par le Conseil du service de santé, le produit n'est pas reconnu tel que le représente le producteur sur sa circulaire, ce dernier sera puni d'une amende de 500 dollars au plus ou d'un emprisonnement maximum d'une année, ou des deux peines^s simultanément (1).

Vente de cocaïne et eucaïne et de leurs sels. — Article premier. — Il est interdit de vendre, de fournir ou de transporter de la cocaïne, de l'eucaine et leurs sels, sans prescription médicale signée d'un praticien autorisé et portant le nom de la personne qui en fera usage.

Si la prescription est signée par un vétérinaire, elle devra indiquer l'espèce de l'animal et l'acheteur signera cette ordonnance de son nom et adresse.

Art. 2. — Toute personne qui violera les prescriptions de cet article sera passible d'une amende de 25 à 50 dollars (2).

DELAWARE

Vente des poisons

LOI

de 1907 (3)

Il est interdit de vendre ou de délivrer à une personne mineure âgée de moins de 16 ans, à moins que sur ordre signé par un adulte connu, toute composition contenant un poison : Strychnine, arsenic, sublimé corrosif, etc.. Néanmoins, avant de délivrer le poison, le vendeur devra s'assurer que l'acheteur en connaît les propriétés et qu'il se propose d'en faire un usage légitime. Le récipient devra porter une étiquette sur laquelle on lira très lisiblement le nom de la substance, le mot « poison » et le nom du vendeur.

Toute vente sera inscrite sur un livre spécial, avec la date, le nom et l'adresse de l'acheteur et le nom du vendeur ; ce registre sera con-

(1) *Laws*, 1895, p. 592. — *General statutes*, 1902, p. 1132.

(2) *Approved June 7*, 1905. — *Public Acts* 1905, chap. 127, p. 336.

(3) *Laws*, 1907, chap. 140, p. 250.

servé pendant au moins cinq ans et toujours mis à la disposition des inspecteurs de la loi pour vérification.

Les ventes en gros faites aux pharmaciens ou praticiens ne devront pas être enregistrées sur le livre des poisons, mais les récipients porteront une étiquette très lisible avec le nom de la substance, le mot poison et le nom et l'adresse du fabricant ou vendeur en gros.

Toute infraction à l'article précédent sera punie d'une amende de dix à cent dollars.

DISTRICT de COLOMBIE

Vente des poisons

LOI (1)

Art. 11. — Il est interdit de fournir, vendre ou transporter de la cocaïne et ses sels, de la morphine et ses sels, de l'opium et ses préparations, sans une ordonnance datée et signée par un médecin, dentiste ou vétérinaire, légalement autorisé. Cette prescription devra porter le nom du malade ou de l'animal.

Le vendeur inscrira cette vente sur un registre spécial qui sera conservé pendant trois ans et il ne renouvellera pas l'ordonnance sans l'autorisation signée du médecin, dentiste ou vétérinaire.

Cet article de loi ne s'applique pas aux préparations ne contenant pas plus de 2 grains d'opium, un quart de grain de morphine ou de cocaïne. Les prescriptions précédentes ne s'appliquent pas aux préparations pour l'usage externe.

Art. 12. — Il est formellement interdit aux médecins de prescrire des préparations à base de cocaïne, morphine ou opium à toute personne qui est adonnée à l'usage de l'une ou l'autre de ces substances, à moins que dans le but de guérir cette personne de sa passion ou pour la guérir d'une maladie qui exige l'un de ces remèdes.

Art. 13. — Il est interdit de vendre ou de délivrer, sans prescription médicale, toutes les substances vénéneuses, particulièrement celles désignées ci-dessous :

Les préparations, compositions ou combinaisons de sels d'antimoine, arsenic, barium, chrome, cuivre, or, plomb, mercure, argent

(1) *U. S. Statutes at Large*, 1905, vol. 34, pt. 1, chap. 2084, p. 179-180.

et zinc, les caustiques de sodium ou de potassium, l'alcool méthylique, l'élixir parégorique, les acides minéraux, oxalique, cyanhydrique et leurs sels. phosphore, vert de Paris, acide phénique, huile d'amandes, tanaïsie, rue et sabine, huile de croton, créosote. chloroforme, cantharides, teinture d'aconit, teinture de belladone, colchique, chanvre indien, digitale, ergot de seigle, noix vomique, et les alcaloïdes vénéneux.

Toutefois, les produits d'usage domestique pourront être vendus à toute personne de bonne réputation, si cette personne connaît les principes des produits demandés et s'il est reconnu qu'elle a l'intention d'en faire un usage honnête.

Néanmoins, toute vente qu'elle qu'elle soit, devra être enregistrée sur un livre spécial avec le nom et la quantité du produit, le nom et l'adresse de la personne à qui le produit est vendu ou délivré.

Ce registre devra être conservé pendant trois ans après l'inscription de la dernière vente.

Tout récipient devra porter une étiquette très lisible indiquant le nom du produit, le nom d'un contre-poison au moins, le mot « poison » ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Toute bouteille contenant une préparation pour l'usage externe devra être en verre coloré.

Art. 15. — Le livre de poisons sera conservé pendant trois années après l'inscription de la dernière vente, et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

FLORIDA

Vente des poisons

Il est interdit aux pharmaciens et droguistes de vendre ou d'offrir de la morphine et ses sels sans qu'ils soient enveloppés dans un papier écarlate et très lisiblement étiquetés (Acts 1881).

Toute violation de la loi sur la vente des poisons en général sera punie d'une amende n'excédant pas cent dollars (1).

Les pharmaciens reconnus sont seuls autorisés à vendre les poisons énumérés ci-dessous : Arsenic et ses préparations, sublimé cor-

(1) Acts, 1881, chap. 3286 sec. 1, p. 87. General statutes, 1906, p. 509.

rosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine et tous les alcaloïdes et leurs sels, huile essentielle d'amandes, opium et ses préparations contenant plus de deux grains à l'once, aconit, belladone, colchique, noix vomique, rue, sabine, ergot de seigle, cantharides, créosote, vératrine, digitale et leurs préparations, chloroforme, chloral, sulfate de zinc, acide phénique et oxalique et les acides minéraux.

Tout récipient contenant un poison devra porter une étiquette très lisible sur laquelle sera indiqué le nom et la quantité du poison, le mot « Poison », le nom et l'adresse du vendeur.

Les substances désignées ci-dessus ne pourront être vendues que sur prescription médicale. Exceptionnellement, elles pourront être vendues aux personnes honorables qui prouveront qu'elles en connaissent les propriétés et qu'elles ont l'intention d'en faire un usage légitime.

Toute violation de cette ordonnance sera punie d'une amende de 10 à 100 dollars (Acts 1903).

Les pharmaciens et les droguistes ne pourront vendre ou disposer de la cocaïne et de ses sels que sur prescription médicale et toute violation sera punie d'une amende de 100 dollars ou d'un emprisonnement de 30 jours. Toutefois, les fabricants pourront vendre librement la cocaïne aux pharmaciens, médecins, dentistes et vétérinaires (Acts 1903) (1).

GEORGIA

Vente des poisons

Les pharmaciens et les droguistes sont seuls autorisés à vendre les substances énumérées dans les paragraphes A et B.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, acide cyanhydrique, cyanure de potassium, strychnine et tous les produits vénéneux des végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, opium et ses préparations, excepté l'élixir parégorique et les autres préparations contenant moins de deux grains à l'once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, colchique, conine, noix vom-

(1) *Acts*, 1903, chap. 5163 sec. 1. *General statutes*, 1906, p. 1325.

que, rue, sabine, ergot de seigle, cantharides, créosote, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, chlorhydrate et sulfate de zinc, acides minéraux, phénique et oxalique (Acts 1876) (1).

Les pharmaciens et les droguistes devront inscrire les ordonnances prescrivant les substances désignées dans les paragraphes A et B, sur un registre spécial, en indiquant la date de la vente, le nom et l'adresse de l'acheteur, le nom et la quantité du poison et le but auquel il est destiné.

Les pharmaciens et droguistes ne pourront vendre ou délivrer les dites substances que sur prescription d'un médecin autorisé.

Le livre des poisons sera représenté à toute réquisition de l'autorité compétente et conservé au moins pendant cinq années (Acts 1895).

HAWAII

Vente des poisons

Loi 1905 (2)

Toute vente de substance vénéneuse et de récipient ayant contenu quelque poison est interdite, si ce n'est sur prescription médicale ou à des personnes honorablement connues, ayant l'intention de faire un usage légitime de ces substances ou de ces récipients.

Les pharmaciens doivent inscrire les ventes de substances vénéneuses sur un registre spécial en indiquant le nom et la quantité du poison vendu ou délivré, le nom et l'adresse de l'acheteur, l'emploi qu'il désire en faire, le nom et l'adresse du vendeur.

Les ordonnances prescrivant des substances vénéneuses doivent être conservées ainsi que le livre des poisons et ils seront présentés à toute réquisition de l'autorité compétente.

Tout récipient contenant une substance vénéneuse ou une préparation à base de substance vénéneuse devra porter une étiquette avec le mot « Poison » inscrit en grandes lettres en langue anglaise et en langue hawaïan.

Toute dérogation aux articles précédents sera punie d'une amende de 50 à 500 dollars ou d'un emprisonnement de six mois.

(1) *Acts*, 1876, p. 24.

(2) *Revised Laws*, 1905, chap. 86, p. 463.

IDAHO

Loi de 1905

sur la vente des poisons (1)

Les pharmaciens et les droguistes sont seuls autorisés à vendre des substances vénéneuses, sur prescription d'un médecin, dentiste ou vétérinaire diplômé.

Toute personne, non pourvue du diplôme de pharmacien ou non autorisée comme aide-pharmacien ou comme droguiste qui vendra ou délivrera des substances vénéneuses ou des compositions renfermant les dites substances sera passible d'une amende de 10 à 100 dollars.

Quiconque vendra ou délivrera, sans étiquette « Poison » des substances vénéneuses et particulièrement celles spécifiées dans l'article ci-dessous, sera passible d'une amende de 10 à 100 dollars.

Il est interdit de vendre ou de délivrer à toute personne âgée de moins de 16 ans, excepté sur l'ordre écrit et signé d'un adulte toutes les substances vénéneuses, particulièrement les suivantes :

Arsenic, sublimé corrosif, acide cyanhydrique, opium, morphine, strychnine, cocaïne, aconit et leurs préparations.

Toutefois, ces substances pourront être vendues en quantité normale à toute personne honorablement connue qui justifiera l'emploi légitime qu'elle veut faire de ces substances.

Tout récipient contenant une préparation à base de substance toxique devra porter une étiquette sur laquelle seront inscrits très lisiblement le nom du produit, le mot « Poison » et le nom du vendeur.

Avant que la substance soit délivrée à l'acheteur, la vente sera enregistrée sur un registre spécial en indiquant la date, le nom et la quantité du produit, le nom et l'adresse de l'acheteur et le nom du vendeur.

Ce livre sera conservé pendant une année au moins après l'inscription de la dernière vente et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

(1) *Session Laws*, 1905, p. 326.

ILLINOIS

Règlement sur la vente des poisons (1906) (1)

Les pharmaciens et droguistes sont seuls autorisés à vendre des substances vénéneuses.

Toute vente d'arsenic, strychnine, sublimé corrosif, acide cyanhydrique, et de toute autre substance et de tout autre liquide dénommé poison devra porter sur le récipient une étiquette avec le mot « Poison » écrit ou imprimé très lisiblement.

Toute vente de substance vénéneuse est interdite, à moins que sur prescription médicale ; de plus elle doit être enregistrée sur un livre spécial avec la date, le nom du produit, le nom de l'acheteur et du vendeur.

Tout récipient ou enveloppe contenant une substance vénéneuse ou une préparation à base de substance vénéneuse, devra être muni d'une étiquette portant le mot « Poison » ainsi que le nom du produit, le mode d'emploi et le nom du vendeur.

INDIANA

Vente des poisons

Loi du 1^{er} juillet 1899 (2)

Les substances vénéneuses ne peuvent être vendues que sur prescription médicale et par des pharmaciens dûment autorisés.

Toute vente de substances vénéneuses devra être enregistrée sur un livre spécial où seront indiqués le nom et la quantité du produit, le nom et l'adresse de l'acheteur et la date de la vente.

Tout récipient portera une étiquette « Poison » et le nom du produit en caractères très lisibles.

Il est interdit de vendre, échanger, transporter ou colporter de

(1) *Revised Statutes* (Hurd), 1906, chap. 38, p. 687.

(2) *Acts*, 1907, chap. 188, p. 320.

l'opium, de la morphine ou de la cocaïne sans y être autorisé par une ordonnance signée par un médecin diplômé.

Cette prescription devra indiquer le domicile du Docteur, le nom et l'adresse de la personne qui emploiera la substance.

Après la livraison de la dite substance, le pharmacien inscrira la mention « annulée » sur l'ordonnance, qui ne pourra être renouvelée sans l'autorisation écrite du médecin.

IOWA

Loi du 27 mars 1907 (1)

Les substances mentionnées dans ce paragraphe peuvent être vendues non seulement sur prescription médicale ou vétérinaire, mais encore sur demande écrite à toute personne de haute honnabilité qui en connaît les effets et prouve sa bonne intention d'en faire un usage légitime.

Acide chlorhydrique, nitrique et sulfurique, arsenic, chloral hydraté, chloroforme, mercure, atropine, arséniate de soude, aconitine, bromine, cyanure de potassium, cobalt, sublimé corrosif, diosmine, éther sulfurique, morphine, kermès minéral, cantharides, huile de croton, acide phénique, digitale, alcool méthylique, alcool dénaturé, ergot de seigle, acide cyanhydrique, noix vomiques, opium et ses préparations contenant plus de deux grains à l'once, huile d'amandes amères, sabine, rue, penny royal, acide oxalique, phosphorique, strychnine et ses sels, vératrine.

Tout récipient ou enveloppe contenant l'un de ces produits devra porter une étiquette indiquant le nom du produit, le mot « poison » en caractères très lisibles, ainsi que le nom et l'adresse du pharmacien.

Toute vente devra être inscrite sur un registre spécial sur lequel sera indiqué la date de la vente, le nom et l'adresse de l'acheteur, le nom et la quantité du poison ainsi que l'usage auquel il est destiné.

Le livre des poisons sera conservé pendant cinq ans et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les ventes d'alcool méthylique et dénaturé destinés à l'industrie ne seront pas enregistrées sur le livre des poisons.

(1) *Acts and Resolutions*, 1907, chap. 142, p. 144.

Toute violation sera punie d'une amende de 25 à 100 dollars ou d'un emprisonnement maximum de 30 jours dans la prison du Comté.

KANSAS

Loi de 1885

sur la vente des substances vénéneuses (1)

Les pharmaciens diplômés auront seuls le droit de conserver et de vendre les substances vénéneuses énumérées dans les paragraphes A, B, C.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, chloroforme, strychnine, morphine et tous les autres poisons tirés des végétaux, alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, opium et ses préparations contenant plus de deux grains d'opium à l'once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, colchique, noix vomique, jusquiame, cantharides, créosote, digitale et leurs préparations, huile de croton, chlorhydrate et sulfate de zinc, acétate de plomb, acides minéraux, acide phénique et oxalique ainsi que tous les autres poisons virulents.

Paragraphe C. — Huile de sabine, huile de tanaïsie, ergotine et ses préparations et tous les autres produits empêchant la conception ou provoquant l'avortement.

Les substances énumérées dans les paragraphes A et B ne seront pas vendues sans une étiquette très lisible placée sur le récipient ou l'enveloppe qui les contiendra. Cette étiquette indiquera le nom du produit, le mot « poison » ainsi que le nom et l'adresse du pharmacien.

Il est interdit aux pharmaciens de vendre les poisons des paragraphes A et B sans prescription médicale, si ce n'est à des personnes honorables connaissant les caractères de ces substances et prouvant leur bonne intention de les employer légitimement.

Toute violation du règlement précédent sera punie d'une amende de 25 à 100 dollars.

(1) *Laws*, 1885, p. 250.

KENTUCKY

LOI

de 1898.

Aucune substance vénéneuse ne peut être délivrée sans que le récipient ne porte une étiquette sur laquelle seront inscrits très lisiblement, le nom du produit, le mot « poison », le nom et l'adresse du vendeur ainsi que les noms de deux antidotes au moins, facilement accessibles.

Les substances vénéneuses ne peuvent être vendues qu'à des personnes honorables connaissant les principes vénéneux de ces substances et prouvant l'emploi légitime qu'elles désirent en faire.

Toute vente de substance vénéneuse sera inscrite sur un registre spécial qui sera conservé deux ans et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les prescriptions précédentes ne s'appliqueront pas aux ventes de doses anodines sur prescription d'un médecin autorisé (1).

Vente de la cocaïne. — La cocaïne ne se vendra que sur prescription d'un médecin, dentiste ou vétérinaire et l'ordonnance ne sera renouvelée que si le médecin le spécifie expressément sur l'ordonnance en la contresignant (2).

LOUISIANA

PRESCRIPTION de 1906 (3)

Article premier. — Aucune ordonnance médicale contenant quelque une des drogues suivantes ne sera renouvelée : Opium et ses dérivés, cocaïne et ses dérivés, chloral hydraté, chloroforme, hyosciamine et ses sels, chanvre indien, acétanilide, sulfonal, trional et véronal.

(1) *Laws*, 1898, p. 473.

(2) *Laws*, 1902, p. 83. *Statutes* (Carroll) 1903, chap. 85, p. 1042.

(3) *Biennial Report of the Louisiana State Board of Health*, 1906. 7 Reg. 27, p. 174.

Art. 2. — Aucune ordonnance ne sera renouvelée quand elle contiendra les drogues mentionnées dans l'article 1^{er}, ni quand le médecin l'aura spécifié par les mots « ne reproduisez pas ».

Aucune prescription ne sera exécutée par un pharmacien ou un droguiste si elle n'est pas signée par un médecin autorisé et enregistré.

Art. 3. — Toutes les ordonnances pour l'usage externe peuvent être renouvelées, excepté celles contenant de la cocaïne.

Art. 4. — La vente de l'opium, de ses dérivés et préparations, l'élixir parégorique excepté, de la cocaïne et de ses sels et préparations, du chloral hydraté est interdite, excepté aux médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires.

Art. 5. — La vente des remèdes domestiques pour la destruction des animaux nuisibles est autorisée sans ordonnance de médecin aux personnes majeures et de bonne réputation, connues du vendeur. Ces produits devront porter une étiquette « Poison ».

Art. 6. — Tout récipient ou enveloppe contenant des substances vénéneuses devra porter une étiquette très lisible portant le mot « Poison ».

Art. 7. — La vente de l'acide phénique en solution à 10 0/0 de glycérine ou d'alcool est permise sans enregistrement ni ordonnance, mais le récipient devra porter l'étiquette « Poison ».

Art. 8. — Il est interdit de vendre sans prescription d'un médecin ou vétérinaire les substances suivantes : ergot de seigle, huile de sabine, rue, tanaisie, apiol, huile européenne de Penny royal et leurs compositions et tous les autres remèdes abortifs.

Art. 9. — Toute vente de substance vénéneuse sera enregistrée sur un livre spécial en indiquant le nom du produit vendu, le nom, l'âge, la profession et l'adresse de l'acheteur, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Art. 10. — L'étiquette « Poison » devra être rouge et porter en caractères noirs une tête de mort, deux fémurs en croix et le mot « poison », ainsi que le nom d'un antidote.

LOI

du 8 juillet 1908 (1)

Article premier. — La vente de la cocaïne est formellement interdite sans prescription médicale et une nouvelle ordonnance doit être exigée pour chaque vente.

(1) *Acts*, 1908. *Act. n° 200*, p. 295.

Art. 2. — Toute violation de cet article sera punie d'une amende de 5 à 25 dollars ou d'un emprisonnement de 30 jours ou des deux peines simultanément.

MAINE

LOI

de 1899 (1).

La vente des substances mentionnées ci-dessous ne pourra se faire que sur prescription d'un médecin autorisé.

Toute vente de ces substances devra être enregistrée sur un livre spécial qui indiquera le nom et la quantité des substances vendues, la date de la vente ainsi que les noms, professions et adresse de l'acheteur.

Ce registre sera présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Arsenic et ses préparations, acide arsénieux, atropine et ses sels, chloral hydraté, chloroforme, solution de Fowler, sublimé corrosif, cyanure de potassium, ergot de seigle et son extrait, laudanum, morphine et ses sels, acétate de plomb, huile de sabine, de tanaisie, opium, phosphore, pâte phosphorée, acide prussique, strychnine et ses sels, émétique, teinture d'aconit, de belladone, de digitale, de noix vomiques, vératrine et acide phénique.

Tout récipient contenant ces substances portera une étiquette rouge sur laquelle sera imprimée en grandes lettres noires : le mot « Poison », le nom d'un antidote ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Le nom de l'antidote sera également indiqué sur l'étiquette portant le nom de la substance contenue dans le récipient.

(1) *Laws, 1899. Public, p. 107. Revised Statutes, 1903, chap. 30, p. 348.*

MARYLAND

LOI

de 1902 (1).

Il est interdit de vendre les substances mentionnées ci-dessous sans étiqueter très distinctement le récipient du mot « poison », ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine et tous les autres poisons de végétaux, alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, opium et ses préparations, aconit, belladone, colchique, conine, noix vomiques, sabine, ergot de seigle, cantharides, créosote, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, chloral hydraté, sulfate de zinc, acides minéraux, acide phénique et oxalique.

Les vendeurs doivent inscrire les ordonnances prescrivant les substances mentionnées dans l'article précédent, sur un livre spécial en indiquant la date de la vente, le nom de la substance vendue, ainsi que les noms et adresses de l'acheteur et du vendeur.

LOI

de 1906 (2).

Article premier. — Il est interdit de vendre, de livrer, d'expédier, de transporter de la cocaïne, de l'eucaine, de la morphine, de l'héroïne, du chloral hydraté, leurs sels et préparations sans ordonnance d'un médecin, dentiste ou vétérinaire. Cette prescription devra être datée et indiquera le nom de la personne ou de l'animal à qui le remède est destiné.

Ces ordonnances seront conservées par le vendeur et le texte en sera inscrit sur le registre spécial qui sera présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Le règlement ci-dessus ne s'appliquera pas à l'élixir parégorique, au laudanum, aux spécialités pharmaceutiques contenant de la codéine et aux préparations ne contenant pas plus de 2 grains d'opium ou 2 5 de grain de morphine, ou 1 4 de grain d'héroïne.

(1) *Laws*, 1902, p. 843. *Public general Laws*, 1904, vol. I, p. 896.

(2) *Laws*, 1906, ch. 523, p. 1003.

Art. 2. — Il est interdit aux médecins, dentistes et vétérinaires de fournir ou de prescrire, pour l'usage d'une personne habituée à l'emploi de l'une ou l'autre de ces substances, de la cocaïne, héroïne, eucaïne, opium, morphine, chloral hydraté ou leurs sels ou leurs préparations.

La prescription de ces substances est autorisée seulement dans les cas où ces substances sont nécessaires au soulagement ou à la guérison d'un malade.

MASSACHUSETTS

LOI

de 1902 (1).

Quiconque vendra de l'arsenic, acide arsénieux, atropine et leurs sels et préparations, chloral hydraté, chloroforme, sublimé corrosif, cyanure de potassium, solution de Donovan, ergot de seigle et son extrait, solution de Fowler, laudanum, morphine et ses sels, huile de Penny royal, huile de sabsine et de tanaisie, opium, phosphore, pâte phosphorée, acide prussique, strychnine et ses sels, émétique, teinture d'aconit, de belladone, de digitale, de noix vomiques, vératrine et ses préparations, acide phénique, ne pourra le faire sans y être autorisé par la prescription d'un médecin, et fixera au récipient ou à l'enveloppe contenant la substance une étiquette rouge portant en grandes lettres noires le nom et l'adresse du vendeur et le mot « Poison ». L'étiquette portant le nom du produit indiquera en même temps le nom d'un antidote correspondant.

Toute vente sera enregistrée sur un livre spécial qui indiquera le nom et la quantité du poison vendu, le nom et l'adresse de l'acheteur.

Ce registre sera présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

RÈGLEMENT

du 27 mars 1908 (2).

Article premier. — Il est interdit au public en général de vendre

(1) *Revised Laws*, 1902, vol. 2, chap. 213, p. 1302.

(2) *Approved March*, 27, 1908. *Acts*, 1908, chap. 307, p. 267.

toutes préparations spécialisées et toutes spécialités contenant de la cocaïne ou de l'eucaine ou l'un ou l'autre de leurs sels.

Art. 2. — Il est interdit également de vendre, d'échanger, de délivrer, d'exposer pour la vente, de transporter ou de détenir pour la vente de la cocaïne, de l'eucaine ou l'un ou l'autre de leurs sels ou l'une ou l'autre de leurs préparations.

Art. 3. — Il est interdit aux pharmaciens de vendre toute spécialité contenant de la cocaïne ou de l'eucaine ou leurs sels, quand le service de santé leur en a interdit la vente.

LOI

du 22 juin 1914 (1).

Article premier. — Après le 1^{er} janvier 1915 il sera interdit de vendre, de fournir, transporter ou délivrer de l'opium, morphine, héroïne, codeïne, chanvre indien et leurs préparations sans ordonnance écrite et signée d'un médecin, dentiste ou vétérinaire autorisé.

Toute vente de ces substances sera enregistrée sur un livre qui sera conservé pendant au moins deux années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les prescriptions de cet acte ne s'appliqueront pas aux préparations ne contenant pas plus de deux grains d'opium ou un quart de grain de morphine, ou un quart de grain d'héroïne ou pas plus que la moitié d'un grain d'extrait de chanvre indien, ni aux préparations destinées à l'usage externe, ni aux préparations ne contenant qu'une dose minima de l'une ou de l'autre de ces substances, pour l'usage médical ou vétérinaire.

Art. 2. — Il sera interdit aux médecins, dentistes et vétérinaires, de prescrire les substances mentionnées dans l'article précédent, à des personnes qui en font un usage habituel.

Art. 3. — L'interdiction de l'article précédent n'empêchera pas les médecins, dentistes et vétérinaires de prescrire honnêtement ces substances pour le soulagement ou la guérison de leurs malades, mais ils devront enregistrer toutes les prescriptions sur un livre spécial en indiquant la date, le nom et la quantité de la substance prescrite, ainsi que le nom et l'adresse du malade.

Art. 4. — Tout manufacturier, droguiste en gros, pharmacien, médecin, vétérinaire ou dentiste enregistré, peut vendre de l'opium,

(1) *Approved June, 22, 1914. Acts of 1914, chap. 694, p. 534.*

de la morphine, de la codéine, de l'héroïne, du chanvre indien, et tous les sels et toutes les préparations de ces substances, à tout manufacturier, droguiste en gros, pharmacien, médecin, dentiste, vétérinaire ou superintendant de l'hôpital, sur un ordre écrit et signé du manufacturier, droguiste en gros, pharmacien, médecin, vétérinaire, dentiste ou superintendant de l'hôpital.

Cet ordre portera très lisiblement la signature, la date et le nom de la ou des substances délivrées. Ces ordres seront conservés et enregistrés sur un registre spécial qui sera conservé au moins deux années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

MICHIGAN

LOI

de 1905 (1).

Il est interdit aux manufacturiers et aux pharmaciens de vendre les substances vénéneuses mentionnées dans les paragraphes A et B ci-dessous sans les avoir étiquetées en caractères très lisibles du nom du produit, du mot « poison » et du nom et de l'adresse du vendeur.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine, tous les poisons végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, opium et toutes ses préparations contenant plus de 2 grains d'opium à l'once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, cantharides, colchique, conine, digitale, ergot de seigle, ellébore, jusquiame, strophantus, huile de tanaisie, vératrine, acide phénique, chlorhydrique, chloroforme, sublimé corrosif, créosote, huile de croton, acides minéraux, acide oxalique, sels de plomb, de zinc, et toutes les drogues chimiques susceptibles d'occasionner la mort avec une quantité de 60 grains.

Toute vente de ces substances sera inscrite sur un registre spécial en indiquant la date de la vente, le nom et la quantité du poison, le nom et l'adresse de l'acheteur, et ce registre sera conservé au moins cinq années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

La vente de ces substances pourra être faite sans prescription

(1) *Public Acts*, 1905, chap. 332, p. 525.

médicale à toute personne de bonne réputation et prouvant qu'elle désire faire un emploi légitime de ces substances.

Les prescriptions médicales de ces substances, pour l'usage interne, ne porteront pas l'étiquette « poison », mais le mode d'emploi exact sera spécifié sur l'ordonnance et l'étiquette. De plus, elles ne devront pas être enregistrées.

MINNESOTA

RÈGLEMENT

de 1905.

Les substances mentionnées ci-dessous ne peuvent être vendues que sur ordonnance signée par un médecin, dentiste ou vétérinaire : Aconit, belladone, digitale, noix vomique et leurs préparations, huile d'amandes amères, de penny royal, de sabine, de tanaïsie, arsenic et ses préparations, acide phénique, chloral hydraté, chloroforme, cocaïne, créosote, huile de croton, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, acétate de plomb, morphine, acides minéraux, acide oxalique, strychnine.

Le récipient qui contient l'une de ces substances doit porter une étiquette « poison » et une seconde étiquette indiquant le nom de la substance, le mode d'emploi qui doit être légitime, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur (1).

Toute vente doit être enregistrée sur un livre sur lequel seront inscrits le nom et la quantité de la substance vendue et le nom et l'adresse de l'acheteur (2).

Cocaïne. — La vente de la cocaïne et de ses préparations n'est permise qu'aux médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires, ainsi que sur prescription écrite et signée par un médecin, dentiste ou vétérinaire, portant le nom et l'adresse du malade.

Aucune ordonnance prescrivant de la cocaïne ne peut être renouvelée.

Ce règlement ne s'applique pas aux ventes en gros faites par les manufacturiers et droguistes autorisés, ni aux ventes au détail faites aux médecins, pharmaciens et vétérinaires (3).

(1) *Laws*, 1885, p. 483.

(2) *Revised Laws*, 1905, chap. 35, p. 463.

(3) *Laws*, 1905, chap. 42, p. 62.

MISSISSIPPI

LOI

de 1906 (1).

Les pharmaciens et droguistes sont autorisés à vendre les substances vénéneuses, sans prescriptions médicales, en se conformant aux conditions suivantes :

1° Toute vente de substance vénéneuse, sans prescription médicale, ne pourra être faite qu'à des personnes honorables, qui prouveront que l'emploi qu'elles désirent faire de cette substance est légitime.

Cette vente devra être enregistrée sur un livre spécial qui indiquera la date de la vente, le nom et la quantité du poison ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Le récipient portera une étiquette « poison » très lisible.

2° L'arsenic devra être mélangé à de la suie ou à de l'indigo dans la proportion d'une once par livre d'arsenic. Cette précaution ne sera pas exigée pour les ventes aux médecins et vétérinaires, qui pourront être faites sans mélange.

Cocaïne. — La vente de la cocaïne et de ses préparations n'est permise qu'aux médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires et que sur prescription médicale, et l'ordonnance ne peut être renouvelée (2).

Le récipient contenant de la cocaïne, ou de la morphine ou l'une ou l'autre de leurs préparations destinée à la vente, doit porter une étiquette écarlate imprimée en lettres blanches, avec une indication très exacte du contenu (3).

(1) *Code* 1906, chap. 28, p. 470.

(2) *Laws*, 1900, chap. 107, p. 145. *Code* 1906, chap. 28, p. 419.

(3) *Laws*, 1886, p. 87. *Code* 1906, chap. 28, p. 464.

MISSOURI

LOI

de 1906.

Tout récipient contenant une substance vénéneuse doit porter une étiquette sur laquelle doivent être inscrits très lisiblement le nom du poison et le mot « poison » (1).

Les substances mentionnées dans les paragraphes A et B ne peuvent être vendues que sur prescription médicale et sur demande écrite et signée par toute personne honorable connaissant les effets toxiques de ces substances et prouvant qu'elle désire en faire un emploi légitime.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, bioxyde de mercure, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine, et tous les autres poisons des végétaux, alcaloïdes et leurs sels, huile essentielle d'amandes amères.

Paragraphe B. — Opium et ses préparations contenant plus de 2 grains d'opium à l'once, aconit, belladone, colchique, conine, noix vomique, jusquiame, sabiné, ergot de seigle, cantharides, créosote, véraltrine, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, chloral hydraté, sulfate de zinc, sublimé corrosif, précipité rouge et blanc, acides minéraux, acide phénique, acide oxalique (2).

MONTANA

LOI

de 1907 (3).

Les substances vénéneuses mentionnées ci-dessous ne peuvent être

(1) *Revised statutes* 1879, par. 1595. — *Annotated statutes*, 1906, vol. 2, chap. 15, p. 2267.

(2) *Laws*, 1881 p. 132. *Annotated statutes*, 1906, vol. 2, chap. 23, p. 1744.

(3) *Laws*, 1907, chap. 156, p. 403.

vendues au détail que sur prescription médicale. Toutefois, la vente au détail et en gros peut en être effectuée à une personne honorable prouvant ses connaissances en la matière et l'emploi légitime qu'elle a l'intention de faire de ces substances.

Tout récipient ou enveloppe renfermant une substance vénéneuse doit porter une étiquette avec le nom du poison et le mot « poison », le nom des principaux antidotes, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Arsenic et préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine, tous les poisons des végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, huile essentielle d'amandes amères, opium et ses préparations contenant plus de 2 grains à l'once, aconit, belladone, colchique, conine, noix vomique, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, chloral hydraté, sulfate de zinc, acides minéraux, acide phénique, acide oxalique.

NEBRASKA

LOI

de 1899.

Les pharmaciens, droguistes et les autres personnes autorisées à vendre des substances vénéneuses doivent se conformer aux conditions suivantes, quand elles ne vendent pas sur prescriptions médicales.

1^o Enregistrement de la vente dans un livre spécial, de la date, du nom, âge, sexe et signalement de la personne.

2^o Enregistrement de la quantité vendue.

3^o Enregistrement du jour et de la date.

4^o Enregistrement de l'emploi que l'on se propose de faire de la substance.

5^o Enregistrement du nom et adresse de la personne pour qui la substance est sollicitée.

6^o Tout récipient ou enveloppe doit porter le nom de la substance et le mot « poison ».

7^o Interdiction de vendre aux mineurs des deux sexes.

L'arsenic doit être vendu mélangé à une demi-once de suie ou d'indigo, par livre (1).

La cocaïne ne peut se vendre au public, que sur prescription médicale et l'ordonnance ne peut être renouvelée (2).

NEVADA

LOI

de 1901 (3).

Les substances vénéneuses mentionnées dans les paragraphes A et B ne peuvent être vendues que sur prescription médicale. Toutefois, la vente peut en être faite à toute personne honorable prouvant ses connaissances dans les effets toxiques des substances demandées et l'usage légitime qu'elle désire en faire.

Tout récipient ou enveloppe renfermant une substance vénéneuse doit être étiqueté du nom véritable de la substance, du mot « poison » ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

Toute vente doit être enregistrée sur un livre spécial conservé pendant cinq années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Sur ce registre sont indiqués la date de la vente, le nom et la quantité du produit, le nom et l'adresse de l'acheteur, ainsi que l'emploi de la substance.

Les ventes sur prescriptions médicales ne dépassant pas les doses normales ne sont pas enregistrées.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine, cocaïne et tous les poisons des végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, l'opium et ses préparations contenant plus de 2 grains à l'once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, cocaïne, noix vomique, sabine, cantharides, conine, phosphore, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, chloral, sulfate de zinc, acétate

(1) *Laws*, 1875, p. 4, *Revised Laws* 1899, chap. 96, p. 350. *Compiled statutes*, 1907. *Criminal Code*, p. 1919.

(2) *Laws*, 1905, p. 696. *Compiled statutes*, 1907. *Criminal Code*, p. 1987.

(3) *Statutes*, 1901, chap. 111, p. 128.

de plomb, acides minéraux, acide phénique, acide oxalique, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure et les huiles essentielles d'amandes.

NEW-HAMPSHIRE

LOI

de 1901 (1).

Tout pharmacien, droguiste ou autre personne peut vendre de l'arsenic, du sublimé corrosif, de la noix vomique, de la strychnine et de l'acide cyanhydrique à toute personne honorable à la condition d'enregistrer chaque vente de ces produits sur un registre spécial, en indiquant le nom et la quantité de la substance vendue, la date de la vente, le nom et l'adresse de l'acheteur.

Ce registre doit être présenté à toute personne qui désire le consulter.

Les ordonnances médicales ne sont pas enregistrées sur ce livre.

NEW-JERSEY

LOI

de 1901 (2).

Il est interdit de vendre au détail les substances vénéneuses énumérées dans le paragraphe A, ainsi que toute autre substance susceptible de provoquer la mort à la dose de cinq grains, sans les avoir préalablement étiquetées distinctement d'une étiquette rouge portant le mot « Poison », le nom de la substance ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

(1) *Public Statutes and Session Laws*, 1901, chap. 269, p. 814.

(2) *Laws*, 1901, chap. 51, p. 86.

Toutefois, la vente ne peut se faire que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée par une personne honorable ayant la bonne intention de les employer honnêtement.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif et tous les sels provenant du mercure, phosphore et ses préparations, acide cyanhydrique, émétique, antimoine, acétate de plomb et ses sels de plomb, huile d'amandes amères, huile de tanaïsie, de penny royal, de rue, de sabine, de croton, acide phénique, acide oxalique et acides minéraux, cocaïne, strophanthus, chanvre indien, chloroforme, chloral hydraté, aconit, belladone, conine, cantharides, digitale, hyosciamine, noix vomique, véatrine, jasmin jaune, opium et ses préparations renfermant plus de 2 grains par once, ergot de seigle.

LOI

du 13 avril 1908 (1).

1^o La cocaïne, l'eucaine, la morphine, la codéine, le chloral et leurs préparations, l'opium et ses préparations renfermant plus de deux grains par once ne peuvent se vendre que sur prescription médicale.

2^o Les ordonnances prescrivant les produits ci-dessus ne peuvent être renouvelées et doivent être conservées pendant cinq années.

3^o L'importation des substances mentionnées à l'article 1^{er} est interdite sous peine de poursuites.

4^o Les médecins, pharmaciens, dentistes, vétérinaires et droguistes reconnus sont seuls autorisés à vendre ou à transporter lesdites substances.

NEW-MEXICO

LOI

de 1853 (2).

Tout pharmacien, droguiste ou autre personne qui vend ou délivre de l'arsenic, du sublimé corrosif, de l'acide cyanhydrique ou

(1) *Approved april, 13, 1908. Laws, session of 1908, chap. 197, p. 399.*

(2) *Laws, 1853, p. 136.*

quelque autre violent poison sans les étiqueter du mot « Poison » et de leur véritable nom écrit ou imprimé en espagnol et en anglais est puni d'une amende maximum de 100 dollars.

LOI

de 1897 (1).

Les pharmaciens et droguistes patentés sont seuls autorisés à vendre les substances vénéneuses mentionnées dans les paragraphes A et B.

Paragraphe A. — Arsenic, mercure, strychnine et leurs sels et préparations, acétate de plomb, émétique, cyanure de potassium, acide cyanhydrique et tous les poisons des végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, opium et ses préparations renfermant plus de 2 grains par once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, cocaïne, colchique, conine, noix vomique, jusquiame, sabine, ergot de seigle, cantharides, créosote, digitale et leurs préparations, les alcaloïdes, huile de croton, chloroforme, chloral hydraté, sulfate de zinc, acides minéraux, acide phénique et oxalique.

Les substances énumérées dans les deux paragraphes A et B ne peuvent être vendues que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée par une personne honorablement connue qui prouve son désir de les employer utilement et légitimement.

Tout récipient ou enveloppe renfermant ces substances doit être étiqueté du mot « Poison », du nom véritable de la substance ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

Toutes les ventes de ces substances doivent être inscrites sur un registre spécial avec la date, le nom et la quantité de la substance vendue et l'emploi qui en sera fait, ainsi que le nom, la profession et l'adresse de l'acheteur.

Ce registre doit être conservé pendant quatre années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

(1) *Laws*, 1897, p. 138. *Compiled Laws*, 1897, p. 376.

NEW-YORK

LOI

de 1905.

Il est interdit de vendre au détail les substances vénéneuses mentionnées dans les paragraphes A et B sans les avoir étiquetées très lisiblement de leur nom véritable, du mot « Poison » et du nom et de l'adresse du vendeur.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, cocaïne, morphine, strychnine et tous les poisons des végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, l'opium et ses préparations renfermant plus de deux grains à l'once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, cantharides, colchique, conine, digitale, ergot de seigle, ellébore, jusquiame, strophantus, huile de tanaïsie, vératrine et leurs préparations, acide phénique, chloral hydraté, chloroforme, sublimé corrosif, créosote, huile de croton, acides minéraux, acide oxalique, sels de plomb, sels de zinc, et tous les produits susceptibles de provoquer la mort d'un adulte avec la dose de 60 grains ou 4 grammes au plus.

Ces substances ne peuvent être vendues que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée par une personne honorable, prouvant sa bonne intention d'en faire un usage légitime.

Les ventes faites sur simples demandes doivent être enregistrées sur un livre spécial qui portera la date de la vente, le nom et la quantité du produit vendu, le nom et l'adresse de l'acheteur. Ce registre doit être conservé pendant cinq années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente (1).

Opium et morphine. — Les ordonnances prescrivant plus d'un quatrième de grain d'opium ou plus d'un vingtième de grain de morphine ne peuvent être renouvelées (2).

Cocaïne et eucaïne. — La cocaïne et l'eucaïne ne peuvent être vendues que sur prescription médicale et l'ordonnance qui ne peut être renouvelée doit être conservée par le pharmacien (3).

(1) *Laws*, 1905, chap. 442, p. 977. *Revised Statutes Codes and General Laws* (Birdseye), vol. 4 (supplément 1905), p. 223.

(2) *Laws*, 1893, chap. 692, p. 1727. *Revised Statutes Codes and General Laws*, 1904, vol. 1, p. 1092.

(3) *Laws*, 1907, chap. 424, p. 879. *Amended*, 18 may 1908. *Laws*, 1908, chap. 277, p. 764.

NORTH CAROLINA

LOI

de 1905.

La vente des substances vénéneuses mentionnées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée par une personne honorable connaissant les effets des substances demandées et prouvant son intention de les employer légitimement :

Compositions et sels d'arsenic, d'antimoine, de plomb, de mercure, d'argent et de zinc, les acides minéraux, cyanhydrique, phénique, oxalique, les huiles ess. d'amandes amères, de penny royal, de sabine, de tanaïsie, de croton, la créosote, le chloroforme, chloral, cantharides, aconit, belladone, colchique, conine, chanvre indien, digitale, hyosciamine, noix vomique, opium, ergot de seigle, stramoine, les alcaloïdes et leurs sels.

Tout récipient renfermant ces substances doit être étiqueté du nom de la substance, du mot « Poison », ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

Parmi ces substances, la vente de celles énumérées ci-dessous doivent être enregistrées sur un livre spécial, en indiquant la date de la vente, le nom et la quantité de la substance vendue, le nom et l'adresse de l'acheteur : Compositions et sels d'arsenic, d'antimoine et de mercure, acide cyanhydrique et ses sels, strychnine et ses sels, huile d'amandes amères.

Ce registre doit être conservé cinq années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente (1).

Cocaïne, opium, etc. — La vente de la cocaïne, de l'eucaïne, de la morphine, de l'héroïne et de leurs préparations, de l'opium et de ses préparations renfermant plus de deux grains à l'once, n'est permise que sur prescription médicale. L'ordonnance doit porter le nom et l'adresse de la personne à qui elle est destinée, elle ne peut être renouvelée et doit être conservée par le pharmacien, pour être présentée à toute réquisition de l'autorité compétente.

Il est interdit aux médecins de prescrire ces substances à des personnes habituées à en faire usage, mais seulement pour les soulager ou les guérir (2).

(1) *Laws*, 1905. *Public*, p. 123.

(2) *Laws*, 1907, chap. 77, p. 92.

NORTH DAKOTA

LOI

de 1907 (1).

La vente des substances vénéneuses mentionnées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale ou sur sollicitation de personnes honorables. Toute vente doit être enregistrée sur un livre spécial en indiquant la date, le nom et la quantité du produit, le nom et l'adresse de l'acheteur.

Arsenic et préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine et tous les autres poisons végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, huile essentielle d'amandes amères, opium et ses préparations renfermant plus de deux grains d'opium à l'once.

Tout récipient ou enveloppe doit être étiqueté très lisiblement du nom du contenu, du mot « poison » et du nom et de l'adresse du vendeur.

Les ventes des substances vénéneuses mentionnées dans le second paragraphe ci-dessous n'ont pas à être enregistrées, mais doivent être étiquetées très distinctement comme celles énumérées dans le premier paragraphe : Aconit, belladone, colchique, conine, formaldéhyde, noix vomique, jusquiame, sabine, ergot de seigle, cantharides, créosote, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, chloral, sulfate de zinc, acides minéraux, acide phénique, acide oxalique.

Cocaïne. — La vente de la cocaïne n'est autorisée que sur prescription médicale. Toute violation de ce règlement est punie d'une amende de 50 à 200 dollars, et le pharmacien peut être destitué de ses droits.

(1) *Laws*, 1907, chap. 182, p. 296.

OHIO

LOI

de 1907 (1).

La vente des substances vénéneuses mentionnées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée par une personne honorable, prouvant ses connaissances dans les effets toxiques des substances sollicitées et l'usage légitime qu'elle veut en faire.

Compositions et sels d'antimoine, d'arsenic, de chrome, de cuivre, de plomb, de mercure et de zinc, les acides minéraux, oxalique, cyanhydrique et leurs sels, le phosphore, l'acide phénique, les huiles d'amandes amères, de penny royal, de tanaïsie, de sabine, la conine, digitale, hyosciamine, lobélie, noix vomique, opium, straphantus, stramoine, vératrine, les alcaloïdes et leurs sels et tous les poisons dérivés des substances précédentes.

Toute vente doit être enregistrée sur un livre spécial conservé pendant cinq ans et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Ce registre doit indiquer la date de la vente, le nom et la quantité de la substance, le nom et l'adresse de l'acheteur ainsi que l'emploi qu'il veut en faire.

Tout réceptif ou enveloppe renfermant une substance désignée ci-dessus doit porter une étiquette « Poison », le nom de la substance et de deux antidotes au moins, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Les prescriptions médicales ne sont pas sujettes à l'enregistrement sur le livre des poisons.

(1) *Lanning's Revised Statutes*. 2^e éd., 1907, vol. 1, p. 2102.

OKLAHOMA

LOI

de 1903 (1).

La vente des substances vénéneuses énumérées {ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale et sur sollicitation, dans un but légitime, d'une personne honorable.

Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, cyanure de potassium, acide cyanhydrique, strychnine et tous les autres poisons végétaux, alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, opium et préparations renfermant plus de deux grains à l'once, aconit, belladone, colchique, conine, noix vomique, jusquiame, sabine, ergot de seigle, cantharides, créosote, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, chloral, sulfate de zinc, acides minéraux, acide phénique et oxalique.

Tout récipient ou enveloppe renfermant ces substances doit porter une étiquette « poison », le nom de la substance et le nom et l'adresse du vendeur.

Les ventes doivent être enregistrées sur un livre spécial, en indiquant la date, le nom du produit ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur. Ce registre est conservé pendant cinq ans et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les ordonnances médicales et les ventes ne dépassant pas les doses normales ne sont pas sujettes à l'enregistrement sur le livre des poisons.

OREGON

LOI

de 1907.

La vente des substances vénéneuses énumérées ci-dessous n'est

(1) *Revised Statutes*, 1903, vol. 4, chap. 25, p. 621.

autorisée que sur prescription médicale et sur sollicitation d'une personne honorable, prouvant sa bonne intention d'employer légitimement la substance demandée.

Arsenic et préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, cyanure de potassium, acide cyanhydrique et ses sels, strychnine, morphine, cocaïne et leurs compositions, huile d'amandes amères, de sabine, de tanaïsie ; aconit, belladone, noix vomique, ergot de seigle, cantharides, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, chloral, opium et préparations renfermant plus de 2 grains à l'once et tous les autres poisons mortels.

Tout récipient ou enveloppe renfermant un poison doit porter une étiquette « poison », le nom de la substance ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Toute vente faite sans prescription médicale doit être enregistrée sur un livre spécial, qui indiquera le nom et l'adresse de l'acheteur (1).

Opium et Cocaïne. — Les médecins, pharmaciens et droguistes désirant conserver ou vendre de l'opium, de la morphine ou de la cocaïne sont tenus de demander une autorisation spéciale, qui leur est délivrée sous la formule suivante :

Reçu ce jour 19.. de A. B. la somme d'un dollar en paiement d'une approbation autorisant le dit A. B. de garder en sa possession ou de vendre de la manière prescrite par la loi, de l'opium, de la morphine, de l'opium cuit ou non cuit, et de la cocaïne pour la durée d'une année, à partir de cette date.

Signé à ce jour. . . . 19...

C. D.

La vente de l'opium, de la morphine et de la cocaïne n'est autorisée que sur prescription médicale.

Il est interdit aux médecins de prescrire l'une de ces substances y compris le chloral à des personnes adonnées à l'abus de ces substances, excepté pour obtenir leur soulagement ou leur guérison.

Toute ordonnance doit porter le nom et l'adresse du malade et ne peut être renouvelée.

Toute vente d'opium, de morphine et de cocaïne doit être enregistrée sur le livre des poisons, qui sera présenté à toute réquisition de l'autorité compétente (2).

(1) *General Laws*, 1907, chap. 441, p. 281.

(2) *Codes and Statutes* (Bellenger and Cotton), 1902, vol. 2, p. 4287.

PENNSYLVANIA

LOI

de 1860.

La vente des substances vénéneuses en général et en particulier celles qui sont mentionnées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale et sur sollicitation personnelle d'une personne honorable et d'âge mur : morphine, strychnine, arsenic, acide cyanhydrique, sublimé corrosif et leurs préparations et toutes les substances susceptibles de provoquer la mort à la dose de six grains.

Toute vente faite sans prescription médicale doit être enregistrée sur un livre spécial qui sera conservé deux années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Sur ce registre sont indiqués la date, le nom et la quantité du produit, le nom et l'adresse de l'acheteur et l'emploi auquel ce produit est destiné (1).

Cocaine. — La vente au détail de la cocaïne ne peut se faire que sur prescription médicale, qui ne peut en aucun cas être renouvelée (2).

PHILIPPINE ISLANDS

LOI

de 1903 (3).

La vente des substances vénéneuses énumérées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale ou sur sollicitation d'une personne honorable et majeure, connaissant les effets toxiques de la substance demandée et prouvant sa bonne intention de l'employer honnêtement.

(1) *Laws*, 1860, p. 401. *Brightly's Purdon's Digest*, 1894, vol. 1, p. 529.

(2) *Laws*, 1903, p. 259. *Brightly's Digest*, 1903, p. 413.

(3) *Acts of the Philippine Commission*, 1903, vol. 8, p. 341, *Public Laws. Philippine Commission*, 1903, vol. 2, p. 257.

Arsenic et préparations, phosphore, sublimé corrosif, acide cyanhydrique et ses sels, atropine, cocaïne, morphine, strychnine et leurs sels ; tous les autres poisons des végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, nitro-benzine, opium et préparations renfermant plus de 2 grains à l'once.

Tout récipient ou enveloppe renfermant ces substances doit porter une étiquette rouge sur laquelle est imprimée en grandes lettres noires le mot « poison », une tête de mort et deux fémurs en croix, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Toute vente doit être enregistrée sur un livre spécial, conservé pendant cinq années et présenté à toute réquisition de l'Ecole de Pharmacie et du service de santé.

Ce livre doit porter la date de la vente, le nom et la quantité de la substance vendue, le nom, la profession et l'adresse de l'acheteur.

Les substances désignées ci-dessous doivent être étiquetées comme les précédentes, mais non enregistrées quand elles sont vendues sur prescription médicale :

Aconit, belladone, cantharides, colchique, conine, digitale, ergot de seigle, ellébore, jusquiame, strophantus, huile de tanaïsie, véraltrine et leurs préparations ; chloral, chloroforme, créosote, huile de croton, acides minéraux, oxalique et phénique, sels de plomb et de zinc, émétique et toutes les substances susceptibles d'occasionner la mort à la dose de quatre grammes au plus.

Opium et cocaïne

LOI

du 10 octobre 1907 (1).

Règlement pour réduire et régulariser la vente de l'opium, de la cocaïne et de l'eucaïne dans les Iles Philippines.

Article premier. — Ce règlement embrassera l'opium, ses alcaloïdes et toutes ses préparations.

Art. 2. — Tout chinois adonné à l'opium sous quelque forme ou de quelque façon que ce soit devra faire une déclaration écrite de la quantité d'opium qu'il emploie journellement et après paiement des honoraires établis, le trésorier municipal enregistrera son nom et établira un certificat l'autorisant à employer, sous telle forme, telle quantité d'opium.

(1) *Enacted, 10 October 1907, Acts of the Philippine Commission, 1907, Act n° 1761.*

Ce certificat sera établi en quatre exemplaires, dont le premier sera retenu par l'officier municipal, le second par le trésorier de la province, le troisième par le Collecteur du revenu de l'Intérieur et le quatrième sera délivré à la personne enregistrée.

A partir du mois de novembre 1907, le Collecteur de l'Intérieur réduira mensuellement de 15 0/0 la quantité d'opium autorisée et enregistrée.

Les taxes ou honoraires, pour les certificats des consommateurs prévus dans cet article, seront établis comme suit :

Certificat pour la période à courir jusqu'à fin octobre 1907 = 1 peso.

Certificat pour le mois de novembre 1907 = 2 pesos 50 centavos.

Certificat pour le mois de décembre 1907 = 5 pesos.

Certificat pour le mois de janvier 1908 = 7 pesos 50 centavos.

Certificat pour le mois de février 1908 = 10 pesos.

Art. 3. — Tout contrefacteur de certificat sera puni d'une amende maximum de 5000 pesos ou d'un emprisonnement maximum de deux ans ou des deux peines simultanément, selon la décision du tribunal.

Art. 4. — Tout emploi illégal d'opium par une personne non enregistrée ou soignée par un médecin, sera puni d'une amende maximum de 200 pesos ou d'un emprisonnement maximum de six mois ou des deux peines ou même de la déportation, si la personne n'est pas citoyen ou citoyenne des Etats-Unis ou des Iles Philippines.

Art. 5. — Il sera interdit de vendre, transporter, donner ou délivrer de l'opium, excepté aux médecins, pharmaciens ou personnes autorisées.

Tout médecin qui mescrira de l'opium à une personne dont la santé ne l'exigera pas, sera révoqué et l'Ecole de Médecine lui interdira l'exercice de la médecine.

Art. 6. — Toute personne autre qu'un pharmacien qui vendra de l'opium par kilog. ou qui manipulera de l'opium pour en faire diverses préparations, sera considéré comme vendeur en gros.

Le nombre des dispensaires d'opium sera réglementé d'après l'importance de la cité, municipalité ou ville, par le Collecteur du revenu de l'Intérieur.

Les dispensaires seront divisés en trois catégories :

1^{re} classe. — Le dispensaire de 1^{re} classe pourra rester ouvert 24 heures par jour.

2^e classe. — Le dispensaire de 2^e classe restera ouvert 16 heures par jour.

3^e classe. — Le dispensaire de 3^e classe restera ouvert 8 heures par jour.

Art. 7. — Les médecins, pharmaciens, les dispensateurs d'opium approuvés et les personnes enregistrées seront seuls autorisés à tenir de l'opium en leur possession.

Toute violation de cet article sera punie d'une amende maximum de 500 pesos ou d'un emprisonnement maximum d'une année.

Art. 8. — Tout distributeur d'opium appliquera à l'extérieur de sa maison de commerce, une enseigne ainsi conçue « Dispensaire approuvé d'opium ».

Art. 9. — Dix jours après la promulgation de cet acte, toute personne non autorisée ou enregistrée (médecins, pharmaciens, dispensateurs et personnes enregistrées) qui possèdera de l'opium devra le remettre immédiatement, contre récépissé, à l'officier municipal, qui le confiera au Collecteur de l'Intérieur. L'opium ainsi délivré sera ensuite distribué avec l'autorisation du collecteur.

Toute personne qui ne délivrera pas l'opium qu'elle a en sa possession, sera punie d'une amende maximum de 5.000 pesos ou d'un emprisonnement maximum de cinq années, ou des deux peines selon la décision du tribunal et l'opium sera confisqué.

Art. 10. — Tout l'opium importé sera délivré par les autorités après paiement de tous les frais, taxes et charges, au collecteur, qui le remettra au fur et à mesure des besoins contrôlés aux pharmaciens, droguistes et dispensateurs.

Art. 11. — Les pharmaciens et dispensateurs d'opium garderont un livre spécial sur lequel ils enregistreront en espagnol et en anglais, les entrées et les sorties d'opium.

Ils indiqueront, dès la réception, la quantité et l'espèce d'opium reçu et sa provenance.

Chaque vente sera ensuite enregistrée sur ce livre qui portera la quantité et l'espèce d'opium vendue, le nom, la profession et l'adresse de l'acheteur et le numéro du certificat de la personne enregistrée ou du permis pour retrait ou déplacement ou transfert.

Tout pharmacien ou distributeur qui ne tiendra pas ce registre sera puni d'une amende maximum de 5.000 pesos ou d'un emprisonnement maximum de 5 ans ou des deux peines.

Tout pharmacien qui violera les dispositions de cet article pourra être révoqué après décision de l'Ecole de Pharmacie.

Tout pharmacien tiendra un registre similaire pour la cocaïne et l'eucaïne.

Art. 12. — Les pharmaciens et les détenteurs d'opium qui ne tiendraient pas ce registre ou qui enregistreraient des quantités plus ou moins grandes que les quantités vendues, verraient saisir tout

l'opium qu'ils auraient en leur possession, ainsi que tous les articles à l'usage de l'opium. De plus, ils seraient frappés d'une amende égale au double de la valeur du déficit ou de l'excès, porté sur leur registre.

Art. 13. — Il sera interdit de vendre ou de donner de l'opium, excepté aux habitués dûment enregistrés.

Chaque vente, don ou délivrance d'opium à un habitué dûment enregistré sera inscrite au dos de son certificat ou sur une feuille officielle attachée dans ce but au certificat, par l'officier du service intérieur. Il y sera indiqué la date et l'heure de la vente, du don ou de la délivrance, ainsi que la quantité d'opium.

Il sera formellement interdit de vendre ou de délivrer plus d'opium que la quantité indiquée sur le certificat.

Toute violation des prescriptions de cet article sera punie d'une amende de 500 à 5.000 pesos ou d'un emprisonnement maximum de deux ans ou des deux peines selon la décision du tribunal.

Dans le cas d'une seconde violation de ces prescriptions, la déportation pourra être prononcée par le tribunal contre toute personne n'étant pas citoyen des Etats-Unis ou des Iles Philippines.

Art. 14. — Les livres et stocks d'opium seront inspectés à volonté par le Collecteur ou son représentant délégué, et tout refus ou négligence de la part du détenteur d'opium sera puni d'une amende maximum de 1.000 pesos ou d'un emprisonnement maximum d'une année ou des deux peines, selon la décision du tribunal.

Art. 15. — Il sera interdit d'importer, de cuire ou de préparer, d'acheter ou de vendre de l'opium sans y être autorisé par le collecteur et sans avoir payé la taxe de l'approbation.

Toute violation de cet article sera punie d'une amende de 500 à 2.000 pesos ou d'un emprisonnement maximum d'une année ou des deux peines, selon la décision du tribunal.

Art. 16. — Toute personne qui voudra vendre de l'opium en gros devra verser un cautionnement de 10.000 pesos, au gouvernement des Iles Philippines avant de recevoir l'autorisation du Collecteur de l'Intérieur.

Art. 17. — Tout vendeur d'opium en gros paiera une taxe mensuelle de licence de 100 pesos et les dispensateurs d'opium seront taxés mensuellement, comme suit : 1^{re} classe : 250 pesos ; 2^e classe : 175 pesos ; 3^e classe : 100 pesos.

Art. 18. — Les associés d'une même maison paieront tous la taxe de licence et les maisons succursales paieront également la taxe de licence.

Art. 19. — Le montant de toutes les amendes et frais sera perçu par le Collecteur.

Art. 20. — L'opium importé ne pourra être retiré de la douane qu'après paiement de la taxe de revenu intérieur, qui sera évaluée comme suit : pour un kilog. d'opium cru : 2 pesos 50 centavos ; pour un kilog d'opium préparé : 7 pesos 50 centavos.

A partir du 1^{er} novembre 1907 et jusqu'au 1^{er} mars 1908, la taxe du revenu intérieur sera augmentée mensuellement de 20 0/0.

Après cette date, la taxe sera de 5 pesos par kilog d'opium cru et de 15 pesos par kilog d'opium préparé. Cette taxe sera payée au collecteur des douanes.

Toute fraude sera punie d'une amende de 500 à 5.000 pesos ou d'un emprisonnement maximum de cinq années ou des deux peines selon la décision du tribunal et la marchandise relative à cette fraude sera confisquée.

Art. 21. — Toute saisie d'opium sera publiée dans les journaux, par les soins du Collecteur, une fois par semaine pendant trois semaines consécutives.

Art. 22. — Toute personne qui revendiquera la propriété de l'opium saisi, déposera au Collecteur du revenu de l'Intérieur, une caution de 500 pesos, en paiement des frais, et il sera statué sur la justesse de sa réclamation.

Art. 23. — Les livres, certificats et registres nécessaires aux prescriptions de ce règlement seront préparés par le Collecteur et fournis aux marchands en gros et dispensateurs pour le montant de leur valeur plus 10 0/0.

Art. 24. — Le Collecteur est autorisé par les présentes et a le pouvoir de préparer et de distribuer les règlements, directions et instructions pour la mise en exécution des prescriptions de cet acte.

Toute décision du Collecteur incompatible avec cet acte qui sera approuvée par le secrétaire des Finances et de la Justice aura la force et l'effet de la loi.

Art. 25. — Le Collecteur du revenu, avec l'approbation du secrétaire des Finances et de la Justice aura tous droits pour transiger une affaire dont l'action aura été commencée.

Art. 26. — Les taxes d'enregistrement exigées par cet acte seront versées au Trésor de la municipalité correspondante.

Art. 27. — Les taxes de licence constitueront un fonds spécial qui servira à payer les honoraires des officiers du revenu de l'Intérieur et toutes autres dépenses approuvées par le gouverneur général.

Art. 28. — Il sera formellement interdit d'employer de la cocaïne

et de l'eucaine sous quelque forme et de quelque façon que ce soit, sans prescription d'un médecin dûment autorisé et diplômé.

Art. 29. — Il sera interdit de posséder tout instrument et tout objet se rapportant à l'usage de l'opium, de la cocaïne, de l'eucaine et de leurs préparations, sans une prescription d'un médecin approuvé.

Art. 30. — A partir du 1^{er} mars 1908 les médecins et pharmaciens diplômés et autorisés, les droguistes et les bureaux du gouvernement seront seuls autorisés à avoir en leur possession de l'opium, de la cocaïne et de l'eucaine et leurs dérivés et préparations.

Si ces substances étaient trouvées chez d'autres personnes non autorisées, elles seraient saisies et confisquées au profit du gouvernement Insulaire.

Art. 31. — Toute personne non autorisée qui aura violé les dispositions de l'article précédent sera punie d'une amende maximum de 10.000 pesos ou d'un emprisonnement maximum de cinq ans ou des deux peines, selon la décision du tribunal.

Art. 32. — A partir du 1^{er} mars 1908, l'usage de l'opium sera exclusivement réservé aux prescriptions médicales et il sera formellement interdit de s'adonner à l'opium sous quelque forme ou de quelque façon que ce soit.

Art. 33. — L'acte 1461 sur la vente de l'opium est abrogé.

Art. 34. — La santé publique exige la plus grande diligence dans la promulgation et l'observation de cette loi.

Art. 35. — Cette loi prendra effet le 17 octobre 1907.

PORTO-RICO

LOI

de 1902 (1).

Toute substance susceptible de provoquer la mort d'un adulte à la dose de un à soixante grains au maximum, est considérée comme substance vénéneuse et, en conséquence, tout récipient ou enveloppe renfermant l'une de ces substances doit être étiqueté très distincte-

(1) *Revised Statutes and Codes, 1902* (Penal Code), p. 552.

ment du mot « Poison », du nom de la substance, ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

Ces substances ne peuvent se vendre que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée d'une personne honorable et adulte.

Les ventes sur prescription médicale ne doivent pas être enregistrées sur le livre des poisons, toutes les autres sont sujettes à l'enregistrement.

RHODE-ISLAND

LOI

de 1896 (1).

La vente des substances vénéneuses énumérées dans le paragraphe ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale :

Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, acide cyanhydrique, cyanure de potassium, seigle ergoté et leurs préparations, opium et ses préparations, excepté l'élixir parégorique, acide oxalique, sabine, strychnine, les huiles d'amandes amères, de penny royal, de sabine et de tanaïsie et les médecines secrètes reconnues comme emménagogues.

Toute vente de ces substances doit être enregistrée sur un livre spécial, conservé pendant cinq années et présenté à toute réquisition de l'Ecole de pharmacie.

Les ordonnances doivent être conservées également pendant cinq ans.

Tout récipient ou enveloppe renfermant ces substances doit porter une étiquette « Poison », le nom de la substance et le nom et l'adresse du vendeur.

LOI

de 1906.

Cocaïne, opium, etc. (2).

Article premier. — La vente de la cocaïne, de l'eucaïne, de l'opium

(1) *General Laws*, chap. 452, p. 463.

(2) *Public Laws*, 1906, chap. 1365, p. 444.

et de la morphine, du chloral et de leurs sels et préparations, n'est autorisée que sur prescription médicale.

L'ordonnance prescrivant ces substances doit être conservée, mais non renouvelée si le médecin y a signé cette mention « Ne doit pas être renouvelée ».

Toute vente doit être inscrite sur le registre des poisons, qui sera présenté, ainsi que l'ordonnance à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art. 2. — Il est interdit aux médecins de prescrire ces substances à des personnes habituées à en abuser, à moins que pour les soulager ou les guérir.

Art. 3. — Une première violation de l'une ou l'autre prescription de cet acte sera punie d'une amende de 50 à 100 dollars ; une seconde violation d'une amende de 100 à 200 dollars ; et pour l'une et l'autre violation d'un emprisonnement maximum de six mois.

Art. 4. — Tout pharmacien qui violera par deux fois les prescriptions de cet acte verra de plus son autorisation suspendue pendant deux années.

Art. 5. — Tout médecin qui violera les prescriptions de l'article 2 sera révoqué et son diplôme sera annulé.

SOUTH-CAROLINA

LOI

de 1902 (1).

La vente des substances vénéneuses énumérées dans le paragraphe ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale et sur demande d'une personne honorable et adulte, et toute vente de ces substances doit être enregistrée sur un livre spécial en indiquant le nom et l'adresse de l'acheteur et l'emploi du produit.

Arsenic et ses préparations, l'acide cyanhydrique et tous les cyanures métalliques et le cyanure de potassium, émétique, sublimé corrosif, aconit, strychnine et tous les poisons des végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, cantharides, ergot de seigle.

(1) *Code*, 1902, vol. 1, p. 436.

Le registre des poisons doit être présenté à toute réquisition de l'officier du Comté et de l'Association pharmaceutique.

Les substances vénéneuses mentionnées dans le paragraphe précédent et celles indiquées ci-dessous doivent être étiquetées très distinctement avant d'être livrées au public.

L'étiquette doit être rouge ou écrite en encre rouge, elle doit porter le mot « poison », le nom d'un antidote au moins et de son emploi ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Acide oxalique, chloroforme, belladone et leurs préparations, digitale, jusquiame, ciguë et leurs préparations, opium et ses préparations, excepté l'élixir parégorique.

Les ordonnances médicales renfermant les doses habituelles ne sont pas sujettes aux dispositions ci-dessus.

LOI

de 1902 (1).

Cocaïne. — 1° La vente de la cocaïne n'est autorisée que sur prescription médicale et l'ordonnance ne doit pas être renouvelée.

2° Une première violation de cet acte sera punie d'une amende maximum de 100 dollars ou d'un emprisonnement maximum de 30 jours, une seconde violation d'une amende maximum de 500 dollars ou d'un emprisonnement maximum de 6 mois ou des deux peines, selon la décision du tribunal.

SOUTH-DAKOTA

LOI

de 1893 (2).

La vente des substances vénéneuses n'est autorisée que sur prescription médicale ou sur demande de personnes honorables et connues du vendeur.

La vente des substances énumérées dans le paragraphe A n'est permise qu'après avoir étiqueté très distinctement le récipient ou

(1) *Acts*, 1907, p. 544.

(2) *Laws*, 1893, p. 221. *Revised Codes*, 1903, p. 52.

l'enveloppe du mot « Poison », du nom de la substance et du nom et de l'adresse du vendeur.

La vente des substances énumérées dans le paragraphe B doit être enregistrée sur un livre spécial qui indiquera le nom et la quantité et l'emploi de la substance, ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Paragraphe A. — Acétate de plomb, vert de Paris, acide oxalique, acide phénique, chloral hydraté, chloroforme, éther, sulfate de zinc, et toutes les autres substances susceptibles de provoquer la mort à la dose de 15 à 60 grains.

Paragraphe B. — Aconit, arsenic, belladone et leurs préparations, opium et ses préparations, excepté l'élixir parégorique et la poudre de Dower, sublimé corrosif, strychnine, acide cyanhydrique et les cyanures, acide sulfurique, nitrique, émétique et toutes les substances susceptibles d'occasionner la mort à la dose de quinze grains ou moins.

Le registre des poisons peut être consulté par toute personne honorable.

TENNESSEE

LOI

de 1903 (1).

La vente des substances énumérées dans les paragraphes A et B n'est permise que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée par une personne honorable adulte, prouvant sa connaissance des effets toxiques de la substance sollicitée et son désir d'en faire un usage légitime.

Toute vente qui n'est pas effectuée sur prescription médicale doit être enregistrée sur un livre spécial, qui indiquera le nom et la quantité de la substance vendue, le nom et l'adresse de l'acheteur, ainsi que le nom du vendeur.

Toute violation est punie d'une amende de 20 à 100 dollars ou d'un emprisonnement de 30 jours à six mois.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, aconit, belladone,

(1) *Supplement to Code*, 1903, p. 635.

sublimé corrosif, acide cyanhydrique, cyanure de potassium, strychnine et ses sels, cocaïne et sels, phosphores, les huiles d'amandes amères, de tanaïsie, de sabine, ergot de seigle et ses préparations, cantharides et ses teintures.

Paragraphe B. — Acides phénique et oxalique, les acides minéraux, la digitale et ses préparations, colchique, ciguë, noix vomiques, morphine et ses préparations, poudre de tully, chloral, huile de croton, opium et ses préparations renfermant plus de deux grains à l'once et tous les autres poisons mortels.

Cocaïne

LOI

de 1901 (1).

Article premier. — La vente de la cocaïne n'est autorisée que sur prescription médicale et l'ordonnance ne peut être renouvelée.

Art. 2. — La violation de cet acte est punie d'une amende de 100 à 500 dollars ou d'un emprisonnement de 30 jours à 6 mois, ou des deux peines, selon la décision du tribunal.

TEXAS

LOI

de 1905 (2).

La vente des substances vénéneuses n'est autorisée que sur prescription médicale et sur sollicitation d'une personne honorablement connue.

Les ventes faites sur prescription médicale ne doivent pas être enregistrées sur le livre des « Poisons », toutes les autres doivent être enregistrées avec le nom et l'adresse de l'acheteur.

Tout récipient renfermant une substance toxique doit être étiqueté lisiblement du mot « Poison », du nom de la substance ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

(1) *Laws*, 1901, chap. 5, p. 6. *Supplement to Code*, 1903, p. 842.

(2) *General Laws*, 1905, p. 45.

Vente des narcotiques

LOI

de 1905.

Article premier. — La vente des narcotiques, cocaïne, eucaïne, morphine, opium et de leurs sels ou préparations n'est autorisée que sur prescription médicale portant le nom et l'adresse du malade.

L'ordonnance ne peut en aucun cas être renouvelée sans l'autorisation écrite et signée du médecin, elle ne doit pas être remise à l'acheteur, pas plus qu'une copie.

Les prescriptions médicales peuvent être renouvelées quand elles ne contiennent pas plus que deux grains d'opium ou qu'un huitième de grain de morphine, ou qu'un seizième de grain de cocaïne, ou que deux grains de chloral, par once.

Art. 2. — Il est interdit aux médecins de prescrire les substances mentionnées dans l'article 1^{er}, à des personnes habituées à en faire usage, à moins que pour leur soulagement ou leur guérison.

Art. 3. — Une première violation de cet acte sera punie d'une amende de 25 à 50 dollars, une seconde de 50 à 100 dollars, une troisième et les suivantes de 100 à 200 dollars et d'un emprisonnement de six mois.

UTAH

LOI

de 1903 (1).

La vente des substances énumérées dans les paragraphes A et B n'est autorisée que sur prescription médicale ou sur demande écrite d'une personne adulte, honorablement connue et prouvant son intention de les employer honnêtement.

Les prescriptions médicales ne sont pas enregistrées sur le livre des poisons.

Les ventes, aux personnes honorables, des substances mentionnées au paragraphe A, doivent être enregistrées sur le livre des

(1) *Laws*, 1903, chap. 45, p. 42.

poisons, avec la date de la vente, le nom et la quantité du produit, ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Le registre des poisons est conservé pendant cinq ans et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Tout récipient ou enveloppe renfermant une des substances des paragraphes A et B ci-après doit porter une étiquette rouge ou imprimée en encre rouge avec les indications suivantes : le mot « Poison », le nom de la substance et d'un antidote, le nom et l'adresse du vendeur.

Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, acide cyanhydrique, cyanure de potassium, cocaïne, morphine, strychnine et tous les autres poisons des végétaux, les alcaloïdes et leurs sels, huile d'amandes amères, opium et ses préparations renfermant plus de deux grains à l'once.

Paragraphe B. — Aconit, belladone, cantharides, colchique, ciguë, digitale, ergot de seigle, ellébore, jusquiame, strophantus, huile de tanaisie, vératrine et leurs préparations, solutions d'arsenic, acide phénique, chloral, chloroforme, sublimé corrosif, créosote, huile de croton, acides minéraux, acide oxalique, sels de plomb et de zinc, et toutes les substances susceptibles de provoquer la mort d'un adulte à la dose de 60 grains au moins.

LOI

de 1907 (1).

La vente de la cocaïne n'est permise que sur prescription médicale et l'ordonnance ne peut être renouvelée sans autorisation signée du médecin.

VERMONT

LOI

de 1906 (2).

Article premier. — Tout pharmacien ou droguiste qui vend de

(1) *Revised Statutes*, 1908, p. 449, *as amended*. *Compiled Laws*, 1907, p. 672.

(2) *Laws*, 1904, n° 143, *amended*, 1906, n° 176, p. 189. *Public Statutes*, 1906, chap. 226, p. 1066.

l'arsenic, sublimé corrosif, noix vomique, chloroforme, strychnine, morphine, opium, cocaïne, acides cyanhydrique et phénique ou leurs sels et préparations, doit enregistrer chaque vente sur un livre spécial en spécifiant la date, le nom et la quantité de la substance vendue, ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Art. 2. — Toute violation des prescriptions de l'article précédent sera punie d'une amende maximum de 100 dollars.

Art. 3. — Les prescriptions des deux articles précédents ne s'appliqueront pas aux médecins diplômés autorisés ni à leurs ordonnances.

VIRGINIA

LOI

de 1908.

La vente des substances vénéneuses énumérées dans le paragraphe ci-après n'est permise que sur prescription médicale ou sur demande écrite d'un adulte honorable.

Tout récipient ou enveloppe renfermant l'une de ces substances doit porter une étiquette « Poison », le nom de la substance et d'un antidote ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux ordonnances médicales et aux ventes dont les doses sont normales.

Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, bioxyde de mercure et tous les sels de mercure, acide cyanhydrique et cyanure de potassium, strychnine et ses sels, huile d'amandes amères, cocaïne, eucaïne et leurs sels, aconit, belladone, noix vomique, cantharides, digitale, colchique, ciguë, hyosciamine et leurs principes actifs et leurs préparations, opium et ses préparations dont la dose est supérieure à la dose d'opium de la teinture d'opium camphrée des Etats-Unis, créosote, huile de croton, chloroforme, chloral, acides phénique et oxalique, les acides corrosifs des minéraux et tous les autres poisons mortels (1).

Opium, morphine, etc. (Règlement de 1908)

Article premier. — La vente de l'opium, de la morphine, de l'hé-

(1) Chap. 2. *Act of 14 march 1908.*

roïne et de leurs préparations dont la dose de substance est ^{supé-}rieure à celle de la teinture d'opium camphrée des Etats-Unis n'est permise que sur prescription médicale portant le nom et l'adresse du malade, et la prescription, qui doit rester entre les mains du pharmacien, ne doit pas être renouvelée.

Art. 2. — Il est interdit aux médecins de prescrire ces substances et leurs préparations à des personnes qui en font un usage abusif, à moins que pour les soulager ou les guérir.

Art. 3. — Toute violation de l'une ou l'autre des prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende maximum de 100 dollars et de 200 à 1.000 dollars en cas de récidive ou d'un emprisonnement de six mois ou des deux peines simultanément, selon la décision du tribunal (1).

Cocaïne et eucaïne (Règlement de 1908)

Article premier. — La vente au détail de la cocaïne et de l'eucaine est interdite sans prescription médicale.

Art. 2. — Toute violation de cette décision sera punie d'un emprisonnement de un an à cinq ans.

Art. 3. — Les ordonnances médicales doivent porter le nom et l'adresse du malade et ne doivent pas être remises à l'acheteur, ni renouvelées (2).

WASHINGTON

LOI

de 1899 (3).

La vente des substances vénéneuses énumérées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale et sur demande écrite d'une personne adulte honorablement connue.

Tout récipient renfermant une substance vénéneuse doit porter une étiquette poison, le nom de la substance et le nom et l'adresse du vendeur.

(1) Chap. 3. *Act of 14 march 1908. Acts, 1908, chap. 291, p. 527.*

(2) Chap. 3. *Act of 14 march 1908. Acts, 1908, chap. 291, p. 529.*

(3) *Laws 1899 p. 222, Ballinger's Codes and statutes. (supplément Mahan, 1903), p. 339.*

Les pharmaciens et droguistes doivent tenir un registre des entrées et sorties des poisons qui ne se vendent pas sur prescriptions médicales, en doses normales.

Ce registre indiquera la date de la vente, le nom et la quantité du produit vendu et l'emploi qui doit en être fait, le nom et l'adresse de l'acheteur et sera présenté à toute réquisition du délégué de l'Ecole de Pharmacie.

Acides minéraux, cyanhydrique, phénique et oxalique, cyanure de potassium, arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, opium et ses préparations, excepté l'élixir parégorique, phosphore, noix vomique, strychnine, aconit, belladone, créosote, ellébore et leurs préparations, huiles de croton, de sabine, de tanaïsie, d'amandes amères.

WEST VIRGINIA

LOI

de 1907 (1).

Art. 20. — La vente des substances vénéneuses énumérées dans les paragraphes A, B, C, n'est autorisée qu'aux conditions stipulées ci-dessous.

Art. 21. — Paragraphe A. — Arsenic et ses préparations, sublimé corrosif, précipité blanc et rouge, bioxyde de mercure, acide cyanhydrique et cyanure de potassium, strychnine, huile essentielle d'amandes amères.

Art. 22. — Paragraphe B. — Aconit, belladone, colchique, ciguë, noix vomiques, jusquiame, sabine, ergot de seigle, cantharides, créosote, digitale et leurs préparations, huile de croton, chloroforme, sulfate de zinc et de cuivre, acétate de plomb, les acides minéraux, phénique et oxalique.

Art. 23. — Tout récipient d'une substance vénéneuse doit porter une étiquette « poison » avec une tête de mort et deux fémurs, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Les ventes de ces substances ne sont permises que sur prescrip-

(1) *Acts* 1907, chap. 12 p. 512 — *Code*, supplément 1907 chap. 150 p. 383.

tion médicale et sur demande écrite d'une personne honorable qui connaît les effets toxiques de ces substances et en fait un usage légitime.

Toute vente de ces substances doit être enregistrée sur un livre spécial qui indiquera la date de la vente, le nom et la quantité du poison vendu et son emploi, ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Ce registre sera conservé pendant cinq ans après la dernière inscription et sera présenté à toute réquisition de l'autorité.

Art. 24. — Les dispositions des articles précédents ne s'appliqueront pas aux ventes en gros, ni à celles ne dépassant pas les doses médicinales normales.

Art. 25. — Paragraphe C. — La vente de la cocaïne, eucaïne, opium, morphine, héroïne et leurs sels ou leurs préparations n'est autorisée que sur prescription médicale, portant le nom et l'adresse du malade.

L'ordonnance sera conservée et enregistrée par le pharmacien et ne pourra être renouvelée que sur l'ordre écrit du médecin.

Art. 26. — Aucune copie de l'ordonnance ne sera remise au malade ou à son délégué.

Les dispositions du paragraphe C ne s'appliqueront pas aux ventes en gros ni aux préparations ne renfermant pas plus que 2 grains d'opium, ou que deux grains de codéine, ou qu'un quart de grain de morphine, ou qu'un quart de grain d'héroïne, ou qu'un huitième de grain d'eucaïne.

Art. 27. — Il est interdit aux médecins de prescrire les substances du paragraphe C aux habitués de ces substances, à moins que pour les soulager ou les guérir.

Une première violation des prescriptions des articles 20, 24, 22, 23, 24, 25, 26 et 27, sera punie d'une amende de 25 à 50 dollars, une seconde violation de 50 à 100 dollars et les violations suivantes de 100 à 200 dollars et d'un emprisonnement maximum de six mois.

WISCONSIN

LOI

du 16 juillet 1907 (1)

Article premier. — La vente de l'opium, morphine, héroïne,

(1) *Approved 16 July 1907. Laws 1907, chap. 366, p. 318.*

cocaïne, eucaïne, chloral, de leurs sels ou préparations renfermant plus de deux grains d'opium, ou un quart de grain de morphine ou héroïne, ou un huitième de grain de cocaïne, ou dix grains de chloral par once, n'est autorisée que sur prescription médicale, portant le nom et l'adresse du malade.

Toute ordonnance prescrivant ces substances sera conservée et enregistrée sur un livre spécial. Il n'en sera pas délivré de copie, et elle ne sera renouvelée que sur l'ordre écrit et signé du médecin prescrivant.

Art. 2. — Les dispositions de cet article ne s'appliqueront pas aux prescriptions renfermant des doses normales d'opium, pour diarrhée, colique ou choléra, ainsi qu'aux préparations pour l'usage externe.

Art. 3. — Il est interdit aux médecins de prescrire ces substances aux personnes qui en font un abus, par passion.

Art. 4. — Les médecins sont autorisés à prescrire ces substances aux personnes qui en font un abus, pour les soulager ou les guérir, quand leur état de santé l'exige.

Art. 5. — La vente des substances énumérées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale ou sur demande écrite d'une personne honorable connaissant les effets toxiques de ces substances et prouvant son intention de les employer légitimement.

A. — Compositions et sels d'antimoine, arsenic, chrome, plomb, mercure, argent, étain et zinc, les acides concentrés minéraux, les acide phénique, oxalique, cyanhydrique et leurs sels et préparations, formaldéhyde, phosphore, les huiles essentielles d'amandes amères, de rue, de sabine, de tanaïsie, de croton, de penny royal, créosote, chloroforme, cantharides, aconit, belladone, colchique, chanvre indien, digitale, ergot de seigle, hyosciamine, lobélie, noix vomique, strophanthus, stramoine, vératrine, les alcaloïdes et leurs sels.

B. — Tout récipient ou enveloppe devra porter une étiquette « poison », le nom de la substance, le nom et l'adresse du vendeur.

Toute vente de ces substances sera enregistrée sur un livre spécial qui indiquera la date de la vente, le nom et la quantité de la substance vendue, le nom et l'adresse de l'acheteur.

Ce registre sera conservé pendant trois années et présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art. 6. — Les dispositions précédentes ne seront pas applicables aux ordonnances des médecins, dentistes et vétérinaires, prescrivant des doses normales.

Art. 7. — L'enregistrement ne sera pas exigé des vendeurs en

gros, mais leurs produits seront très distinctement étiquetés du mot « poison », du nom de la substance, du nom et de l'adresse du vendeur.

Art. 8. — L'étiquette poison ne sera pas exigée pour les préparations ne renfermant que des doses médicinales normales.

WYOMING

LOI

de 1899 (1)

La vente des substances mentionnées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale et sur sollicitation écrite et signée par une personne adulte de grande honorabilité, connaissant les effets toxiques de ces substances et prouvant son intention d'en faire un emploi légitime.

Aconit, arsenic et ses préparations, belladone, bioxyde de mercure, acide phénique, chloral, chloroforme, ciguë, sublimé corrosif, créosote, huile de croton, cyanure de potassium, digitale, acide cyanhydrique, laudanum, morphine, noix vomique, huile d'amandes amères, opium, acide oxalique, strychnine, acétate de plomb, sulfate de zinc, précipité blanc et rouge et tous les poisons mortels.

Tout récipient ou enveloppe renfermant une substance vénéneuse doit porter une étiquette poison, le nom de la substance ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Toute vente sera enregistrée sur un livre spécial en indiquant la date de la vente, le nom et la quantité de la substance vendue, le nom et l'adresse de l'acheteur et le nom du vendeur.

Ce registre conservé pendant deux ans sera présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux ordonnances médicales, prescrivant des doses normales.

Toute violation de cet article sera punie d'une amende de 10 dollars.

(1) *Laws*, 1888, p. 36. *Revised statutes* 1899, p. 629.

LOI
de 1903 (1)

Article premier. — La vente de la cocaïne, de l'opium, de la morphine, des narcotiques en général, de leurs sels et préparations n'est autorisée que sur prescription médicale, portant la date ainsi que le nom et l'adresse du malade.

L'ordonnance ne peut être renouvelée.

Art. 2. — Une première violation des prescriptions de cet article sera punie d'une amende de 50 à 100 dollars et les violations suivantes de 100 à 250 dollars et d'un emprisonnement de 60 jours à six mois.

Art. 3. — Tout médecin qui prescrira ces substances à une personne dont l'état physique ou mental ne l'exige pas, sera révoqué par l'Ecole de médecine, qui annulera son autorisation d'exercer la médecine dans l'Etat de Wyoming.

LOI
de 1903 (2)

Tout pharmacien ou droguiste qui omettra d'appliquer sur le récipient ou l'enveloppe renfermant une substance vénéneuse une étiquette rouge ou imprimée en rouge, portant le mot « poison ou précaution », une tête de mort et deux fémurs en croix, sera passible d'une amende de 10 à 100 dollars.

GRÈCE

ORDONNANCE ROYALE
sur la vente des substances vénéneuses
en date du 2/14 avril 1835 (3)

Seuls les pharmaciens assermentés et les droguistes sont autori-

(1) *Laws*, 1903 chap. 82, p. 112.

(2) *Laws*, 1903 chap. 98, p. 129.

(3) *Journal Officiel*, mai 1835.

sés, à partir d'aujourd'hui, à vendre les substances vénéneuses ci-après dénommées :

Première série :

Acidum Arsenicosum, Sulfuretum arsenici rubrum realgar, Sulfuretum arsenici flavum, Orpimentum, Suboxidum arsenici, Potassa S. Soda arsenicosa, Deutochloruretum hydrargyri, murias oxidi hydrargyri, Nitras hydrargyri, Butyrum antimonii, Murias oxiduli stibii, Acetas plumbi, Acidum oxalicum, Acidum hydrocyanicum, Phosphorus, Cantharides, Morphinum, Strychninum, Emetinum, etc., Oleum crotonis.

Deuxième série :

Precipitatum rubrum, precipitatum album, Ioduretum hydrargyri, Cyanetum hydrargyri, Calomelas, Murias hydrargyri oxidulimitis, Murias ori et sodæ, Lapis infernalis, Tartarus emeticus, Vitrum antimonii, Subacetas plumbi, extractum saturni, Acetas cupri, Vitriolum cupri sive cœruleum, Murias cupri, Cuprum ammoniacale, Lapis divinus, Vitriolum album, vitriolum zinci, Magisterium bismuthe, Murias stanni, Oleum vitrioli, Acidum sulfuricum, Fortis aqua, Acidum nitricum, Acidum muriaticum, Acidum phosphoricum, Acidum muriaticum oxygenatum, Kali causticum, Natrum causticum, Ammonia pura liquida, Subcarbonas potassæ, Sal tartari purum, Subcarbonas sodæ, Subcarbonas ammoniæ depuratus, Alkali volatilissimum ; Subcarbonas barytæ, Murias barytæ, Murias calcariae, Murias potassæ oxygenatus, Hepar sulphuris, Hepar sulphuris minerale, Sulphuretum ammoniæ, Iodum, Ioduretum sulphuris, Kali hydroiodicum, Borussias potassæ et oxyduli ferri, Aqua lauroceraci, Aqua amararum amygdalarum, Tinctura opii, Laudanum liquidum Sydenhami, Euphorbium, Elaterium, Scammonia, Nux vomica, Faba Ignatii, Sem. coculi indici, Sem. sabadillæ, Sem. Staphisagriæ, Belladonna, Hyoscyamus niger, Conium aquaticum, cicuta aquatica, Conium maculatum, Datura stramonium, Digitalis purpurea, Aconitum, Sabina, Secale cornutum, Veratrum album, Helleborus albus, Helleborus niger, Colocyntidis.

Les épiciers et autres marchands ne peuvent vendre que les substances vénéneuses nécessaires à leur métier, à la condition d'avoir subi au préalable les épreuves de pharmacien, après avoir obtenu l'autorisation du préfet et après avoir prêté le serment requis.

Tout autre qui procèderait, soit lui-même, soit par tierce personne, à la vente des substances vénéneuses, sera puni conformé-

ment à l'article 561 du Code Pénal et ceux qui, quoique munis de l'autorisation nécessaire vendraient ces substances d'une façon contraire aux règlements, seront punis conformément à l'article 533 du Code pénal.

Articles du Code Pénal cités dans l'ordonnance :

Art. 533. — Quiconque exerce sa profession sans être muni de l'autorisation requise, quiconque dans l'exercice de sa profession pour laquelle il a obtenu l'autorisation requise dépasserait les limites des droits qui lui sont conférés par l'autorisation, ou contrairement à une interdiction formelle, est passible d'une amende de 50 à 100 drachmes, ou d'un emprisonnement de 15 jours au maximum.

Dans le cas d'exercice illégal, les ustensiles, les outils et les matières qui auraient servi à la contravention seraient confisqués et vendus aux frais du contrevenant.

Art. 561. — Quiconque fabriquerait, lancerait ou vendrait des substances vénéneuses sans y être autorisé, outre la confiscation des substances, encourt un emprisonnement de trois jours au moins, et une amende de 20 à 200 drachmes.

GUATÉMALA

LOI

sur la pharmacie décrétée le 20 février 1902

sous le n° 162 (1)

Art. 10. — Les pharmaciens garderont les substances vénéneuses en un lieu séparé et fermé à clef.

Art. 26. — La vente de tout remède secret, spécifique ou préservatif de composition ignorée est interdite, quelle que soit sa dénomination. Quand un pharmacien désirera vendre un remède secret, il en demandera l'autorisation au Conseil de la Faculté, qui en autorisera la vente, sans que la préparation et la formule soient rendues publiques, si les effets thérapeutiques de ce remède sont reconnus vraiment utiles.

(1) Ley de Farmacia emitida el 20 de Febrero de 1902 por Decreto Gubernativo n° 162. Reimpresa par la Escuela de Medicina y Farmacia en 1940. Tipografía « El Jardín », Calle oriente 28, Guatémala.

Art. 27. — Les pharmaciens ne délivreront aucun médicament sans ordonnance de médecin, légalement autorisé, si ce n'est les substances d'usage courant dans la médecine domestique.

Art. 28. — Les pharmaciens ne délivreront aucun médicament héroïque ou vénéneux par dose extraordinaire, sans consulter auparavant le médecin qui aura signé l'ordonnance et sans exiger la ratification de cette ordonnance. La même précaution sera prise pour les substances incompatibles.

Art. 29. — Les pharmaciens remettront aux médecins, sous enveloppe fermée, les ordonnances qu'ils désireront voir ratifiées, et ils les conserveront ensuite précieusement pour leur sauvegarde.

Art. 31. — Pour la vente des médicaments, de même que pour l'exécution des ordonnances et les préparations magistrales, les pharmaciens se conformeront autant que possible au Codex Français.

Art. 33. — Pour éviter tout abus, les ordonnances ne se délivreront pas une seconde fois, sans ordre écrit du médecin.

Art. 41. — Tout pharmacien, sans préjudice des livres de comptabilité, en tiendra trois autres, le premier pour copier les recettes, le second pour les élèves, et le troisième pour noter les faits et phénomènes dignes d'attention qu'il observera pendant les opérations.

Donné au Palais du Pouvoir Exécutif, à Guatémala le 20 février 1902.

MANUEL ESTRADA C.

Le Secrétaire d'Etat,
JUAN J. ARGUETA.

HOLLANDE

LOI PHARMACEUTIQUE NÉERLANDAISE

sur les substances vénéneuses (1)

du 1^{er} juin 1865

Art. 7. — Les poisons qui seront spécifiés par arrêté de notre Ministre de l'Intérieur, après consultation d'une Commission d'experts

(1) *Loi pharmaceutique néerlandaise*, Bourlier, 5 surinamestraat. La Haye.

seront gardés dans une ou plusieurs armoires fermées, dont la ou les clefs seront sous la garde du pharmacien ou de son aide.

Les poisons spécifiés dans la pharmacopée néerlandaise, que le pharmacien aura en magasin, seront gardés dans les mêmes armoires.

Art. 13. — Les pharmaciens ne sont autorisés à délivrer des substances vénéneuses que sur ordonnance médicale, à des pharmaciens, à des médecins autorisés à vendre des médicaments, à des vétérinaires ou à toutes autres personnes qui leur sont connues personnellement, sur demande faite par écrit et signée avec indication de l'usage à faire des substances vénéneuses.

Les substances vénéneuses, non ordonnées par un médecin, seront délivrées dans des récipients scellés, portant en outre du nom de la substance, le mot, distinctement visible « poison ».

Art. 14. — Les pharmaciens sont obligés d'inscrire immédiatement dans un registre toute livraison de substances vénéneuses, avec annotation du jour de la livraison et de la personne à qui la livraison a été faite.

Cette disposition n'est pas applicable aux livraisons faites sur ordonnance médicale.

Les pharmaciens devront faire de toutes les demandes par écrit mentionnées dans l'article 13, une liasse séparée des ordonnances médicales, et les garder durant vingt ans.

Art. 20. — Si au moment du décès du pharmacien la pharmacie est sans gérant, la clef de l'armoire aux poisons sera remise dans les 24 heures du décès au maire de la localité, soit par les héritiers, soit par les exécuteurs testamentaires, et à défaut de ceux-ci, par les gens de la maison.

Aussitôt qu'un gérant aura été nommé, cette clef lui sera remise.

Art. 29. — En cas de vente publique d'une pharmacie, les substances vénéneuses ne pourront être vendues qu'à des pharmaciens, médecins autorisés à la livraison de médicaments et à des vétérinaires.

Toute vente doit être annoncée préalablement au moins cinq jours à l'avance à l'Inspecteur des pharmacies.

Décision du Tribunal de Arnhem,

juin 1913

Les ordonnances prescrivant des poisons ne peuvent être renouvelées sauf quand le médecin le spécifie sur l'ordonnance en la contresignant.

Les poisons mentionnés dans le paragraphe A doivent être conservés dans une armoire fermée à clef et les flacons marqués d'une croix rouge.

Les poisons mentionnés dans le paragraphe B ne doivent pas obligatoirement être enfermés dans une armoire à clef, mais dans ce cas ils doivent porter une croix bleue.

Paragraphe A. — Acide arsénieux, acide cyanhydrique, arséniate de soude, bromoforme, cantharides et teinture, mercure, ses sels et préparations, chloroforme, codéine, extrait d'opium, strychnine, chloral hydraté, homatropine, scopolamine, apomorphine, cocaïne, morphine, et ses sels, pilocarpine, liqueur de Fowler, huile de croton, opium, phosphore, strophanthus, strychnine, solution de nitroglycérine, sulfate d'atropine, sulfate de physostigmine, suprarénine.

Paragraphe B. — Acétate de plomb, teinture de digitale, teinture de scille, acide acétique concentré, les acides chromique, chlorhydrique, nitrique, sulfurique, trichloracétique, scilles, carbonate de plomb, chlorure ferreux, chlorure de mercure, chlorure de zinc, caféine, antipyrine, extrait de belladone, de chanvre indien, de coliquinte, d'hydrastis, de scalle, feuilles de belladone, de digitale, d'hyosciamine, de stramoine, gaïacol, herbe de chanvre indien, de lobélie, de sabiné, iodure de potassium, de sodium, de mercure, sulfonal, naphthol, nitrate d'argent, huile de moutarde, phénol, poudre d'opium, pyrogallol, podophylle, santoline, semences de colchique, de croton, de staphisaigre, sirop de codéine, d'opium, de pavots, solution d'acétate de plomb, de chlorure ferrique, de formaldéhyde, d'iodure de potassium, de sodium, sulfonal, teinture d'aconit, de belladone, de colchique, de digitale, d'hyosciamine, de lobélie, d'opium benzoïné, tubercules d'aconit, vin de colchique.

ITALIE

NOUVEAU RÈGLEMENT

sur la santé publique

3 février 1901 (1)

Art. 81. — Les pharmaciens, les droguistes, les fabricants de pro-

(1) *Appendice 4 a alle leggi sanitarie*. N° 182. Milan, Libreria Luigi di Giacomina Pirola, 1909.

duits chimiques et les marchands de couleurs qui pour l'exercice de leur art ou profession n'en font pas usage, devront conserver personnellement la clef de l'armoire dans laquelle les poisons sont enfermés et la confier à leurs propres commis ou représentants uniquement sous leur propre responsabilité.

TEXTE UNIQUE

des Lois sanitaires approuvé par Décret royal

du 1^{er} août 1907 (1)

Art. 58. — Les pharmaciens devront être approvisionnés des substances médicinales prescrites comme obligatoires par la Pharmacopée.

Le manque de ces substances sera puni d'une amende de 10 liras.

Art. 59. — Seront punis d'une amende pouvant atteindre 100 liras et de la suspension d'exercice encas de récidive les pharmaciens qui délivreront des médicaments imparfaits, gâtés ou nocifs; d'une amende jusqu'à 500 liras et d'un emprisonnement pouvant atteindre un an les pharmaciens qui auront administré des médicaments ne correspondant pas en qualité ou quantité à la prescription médicale.

Art. 60. — Quiconque, n'étant pas fabricant ou négociant en produits chimiques, pharmacien, droguiste, fabricant de couleurs, vend ou de quelque façon distribue des poisons, est puni d'une amende de 500 liras et d'un emprisonnement pouvant atteindre un an.

Les pharmaciens, les droguistes, les fabricants de produits chimiques autorisés à tenir des poisons, et les marchands de couleurs qui pour l'exercice de leur art ou profession n'en font pas usage seront punis d'un emprisonnement allant jusqu'à un an et d'une amende non inférieure à 500 liras s'ils ne tiennent pas ces poisons sous clef et dans des récipients portant l'indication spécifique que ce sont des poisons.

Art. 61. — Les pharmaciens devront conserver copie de toutes les ordonnances exécutées.

Quand les pharmaciens délivreront des poisons sur prescriptions des médecins, des chirurgiens ou des vétérinaires ils devront retenir et conserver les ordonnances originales en notant le nom des person-

(1) *Testo Unico delle Leggi Sanitarie*. N° 366 Milan Libreria Luigi di Giacomo Pirola — 1912.

nes à qui ils sont délivrés et en donnant copie à l'acheteur qui le demande.

Les contrevenants encouront une amende pouvant atteindre 100 liras.

Art. 62. — Les pharmaciens, les droguistes, les fabricants de produits chimiques, les marchands de couleurs, ne pourront vendre des poisons qu'à des personnes connues, ou qui, n'étant pas de leur connaissance, seront munies d'une attestation de l'autorité de sécurité publique indiquant le nom et prénom, l'art ou la profession du demandeur et la constatation que la dite personne en a besoin pour l'exercice de son art ou profession.

En tout cas ils doivent inscrire sur un registre spécial, à présenter à toute requête de l'autorité, la quantité et la qualité du poison vendu, le jour de la vente avec le nom et prénom, l'adresse, l'art et la profession de l'acheteur.

La contravention aux dispositions du présent article est punissable d'une amende allant jusqu'à 250 liras à laquelle peut s'ajouter la suspension de l'exercice de la profession pouvant atteindre 3 mois.

LOI

sur l'exercice de la pharmacie

du 22 mai 1913 (1)

Art. 17. — Tous les cinq ans, par les soins du Ministère de l'Intérieur sera revue et publiée la pharmacopée à laquelle seront annexés :

a) Le catalogue des produits inscrits à la pharmacopée même et dont la vente est libre par tous sans restriction.

b) Le catalogue des produits inscrits à la pharmacopée que les non pharmaciens sont autorisés à vendre au public sous l'observation de conditions et restrictions spéciales à déterminer par règlement, avec indication de la quantité minima pouvant être vendue.

Les contraventions aux indications de ce catalogue et aux règles qui seront posées par voie réglementaire seront punies d'une amende pouvant atteindre 100 liras.

Art. 18. — A l'article 57 du texte unique de la loi sanitaire du 1^{er} août 1907 est substitué le suivant :

(1) Biblioteca legale. — Pubblicazione mensile. N. 1366. Naples, Casa, editrice E. Pietrocola.

La vente au public de remèdes à dose ou forme médicamenteuse n'est permise qu'aux pharmaciens et doit s'effectuer dans les pharmacies sous la responsabilité du titulaire de l'officine.

Sont considérés comme remèdes à dose ou forme de médicaments, en ce qui concerne la vente au public, même les médicaments composés et les spécialités mises dans le commerce déjà préparées et conditionnées selon la formule établie par le fabricant. Ces médicaments et spécialités devront porter sur l'étiquette la dénomination exacte des composants avec indication des doses ; et la dénomination devra être celle usuelle dans la pratique médicale à l'exclusion de la formule chimique.

Quiconque contreviendra aux dispositions précédentes sera puni d'une amende qui ne sera pas inférieure à 500 livres, outre la confiscation du produit.

Quiconque vend ou distribue, fait vendre ou distribuer des remèdes et médicaments composés ou des spécialités médicinales en attribuant sur l'étiquette ou dans les annonces au public une composition différente de celle du produit ou des indications thérapeutiques spéciales ne correspondant pas à leur composition réelle sera puni d'une amende qui ne sera pas inférieure à 500 livres et en cas de récidive d'un emprisonnement pouvant atteindre trois mois. Le Ministre peut en outre interdire la vente du produit au public.

RÈGLEMENT

*pour l'exécution de la loi du 22 mai 1913 sur l'exercice
de la pharmacie*

approuvé par décret royal du 13 juillet 1914 (1).

Art. 43. — Dans la Pharmacopée officielle sont indiquées, avec un signe spécial, les substances médicamenteuses dont les pharmacies ont l'obligation d'être pourvues aux termes de l'article 58 du texte unique de la loi sanitaire approuvé par décret royal du 1^{er} août 1907. Elles seront également inscrites sur une affiche.

Sont aussi indiqués les appareils et les ustensiles indispensables dans chaque pharmacie ; les substances qui doivent être tenues, avec un signe spécial, dans une armoire fermée à clef aux termes de l'article 60 du texte précité et les substances médicamenteuses qui doivent être tenues à l'abri de la lumière.

(1) Biblioteca legale — Pubblicazione mensile N. 1469 — Naples, Casa editrice E. Pietrocola.

Seront aussi indiquées les doses des médicaments pour l'adulte, au-dessus desquelles le pharmacien ne peut opérer la délivrance sauf en cas de déclaration spéciale du médecin aux termes de l'article 48 du présent règlement.

Art. 44. — Les produits inscrits au catalogue prévu à l'article 17 de la loi du 22 mai 1913 § 1 lettre *b* ne pourront être vendus par les non-pharmaciens sinon en quantité égale ou supérieure à celle indiquée à ce même catalogue. Ces substances devront être tenues à part sur un rayon spécial et les récipients devront porter, clairement, l'indication du contenu.

Les non pharmaciens qui vendront ces produits devront tenir des registres de charge et de décharge dans lesquels seront inscrits, au fur et à mesure, les achats et les ventes avec l'indication de la quantité vendue pour chaque produit.

Art. 45. — Les substances vénéneuses sont indiquées d'une façon spéciale dans les catalogues prévus aux lettres *a* et *b* du paragraphe premier de l'article 17 précité.

Art. 48. — Les ordonnances auxquelles se réfère l'article 61 du texte unique de la loi sanitaire approuvé par décret royal du 1^{er} août 1907 devront être signées par un médecin chirurgien ou vétérinaire et quand la prescription contiendra des matières vénéneuses, même à doses minimales, ces doses seront écrites en toutes lettres.

Les pharmaciens avant de délivrer l'ordonnance devront indiquer sur celle-ci la date de la délivrance et le prix ; sur l'étiquette du récipient qui contient le médicament, ils devront noter la date de la délivrance, les composants du remède d'après l'ordonnance, la dose et le prix.

Ils devront en outre indiquer clairement si le remède sert pour l'usage externe ou interne ou hypodermique ; s'il doit être employé par gouttes ; et, quand il s'agit de substances vénéneuses, ils devront le faire connaître à l'aide d'un signe extérieur convenable très visible.

Quand il s'agit de remèdes pour soigner les animaux on inscrira sur un écriteau attaché au récipient ou à la fiole du médicament « pour l'usage vétérinaire ».

Art. 49. — Toutes les fois que le pharmacien avant de délivrer des poisons sur ordonnance d'un médecin en conformité des dispositions de l'article 61 du texte unique de la loi sanitaire, reconnaîtra dans une ordonnance la prescription de substances vénéneuses à

doses non médicinales ou dangereuses, il devra exiger que le médecin déclare par écrit sur l'ordonnance même que la fourniture est sous sa responsabilité et à quel usage elle doit servir.

Art. 50. — Les médicaments composés et les spécialités devront porter bien visiblement même à l'extérieur, outre le prix, la dénomination exacte des composants avec l'indication de la dose exacte de chacun, les nom, prénom et adresse du fabricant.

JAPON

Ordonnance n° 5 du ministère de l'Intérieur
en date du 10 mai de la 45^e année de Meiji (1912).

Ordonnance de police du commerce des substances toxiques
ou à effets violents (1).

Article premier. — La présente ordonnance entend par « substances toxiques ou à effets violents » celles qui, étant de l'une ou de l'autre nature, sont admises dans le commerce pour les destinations autres que les usages médicaux et qui se trouvent spécialement désignées dans la nomenclature ci-annexée.

Les substances qui, énumérées dans la loi n° 10 de mars de la 22^e année de Meiji (1889), ne sont cependant pas comprises dans la nouvelle nomenclature établie par la présente ordonnance, ne sont plus admises dans le commerce.

Art. 2. — Quiconque veut exercer le commerce des substances toxiques ou à effets violents, est tenu d'en obtenir l'autorisation du préfet de sa localité (ou préfet de police, pour la circonscription départementale de Tokyo).

Les pharmaciens brevetés, les droguistes ou les fabricants de drogues, qui veulent exercer le commerce des substances toxiques ou à effets violents, doivent en faire une déclaration au préfet de leur localité (ou au préfet de police pour la circonscription départementale de Tokyo).

Art. 3. — Un mineur, un aliéné, un idiot et toute autre personne

(1) Règlement communiqué par le recteur de l'Ecole de Médecine de Tokio à notre ministre de France.

censée incapable du maniement des substances toxiques ou à effets violents, ainsi qu'une personne juridique, ne peuvent exercer le commerce de ces substances, à moins que, pour leur maniement, un gérant ne leur soit substitué, gérant reconnu par le préfet de leur localité (ou par le préfet de police pour la circonscription départementale de Tokyo).

Art. 4. — Toute substance toxique ou à effets violents doit, pour être conservée, rester enfermée dans un récipient solide ou soigneusement emballé. Le récipient ou le paquet, hermétiquement clos, portera distinctement sur son étiquette une indication de son contenu avec les mentions suivantes : « non destiné aux usages médicaux » et « toxique » ou à « effets violents », selon la nature du contenu.

Toutes les indications de l'étiquette, autres que celle du contenu, seront marquées en blanc sur un fond rouge pour une substance toxique et en rouge sur un fond blanc, lorsqu'il s'agira d'une substance à effets violents.

Art. 5. — Les substances toxiques, ainsi que les substances à effets violents, doivent être séparées de toutes les autres substances pour être soit conservées, soit exposées à la vente.

Un emplacement affecté à la conservation ou à l'étalage de substances toxiques doit être fermé à clef et marqué, à l'extérieur, d'une inscription lisible indiquant la présence de « *substances toxiques non destinées aux usages médicaux* ».

Art. 6. — Le maniement des substances toxiques ou à effets violents se fait au moyen d'ustensiles exclusivement réservés à leur usage et marqués de « pour substances toxiques » ou « pour substances à effets violents ».

Art. 7. — Le commerçant en substances toxiques ou à effets violents est tenu de livrer la substance vendue dans un récipient ou dans un paquet, qu'il a marqué de ses nom et prénom (ou, s'il constitue une personne juridique, de son appellation légalement reconnue), de la localité où il exerce son commerce, ainsi que des diverses indications exigées par l'article 4, sauf cependant dans le cas où la livraison de la vente se ferait entre les mains d'un confrère exerçant le même commerce.

Tout ustensile destiné aux objets alimentaires ne doit point être utilisé pour cet usage.

Art. 8. — Tout commerçant en substances toxiques ou à effets violents ne peut ni vendre, ni céder ces substances qu'à toute personne à laquelle il les croit nécessaires, soit à cause de son occupa-

tion habituelle, soit pour ses travaux scientifiques ou artistiques, et encore faut-il que cette personne ait établi, conformément aux indications mentionnées à l'un des numéros du paragraphe suivant, l'occupation à laquelle elle se livre, la science ou l'art dont elle fait profession, et qu'elle ait produit un certificat signé par elle et mentionnant la nature, la quantité ou dose, la destination de la substance demandée, avec l'indication de la date de la demande, ainsi que son adresse, ses noms et prénoms (ou, pour une personne juridique, l'indication de son appellation légale et de sa profession).

1^o Attestation délivrée par une personne connue du commerçant en substances toxiques ou à effets violents.

2^o Attestation d'une administration ou école d'Etat ou publique ou tous autres documents officiels ou publics susceptibles de servir de preuves à la déclaration de l'intéressé.

Les attestations du paragraphe précédent ne sont pas exigées dans le cas où le commerçant en substances toxiques ou à effets violents vendrait ou céderait de l'une de ces substances à une personne qu'il connaît.

Les dispositions des deux paragraphes précédents ne sont pas applicables aux substances toxiques ou à effets violents, qui sont nécessaires à l'économie domestique et spécialement déterminées comme telles.

Les substances mentionnées dans le paragraphe précédent ne peuvent être ni vendues, ni cédées, à moins qu'il n'ait été produit un certificat, faisant mention de la nature, de la quantité ou dose de la substance, marqué de la date de la demande, portant l'adresse, les noms et prénoms (ou, pour une personne juridique, de son appellation légale) de l'intéressé et signé de ce dernier.

Les certificats des paragraphes 1 et 4 doivent être conservés dix années à compter de la date qu'ils portent.

Art. 9. — Tout commerçant en substances toxiques ou à effets violents ne peut pas remettre de ces substances à une personne qui demande qu'il lui en soit vendu ou cédé, lorsque cette dernière, bien que remplissant les conditions exigées par l'article précédent, est âgée de moins de 14 ans ou reconnue comme suspecte.

Art. 10. — Dans le cas où tout commerçant en substances toxiques ou à effets violents vend ou cède une de ces substances à une administration ou manufacture soit d'Etat, soit publique, il n'a pas besoin de remplir les formalités prescrites par l'article 8.

Dans les cas où la vente ou la cession de ces substances se fait entre commerçants en substances toxiques ou à effets violents, les

attestations mentionnées dans l'article 8 ne sont pas nécessaires.

Art. 11. — En ce qui concerne les substances toxiques ou à effets violents destinées aux ventes en gros, la disposition de l'article 4, relative aux diverses inscriptions sur le récipient et sur le paquet, ne leur est pas applicable, pourvu que le récipient ou le paquet indique son contenu ou porte une autre indication rendant toute erreur impossible.

La disposition de l'article 5, paragraphe 2, n'est pas non plus appliquée aux locaux où se conservent des substances toxiques ou à effets violents qui sont destinées aux ventes en gros.

Art. 12. — Le préfet peut faire visiter par ses agents les locaux dans lesquels des substances toxiques ou à effets violents sont fabriquées, conservées ou mises en vente.

Art. 13. — Le préfet peut d'office se faire donner la quantité nécessaire à la vérification d'une substance toxique ou à effets violents.

Art. 14. — Lorsqu'un commerçant en substances toxiques ou à effets violents aura été condamné à une peine supérieure à celle d'un emprisonnement ou se sera rendu coupable d'un acte illicite dans l'exercice de son commerce, le préfet pourra interdire ou suspendre son commerce.

Le préfet peut lever également cette interdiction ou suspension.

Art. 15. — Quiconque aura répondu frauduleusement aux questions d'un agent compétent en exercice de ses fonctions, aura refusé de le recevoir, ou l'aura empêché de remplir ses fonctions, sera passible d'une amende de 100 yen ou moins.

Il en sera de même de quiconque aura mis une inscription frauduleuse sur un récipient ou un paquet contenant une substance toxique ou à effets violents, ou aura enfreint les dispositions du paragraphe 2 de l'article 1^{er}, ou du paragraphe 1 ou 4 de l'article 8.

Art. 16. — Quiconque aura exercé le commerce des substances toxiques ou à effets violents, sans l'autorisation ou la déclaration prescrite par l'article 2, ou pendant l'interdiction ou la suspension de son commerce, ou aura enfreint les dispositions des articles 4, 5, 7, de l'article 8, paragraphe 5, ou de l'article 9, ou mis par erreur une fausse inscription sur un récipient ou sur un paquet, sera passible d'une amende de 50 yen ou moins.

Art. 17. — Les contraventions à la disposition de l'article 6 sont punies d'une amende de simple police.

Art. 18. — Si le commerçant en substances toxiques ou à effets violents est un mineur ou un interdit, les pénalités édictées par la pré-

sente ordonnance sont appliquées à son mandataire légal, sauf dans le cas où le mineur jouit, pour l'exercice de son commerce, de la capacité de majeur.

Art. 19. — Lorsque le mandataire du commerçant en substances toxiques ou à effets violents, ou le chef de famille de celui-ci, ou un membre de sa famille, ou une personne habitant sa maison, ou un de ses employés ou tout autre agent qui lui est attaché, a enfreint la présente ordonnance dans l'exercice de la profession de ce commerçant, ce dernier ne peut pas échapper aux pénalités, sous le prétexte qu'il ne lui a pas commandé.

Art. 20. — Les pénalités édictées par la présente ordonnance sont applicables aussi à une personne juridique, responsable des infractions commises par son représentant ou par un employé ou tout autre de ses agents.

Dans l'application des peines à une personne juridique, son représentant est considéré comme accusé.

Dispositions additionnelles

La présente ordonnance est exécutoire à partir du 1^{er} juillet de la 43^e année de Meiji (1912).

Tout commerçant exerçant son commerce de substances toxiques ou à effets violents au moment de la promulgation de la présente ordonnance, peut continuer son commerce, à condition d'en faire une déclaration dans les trois mois qui suivent le jour de la mise en vigueur de cette ordonnance.

NOMENCLATURE

des substances toxiques ou à effets violents

annexée à l'ordonnance de police du commerce des substances toxiques ou à effets violents du 10 mai 1912.

Substances toxiques

Acide cyanhydrique, cyanure de potassium, composés du cyanogène et préparations cyaniques, excepté le bleu de Prusse, le prussiate jaune et le prussiate rouge de potasse.

Phosphore, composés sulfurés du phosphore et préparations.

Uranates solubles et matières colorantes contenant de l'uranium.

Acide fluorhydrique.

Arsenic, composés de l'arsenic et préparations arsenicales.

Composés mercuriels et matières colorantes contenant du mercure,

excepté le sous-chlorure de mercure, le sous-iodure de mercure, l'oléate de mercure, le précipité blanc de mercure, le fulminate de mercure, le cyanure de mercure et le cinabre.

Substances à effets violents

Composés barytiques, excepté le sulfate de baryte.

Paraphénylendiamine, sels et préparations.

Gomme-gutte et préparations.

Tartrate antimonié de potasse.

Composés cupriques, excepté le fulminate de cuivre.

Sulfure de carbone.

Acide sulfurique et composés en contenant plus de 10 0/0.

Potassium.

Potasse caustique et préparations en contenant plus de 5 0/0.

Sodium caustique et préparations en contenant plus de 5 0/0.

Cadmium et composés.

Iode et préparations.

Préparations de tabac.

Sodium.

Composés de plomb, excepté le carbonate de plomb.

Chlorure de potassium et préparations, à l'exception des composés détonants ayant du chlorate pour base.

Acide chromique.

Chromate de potassium, bichromate de potassium et préparations.

Créosote.

Brome.

Acide bromhydrique.

Acide hydrochlorique et composés contenant du chlorure d'hydrogène pour plus de 10 0/0.

Aniline et composés.

Sous-chlorure de mercure et préparations.

Sels de zinc et préparations (excepté le carbonate de zinc, l'oxyde de zinc et le fulminate de zinc).

Ammoniaque liquide et préparations contenant plus de 10 0/0 d'ammoniaque.

Sulfo-antimoniure d'or.

Sels d'or, excepté le fulminate d'or.

Sels d'argent, excepté le chlorate d'argent et le fulminate d'argent.

Alcool méthylique.

Acide azotique et composés en contenant plus de 10 0/0.

Acide oxalique et préparations.

Bioxalate de potassium.

Hydroxylamine, composés et préparations.

Acide phénique et composés en contenant plus de 5 0/0.

Sulfonal et dérivés.

Stannates.

NICARAGUA

Aucune loi sur la vente des substances vénéneuses.

Aucune loi sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie, les médecins fournissent eux-mêmes les médicaments à leurs malades.

NOUVELLES-GALLES DU SUD

Lois anglaises pour tout ce qui concerne l'exercice de la médecine et de la pharmacie.

Remarque. — Sur la liste additionnelle des poisons figurent en plus l'iode, le bromure et l'iodure de potassium, la santonine, l'acide acétique, la scammonée, la valériane, l'hydrate de chloral et ses préparations, les permanganates de potasse, de chaux, de zinc et leurs préparations.

NORVÈGE

LOI

du 29 août 1908 (1).

Les pharmaciens et les droguistes qui en ont obtenu l'autorisation

(1) Kongelig Plakat angaaende Handel Med Gifter og apotekvarer 29 august 1908. Grøndahl et sons Boktrykkeri-Kristiania.

ont seuls le droit de détenir et de vendre des substances vénéneuses.

La vente des substances vénéneuses en général et particulièrement de celles mentionnées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale ou vétérinaire. Toutefois, les produits destinés à la destruction des animaux et parasites nuisibles peuvent être vendus sans ordonnance aux personnes majeures, honorables et connues du vendeur.

Les ordonnances prescrivant des doses anormales de ces substances doivent être inscrites par le vendeur sur un registre spécial en indiquant le nom de l'acheteur, le nom et la quantité du produit et son emploi.

Ce registre doit être présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Tout récipient renfermant une substance vénéneuse doit porter une étiquette poison de couleur rouge, le nom de la substance, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

L'étiquette poison n'est pas exigée pour les préparations médicinales exécutées sur prescription médicale, renfermant des doses normales.

Toute ordonnance de médecin prescrivant les substances mentionnées ci-dessous, pour l'usage interne, ne peut être renouvelée sans la spécification expresse du médecin.

Arsenic, ses sels et préparations.

Acide cyanhydrique et ses préparations.

Aconit, atropine, cantharides, chloroforme, ciguë, codéine, colchique, conine, coque du levant, ergot de seigle, huile de croton, hyosciamine, mercure, morphine, noix vomiques, opium, phosphore, pilocarpine, rue, sabine, strophantus, strychnine, vératrine, les acides corrosifs, tous les autres poisons mortels, leurs principes actifs, leurs sels et leurs préparations.

RÉPUBLIQUE DE PANAMA

Il n'existe pas de loi spéciale, mais un règlement de police, sur les substances vénéneuses.

CODE DE POLICE DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA

Ordonnance n° 87 de 1896

§ II

Pharmacies et drogueries

Art. 521. — Personne ne pourra vendre des médicaments ou poisons sans la permission du préfet dans la capitale, de la province ou de l'Alcade dans n'importe quel autre district.

Art. 522. — Les droguistes et pharmaciens ne pourront pas exercer leur profession s'ils ne sont pas pourvus d'un diplôme ou d'un certificat signé par des professeurs détenant le diplôme de docteur en médecine.

Art. 523. — Toute prescription exécutée dans les drogueries ou pharmacies devra être copiée et numérotée et inscrite dans un livre tenu à cet effet, dont les feuillets auront été numérotés et paraphés par l'Alcade.

Art. 524. — Toutes les prescriptions ainsi que tous les médicaments débités devront porter l'étiquette de la pharmacie respective, ainsi que la dénomination du remède ou médicament contenu dans le flacon ou le paquet le contenant.

Art. 525. — Les propriétaires de drogueries et pharmacies qui contreviendraient aux dispositions antérieures seront punis d'une amende pouvant s'élever jusqu'à cinquante piastres, sans préjudice de la responsabilité morale qu'ils encourent.

Art. 526. — Le débit des poisons, médicaments secrets et des médicaments et substances dont l'usage est dangereux ne devra être effectué qu'en vertu d'une prescription signée par un médecin ou chirurgien connu sur la place et exerçant publiquement sa profession.

Art. 527. — Les médecins et chirurgiens, en dehors des prescriptions qu'ils délivrent ne devront pas autoriser de leur signature la vente de poisons dont la quantité, prise en une seule dose, puisse occasionner la mort, à moins toutefois que l'autorisation ne soit sollicitée par une personne d'honorabilité notoire et que cette dite personne indique à quel emploi le poison est destiné.

Art. 528. — Quand une personne, sans la due autorisation, et dans des circonstances qui pourront donner lieu à des soupçons, sollicitera la vente de substances vénéneuses, celui auquel la

(1) Code de police, ordonnance n° 87.

demande en sera faite devra immédiatement en informer le chef de la police de l'endroit, afin que celui-ci fasse une enquête, et, dans le cas où il découvrirait qu'il y a tentative de délit, prenne les mesures nécessaires pour en empêcher l'exécution. Les infracteurs à cette disposition et à celles indiquées dans les deux articles qui précèdent seront punis d'une amende de cinq à cinquante piastres.

Art. 529. — Quiconque vendra un médicament pour un autre, augmentera ou diminuera la dose indiquée dans la prescription, sera puni d'une amende de deux à vingt piastres.

Art. 530. — Si, dû à l'erreur commise, le médicament vendu peut occasionner un empoisonnement ou affecter gravement la santé, l'amende sera de vingt à deux cents piastres.

Art. 531. — Les dispositions antérieures s'entendent, sans préjudice de l'action pénale, dans les cas où il serait prouvé qu'il a été procédé malicieusement.

Art. 532. — La vente de médicaments détériorés, adulterés ou ayant perdu leur efficacité est défendue.

Quand un chef de police recevra une dénonciation ou apprendra que des médicaments sont vendus en contravention des dispositions énumérées ci-dessus, il fera procéder à une enquête par des experts, fera détruire les médicaments détériorés, adulterés ou ayant perdu leur efficacité et condamnera le coupable à une amende de cinq à cinquante piastres.

Art. 533. — Tout propriétaire de pharmacie dans une localité quelconque devra vendre à n'importe quelle heure de la nuit les médicaments qui lui seront demandés et devra ouvrir la porte de sa pharmacie au plus tard dix minutes après qu'on y aura frappé.

Art. 534. — Quiconque en dehors des cas prévus dans les articles antérieurs, vendra des substances vénéneuses ou devenues telles par suite de mélanges, altérations ou corruption, subira la perte des dites substances qui seront détruites par ordre de l'Alcade, lequel ordonnera la dévolution de la valeur de celles qui auront été déjà vendues et imposera au coupable une amende de dix à cent piastres.

PARAGUAY

Les lois françaises sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie et la vente des substances vénéneuses sont en vigueur au Paraguay.

Codex et officine de Dorvault.

PEROU

La loi française sur la vente des substances vénéneuses est en vigueur au Pérou.

L'exercice de la médecine et de la pharmacie est régi par les lois françaises. Codex français et lois françaises.

PERSE

Aucune loi sur l'exercice de la pharmacie et sur la vente des substances vénéneuses.

Pas de réglementation, pas de pharmacopée.

PORTUGAL

LOI

sur les substances vénéneuses

Le commerce en gros des substances vénéneuses est autorisé entre fabricants, droguistes et pharmaciens.

Les pharmaciens et les droguistes sont seuls autorisés à vendre les substances vénéneuses au détail.

Les substances vénéneuses dont les noms suivent et toutes celles reconnues comme toxiques doivent être soigneusement gardées, sous la surveillance du pharmacien et du droguiste, dans une armoire fermée à clef.

Elles ne peuvent être délivrées que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée par une personne majeure et honorable.

Les ventes qui ne sont pas effectuées sur prescription médicale doivent être enregistrées sur un livre spécial en indiquant la date de la vente, le nom et la quantité de la substance, l'emploi auquel elle est destinée, ainsi que le nom, la profession et l'adresse de l'acheteur.

Tout vase ou enveloppe renfermant une substance toxique doit porter le nom de la substance, une étiquette « poison » et le nom et l'adresse du vendeur.

Aconit.

Acide cyanhydrique.

Arsenic.

Atropine.

Belladone.

Cantharidés.

Cocaïne.

Codéine.

Chloroforme.

Digitale.

Ergot de seigle.

Huile de croton.

Liqueur de Fowler.

Mercure.

Morphine.

Noix vomiques.

Opium.

Rue.

Sabine.

Strychnine.

Vératrine.

Leurs sels, dérivés et préparations ainsi que toutes les substances reconnues comme toxiques.

ROUMANIE

L'exercice de la médecine et de la pharmacie est régie par les lois russes et la pharmacopée russe.

RUSSIE

Les pharmaciens diplômés et les droguistes patentés sont seuls autorisés à tenir et à vendre des substances vénéneuses.

La vente des substances vénéneuses énumérées ci-dessous n'est autorisée que sur prescription médicale ou vétérinaire ou sur demande écrite et signée par une personne honorable.

Tout récipient ou enveloppe renfermant une de ces substances doit porter une étiquette « poison » ainsi que le nom de la substance et le nom et l'adresse du vendeur.

Toute vente faite sans ordonnance médicale doit être enregistrée sur un livre spécial, qui indique le nom et la quantité de la substance et l'usage qui en a été fait, ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Le registre des poisons doit être présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Toute ordonnance médicale prescrivant des substances vénéneuses ne peut être renouvelée que sur signification spéciale du médecin.

Arsenic, antimoine, plomb, mercure, zinc, leurs sels et préparations, acide arsénieux, atropine et ses sels, belladone, cantharides, cocaïne, chloroforme, digitale, solution de Fowler, acide cyanhydrique et leurs préparations, ergot de seigle, sublimé corrosif, émétique, morphine, ses sels et ses préparations, noix vomiques, phosphore, sabine, strychnine et ses sels, vératrine, les acides corrosifs, les alcaloïdes, les huiles de croton et d'amandes amères (1).

(1) Edité par l'administration du Calendrier médical russe. Perspective Newsky 14. Pétrograd.

SUÈDE

LOI

du 7 janvier 1876 (1).

Les pharmaciens et les droguistes sont seuls autorisés à vendre des substances vénéneuses.

Les substances vénéneuses ne peuvent être vendues que sur prescription médicale ou sur demande écrite et signée par une personne honorablement connue qui prouve son désir de les employer utilement et légitimement.

Toute vente de ces substances doit être inscrite sur un registre spécial avec la date, le nom et la quantité de la substance vendue et l'emploi qui en sera fait, ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

Ce registre doit être conservé pendant dix années et présenté à toute réquisition des autorités compétentes.

Tout récipient ou enveloppe renfermant des substances vénéneuses doit être étiqueté du mot « poison », du nom de la substance ainsi que du nom et de l'adresse du vendeur.

Arsenic, aconit, belladone, acide cyanhydrique, cocaïne, colchique, conine, cantharides, créosote, digitale, chloroforme, choral hydraté, émétique, huile de croton, sulfate de zinc, tous les poisons des végétaux, les alcaloïdes, l'huile d'amandes amères, l'opium en doses anormales, les acides minéraux, phénique et oxalique ainsi que tous les sels et préparations de ces substances. }

SUISSE

CANTON DE BALE

DÉCRET

Concernant la vente des poisons

du 30 septembre 1899 (1).

Article premier. — Les substances désignées dans la Pharmacopée

(1) *Journal Officiel*, février 1876.

(1) *Journal Officiel*, 31 décembre 1907 et 18 juillet 1908.

pée suisse comme « Vénéna » et les substances indiquées comme devant être conservées séparément « Separanda » sont soumises pour l'achat et la vente aux conditions de l'article 2.

Les poisons suivants non contenus dans la Pharmacopée suisse, sont soumis aux mêmes conditions.

Arsenic métallique.

Vert de Schweinfurt.

Sulfure d'arsenic.

Cyanure de potassium.

Acide cyanhydrique.

Alcaloïdes toxiques.

Le département sanitaire est autorisé à soumettre d'autres substances à ces conditions.

Art. 2. — La vente des substances énumérées sous l'article 1^{er} est seulement permise :

1^o Aux pharmaciens.

2^o Au personnel médical, qui est autorisé à dispenser.

3^o Aux commerçants (droguistes, etc.) qui ont à ce sujet une autorisation spéciale du département sanitaire. Cette autorisation n'est accordée qu'aux sollicitants qui prouvent une connaissance suffisante de la matière et qui possèdent les aménagements nécessaires à un commerce ordonné.

Art. 3. — Les substances énumérées dans l'article 1^{er} ne peuvent être vendues que sur ordonnance de médecin ou à des personnes qui présentent au vendeur une autorisation spéciale du département sanitaire ou de la police.

De cette stipulation sont exclues :

A) les ventes entre commerçants en gros (droguistes) et pharmaciens :

B) les substances énumérées dans l'article 4.

Art. 4. — Les substances énumérées dans le tableau ci-dessous peuvent être vendues sans autorisation spéciale, ni ordonnance médicale. Pour ce qui concerne leur conservation elles sont considérées comme « Separanda » dans le sens de l'article 1^{er}. Elles ne peuvent être vendues qu'avec leur désignation écrite lisiblement ; les liquides et autres ne doivent pas être enfermés dans des récipients, qui par leur forme pourraient être employés pour conserver des matières alimentaires (bière, vin, etc.).

Antipyrine.

Antipyrine-Caféine-citrique.

Antipyrine salicylée.

Scille (bulbe).
Chloroforme.
Extrait de chanvre indien.
Gaïacol.
Iodoforme.
Créosote.
Pastilles de Santonine.
Phénacétine.
Phénol.
Plomb (sous-acétate).
Sérum antidiphthérique.
Teinture de cantharides.
Teinture d'iode.
Teinture d'opium.
Vaccin.
Phénolsulfonate de zinc.
Acide acétique.
» chromique.
» hydrochlorique.
» nitrique.
» sulfurique.
Nitrate d'argent.
Céruse.
Sulfate de cuivre.
Formaldhéyde.
Iode.
Bichromate de potasse.
Litharge.
Plomb.
Soude caustique.
Acétate de plomb.
Résorcine.
Acide oxalique.

Art. 5. — Les personnes autorisées à vendre des poisons sont assujetties à tenir un livre spécial qui est à conserver au moins dix années. Ce livre doit contenir les noms, profession et domicile de l'acheteur, la date de la vente, l'usage indiqué, la dénomination et la quantité du poison.

Art. 6. — Les personnes qui veulent employer des substances vénéneuses pour usages scientifiques, etc., doivent se présenter au département sanitaire où l'on portera leur demande sur un registre

et leur délivrera un Bon. En sont dispensés les médecins, chirurgiens dentistes et vétérinaires.

Ces Bons de notre Canton ainsi que ceux du dehors ont une validité limitée à un mois.

Le département sanitaire peut cependant délivrer des bons d'une durée de trois années aux notables qui lui en font la demande.

Après leur inscription sur le livre des poisons, ces Bons doivent être gardés dix ans par le vendeur.

Art. 7. — Toute personne qui fait le commerce de poisons ou qui les emploie dans les sciences, arts, industrie ou agriculture est tenue de prendre des précautions telles, qu'il ne puisse résulter un mélange ou une confusion avec des substances alimentaires ou des épices ou d'autres matières usuelles.

Les pharmaciens et les commerçants qui possèdent l'autorisation indiquée dans l'article 3, sont tenus d'avoir dans leurs locaux et magasins de vente, des armoires ou appartements fermés à clef, spécialement réservés aux substances toxiques.

La manipulation de ces substances ne peut se faire qu'à l'aide d'instruments destinés à cet effet.

CANTON DE BERNE

ORDONNANCE

concernant les pharmacies ainsi que la vente et la conservation des médicaments et poisons (1).

(16 juin 1897).

Article premier. — Les pharmacies sont classées en :

1^o pharmacies publiques ;

2^o et pharmacies privées des médecins, des vétérinaires et des hospices et hôpitaux.

Art. 2. — L'autorisation d'ouvrir et de diriger une pharmacie publique n'est délivrée par le Conseil exécutif que sur la présentation d'un diplôme fédéral de pharmacien.

Art. 13. — Tout récipient sera pourvu d'une étiquette portant très visiblement le nom exact de la substance qu'il contient.

(1) Ordonnance concernant les pharmacies et la vente des poisons. Imprimerie Michel et Büchler. Berne, 1897.

Art. 14. — Les poisons, énumérés au tableau A de la présente ordonnance (tableau IV de la pharmacopée helvétique), seront désignés par des étiquettes ayant des caractères blancs sur fond noir ; les separanda, énumérés au tableau B de la présente ordonnance (tableau III de la pharmacopée) par des étiquettes ayant des caractères rouges sur fond blanc, et tous les médicaments n'appartenant ni aux poisons ni aux separanda, par des étiquettes ayant des caractères noirs sur fond blanc.

Art. 17. — Les médicaments énumérés au tableau A — poisons proprement dits — ainsi que les ustensiles servant au pesage et à leur préparation, seront tenus dans une armoire fermant à clef et portant l'inscription : Armoire aux Poisons.

Cette armoire se trouvera dans un lieu bien éclairé.

Pour le dépôt de grandes quantités de poisons, il y aura dans le magasin des compartiments fermant à clef.

Art. 22. — Les ustensiles nécessaires à la manipulation des substances médicamenteuses doivent se trouver en nombre suffisant et dans la forme qui convient à leur usage ; les balances et les poids répondront aux prescriptions de la loi.

Art. 23. — La manipulation des poisons se fera à l'aide d'ustensiles spéciaux, placés dans l'armoire aux poisons dont fait mention l'article 17 ci-dessus.

Art. 33. — Tout médicament sera délivré avec une étiquette portant le mode d'emploi indiqué par le médecin, le nom du pharmacien et la date.

Les étiquettes seront rouges, avec la mention « Pour l'usage externe » lorsqu'il s'agira de médicaments destinés à l'usage externe.

Art. 35. — L'exécution des ordonnances des médecins peut en général être répétée sans nouvelle prescription.

Toutefois, la répétition est interdite :

a) lorsque le médecin la défend lui-même en ajoutant sur l'ordonnance les mots : *Ne repetatur* ;

b) lorsque le médicament destiné à l'usage interne contient à des doses atteignant les maxima de la Pharmacopée des substances désignées aux tableaux A et B ;

c) lorsque le médicament destiné à l'usage soit externe, soit interne, contient de l'atropine, de la cocaïne, de la morphine, ou que l'ordonnance prescrit du chloroforme (l'huile de chloroforme exceptée), du chloral hydraté ou une préparation de digitale, à moins que le médecin n'autorise la répétition par une déclaration écrite.

Art. 49. — Le propriétaire d'une pharmacie privée ne pourra

acheter que dans une pharmacie publique de la Suisse les médicaments composés, les extraits et les teintures, ainsi que toutes autres préparations pharmaceutiques, à moins qu'il ne préfère les préparer lui-même. Quant aux préparations chimiques et aux drogues, il pourra aussi se les procurer par l'entremise d'une droguerie concessionnée du canton de Berne.

Tous les achats qu'il fera seront inscrits sur un registre spécial.

Art. 52. — Le pharmacien est autorisé à vendre en détail sans prescription du médecin :

1° tous les médicaments simples et composés, à l'exception de ceux des tableaux A et B ;

2° les médicaments composés contenant les substances désignées aux tableaux A et B en quantité moindre que les doses maxima du tableau C, ou qui sont préparés sous une forme les rendant propres à l'usage interne ;

3° les substances du tableau D.

Art. 61. — L'article 61 de l'ordonnance du 16 juin 1897 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes, de l'ordonnance du 6 octobre 1903.

Art. 62. — Il est interdit au droguiste :

1° d'exécuter des prescriptions ou recettes de médecins ou de vétérinaires ;

2° de délivrer aux gérants ou propriétaires de pharmacies privées, des médicaments composés, des teintures et des extraits ainsi que les autres préparations pharmaceutiques ;

3° de vendre en détail au public les préparations pharmaceutiques, les médicaments composés et les produits chimiques de la Pharmacopée helvétique, 3^e édition, à l'exception :

a) des substances énumérées au tableau D ;

b) des spécialités médicinales qui ne contiennent ni poisons, ni separanda, ni d'autres substances toxiques analogues (art. 68), et dont la publication et la vente ont été permises par la Direction des affaires sanitaires à d'autres personnes encore qu'aux pharmaciens.

4° La vente au détail de poisons (y compris ceux qui sont destinés à la destruction des insectes et autres animaux nuisibles).

La Direction des affaires sanitaires peut, à titre d'exception, accorder aux droguistes qui offrent des garanties suffisantes et possèdent les installations nécessaires, l'autorisation de vendre les poisons destinés à la destruction des animaux nuisibles. Une telle autorisation n'est jamais que personnelle.

Art. 63. — Pour la vente en gros des poisons et des separanda

(v. tableaux A et B), les droguistes sont tenus de se conformer aux prescriptions du chapitre V de la présente ordonnance.

V. — Dispositions concernant la vente des poisons

Art. 68. — Les poisons énumérés dans les tableaux A et B de la présente ordonnance, ainsi que les substances toxiques analogues sauf celles qui figurent au tableau F, ne peuvent être vendus que par les personnes désignées à l'article 69 ci-dessous et aux personnes spécialement autorisées à s'en procurer par l'article 72.

Art. 69. — Sont seuls autorisés à vendre les poisons :

1^o Les propriétaires ou les gérants de pharmacies publiques et privées ;

2^o les droguistes, pour autant que l'article 61 ci-dessus ne les en empêche pas.

Art. 70. — Pour la conservation et la manipulation des poisons, le débitant se conformera aux articles 17, 22 et 23 de la présente ordonnance.

Art. 71. — Le débitant de poisons est tenu de recommander la prudence aux personnes auxquelles il remet des substances vénéneuses et de délivrer celles-ci, chaque fois qu'il le peut, sous une forme qui rende les méprises impossibles, même dans les cas où il s'agit de substances dont le commerce est déclaré libre.

Toute substance vénéneuse ne sera délivrée que munie d'une étiquette portant le nom du vendeur, la nature de la substance et le mot « Poison ».

Pour le transport en gros et en détail, le vendeur ou l'expéditeur emballera les substances vénéneuses ou dangereuses avec soin, afin d'empêcher qu'il ne s'en perde, et les munira d'une étiquette portant en caractères bien lisibles le mot « Poison » ou les mots « Substance dangereuse ».

Art. 72. — L'article 72 de l'ordonnance du 16 juin 1897 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes de l'ordonnance du 6 octobre 1903.

Art. 72. — Le droit d'acheter une des substances désignées à l'article 68 s'acquiert :

1^o par la prescription d'un médecin diplômé ;

2^o par une licence pour l'achat de poisons (délivrée selon la formule annexée) ;

3^o par un permis d'achat de poisons (délivré selon la formule annexée) ;

4^o par la signature, quand il s'agira de préparations destinées à

la destruction d'insectes ou autres animaux nuisibles, de la déclaration dont la formule figure à l'article 74.

Art. 73. — Les industriels qui font régulièrement usage des poisons dans l'exercice de leur profession devront demander au préfet une licence pour l'achat de poisons.

Avant de délivrer la licence, le préfet exigera :

- 1^o une recommandation de l'autorité de police locale ;
- 2^o la désignation des poisons et de l'usage qu'on en veut faire ;
- 3^o des garanties concernant les précautions à observer pour la conservation et la manipulation des poisons demandés.

Il est formellement interdit d'employer les substances obtenues à d'autres usages que ceux désignés dans la licence. Chaque licence sera préalablement envoyée, accompagnée des pièces justificatives nécessaires, à la Direction des affaires sanitaires, pour être visée et contrôlée. Une licence non revêtue du visa de cette Direction n'est pas valable.

Art. 74. — L'article 74 de l'ordonnance du 16 juin 1897 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes de l'ordonnance du 6 octobre 1903.

Art. 74. — La vente de préparations destinées à la destruction d'insectes, de souris ou autres animaux nuisibles n'est permise qu'aux pharmaciens ainsi qu'aux droguistes qui auront obtenu l'autorisation prévue à l'article 61. Les préparations telles que la pâte phosphorée, le blé empoisonné, etc., seront contenues dans des récipients qui seront munis d'une étiquette portant la mention « Poison » ainsi que la raison commerciale du vendeur et dont les parois seront imperméables et aussi résistantes que possible. Elles ne seront jamais délivrées qu'aux adultes, mais ceux-ci ne seront point tenus de présenter un permis d'achat de poisons. En lieu et place de ce dernier, l'acheteur devra signer en double la déclaration suivante :

« Le soussigné atteste par les présentes avoir acheté ... grammes de et avoir été rendu attentif aux dangers auxquels il s'expose, soit en ne plaçant pas ce produit dans un endroit convenable, soit en le manipulant sans prendre les précautions voulues.

Il s'engage à le mettre sous clef, après usage, et à ne s'en servir qu'avec prudence et à seule fin de détruire des animaux nuisibles.

., le 19.. »

L'un des exemplaires restera entre les mains du vendeur, qui devra conserver soigneusement lesdites déclarations, et l'autre sera remis à l'acheteur.

Les personnes qui font métier de détruire les souris, les rats et

autres animaux nuisibles ou importuns, et qui emploient des poisons pour l'exercice de cette profession, devront se procurer une licence pour l'achat de poisons, conformément à l'article 73.

Art. 75. — Dans le but de s'assurer que les poisons sont conservés de la manière prescrite, le préfet peut ordonner une expertise. Si le porteur de la licence n'observe pas les prescriptions relatives à la conservation ou à la manipulation des poisons, le préfet devra, après qu'un avertissement ou une condamnation seront restés infructueux, lui retirer sa licence sans indemnité. Toute mesure de ce genre sera portée à la connaissance de la Direction des affaires sanitaires.

Art. 76. — La licence pour achat de poisons est délivrée pour une durée de quatre années au plus, à l'expiration desquelles elle peut être renouvelée.

La licence autorise les personnes qui ont le droit de vendre des poisons à remettre les substances dont elle fait mention, contre reçu, au titulaire ou à son représentant désigné par écrit.

Art. 77. — Les personnes majeures et bien famées qui seront dans le cas d'employer accidentellement une substance vénéneuse obtiendront gratuitement de l'autorité de police locale de leur commune de domicile un permis délivré selon la formule B annexée. Le vendeur gardera ce permis comme pièce justificative.

Art. 78. — Les reçus prévus par l'article 76 ci-dessus, de même que les permis pour l'achat de poisons, doivent être conservés par le vendeur, dûment classés et enregistrés, pendant au moins dix ans. En cas de mutation du pharmacien ou du droguiste, ces pièces passeront à son successeur avec la même obligation.

Art. 79. — Le possesseur d'une licence ou d'un permis ne remettra cette pièce à aucune autre personne pour en faire usage et ne se dessaisira pas non plus du poison qu'il aura reçu.

Art. 80. — Les formulaires des licences et permis sont fournis aux préfets par la Direction des affaires sanitaires. Les autorités de police locale se procurent les permis d'achat de poison à la préfecture de leur district.

Art. 81. — Les contraventions à la présente ordonnance seront passibles des peines statuées par la loi du 14 mars 1865 concernant l'exercice des professions médicales.

Tout poison vendu contrairement aux prescriptions de la loi précitée sera saisi conformément aux dispositions du Code de procédure pénale.

Art. 82. — Le Conseil exécutif établira par des arrêtés spéciaux le mode selon lequel l'hôpital de l'île et les hospices et hôpitaux

de l'Etat se procureront les médicaments dont ils ont besoin.

Art. 83. — La présente ordonnance entrera immédiatement en vigueur et sera insérée au *Bulletin des lois*.

Art. 84. — Est et demeure abrogée l'ordonnance du 18 juin 1894 concernant les pharmacies ainsi que la vente et la conservation des médicaments et poisons.

Berne, le 16 juin 1897.

Au nom du Conseil exécutif :

Le Président,
RITSCHARD.

Le Chancelier,
KISTLER.

TABLEAU A

Venena. Poisons

(Tableau IV de la Pharmacopée helvétique, 3^e édition).

Les substances mentionnées dans ce tableau seront tenues dans une armoire fermant à clef ; elles seront conservées, *avec de grandes précautions*, dans des vases munis d'une étiquette à caractères blancs sur fond noir.

Acide arsénieux.

Arséniate de sodium.

Azotate de strychnine.

Bromhydrate d'atropine.

Chlorhydrate d'apomorphine.

Chlorure mercurique.

Cyanate de potassium.

Hydroiodure d'hyoscine.

Iodure mercurique.

Mercure précipité blanc.

Oxyde de mercure rouge.

Oxyde de mercure jaune.

Phosphore.

Salicylate de physostigmine.

Solution arsenicale Pearson.

Solution de Fowler.

Sulfate d'atropine.

Sulfate de strychnine.

Véatrine.

Les médicaments toxiques analogues, non consignés dans la Pharmacopée, doivent être tenus de la même manière que ceux indiqués ci-dessus.

TABLEAU B

Separanda

(Tableau III de la Pharmacopée helvétique, 3^e édition).

Tableau indiquant les médicaments qui seront tenus séparés des autres et conservés avec précaution dans des vases portant une étiquette écrite en caractères rouges sur fond blanc.

Acétate de cuivre.

Acétate de plomb.

Acide agaricique.

» azotique fumant.

» azotique pur.

» chlorhydrique pur.

» chromique.

» sulfurique pur.

» pyrogallique.

Alcoolature d'aconit.

Antifébrine.

Antipyrine.

Azotate d'argent.

» » fondu.

» » mitigé.

» de plomb.

Bichromate de potassium.

Brome.

Bromure d'éthyle.

Calomel.

Calomel à la vapeur.

Caféine.

Cantharide.

Chanvre indien.

Chloral hydraté.

Chlorhydrate de cocaïne.

Chlorhydrate de morphine.

Chlorhydrate de pilocarpine.

Chloride d'or et de sodium.

Chloroforme.

Chlorure mercurique.

Chlorure de zinc.

Citrate de caféine.

Codéine.

Coloquinte.

Créosote rectifiée.

Eau d'amandes amères.

Eau de laurier cerise.

Ergot de seigle.

Euphorbe.

Extrait d'aconit fluide.

- » d'aconit sec.
- » de belladone fluide.
- » de belladone sec.
- » fluide de ciguë.
- » de ciguë sec.
- » de chanvre indien.
- » fluide de colchique.
- » de coloquinte.
- » de coloquinte composé.
- » de digitale fluide.
- » de digitale sec.
- » d'ergot de seigle.
- » d'ergot de seigle fluide.
- » fluide d'ipécacuanha.
- » de jusquiame fluide.
- » de jusquiame sec.
- » fluide de mézéréon.
- » fluide de muguet.
- » de noix vomique.
- » d'opium.
- » de saturne.
- » de stramoine sec.
- » fluide de stramoine.

Feuille d'aconit.

- » de belladone.
- » de digitale.
- » de jusquiame.
- » de stramoine.

Fruit de ciguë.

Gayacol.

Gomme gutte.

Hellébore blanc.

Huile de croton.

Huile phosphorée.
Huile volatile de moutarde.
Iode.
Iodoforme.
Iodol.
Iodure mercureux jaune.
Iodure de plomb.
Ipécacuanha.
Liqueur de Van Swieten.
Minium.
Nitrite d'amyle.
Noix vomique.
Opium.
Oxyde de plomb.
Phénacétine.
Phénol.
Phénol liquéfié.
Phosphate de codéine.
Potasse caustique.
Poudre de Dover.
Pyrogallol.
Racine d'aconit.
Racine de belladone.
Racine de gelsémium.
Racine d'ipécacuanha.
Racine de jalap.
Résine de jalap.
Résine de scammonée.
Sabine.
Santonine.
Scille.
Semence de cévadille.
Semence de colchique.
Semence de stramoine.
Semence de strophantus.
Solution de chlorure d'antimoine.
Solution de potasse caustique.
Solution de soude caustique.
Sulfate de cuivre.
Sulfate basique de mercure.
Sulfate de morphine.

Sulfate de zinc.

Sulfonal.

Sulfophénolate de zinc.

Tartre stibié.

Teinture d'aconit.

- » de belladone.
- » de cantharide.
- » de cévadille.
- » de chanvre indien.
- » de colchique.
- » de coloquinte.
- » de digitale.
- » d'ergot de seigle.
- » de gelsémium.
- » d'iode.
- » d'ipécacuanha.
- » de lobélia.
- » de noix vomique.
- » d'opium safranée.
- » d'opium simple.
- » de scille.
- » de stramoine.
- » de strophantus.

Valérianate de zinc.

Vin de colchique.

Vin stibié.

Les médicaments analogues, non consignés dans la Pharmacopée, seront tenus de la même manière que ceux indiqués ci-dessus.

TABLEAU C

(Tableau V de la Pharmacopée helvétique, 3^e édition)

Doses maxima des médicaments énergiques pour les adultes

On ne doit délivrer des doses supérieures à celles indiquées dans ce tableau que si le médecin le demande expressément, en notant en lettres le poids ou le nombre de gouttes du médicament, en soulignant sa dose et en la faisant suivre d'un point d'exclamation (!).

	Dose simple maxima	Dose par jour maxima
	Grammes	Grammes
Acétate de plomb	0,1	0,5
Acide agaricique	0,03	0,1
Acide arsénieux.	0,005	0,02
Acide azotique dilué	1,0	3,0
Acide bromhydrique dilué.	1,5	5,0
Acide chlorhydrique dilué.	1,0	5,0
Acide sulfurique dilué	1,5	5,0
Alcoolature d'aconit	1,0	3,0
Antifébrine	0,5	3,0
Antipyrine	2,0	6,0
Arséniate de sodium	0,005	0,01
Azotate d'argent	0,03	0,2
Azotate de strychnine	0,01	0,02
Azotate de strychnine pour injections sous-cutanées	0,005	0,01
Benzoate de caféine et de sodium.	1,0	3,0
Bromhydrate d'homatropine	0,001	0,002
Bromhydrate d'hyoscine	0,0005	0,002
Caféine	0,5	1,5
Calomel	0,5	2,0
Calomel à la vapeur	0,1	0,5
Cantharide	0,05	0,15
Chanvre indien.	0,5	2,0
Chloral hydraté.	3,0	6,0
Chlorate de potassium.	1,0	5,0
Chlorhydrate d'apomorphine	0,02	0,1
Chlorhydrate d'apomorphine pour injections sous-cutanées.	0,005	0,015
Chlorhydrate de cocaïne	0,05	0,15
Chlorhydrate de cocaïne pour injections sous-cutanées	0,05	0,1
Chlorhydrate de morphine	0,03	0,1
Chlorhydrate de pilocarpine	0,02	0,05
Chloride d'or et de sodium	0,05	0,2
Chloroforme.	0,5	1,0
Chlorure mercurique	0,02	0,05
Citrate de caféine	0,5	2,0
Codéine	0,1	0,4
Coloquinte	0,25	1,0

	Dose simple maxima	Dose par jour maxima
	Grammes	Grammes
Créosote.	0,5	3,0
Eau d'amandes amères	2,0	8,0
Eau de laurier cerise	2,0	8,0
Ergot de seigle	1,0	5,0
Ergot de seigle en infusion . .	»	10,0
Elixir parégorique	10,0	40,0
Extrait d'aconit fluide.	0,01	0,03
» d'aconit sec	0,005	0,015
» de belladone fluide	0,05	0,15
» de belladone sec	0,025	0,075
» de chanvre indien.	0,1	0,5
» fluide de ciguë.	0,1	0,5
» de ciguë sec	0,05	0,25
» fluide de colchique	0,05	0,1
» de coloquinte	0,05	0,2
» de coloquinte composé . . .	0,25	1,0
» de digitale fluide	0,1	0,5
» de digitale sec	0,05	0,25
» d'ergot de seigle	0,1	0,5
» d'ergot de seigle fluide . .	0,5	2,0
» de fougère mâle	»	10,0
» fluide d'ipécacuanha	0,05	0,25
» de jusquiame fluide	0,1	0,3
» de jusquiame sec	0,05	0,15
» fluide de muguet	0,1	0,2
» de noix vomique	0,05	0,15
» d'opium	0,1	0,25
» de scille	0,2	1,0
» de stramoine fluide	0,05	0,15
» de stramoine sec	0,025	0,075
Feuille d'aconit.	0,1	0,5
» de belladone	0,1	0,5
» de digitale	0,2	1,0
» de digitale en infusion . .	»	2,0
» de jaborandi en infusion .	»	6,0
» de jusquiame	0,2	1,0
» de stramoine	0,2	1,0
Fruit de ciguë	0,2	1,0
Gayacol	0,5	3,0

	Dose simple maxima	Dose par jour maxima
	Grammes	Grammes
Gomme gutte	0,2	1,0
Huile de croton	0,05	0,1
	Goutte 1	Gouttes 2
Huile phosphorée	0,1	0,5
Hyoscine pour injections sous-cutanées	0,0002	0,001
Iode	0,05	0,2
Iodoforme	0,2	1,0
Iodure mercurieux	0,05	0,2
Iodure mercurique	0,02	0,05
Ipécacuanha	0,1	0,5
Ipécacuanha en infusion	»	2,0
Ipécacuanha employé comme vomitif	»	5,0
Nitrite d'amyle pour inhalations	0,25	1,0
	Gouttes 5	Gouttes 20
Noix vomique	0,1	0,2
Opium	0,15	0,5
Oxyde de mercure	0,02	0,1
Oxyde de mercure jaune	0,02	0,05
Oxyde de zinc pur	0,2	1,0
Phénacétine	1,0	5,0
Phosphate de codéine	0,1	0,4
Phénol	0,1	0,5
Phosphore	0,001	0,005
Podophylline	0,1	0,3
Poudre de Dover	1,0	4,0
Racine d'aconit	0,1	0,5
Racine de belladone	0,1	0,5
Racine de jalap	1,0	5,0
Résine de jalap	0,5	1,5
Sabine	1,0	2,0
Salicylate de caféine et de sodium	1,0	3,0
Salicylate de physostigmine	0,001	0,005
Salol	2,0	8,0
Santonine	0,05	0,25
Scammonée	0,2	0,5
Scille	0,5	3,0
Semence de colchique	0,2	1,0

	Dose simple maxima	Dose par jour maxima
	Grammes	Grammes
Solution arsenicale de Pearson	1,0	4,0
Solution de Fowler.	0,5	2,0
Solution de perchlorure de fer	1,0	4,0
Sulfate d'atropine	0,001	0,003
Sulfate de cuivre	0,05	0,5
Sulfate de cuivre employé comme vomitif.	»	1,0
Sulfate de morphine	0,03	0,1
Sulfate de spartéine	0,2	0,8
Sulfate de strychnine	0,01	0,02
Sulfate de strychnine pour injec- tions sous-cutanées	0,005	0,01
Sulfate de zinc	0,1	1,0
Sulfonal	4,0	8,0
Tartre stibié.	0,2	0,5
Teinture d'aconit	0,25	1,0
» de belladone	0,5	2,5
» de cantharide	0,5	1,5
» de chanvre indien	1,0	5,0
» de colchique	1,0	3,0
» de coloquinte.	1,0	5,0
» de digitale	1,0	5,0
» d'ergot de seigle	5,0	20,0
» de gelsémium	1,0	5,0
» d'iode.	0,25	1,0
» d'ipécacuanha	0,5	2,5
» de lobélia.	1,0	5,0
» de noix vomique.	0,5	2,0
» d'opium safranée	1,5	5,0
» d'opium simple	1,5	5,0
» de scille	2,5	10,0
» de strophantus	1,0	3,0
Uréthane	4,0	8,0
Valérianate de zinc.	0,1	0,5
Vératrine	0,005	0,02
Vin de colchique	1,0	3,0
Vin stibié	10,0	20,0

TABLEAU D

Ce tableau contient les substances dont la vente en détail est permise aux droguistes avec indication du nom du débitant et de la substance débitée.

Diverses substances dont le nom est imprimé en grosses lettres dans ce tableau doivent être tenues séparées des autres ; elles ne doivent être conservées ni délivrées dans des bouteilles à vin ordinaires et ne peuvent être vendues que munies d'une étiquette rouge.

Voici les noms de ces substances :

Créoline.

Crésols (lysol).

Eau blanche (eau de goulard).

Eau phéniquée au 2 0/0 avec indication expresse de cette proportion sur l'étiquette.

Extrait de saturne.

Phénol du commerce.

Huile phéniquée au 3 0/0 avec indication expresse de cette proportion sur l'étiquette.

Phénol du commerce.

Teinture d'iode.

Formule *a*
Registre de la Préfecture
N^o.....

Registre de la Direction
des Affaires sanitaires
N^o.....

CANTON DE BERNE

District de.

Commune de.

Licence pour l'achat de poisons

Vu les articles 72 et 73 de l'ordonnance du 16 juin 1897, M. . . .
. demeurant à. reçoit par la
présente l'autorisation de se procurer contre un reçu, chez les personnes autorisées à vendre des poisons, conformément à l'article 69 de l'ordonnance sus-mentionnée, la ou les substances vénéneuses ci-après désignées, dont il a besoin pour l'exercice de son industrie ou de sa profession de., savoir :
.
.

H. Pruvost

23

Le possesseur de cette licence est entièrement responsable de tout préjudice qui résulterait de sa propre négligence ou de celle de ses gens dans le transport, la conservation ou l'emploi des substances sus-désignées, et il s'engage à se conformer scrupuleusement à toutes les prescriptions légales concernant les poisons.

Cette licence est valable jusqu'au. 19 .

Donné à., le. 19 .

Le Préfet,

.

La licence ci-dessus délivrée à M.
a été contrôlée et est déclarée en vigueur.

Berne, le. 19 .

Le Directeur des Affaires sanitaires,

.

Formule b

CANTON DE BERNE

District de.

Commune de.

Permis pour l'achat de poisons

Le possesseur de ce permis
demeurant ici dans la maison n° reçoit par la présente
l'autorisation de se procurer, contre remise du permis, chez une
personne autorisée à vendre des poisons, une quantité de
grammes du poison dit dont il veut se servir
pour.

Il est entièrement responsable de tout préjudice qui résulterait
de négligence dans le transport, la conservation ou l'emploi du
poison.

Le présent permis est valable huit jours, à compter de celui où il
est délivré. Il ne sera remis à aucune autre personne pour en faire
usage, et il est interdit de céder à une tierce personne le poison
obtenu à l'aide de ce permis.

., le. 19 .

Le Maire,

.

Timbre de la Commune.

REÇU

Je déclare avoir reçu de., à
la quantité ci-dessus désignée de. grammes de
., le 19
(Signature de l'acheteur).

N. B. — On se procure cette formule à la Direction des Affaires
sanitaires.

CANTON DE GENÈVE

Règlement sur la police des pharmacies et la vente des poisons

En complément de la loi genevoise du 11 octobre 1905 sur l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie et conformément aux dispositions des articles 1b, 2, 9 et 14 le Conseil d'Etat du canton de Genève met en vigueur un règlement d'exécution(1). Ce règlement compte 91 articles. Vu son étendue nous ne pouvons le reproduire en entier. Nous nous bornons à en donner la substance et à citer textuellement les articles concernant spécialement la pratique pharmaceutique.

TITRE III

De la vente au détail des drogues

Art. 71. — La préparation des ordonnances, prescriptions ou formules médicales et vétérinaires est confiée exclusivement, et sous leur responsabilité, aux pharmaciens, à leurs gérants, ou à leurs commis porteurs d'un diplôme régulier, ou autorisés par le Conseil d'Etat.

Si l'ordonnance indique que le remède ne devra être renouvelé que sur avis du médecin, le pharmacien devra indiquer sur l'original qu'elle a été exécutée.

Les pharmaciens sont responsables de la qualité de leurs drogues et de leurs préparations médicinales, qui devront être conformes aux exigences de la Pharmacopée helvétique. Toutefois, ils ne pour-

(1) *Journal suisse de chimie et pharmacie*, 8 décembre 1906.

ront être rendus responsables des spécialités portant la marque du fabricant, et vendues dans leur emballage original.

Art. 72. — Le colportage des substances médicamenteuses est interdit, ainsi que leur vente sur la place publique.

Art. 73. — Il est interdit d'exécuter des prescriptions contenant des toxiques ordonnés par des personnes non autorisées à pratiquer l'art de guérir.

Art. 74. — Le Département de Justice et Police fera procéder, toutes les fois qu'il le jugera convenable, à la visite des pharmacies, drogueries, épiceries et autres établissements qui peuvent débiter des drogues. Les propriétaires ou les gérants sont tenus de fournir des échantillons pour analyses ou vérifications. Ils sont responsables de la qualité et de la pureté des produits.

Art. 75. — L'exercice de la pharmacie à l'aide d'un prête-nom est interdit.

Le pharmacien prête-nom et celui qui aura exercé la pharmacie sous le nom d'un autre, sont tous deux considérés comme contrevenants.

Art. 76. — Aucun pharmacien ne peut tenir plus d'une officine ouverte dans le canton de Genève, et il doit l'exploiter personnellement ; il lui est interdit, sauf les cas prévus à l'article suivant, d'en remettre la direction à un tiers. Il est tenu d'avoir sa résidence habituelle dans la localité où est établie sa pharmacie.

Art. 77. — Lorsqu'un pharmacien s'absente plus de trois mois de son officine, il est obligé de se faire remplacer par un gérant pharmacien diplômé et autorisé par le Conseil d'Etat. Ce délai de trois mois sera porté à six mois en cas de décès ou de maladie prolongée.

Art. 78. — Toute association entre un pharmacien et un médecin ou un vétérinaire, dans le but d'exploiter une officine ou de vendre un médicament quelconque, toute convention par laquelle un médecin ou un vétérinaire retirerait quelque gain ou profit sur les médicaments vendus par un pharmacien, sont formellement prohibées.

Art. 79. — Toutes les ordonnances devront être transcrites textuellement, et datées jour par jour, dans un registre spécial.

Art. 80. — Toute ordonnance ou copie d'ordonnance exécutée par un pharmacien, ne doit être remise au client qui en fait la demande, qu'après avoir été numérotée, timbrée et datée.

Art. 81. — Tout renouvellement de l'exécution d'une ordonnance formulant une substance toxique devra être mentionnée sur le registre prévu à l'article 79.

Art. 82. — Lorsque le médecin prescrit une substance à une dose

qui dépasse le maximum fixé par la Pharmacopée helvétique, il doit écrire cette dose en toutes lettres, la souligner, et la faire suivre d'un point d'exclamation. Au cas où ces prescriptions ne sont pas observées, le pharmacien se tiendra au tableau des doses maxima ; il prévendra ensuite le médecin aussitôt que possible, du changement qu'il aura opéré.

De la vente des poisons

Art. 83. — Les substances toxiques pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire ne peuvent être délivrées que par les pharmaciens.

Art. 84. — Un tableau régulateur pour la vente des substances vénéneuses destinées à l'usage de la médecine humaine et vétérinaire ainsi que le titre III du présent règlement seront affichés d'une manière apparente dans toutes les pharmacies, drogueries et tous les locaux où se débitent des drogues.

Art. 85. — Le tableau régulateur pour la vente des médicaments toxiques sera révisé chaque année.

Art. 86. — Tout médicament doit porter une étiquette indiquant la date et l'usage de la prescription. Ces étiquettes seront rouges pour les remèdes externes, et devront indiquer le nom et l'adresse du pharmacien.

Art. 87. — Les poisons destinés à la destruction des animaux nuisibles et ceux d'un usage habituel dans les arts et l'industrie, ne doivent être vendus qu'à des *personnes adultes*, connues et munies d'une autorisation du Département de Justice et Police ou du Maire de la commune. Le vendeur et l'acheteur sont solidairement responsables en cas d'infraction. Les personnes qui emploient ces substances doivent les garder sous leur contrôle. Elles sont responsables des erreurs ou accidents qui pourraient se produire.

Art. 88. — Toute vente de substances toxiques sera inscrite dans un registre spécial, sur lequel l'acheteur apposera sa signature. En outre, elles seront délivrées cachetées et munies d'une étiquette indiquant la nature et la quantité, et accompagnée du mot : *POISON*.

TITRE III

Substances qui ne peuvent être vendues que par les pharmaciens

Art. 89. — 1^o Ordonnances et formules médicinales (médecins-chirurgiens, dentistes, vétérinaires, sages-femmes).

2^o Spécialités et préparations, teintures, sirops, etc. renfermant

des toxiques ou l'une des substances mentionnées dans le présent tableau : alcaloïdes, leurs composés et dérivés, ainsi que les nouvelles préparations qui entrent dans le domaine pharmaceutique : Sérums et autres produits bactériologiques et organothérapiques.

Acide arsénieux, sauf pour usages industriels et la destruction des animaux nuisibles.

Aconit, herbes, racines et préparations.

Agaric et préparations : sauf élixir de longue vie.

Aldéhyde formique.

Antifébrine.

Antipyrine.

Apiol et préparations.

Aspirine.

Belladone et préparations ; sauf Baume tranquille.

Bromoforme.

Caféine et sels.

Cantharide et teinture.

Chanvre indien et préparations.

Ciguë et préparations.

Cocaïne et sels.

Colchique et préparations.

Coloquinte.

Coque du Levant.

Créosote.

Croton chloral.

Digitale et préparations.

Eau de Laurier-cerise.

Exalgine.

Extraits pharmaceutiques toxiques.

Fèves de Calabar et préparations.

Fèves de St-Ignace et préparations.

Formiates.

Fougère mâle.

Gaïacol.

Gelseminum.

Huile de Croton.

Herbes mentionnées au tableau de la Pharmacopoea Helvetica.

Hypnone.

Jaborandi et préparations.

Jalap.

Préparations d'iode et d'iodures.

Iode et iodures.
Iodoforme.
Jusquiambe, sauf Baume tranquille.
Kamala.
Kermès.
Lysoforme.
Lysol.
Lithine (sels de).
Sels de Mercure et préparations.
Opium et préparations.
Oxyde d'antimoine.
Paraldéhyde.
Perchlorure de fer.
Phénacétine.
Phénol et préparations.
Podophylline et préparations.
Pyramidon.
Pyridine.
Quinine et sels.
Racines mentionnées au tableau de la Pharmacopœa Helvetica.
Rhumatisme.
Sabine et préparations.
Salicylates divers et combinaisons salicylées.
Salol.
Santonine et préparations.
Scamonee.
Scille.
Seigle ergoté.
Soufre doré.
Spartéine et sels.
Stramoine et préparations.
Sublimé corrosif.
Sulfonal.
Tartre stibié.
Teintures mentionnées au tableau de la Pharmacopœa Helvetica.
Terpine hydraté.
Terpinol.
Thalline.
Théobromine et sels.
Trional.
Uréthane.

Urotropine.

Vératrine et préparations.

Véronal.

Euphorbe et préparations.

Les solutions d'acide phénique et de sublimé pour l'usage médical.

Clause pénale

Art. 90. — Toute infraction au présent règlement sera punie pour le premier délit, d'une amende de 50 à 300 fr. et en cas de récidive, d'une amende pouvant s'élever à 600 fr. et des arrêts de police ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'usurpation du titre de médecin-chirurgien, dentiste, pharmacien ou vétérinaire, ainsi que l'emploi abusif de titres analogues, pouvant induire le public en erreur sur les qualités de ceux qui les prennent seront punis des mêmes pénalités.

Les complices seront punis en conformité du Code pénal.

C'est sous réserves des pénalités qui résulteraient pour les délinquants d'infractions plus graves prévues par les lois.

Clause abrogatoire

Art. 91. — Sont abrogés le Règlement du 10 mars 1893 et d'une manière générale toutes dispositions contraires aux présentes prescriptions.

CANTON DE NEUCHÂTEL

Règlement sur la police des pharmacies et des drogueries, et sur la vente des remèdes secrets et des poisons

du 8 juillet 1913 (1).

CHAPITRE PREMIER

Art. 12. — Toute pharmacie doit être pourvue d'un matériel suffisant pour son exploitation.

L'officine proprement dite contiendra :

4^e Des compartiments distincts ou des armoires spéciales pour la conservation des *Separanda* et des médicaments analogues non prévus dans la pharmacopée.

(1) *Bulletin du Département de l'Intérieur* de juillet 1913.

5^e Une armoire fermant à clef et portant l'inscription : « Armoire aux poisons », destinée à renfermer les *venena* et les médicaments toxiques analogues non mentionnés dans la pharmacopée. Les ustensiles servant au pesage et à la préparation des poisons devront, autant que possible, être déposés dans cette armoire ; ils seront exclusivement employés à cet usage.

Art. 13. — Le pharmacien est responsable de la qualité des drogues, préparations, spécialités et remèdes secrets qu'il délivre au public.

Art. 15. — Tous les récipients, flacons, bocaux, tiroirs ou caisses seront pourvus d'une étiquette portant bien lisiblement le nom exact de la substance qu'ils contiennent.

La désignation du médicament sera, autant que possible, conforme à la terminologie de la pharmacopée en vigueur ; les *venena* et substances toxiques analogues seront désignés par des étiquettes avec des caractères blancs sur fond noir ; les *separanda* et les substances analogues seront désignées par des étiquettes avec des caractères rouges sur fond blanc et les autres médicaments par des caractères noirs sur fond blanc.

Art. 16. — Tout pharmacien devra également posséder une pharmacopée, dernière édition, une taxe des médicaments, un journal des préparations, un registre de la vente des poisons, un registre pour copie d'ordonnances et les manuels usuels de l'art pharmaceutique.

Art. 17. — Sont seuls autorisés à prescrire les médicaments mentionnés au tableau régulateur n^o 1 (substances dont la vente au poids médicinal ne peut avoir lieu que sur prescription médicale), les médecins, les vétérinaires et les dentistes reconnus par l'Etat, chacun dans les limites de sa compétence.

Art. 18. — Toute ordonnance doit indiquer le mode d'emploi du médicament prescrit, qu'il contienne ou non des substances actives ; l'auteur d'une prescription doit spécifier ce qui est destiné à l'application extérieure par la mention « pour l'usage externe » ; il doit également spécifier les cas dans lesquels il juge bon que le pharmacien délivre le médicament avec la mention « poison », accompagnée d'une tête de mort, alors même qu'il ne s'agirait pas de *venena* proprement dits.

Art. 25. — Pour toute substance ou préparation destinée à l'usage externe l'étiquette sera faite sur papier rouge ou orange, avec la mention : « Usage externe ».

Art. 26. — Le pharmacien ne peut délivrer que sur prescription médicale les médicaments énumérés au tableau régulateur n° 1.

Art. 30. — Les hôpitaux, hospices et maisons de santé peuvent être autorisés par le département de l'Intérieur, sur préavis de la Commission de santé, à tenir une pharmacie privée pour leur usage particulier. Ils doivent toutefois faire exécuter dans une pharmacie publique du canton toutes les ordonnances renfermant les substances toxiques mentionnées dans le tableau régulateur n° 1, à moins que le médecin de l'établissement ou un assistant diplômé puisse se charger de leur préparation.

CHAPITRE IV

N° 2. — *Vente des spécialités médicinales et des remèdes secrets*

Art. 63. — Toute spécialité médicinale dont la composition n'est pas rendue publique, et toute préparation médicamenteuse qui n'est pas inscrite dans la pharmacopée officielle ou qui n'a pas été préparée spécialement sur formule magistrale sont considérées comme des remèdes secrets.

Art. 65. — Toute personne qui désire mettre en vente dans les pharmacies ou drogueries du canton une spécialité médicinale ou un remède secret, doit en faire la demande au département de l'Intérieur.

Art. 68. — L'autorisation n'est accordée que lorsque l'analyse a démontré que le produit présenté ne contient pas de substances capables de nuire à la santé. Elle peut être refusée si la composition du remède n'est pas rationnelle, s'il n'offre pas des garanties de conservation suffisantes ou si le prix de vente est manifestement exagéré.

Art. 69. — L'autorisation de mettre en vente une spécialité ou un remède secret sera publiée dans la *Feuille Officielle* ; l'annonce du remède, par la voie des journaux, brochures ou prospectus ne doit pas faire mention de l'autorisation obtenue.

Art. 70. — L'autorisation de vendre une spécialité ou un remède secret peut être retirée en tout temps, si la composition en est reconnue inconstante ou si l'annonce vient à revêtir un caractère charlatanesque.

Le retrait d'autorisation de vente sera publié dans la *Feuille Officielle*.

CHAPITRE V

*De la vente des substances dangereuses ou toxiques
employées dans les arts et l'industrie*

Art. 71. — La vente des produits chimiques et des substances toxiques employés dans l'industrie, l'agriculture, l'économie domestique et pour la désinfection ne peut se faire que dans les pharmacies et les drogueries et par les personnes ayant obtenu une autorisation spéciale sur préavis favorable de la Commission de santé.

Art. 72. — Le département de l'Intérieur publie des tableaux régulateurs établissant :

1^o La liste des substances suffisamment connues du public dont la vente est permise sans aucune formalité, par les personnes autorisées ;

2^o La liste des substances dont l'emploi est fréquent dans les arts, l'industrie et pour la désinfection, et dont la vente au public peut se faire sur simple reçu signé par l'acheteur ;

3^o La liste des substances dont la vente au public ne peut se faire que sur présentation d'une autorisation d'achat délivrée par la Préfecture.

Art. 73. — Les récépissés des substances mentionnées sous chiffre 2 de l'article 72 doivent toujours porter une attestation de l'acheteur constatant qu'il a été renseigné sur les propriétés dangereuses de la substance délivrée et sur le mode d'emploi de celle-ci ; ils seront liassés et conservés.

Toute vente de substance toxique faite sur présentation d'une autorisation d'achat doit être inscrite sur un registre spécial délivré par la préfecture. Les inscriptions sont faites au moment même de la vente ; elles mentionnent la nature et la quantité de la substance vendue, l'usage auquel elle est destinée, ainsi que les noms, domicile et profession de l'acheteur.

Art. 74. — Les industriels qui font habituellement usage de produits toxiques dans l'exercice de leur profession doivent en faire la déclaration au préfet du district qui leur délivre un registre personnel où sont inscrits tous les achats.

Les laboratoires des écoles publiques sont exempts de cette formalité, la manipulation des substances toxiques s'y faisant sous la surveillance des professeurs.

Art. 75. — Toute substance toxique délivrée au public doit être revêtue d'une étiquette portant le nom du débitant et indiquant la nature de la substance. Pour les poisons violents, le débitant a, en

outre, l'obligation de coller sur les récipients, une étiquette portant une tête de mort avec la mention : « poison » ou « gift » en caractères bien lisibles. Les substances toxiques ne doivent pas être délivrées à des enfants. Le débitant est tenu de recommander la prudence aux personnes auxquelles il remet des poisons et de les délivrer sous une forme qui rende les méprises impossibles.

Pour le transport, le vendeur doit emballer les poisons et substances toxiques ou dangereuses avec soin, de façon à empêcher qu'il ne s'en perde, et les munir d'une étiquette portant la tête de mort et la mention « poison-gift » ou les mots « substance dangereuse » en caractères bien lisibles.

Les fûts et récipients, autres que ceux en porcelaine, verre ou grès, ayant contenu des substances toxiques ne peuvent recevoir aucune autre destination.

Art. 76. — La conservation et la vente des produits chimiques et des substances dangereuses ou toxiques dans des établissements autres que les pharmacies et drogueries sont placées sous le contrôle et la surveillance directe de l'Etat (Voir le règlement cantonal de police du feu du 19 juillet 1912). La surveillance des établissements industriels et des ateliers dans lesquels on manipule des substances toxiques est du ressort des Commissions locales de salubrité publique ; elles procèdent à des visites de ces établissements et peuvent se faire assister pour cela d'un délégué de préfecture.

TABLAUX RÉGULATEURS

publiés par le département de l'Intérieur en exécution du

Règlement du 8 juillet 1913 sur la police des pharmacies et des drogueries et sur la vente des remèdes secrets et des poisons

Ces tableaux régulateurs abrogent ceux du 24 mars 1882 et ceux du 6 août 1886. Ils peuvent, en tout temps, être complétés ou modifiés sur le préavis de la Commission de Santé.

Les pharmaciens et les droguistes doivent se conformer aux prescriptions de la pharmacopée en vigueur pour tout ce qui concerne la conservation et la préparation des médicaments, ainsi que l'étiquetage des flacons et des bouchons.

A

Tableaux régulateurs concernant la vente des médicaments
au public.

TABEAU RÉGULATEUR N° I

Substances énumérées dans la Pharmacopée dont la vente au poids

médicinal ne peut avoir lieu que sur prescription médicale (Médicaments héroïques de la Pharmacopée).

Les substances dont les noms sont imprimés en lettres grasses ne peuvent, lorsqu'elles sont prescrites pour l'usage interne, être délivrées plus d'une fois sans nouvelle prescription médicale, même s'il ne s'agit pas de doses dépassant les doses maxima.

Lorsqu'un des médicaments mentionnés dans ce tableau doit être délivré pour l'usage interne, pour injections sous-cutanées ou intraveineuses, pour lavements ou pour suppositoires, la dose maximum ne peut être dépassée que si le médecin le demande expressément, en faisant suivre la dose prescrite d'un point d'exclamation (!). Pour les médicaments précédés d'un astérisque (*), cette prescription doit être observée, même lorsqu'ils sont délivrés pour application cutanée (Pharmacopée suisse, éd. IV, tableau V).

Acide agaricique.

Amylène, hydrate.

Antifébrine.

Antipyrine.

Apomorphine.

Argent, nitrate.

Arsenic et préparations arsenicales.

Atropine, sulfate.

Benzonaphtol.

Bromoforme.

Caféine et ses sels.

Cantharide.

Cantharidine.

Chloral hydrate.

Cocaïne et ses sels.

Codéïne et ses sels.

Coloquinte.

Créosote et ses composés.

Cuivre, sulfate.

Digitoxine.

Dionine.

Diurétine.

Eau d'amandes amères.

Eau de laurier cerise.

Extrait de belladone.

» » chanvre indien.

» » coloquinte.

Extrait de fougère.

» » jusquiame.

» » noix vomique.

» **d'opium.**

Feuille de belladone.

» » digitale.

» » jusquiame.

» » stramoine.

* Gaïacol et ses composés.

Gomme gutte.

Héroïne et ses sels.

Homatropine, bromhydrate.

Huile de croton.

Huile phosphorée.

Hydrastinine, chlorhydrate.

Iode.

Iodoforme.

Lactophénine.

Mercure, sels (sauf le cinabre).

* Méthyle, salicylate.

Migrainine.

Morphine et ses sels.

Nitrite de sodium.

Noix vomique.

Opium.

Orthoforme.

Paraldéhyde.

Phénacétine.

Phénol.

Phosphore.

Physostigmine.

Pilocarpine.

Plomb, acétate.

Podophylline.

Potassium, chlorate.

Poudre de Dover.

Racine de belladone.

» » Jalap.

Résorcine.

Salipyrine.

Salol.

Salophen.

Santonine.

Scille.

Scopolamine, bromhydrate.

Spartéine, sulfate.

Strychnine, nitrate.

Sulfonal.

Tartre stibié.

Théobromine.

Teinture d'aconit.

» de belladone.

» » cantharide.

» » chanvre indien.

» » colchique.

» » coloquinte.

» » digitale.

» » gelsemium.

» » lobélie.

» » noix vomique.

» d'opium.

» d'opium safranée.

» » scille.

» » stramoine.

» » strophantus.

Trional.

Tubercule d'aconit.

Vératre.

Véronal.

Zinc, sulfate.

Les spécialités contenant les substances ci-dessus où des substances nouvelles analogues sont soumises aux mêmes prescriptions

Les pharmaciens sont autorisés à délivrer en petites quantités et sans prescription médicale, les substances suivantes du tableau ci-dessous :

Antifébrine, en doses de 0,25		
Antipyrine	» »	0,50 à 1,00
Migrainine	» »	0,50 à 1,00
Phénacétine	» »	0,25 à 0,50
Salol	» »	0,50 à 1,00

} pas plus de trois doses à la fois

Créosote et gaïacol purs, en doses ne dépassant pas 3 grammes.

Pastilles de chlorate de potasse à 0,10 pas plus de 10 à la fois.

Pastilles de santonine à 0,025 pas plus de 10 p. à la fois.

Scille en dose de 1 gramme.

N. B. — Le phénol, le sublimé, le seigle ergoté et ses dérivés ne peuvent être délivrés aux sages-femmes sans prescription médicale.

TABLEAU RÉGULATEUR N° II

Substances et préparations dont la vente au public est permise dans les drogueries autorisées.

Toutes ces substances et préparations (articles 48 et 50 du règlement) doivent être munies d'une étiquette portant le nom du débitant et indiquant la nature de la substance débitée. Les drogues simples et les préparations pharmaceutiques doivent toujours être conformes aux prescriptions de la pharmacopée en vigueur.

Les substances dont le nom est imprimé en caractères gras doivent être munies, pour la vente, d'une étiquette rouge avec la mention « Usage externe ».

Acétone.

Acide acétique.

- » **borique.**
- » **chlorhydrique.**
- » **chromique.**
- » citrique.
- » **formique.**
- » **gallique.**
- » lactique.
- » **nitrique.**
- » **phosphorique.**
- » **salicylique.**
- » **sulfurique.**
- » **tannique.**
- » tartrique.

Alcool camphré.

Aloès.

Alun.

Ammoniaque liquide.

- » anisée.

Ase foetide.

Axonge benzoïnée.

Badiane.

Baume de Fioraventi.

Baume du Pérou.

Baume de Tolu.

Beurre de muscade.

Benjoin.

Bismuth métallique.

Bois de Gaïac.

» » genièvre

» » panama.

» » quassia.

Bourgeon de pin.

Cachou.

Cadmium et ses sels.

Capillaire.

Carragheen.

Cérat de blanc de baleine.

» à la rose.

» simple.

Chlorure d'ammonium.

Chlorure de baryum.

Chlorure de chaux.

Chlorure d'or.

Chlorure d'or et de sodium.

Citrate de magnésie.

Coldcream.

Collodion.

Corricides à l'acide salicylique.

Crème de tartre.

Crésol brut.

Dextrine.

Douce amère.

Eau blanche.

Eau de canelle.

» de chaux.

» de chlore.

Eaux distillées concentrées.

Eau de fenouil.

Eau de fleur d'oranger.

Eau de goudron.

Eau de goulard.

Eau de labarraque.

» » menthe.

H. Pruvost

Eau oxygénée.

» **phéniquée** 2 0/0, avec indication de la porportion sur l'étiquette.

Eau sédative.

» de tilleul.

» **vulnéraire.**

Ecorce de bourdaine.

» » cascarille.

» » chêne.

» » citron.

» » condurango.

» » mézéréon.

» » grenadier.

» d'orange amère.

» de quillaya.

» » quinquina.

» » québracho.

» » sassafras.

» » saule.

» » simarouba.

Elemi.

Elixir de longue vie.

Emplâtre adhésif.

» **diachylon.**

» **simple.**

» **de savon.**

» **oxycrocéon.**

» **de poix** (toile et papier anglais).

Espèces amères.

» aromatiques.

» diurétiques.

» émollientes.

» pectorales.

» purgatives.

» sudorifiques.

Esprit de citron.

» » **cochléaria.**

» » **fourmi.**

» » **genièvre.**

» » **lavande.**

» » **mélisse.**

Esprit de **moutarde.**

» » **savon.**

» » **serpolet.**

Essence d'anis.

» de bergamotte.

» » **cajeput.**

» » camomille.

» » canneHe.

» » citron.

» » cumin.

» » fenouil.

» » fleurs d'orangers.

Essence de genièvre.

» » **girofle.**

» » **lavande.**

» » **macis.**

» » menthe.

» » **pin.**

» » **romarin.**

» » rose.

» » santal.

» » **thym.**

Etain et ses sels.

Ether.

» acétique.

» alcoolisé (gouttes anodines).

» alcoolisé nitreux.

» **de pétrole.**

Extrait de saturne.

Fenugrec.

Ferri et ferrocyanures.

Feuille de busserole (raisin d'ours).

» » capillaire.

» » coca.

» d'eucalyptus.

» de guimauve.

» » mélisse.

» » menthe.

» » ményante (trèfle de marais).

» » noyer.

» » **romarin.**

Feuille de ronce.

» » sauge.

» » sené.

Fleur d'arnica.

» de bouillon blanc.

» » cina (semen contra).

» » coquelicot.

» » lavande.

» » mauve.

» » rose.

» » sureau.

» » tilleul.

» d'ulmaire.

Formol.

Fougère mâle.

Fruit ou semence de badiane.

» » cardamone.

» » carvi.

» » casse.

» » coing.

» » cubèbe.

» » fenouil.

» » sené (follicules).

Galbanum.

Glycérine.

Glycérolé d'amidon.

Gomme adragante.

Gomme ammoniacque.

Gomme gutte.

Goudron de houille.

Goudron végétal.

Gouttes **dentaires**, sans substances toxiques.

Graisse de muscade.

Guttapercha.

Herbe d'absinthe.

» d'armoise.

» de charbon bénit.

» de marjolaine.

» millefeuille.

» de pensée sauvage.

» de petite centaurée.

Herbe de serpolet.

» de thym.

Houblon.

Huile d'amande.

» de bouleau.

» de cade.

» de camomille.

» camphrée.

» de jusquiame.

» de laurier.

» de jusquiame composée (baume tranquille).

» de foie de morue.

» phéniquée.

» de ricin.

» russe.

Hydrate d'alumine.

Hypophosphite de calcium.

Kino.

Lanoline.

Lichen d'Islande.

Lithium, carbonate.

Lycopode.

Lysol.

Magnésie calcinée, carbonate, sulfate.

Manganèse, peroxyde.

Manne.

Miel rosat.

Menthol (crayons).

Musc.

Myrrhe.

Naphtaline.

Noix d'arec.

Noix de galle.

Onguent d'althea.

Onguent de la mère.

Onguent nervin.

Opodeldoc solide et liquide.

Papier nitre.

Papier moutarde.

Pastilles de santonine (dosées).

» de sel ammoniac.

Pastilles de Vichy.

Pepin de coing.

Perchlorure de fer (solution de).

Phosphate de calcium.

Plomb, acétate, azotate, carbonate, sous-acétate, oxyde.

Pommade boriquée.

» camphrée.

» de lanoline.

» soufrée.

Pommade de zinc.

Potasse vénale et purifiée.

Potasse caustique et lessive de potasse.

Potassium acétate.

» azotate.

» bicarbonate.

Potassium bichromate.

Potassium carbonate (potasse vénale et purifiée).

Potassium hydrate (potasse, caustique et lessive de potasse).

Potassium nitrate.

Potassium permanganate.

» silicate.

» sulfure (foie de soufre).

Potassium sulfate.

» tartrate.

Poudre effervescente.

Poudre insecticide.

» pour les **pieds**.

Poudre effervescente anglaise.

» de réglisse composée.

» de Sedlitz.

Pulpe de tamarin.

Racine d'açore vrai.

» d'angélique.

» de boucage (petit saxifrage).

» de bugrane.

» de chiendent.

» de colombo.

» de dent de lion.

» de galanga.

» de gaïac.

» de gentiane.

Racine de gingembre.

- » de guimauve.
- » d'impératoire.
- » de livèche.
- » de ratanhia.
- » de rhubarbe.
- » de salsepareille.
- » de tormentille.
- » de valériane.
- » de zédoaire.

Résine de pin.

Roob de genièvre.

- » de sureau.

Rue.

Saccharine.

Safran.

Salep.

Sangsue.

Savon animal.

Savon médicinal.

Savon potassique.

Sel de Carlsbad artificiel.

Sirop de bourgeon de pin.

- » d'écorce d'orange.
- » de cannelle.
- » de fleur d'oranger.
- » de guimauve.
- » de manne.
- » de menthe.
- » de nerprun.
- » de ratanhia.
- » de réglisse.
- » de rhubarbe.
- » de salsepareille.
- » de tamarin.
- » de tolu.

Solution d'acéto-tartrate d'aluminium.

Sodium acétate.

- » bicarbonate.
- » bromure.

Sodium hydraté (soude caustique et lessive de soude).

Sodium hyposulfite.

Sodium phosphate.

» pyrophosphate.

» sulfate.

Soufre lavé.

» précipité.

Styrax liquide.

Suc de citron artificiel.

Sucre de lait.

Sulfate d'aluminium.

Suif benzoïne.

Suint de laine.

Teinture de boucage.

» amère.

» d'açore vrai.

» aromatique.

Teinture d'arnica.

» **de benjoin.**

Teinture de cachou.

» » cannelle.

» » colombo.

» » fenouil.

» » gailac.

» » gentiane.

» » gingembre.

» **d'iode.**

» **de musc.**

» » **myrrhe.**

» » noix de galle.

» » poivre d'Espagne.

» » quassia.

» » québracho.

» » quinquina.

» » ratanhia.

» » **sabadille.**

» » safran.

» » valériane.

» » vanille

Vin aromatique.

» de quinquina.

Vinaigre aromatique.

Vinaigre de bois.

Vin de condurango.

» » gentiane.

Zinc, oxyde et sulfate.

Les droguistes sont également autorisés à vendre au public tous les produits chimiques et les substances toxiques employés dans les arts et l'industrie. Ils doivent, pour la vente, se conformer aux dispositions du chapitre 5 du règlement et aux tableaux régulateurs concernant la matière.

TABLEAU RÉGULATEUR N° III

Ce tableau contient les noms des substances et préparations énumérées dans la pharmacopée, dont la vente est laissée entièrement libre.

TABLEAU RÉGULATEUR N° IV

Substances et préparations médicinales dont la vente au détail est permise dans les dépôts de médicaments autorisés dans les localités éloignées d'au moins cinq kilomètres d'une pharmacie publique ou d'une droguerie autorisée.

Ces substances et préparations doivent provenir d'une pharmacie publique du canton ou d'une droguerie autorisée (Art. 37 du Règlement).

Les substances et préparations imprimées en caractères gras doivent toujours être munies d'une étiquette rouge avec la mention : « Pour usage externe ».

Acide borique.

Alcool camphré.

Ammoniaque anisé.

Baume tranquille.

Bicarbonate de soude.

Borax.

Eau de Goulard.

Eau phéniquée au 2 0/0, préparée dans une pharmacie et portant l'indication expresse de la proportion sur l'étiquette.

Eau de chaux.

Eau sédative.

Espèces émollientes.

Espèces pectorales.

Espèces purgatives.

Gouttes d'Hoffmann.

Huile camphrée

Huile de ricin.

Liniment oléo-calcaire, à préparer instantanément I : 1.

Lysol.

Papier moutarde.

Pastilles pectorales.

Pastilles de Vichy.

Pommade boriquée.

Pommade camphrée.

Pommade de zinc.

Poudre de réglisse composée.

Sel de Carlsbad.

Sel de Glauber.

Solution d'acéto-tartrate d'aluminium.

Sparadrap.

Teinture d'arnica.

Teinture d'iode, en petits flacons de 10 grammes au maximum.

Dans les dépôts on pourra vendre en outre, des objets de pansement, ainsi que toutes les substances et préparations énumérées au tableau régulateur n° III.

B

Tableaux régulateurs concernant la vente des produits chimiques et des substances dangereuses ou toxiques employés dans les arts et l'industrie.

TABLEAU RÉGULATEUR N° V

Substances connues du public dont la vente est permise, sans aucune formalité, par les pharmaciens, les droguistes et les personnes munies d'une autorisation spéciale.

Ces substances doivent être délivrées munies d'une étiquette rouge, portant le nom du débitant et indiquant la nature de la substance,

Acide azotique.

» chlorhydrique.

» sulfurique.

(Acides vénaux et purs).

Alumine et ses sels.

Ammonium et ses sels.

Antimoine et ses sels.

Argent, sels.

Mercure métallique.

Nickel, sels.
Nitrobenzine.
Or, sels.
Platine, sels.
Plomb, chromate, céruse, litharge, minium.
Potasse et soude caustique.
Produits toxiques employés dans la photographie.
Sel d'oseille (avec étiquette « poison »).
Vitriol bleu du commerce (sulfate de cuivre).
Zinc, oxyde, chlorure, sulfate.

TABLEAU RÉGULATEUR N° VI

Substances dont la vente au public peut se faire sur simple reçu signé par l'acheteur, seulement dans les pharmacies et drogueries du canton.

Ces substances doivent être délivrées conformément aux dispositions des articles 72 et 73 du règlement.

Baryum (sels de).
Blé empoisonné.
Chlorate de potasse.
Chlorure mercurique (pour la désinfection).
Cuivre (sels de) sauf le sulfate.
Gomme gutte.
Iode.
Pâte phosphorée.
Phénol (pour la désinfection).
Phosphore rouge.

TABLEAU RÉGULATEUR N° VII

Substances dont la vente au public ne peut se faire dans les pharmacies et les drogueries du Canton que sur présentation d'une autorisation d'achat délivrée par la préfecture.

Ces substances doivent être délivrées conformément aux dispositions des articles 72 et 74 du règlement.

Acide cyanhydrique et cyanures.
Arsenic et ses composés.
Brome.
Cantharide.

Phosphore.
Strychnine et ses sels.

Neuchâtel, 8 juillet 1913

Au nom du Conseil d'Etat :

Le président, ALBERT CALAME.

Le chancelier, PERRIN.

RÉPUBLIQUE ET CANTON

de

NEUCHÂTEL

Récépissé d'achat

d'une substance dangereuse ou toxique

(Art. 72, 2° et 73 du règlement, tableau régulateur n° 6).

L. soussigné. . .déclare avoir reçu de M.
. à. grammes
de Il ou elle déclare vouloir
employer cette substance pour : et avoir été
renseigné. . .sur ses propriétés et les dangers auxquels peut expo-
ser son emploi.

. le. 19. . . .
(Signature)

CANTON DE SAINT-GALL

DÉCRET

concernant la vente des poisons

du 4 juin 1898 (1).

Article premier. — La vente des poisons indiqués dans la Pharmacopée suisse est réservée aux pharmacies détaillantes, avec exceptions suivantes :

A. — Les quantités prescrites dans les pharmacies des hôpitaux et asiles.

B. — La vente permise aux droguistes.

Les droguistes sont autorisés à vendre les poisons en gros, aux pharmaciens et à toute personne munie d'un certificat de la Mairie.

(1) *Bulletin Officiel*, juin 1898.

C. — La vente des articles techniques pour les arts, l'industrie et l'agriculture, etc.

Art. 2. — La vente au détail des poisons suivants est spécialement réservée aux pharmaciens.

Cette vente ne peut avoir lieu en dehors des ordonnances des médecins, dentistes et vétérinaires, que sous les conditions stipulées dans les articles 3 et 5.

Ce sont : les alcaloïdes toxiques, les composés d'arsenic, l'acide cyanhydrique, le cyanure de potasse et de zinc, l'émétique, la cantharide (excepté les emplâtres), le seigle ergoté, l'opium, le phosphore, les composés mercuriels (excepté le cinabre), les végétaux narcotiques, la noix vomique, les drogues drastiques (ex : la coloquinte), l'huile de croton, la sabine.

La Commission sanitaire peut apporter des changements à cette liste.

Art. 3. — On peut vendre les matières énumérées dans l'article 2 à des personnes connues du vendeur comme offrant toutes garanties, pour usage scientifique, industriel ou agricole, en leur faisant signer une feuille où est indiqué l'usage et la quantité de la matière toxique et où l'acheteur prend sous sa responsabilité l'obligation de la conserver avec soin et de l'employer personnellement.

Dans le cas contraire les poisons ne peuvent être délivrés que contre un certificat de la Mairie ou d'un médecin, qui autorise de délivrer sans danger à la personne indiquée et pour un usage déterminé, une certaine quantité de poison.

Il ne peut être délivré de poison aux enfants ou aux adultes ne jouissant pas de toute leur lucidité.

Art. 4. — Les certificats susdits sont valables dix jours, mais pour les personnes qui emploient professionnellement les toxiques, la durée est d'une année.

Les formules de ces bons se trouvent chez les médecins cantonaux.

Art. 5. — Un livre spécial sera tenu, appelé livre des poisons, sur lequel figureront les noms, profession et lieu de résidence de l'acheteur, la nature et la quantité du poison, le numéro du certificat et la date de livraison du poison.

Art. 6. — Toute personne faisant le commerce ou trafic des matières contenant des poisons doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter toute erreur dans la manipulation et pour que ces matières ne soient pas mises en contact avec des victuailles ou aliments quelconques, de façon à ne provoquer aucun accident. Les

emballages devront toujours être munis d'une étiquette « poison ».

Art. 7. — La Commission sanitaire se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler par des médecins désignés ou par des experts, l'usage de ces poisons.

Art. 8. — Toute infraction à ce décret sera punie d'une amende de 100 à 150 francs, s'il n'y a pas de délit entraînant des peines plus sévères.

CANTON DE VAUD

Règlement concernant les pharmacies, les drogueries et la vente des remèdes secrets et des poisons

du 6 avril 1909 (1).

Article premier. — Sont seuls autorisés à pratiquer la profession de pharmacien :

a) Les pharmaciens qui, conformément aux dispositions de la loi fédérale, ont obtenu un diplôme fédéral ;

b) Les personnes vouées à la dite profession qui, avant l'époque de l'entrée en vigueur de la loi du 14 septembre 1897, ont obtenu un diplôme du concordat du 2 août 1867 ou, à la suite d'un examen cantonal, une patente les autorisant, sans aucune restriction, à pratiquer dans le canton qui l'a délivrée ;

c) Les personnes vouées à cette profession qui, à la suite d'un examen subi, dans un Etat étranger, ont obtenu un diplôme les autorisant, sans aucune restriction, à pratiquer dans le territoire de cet Etat, pour autant que la réciprocité est stipulée par un traité. Dans les cas exceptionnels, le Conseil de santé et des hospices décide, au vu des pièces produites, si l'autorisation de pratiquer est accordée.

Art. 2. — L'exécution des prescriptions médicales, la vente des médicaments, la vente au détail des drogues simples ou composées, ainsi que la vente au détail des substances réputées poisons, ne peuvent avoir lieu que dans les pharmacies.

Art. 3. — La vente de ces substances n'a lieu que :

1° Sur prescription médicale de médecin, vétérinaire ou dentiste.

2° Sur présentation de certificats délivrés par la préfecture.

Sont exceptées de cette disposition :

(1) Règlement du 6 avril 1909 concernant les pharmacies. Imprimerie Amacker, rue Caroline, 11, Lausanne, 1913.

1° La vente au détail de certaines substances médicamenteuses ou drogues qui sont d'un usage familial et habituel.

2° La vente en gros et en détail des plantes indigènes médicinales réputées non vénéneuses.

3° La vente en gros des drogues ainsi que celle des substances toxiques employées dans l'industrie.

Art. 10. — Les bocaux, boîtes, tiroirs ou autres contenants placés dans l'officine ou dans les locaux qui en dépendent, doivent être étiquetés suivant la terminologie latine de la pharmacopée suisse.

Les substances énergiques et les poisons auront une étiquette distincte, d'une couleur spéciale. Ils seront réunis et placés à part des autres médicaments, aussi bien dans l'officine que dans les différents locaux affectés à l'exercice de la profession pharmaceutique.

Une armoire fermant à clef renfermera exclusivement les substances toxiques.

Le phosphore sera placé à la cave ; il sera conservé dans un vase plein d'eau, placé lui-même dans une caisse remplie de sable.

Art. 29. — Les médicaments délivrés seront toujours munis d'une étiquette portant l'usage du médicament et la date ou un numéro d'ordre. Les étiquettes seront blanches pour les remèdes internes et rouges pour les remèdes externes.

Art. 31. — La répétition des ordonnances ne peut se faire sans l'autorisation spéciale du médecin quand il s'agit de doses maxima, ou de médicaments dont l'emploi prolongé peut être dangereux, tels que ceux destinés à calmer la douleur ou à provoquer le sommeil. Un tableau régulateur indique ces substances en lettres grasses.

Art. 32. — Les spécialités médicamenteuses et les remèdes secrets ne peuvent être vendus que dans les pharmacies. Toute spécialité ou tout remède secret annoncé publiquement (journaux, brochures, etc.) ne peut être vendu qu'après avoir été analysé au laboratoire cantonal du service sanitaire, aux frais du demandeur. Le conseil de santé et des hospices, suivant la nature et les doses des substances médicamenteuses, décide si la préparation peut être vendue librement ou si elle ne peut être délivrée que sur ordonnance de médecins, de dentistes ou de vétérinaires.

Cette autorisation de vendre n'est qu'une simple tolérance et non une approbation, aussi ne peut-elle être citée dans les annonces ou dans les réclames. Il en est de même pour le rapport officiel d'analyse.

Art. 33. — Toute personne voulant faire le commerce des drogues

ou substances mentionnées aux tableaux régulateurs, ainsi que des substances toxiques employées dans les arts et dans l'industrie doit en demander l'autorisation au Département de l'Intérieur (service sanitaire), par l'intermédiaire du préfet.

Art. 35. — Les substances énergiques et les poisons auront une étiquette distinctive, d'une couleur spéciale. Ils seront réunis et placés à part des autres marchandises, aussi bien dans le magasin de vente que dans les autres locaux. Une armoire fermant à clef renfermera exclusivement les substances toxiques.

Les étiquettes seront conformes aux prescriptions de la pharmacopée suisse.

Le phosphore sera placé à la cave comme substance inflammable ; il sera conservé dans un vase plein d'eau, placé lui-même dans une caisse remplie de sable.

Art. 46. — La vente des poisons ne peut être faite qu'à des personnes adultes.

Cette vente a lieu sur présentation d'une autorisation écrite donnée par le préfet pour les substances indiquées dans un tableau régulateur spécial.

Les substances toxiques employées communément dans les arts, la science, l'industrie et l'agriculture, peuvent être vendues en petites quantités, par les pharmaciens, sous leur propre responsabilité, à des personnes adultes et connues.

La vente en gros de ces substances et des poisons en général est permise aux droguistes.

Art. 47. — Ces ventes seront inscrites dans un registre spécial, dans lequel l'acheteur appose sa signature. Ce registre, en vente à l'économat cantonal, doit se trouver dans chaque droguerie et pharmacie. La substance, ainsi vendue, est remise dans une enveloppe cachetée, revêtue du nom du vendeur et portant l'indication de la quantité et de la nature de la substance livrée, le tout accompagné du mot « poison » inscrit d'une manière très lisible.

Art. 48. — L'autorisation du préfet est accordée pour un seul achat de poison ou pour des achats réitérés ; elle est valable pour une année, ou pour un plus long terme pour les personnes faisant usage de la substance en question pour leur profession.

Lorsqu'il s'agit d'un seul achat, l'autorisation doit être conservée par le vendeur.

Dans les autres cas, l'acheteur peut conserver l'autorisation ; le vendeur doit alors en prendre copie et apposer sur l'original son timbre et la date de la livraison.

Les autorisations ou leurs copies doivent être conservées.

TABLEAUX RÉGULATEURS

Concernant les pharmacies, les drogueries et la vente des remèdes secrets et des poisons.

Tableau n° 1

Médicaments prévus à l'article 34 du règlement sur les pharmacies dont l'ordonnance ne peut se répéter sans l'autorisation spéciale du médecin.

Chloral et ses combinaisons.

Cocaïne.

Codéine. Héroïne. Dionine.

Hypnotiques (hypnal, sulfonal, trional, véronal, etc.).

Morphine et ses sels.

Opium et ses préparations (sauf laudanum et poudre de Dower).

Tableau n° 2.

Substances dont la vente au détail *ne peut avoir lieu que dans les pharmacies* et qui peuvent être délivrées sans prescription d'un médecin, d'un vétérinaire ou d'un dentiste.

Acétanilide, en doses de 0,25 au maximum.

Acide acétylo salicylique, en doses de 0,50 au maximum.

Acide salicylique et salicylates.

Alcaloïdes, glucosides et substances analogues non toxiques.

Aconit (teinture), cinq grammes.

Alcoolats médicamenteux.

Aloès.

Antipyrine (en doses de 0,50 au maximum).

Bismuth.

Baumes médicamenteux.

Brome et préparations.

Chloroforme pur. Cinq grammes pour usage externe.

Créosote pour usage externe.

Eau distillée d'amandes amères. Dix grammes.

Eau distillée de laurier cerise. Dix grammes.

Eau phéniquée 2,5 0/0.

Electuaires.

Elixirs médicamenteux.

Emplâtres médicamenteux.

H. Pruvost

Espèces médicamenteuses composées de substances non mentionnées aux tableaux nos 3 et 4 de la pharmacopée suisse.

Gouttes médicamenteuses.

Teinture d'Iode.

Ipécacuanha en poudre.

Laudanum, cinq grammes. L'étiquette du flacon devra porter : Laudanum, *Poison pour les Enfants*, ne pas dépasser 20 gouttes pour les adultes.

Liniments médicamenteux.

Magnésie calcinée.

Médicaments composés à l'usage de la médecine humaine et vétérinaire.

Naphtol (benzoate).

Pâte phosphorée.

Perchlorure de fer.

Pilules ne contenant pas des substances mentionnées aux tableaux nos 3 et 4 de la Pharmacopée helvétique.

Poudre de Dover (en doses de 0,20 au maximum).

Quinine (en doses de 0,25 au maximum).

Quinquina.

Santonine et les préparations qui en renferment. La quantité totale de santonine ne doit pas dépasser 0,30 centigrammes pour plusieurs jours et ne doit pas être mélangée de calomel.

Séné, feuilles et follicules.

Sirops médicamenteux ne contenant pas des substances mentionnées aux tableaux nos 3 et 4 de la Pharmacopée helvétique.

Spécialités pharmaceutiques et remèdes secrets qui peuvent être vendus sans prescription médicale.

Teinture d'herbe d'aconit (l'étiquette portera : ne pas dépasser dix gouttes).

Teintures médicamenteuses.

Vins médicamenteux.

Tableau n° 3 concernant les drogueries.

1^o Les droguistes sont autorisés à vendre aux pharmaciens les substances médicamenteuses et les drogues sans aucune restriction.

2^o Il est interdit aux droguistes d'exécuter les prescriptions des médecins, des vétérinaires, des dentistes et des sages-femmes, et de vendre au public des spécialités médicamenteuses et des remèdes secrets.

3^o Les droguistes peuvent vendre les spécialités alimentaires ou

diététiques et cosmétiques, ainsi que les produits utilisés communément dans l'industrie, les arts (photographie), la science et l'agriculture en toutes quantités. Le tableau régulateur n° 4 indique les substances toxiques pour lesquelles une autorisation d'achat est nécessaire.

Substances que les Droguistes ne peuvent délivrer au public en quantité inférieure à celle qui est indiquée en regard de chacune d'elles :

Acide oxalique	50 grammes
Oxalate de potasse (sel d'oseille).	50 »

(Ces deux substances doivent être délivrées en paquets préparés à l'avance et munis d'une étiquette rouge avec la mention « Poison »).

Acide phénique brut du commerce	100 »
Aloès	100 »
Asa foetida	100 »
Bromure de potassium et de sodium	100 »
Créosote	100 »
Iode	100 »
Iodures de potassium et de sodium	250 »
Pâte phosphorée	50 »
Quinquina (écorce).	50 »
Rhubarbe de Chine (racine).	50 »
Salsepareille (racine).	50 »
Semen contra	50 »
Séné, feuilles et follicules	50 »
Vert de Schweinfurt	100 »
Vert de gris	100 »

Les autres drogues et substances médicamenteuses d'un usage familial et habituel peuvent être vendues en quantité quelconque par les droguistes, toutefois le Lysol et le Lysoforme devront porter l'étiquette « Poison ».

Tableau n° 4.

Substances toxiques pour lesquelles les préfets peuvent donner une autorisation d'achat (règlement du 6 avril, art. 46, 47 et 48).

Arsenic et ses composés.

Cantharides.

Chromate de plomb.

Cyanure de potassium.

Essence d'amandes amères.

Administrations diverses :

Mercure, Sublimé corrosif, Sulfate de Mercure (sauf pour nickeleurs et photographes).

Phosphore.

Strychnine et ses sels.

Tableau n° 5.

Substances que les pharmaciens peuvent délivrer sur prescription des sages-femmes.

Pastilles de 0,50 centigrammes de sublimé corrosif.

Solution préventive contre l'ophtalmie des nouveau-nés composée de :

Nitrate d'argent.	0,40 centigrammes
---------------------------	-------------------

Eau distillée	5,00 grammes
-------------------------	--------------

dans un flacon de verre jaune bouché à l'émeri. Une goutte dans chaque œil, aussitôt après la naissance.

CANTON DE ZURICH

DÉCRET

concernant la vente des poisons

du 24 août 1911 (1).

Art. 4. — On désigne comme médicaments héroïques et comme poisons les substances désignées dans la Pharmacopée suisse sous le titre « Separanda » et « Venena », en outre : les alcaloïdes vénéneux, l'arsenic (métal), l'acide cyanhydrique, le cyanure de potassium, le sulfure d'arsenic et le vert de Schweinfurt.

Sur la proposition du Conseil d'hygiène, la Direction du service de santé est autorisée à augmenter cette liste.

Art. 5. — Les pharmaciens ne peuvent vendre les poisons et les médicaments héroïques que sur présentation d'une ordonnance ou d'un bon de poison.

Art. 6. — Celui qui désire acheter des poisons ou substances véné-

(1) *Bulletin officiel du canton de Zurich*, août 1911.

neuses pour les employer pour les sciences, l'industrie, le commerce ou la destruction d'animaux nuisibles, doit signer un bon ou certificat de poison. Par cette signature il s'engage et prend sous sa responsabilité tout dommage qui résulterait de négligence dans le transport, la conservation ou l'application du poison.

Art. 7. — Les pharmaciens ne peuvent vendre les poisons ou substances vénéneuses qu'à des personnes possédant une autorisation en règle, délivrée par la mairie ou le médecin du district; exceptionnellement ils peuvent en délivrer aux personnes connues présentant tout garantie.

Il ne sera jamais délivré de poisons aux enfants ou personnes ne jouissant pas de toutes leurs facultés mentales.

Art. 8. — Les bons de poison sont délivrés par la Direction du Service de santé aux pharmaciens.

Cette Direction fournit également aux mairies et aux médecins de district des formulaires contenant des bons pour les autorisations (formulaires A et B).

Les pharmaciens sont tenus à envoyer chaque année dans le courant de janvier, à la Direction du Service de santé, les bons de poison signés par les acheteurs, et les bons d'autorisations.

Art. 9. — Les pharmaciens sont également obligés de tenir un livre contrôlant la vente des poisons (livre des poisons), et de conserver ce livre au moins dix ans après l'enregistrement de la dernière vente. Ce livre doit indiquer le numéro des bons, la profession et le lieu de résidence de l'acheteur, porter la signature de l'acheteur, la désignation du poison et la quantité livrée.

Art. 10. — Les poisons ne peuvent être vendus au détail que soigneusement emballés, et chaque fraction doit être revêtue du nom de la substance, du nom de la maison et de la désignation « poison ».

Formulaire B.

DIRECTION DU SERVICE DE SANTÉ DU CANTON DE ZURICH

N°.

Autorisation pour l'achat de substances vénéneuses.

Décret du 24 août 1911 (art. 7 et 8).

Le possesseur de ce bon à
(adresse exacte)

a besoin :

- pour usage scientifique,
- pour usage technique,
- pour la destruction d'animaux nuisibles,

. (nom du poison)

Il lui est donné l'autorisation d'acquérir
(quantité)

dans une pharmacie publique.

., le. 19 .
(Lieu et date).

Le Maire,

Taxe : 1 fr. 50.

Le Médecin du district,

(Signature et sceau).

Formulaire A.

DIRECTION DU SERVICE DE SANTÉ DU CANTON DE ZURICH
N^o.....

Bon de poison

Décret du 24 août 1911 (art. 6 et 8).

Le (ou la) soussigné a reçu aujourd'hui de la pharmacie X. . . .
à X. . . . la quantité de poison suivante.
pour usage scientifique,
pour usage technique,
pour la destruction des animaux nuisibles,

Le (ou la) soussigné déclare par le présent, prendre à sa charge la
responsabilité pour tout dommage résultant de négligence dans le
transport, dans la conservation ou dans l'emploi du poison reçu.

., le. 19 .

Signature,

TURQUIE

Aucune loi turque ne régit l'exercice de la médecine et de la pharmacie et la vente des substances vénéneuses.

Les lois en vigueur sont les lois françaises et anglaises, ainsi que le Codex français et la Pharmacopée anglaise.

URUGUAY

Il n'existe pas de loi uruguayenne spéciale sur la vente des substances vénéneuses.

Le règlement sur l'exercice de la pharmacie (1) comprend les paragraphes suivants :

« Jusqu'à nouvel avis, le Codex français, avec ses lois et ses « suppléments est en vigueur dans toute la République de l'Uruguay ».

« La vente des substances vénéneuses utilisées pour les maladies « du bétail et la destruction des animaux nuisibles doit être inscrite « sur un registre spécial portant la signature du pharmacien et « celle de l'acheteur. Le produit sera muni d'une étiquette orange « (couleur indiquant que c'est un poison) portant une tête de mort et « deux fémurs en croix ».

VENEZUELA

LOI

sur l'exercice de la pharmacie

décritée par le Congrès des Etats-Unis du Venezuela

le 22 juin 1915 (2).

Art. 15. — Les substances toxiques ne pourront être délivrées sans prescription médicale, et cette prescription ne pourra être renouvelée si le médecin n'en a pas exprimé le désir sur l'ordonnance.

En aucun cas, les substances toxiques narcotiques ou stupéfiants ne se vendront sans ordonnance du médecin, délivrée le jour même ou la veille.

Art. 19. — Toutes les préparations et les produits vénéneux porteront une étiquette noire sur laquelle sera inscrit très lisiblement,

(1) Règlement sur l'exercice de la pharmacie, *Registro oficial* de 1895.

(2) Directorios Medico y Farmaceutico de Venezuela de 1916. Costo B. 1. Tipografia Moderna. Caracas.

en lettres blanches de deux centimètres au moins, le mot « poison » et le signe habituel qui consiste en une tête de mort posée sur deux fémurs croisés.

Cette étiquette sera placée près de celle de la prescription, qui devra être rouge.

Art. 20. — Dans toutes les pharmacies, drogueries et tous les établissements pharmaceutiques, les poisons et les substances inflammables devront être conservés dans un lieu séparé sous la garde du gérant.

Donné au Palais Fédéral Législatif à Caracas, le 22 juin 1915.

Le Président,
L. S.

TABLE DES MATIÈRES

Première partie

	Pages
INTRODUCTION	1
Le commerce des toxiques. Sa réglementation en France et à l'étranger	5
Régime des toxiques destinés à l'usage commercial	14
Régime des toxiques destinés à l'usage médical	20
Renouvellement des ordonnances	22
Spécialités pharmaceutiques	25
Usage vétérinaire	26

Deuxième partie

FRANCE.

Loi du 12 juillet 1916 concernant le commerce des substances vénéneuses.	4
Décret du 14 septembre 1916 réglementant l'application de la loi du 12 juillet 1916.	3
Arrêté du 15 septembre 1916 sur les arsenicaux en agriculture	25
Arrêté du 30 décembre 1916 modifiant l'art. 2 de l'arrêté du 15 septembre 1916	30
Circulaire aux Inspecteurs des Pharmacies du 11 janvier 1917.	31
Circulaire relative à la destruction des corbeaux du 15 janvier 1917.	35
Lettre du Préfet de Police du 16 janvier 1917.	36
Lettre du Directeur de l'Assistance publique du 20 février 1917	37
Lettre du Directeur de l'Ecole de Pharmacie de Paris du 17 février 1917.	38
Réponse du Ministre de l'Intérieur à M. Demellier, député.	38
Arrêté du 22 mai 1917 relatif aux chirurgiens-dentistes et sages-femmes.	40
Arrêté du 23 mai 1917 relatif aux laboratoires.	43

ALGÉRIE.

Décret du 9 février 1917 déclarant applicable le décret du 14 septembre 1916	45
--	----

AFRIQUE OCCIDENTALE ET ÉQUATORIALE.

Décret du 30 décembre 1916 rendant applicable la loi du 12 juillet 1916.	46
--	----

COTE DES SOMALIS.

Décret du 1 ^{er} novembre 1916 réglant l'application de la loi du 12 juillet 1916.	49
---	----

GUADELOUPE.

Décret du 22 décembre 1916 rendant applicable la loi du 12 juillet 1916.	50
--	----

GUYANE.

Décret du 22 juillet 1909 relatif à l'exercice de la pharmacie . . .	52
Décret du 22 décembre 1916 rendant applicable la loi du 12 juillet 1916.	55

INDE.

Décret du 30 avril 1911 sur l'exercice de la pharmacie.	55
Décret du 28 septembre 1912 réglementant le monopole des denrées narcotiques	56
Décret du 9 avril 1913 sur la cocaïne et ses dérivés	59
Décret du 17 décembre 1916 réglant l'application de la loi du 12 juillet 1916.	60

INDO-CHINE.

Décret du 17 août 1907 sur les fumeries d'opium.	63
Décret du 3 novembre 1910 prohibant l'importation du chanvre indien	65
Décret du 25 mai 1912 sur les répressions de la contrebande d'opium.	67
Décret du 20 juin 1915 réglementant la vente des stupéfiants . .	70
Décret du 27 décembre 1916 portant application de la loi du 12 juillet 1916.	73

MADAGASCAR.

Décret du 7 mars 1904 sur l'exercice de la pharmacie	77
Décret du 19 mars 1912 sur la vente de l'arsenic.	80
Décret du 31 août 1908 sur les fumeries d'opium.	82
Décret du 20 mars 1909 sur l'opium	84
Décret du 19 janvier 1910 sur la détention d'opium	88
Décret du 9 octobre 1915 sur le chanvre à fumer.	89
Décret du 12 novembre 1916 réglant l'application de la loi du 12 juillet 1916.	91

MARTINIQUE.

Décret du 22 décembre 1916 rendant applicable la loi du 12 juillet 1916.	96
--	----

MAYOTTE.

Décret du 13 mai 1905 sur l'exercice de la pharmacie	97
--	----

NOUVELLE-CALÉDONIE.

Décret du 11 février 1913 sur l'exercice de la pharmacie	99
Décret du 24 février 1914 réservant aux pharmaciens la détention d'opium.	110

Décret du 22 décembre 1916 rendant applicable la loi du 12 juillet 1916.	414
OCÉANIE.	
Décret du 14 avril 1896 instituant la régie du commerce de l'opium.	414
Décret du 1 ^{er} septembre 1899 modifiant le décret du 14 avril 1896.	415
Décret du 27 décembre 1916 portant application de la loi du 12 juillet 1916.	417
RÉUNION.	
Décret du 4 ^{er} novembre 1916 rendant applicable la loi du 12 juillet 1916.	419
SAINT-PIERRE ET MIQUELON.	
Décret du 22 décembre 1916 rendant applicable la loi du 12 juillet 1916.	421
MAROC.	
Dahir du 28 janvier 1916 sur l'opium	421
Arrêté viziriel du 13 avril 1916 sur la police des pharmacies	429
Arrêté viziriel du 13 avril 1916 sur les substances vénéneuses	433
TUNISIE.	
Décret du 31 mars 1913 sur l'exercice de la pharmacie	436
PRINCIPAUTÉ DE MONACO	
ALSACE-LORRAINE.	
Décret du 22 juin 1896 concernant la délivrance des toxiques.	439
ALLEMAGNE.	
Loi du 29 novembre 1894 sur le commerce des substances vénéneuses	446
<i>Saxe.</i>	
Prescriptions du 6 février 1895 sur le commerce des poisons	457
<i>Hesse.</i>	
Prescriptions du 17 avril 1895 sur le commerce des poisons	459
<i>Bade.</i>	
Prescriptions du 27 février 1895 sur le commerce des poisons.	459
<i>Wurtemberg.</i>	
Prescriptions du 4 juin 1895 sur le commerce des poisons	461
<i>Bavière.</i>	
Prescriptions du 16 juin 1895 sur le commerce des poisons.	464
<i>Saxe-Allenbourg.</i>	
Prescriptions du 22 mai 1895 sur le commerce des poisons.	467
<i>Oldenbourg.</i>	
Prescriptions du 1 ^{er} février 1895 sur le commerce des poisons.	469
<i>Brunswick.</i>	
Loi du 9 juin 1895 sur le commerce des poisons.	470
<i>Saxe-Weimar-Eisenach.</i>	
Loi du 20 mars 1895 sur le commerce des poisons	472

<i>Anhalt.</i>	
Ordonnance du 8 avril 1895 sur le commerce des poisons . . .	174
<i>Saxe-Meiningen.</i>	
Ordonnance du 28 janvier 1895 sur le commerce des poisons. .	175
<i>Prusse.</i>	
Ordonnance du 24 août 1895 sur le commerce des poisons. . .	176
Tableaux des toxiques de la Pharmacopée allemande de 1911. .	177
ANGLETERRE.	
Loi du 21 décembre 1908 sur les poisons	185
ARGENTINE (République).	
Loi du 14 septembre 1905 sur l'exercice de la pharmacie et la vente des substances vénéneuses	187
AUTRICHE-HONGRIE.	
Ordonnance du 16 juin 1895 sur les poisons	189
BELGIQUE.	
Loi du 12 mars 1818 sur l'art de guérir.	190
Arrêté royal du 31 mai 1885 sur les pharmacies et drogueries. .	191
Arrêté royal du 2 août 1902 sur le commerce des poisons . . .	193
BRÉSIL.	196
BULGARIE	196
CANADA.	197
CHILI.	
Règlement des pharmacies du 16 décembre 1886.	202
CHINE	209
COLOMBIE.	
Dispositions du Code pénal sur la vente des poisons.	209
CORÉE	210
DOMINICAINE (République).	
Loi médicale du 14 mai 1906.	210
EGYPTE.	
Règlement sur la pharmacie du 15 septembre 1904	211
EQUATEUR.	
Règlement des pharmacies et drogueries du 12 août 1913 . . .	218
ESPAGNE.	
Loi sur la vente des substances vénéneuses	219
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	
Lois fédérales	221
Règlements particuliers : <i>Alabama</i>	224
» <i>Alaska</i>	226
» <i>Arizona</i>	227
» <i>Arkansas</i>	228

Règlements particuliers :	<i>Californie</i>	229
»	<i>Colorado</i>	231
»	<i>Connecticut</i>	233
»	<i>Delaware</i>	234
»	<i>District de Colombie</i>	235
»	<i>Florida</i>	236
»	<i>Georgia</i>	237
»	<i>Hawaii</i>	238
»	<i>Idaho</i>	239
»	<i>Illinois</i>	240
»	<i>Indiana</i>	240
»	<i>Iowa</i>	241
»	<i>Kansas</i>	242
»	<i>Kentucky</i>	243
»	<i>Louisiana</i>	243
»	<i>Maine</i>	245
»	<i>Maryland</i>	246
»	<i>Massachusetts</i>	247
»	<i>Michigan</i>	249
»	<i>Minnesota</i>	250
»	<i>Mississippi</i>	251
»	<i>Missouri</i>	252
»	<i>Montana</i>	252
»	<i>Nebraska</i>	253
»	<i>Nevada</i>	254
»	<i>New-Hampshire</i>	255
»	<i>New-Jersey</i>	255
»	<i>New-Mexico</i>	256
»	<i>New-York</i>	258
»	<i>North-Carolina</i>	259
»	<i>North Dakota</i>	260
»	<i>Ohio</i>	261
»	<i>Oklahoma</i>	262
»	<i>Oregon</i>	262
»	<i>Pennsylvania</i>	264
»	<i>Philippine-Island</i>	264
»	<i>Porto-Rico</i>	270
»	<i>Rhode-Island</i>	271
»	<i>South-Carolina</i>	272
»	<i>South-Dakota</i>	273
»	<i>Tennessee</i>	274
»	<i>Texas</i>	275
»	<i>Utah</i>	276
»	<i>Vermont</i>	277
»	<i>Virginia</i>	278
»	<i>Washington</i>	279
»	<i>West Virginia</i>	280
»	<i>Wisconsin</i>	281
»	<i>Wyoming</i>	283

GRÈCE.	
Ordonnance du 2/14 avril 1835 sur la vente des substances véné- neuses.	284
GUATEMALA.	
Loi sur la pharmacie du 20 février 1902	286
HOLLANDE.	
Loi du 1 ^{er} juin 1865 sur les substances vénéneuses	287
Décision du tribunal de Arnhem, juin 1913	288
ITALIE.	
Règlement sur la santé publique du 3 février 1901	289
Loi sanitaire du 1 ^{er} août 1907	290
Loi sur l'exercice de la pharmacie du 22 mai 1913	291
Règlement du 13 juillet 1914 pour l'exécution de la loi du 22 mai 1913.	292
JAPON.	
Ordonnance du 10 mai 1912 sur le commerce des poisons. . . .	294
NICARAGUA.	
	300
NOUVELLES GALLES DU SUD	
	300
NORVÈGE.	
Loi du 29 août 1908 sur les poisons	300
PANAMA.	
Code de police sur les pharmacies et drogueries	301
PARAGUAY	
	304
PÉROU	
	304
PERSE	
	304
PORTUGAL.	
Loi sur les substances vénéneuses	304
ROUMANIE	
	306
RUSSIE	
	306
SUÈDE	
Loi du 7 janvier 1876	307
SUISSE.	
Bâle.	
Décret du 30 septembre 1899 sur la vente des poisons	307
Berne.	
Ordonnance du 16 juin 1897 sur la vente des poisons	310
Genève.	
Règlement sur la police des pharmacies et la vente des poisons .	327
Neuchâtel.	
Règlement sur la police des pharmacies et drogueries et la vente des poisons.	332

<i>Saint-Gall.</i>	
Décret du 4 juin 1898 sur la vente des poisons	352
<i>Vaud.</i>	
Règlement du 6 avril 1909 concernant les pharmacies et la vente des poisons.	354
<i>Zurich.</i>	
Décret concernant la vente des poisons du 24 août 1911	360
TURQUIE	362
URUGUAY	363
VENEZUELA.	
Loi du 22 juin 1915 sur l'exercice de la pharmacie	363
TABLE DES MATIÈRES.	365

VU :

Nancy, le 4 mai 1917.

Le Directeur de l'Ecole Supérieure de Pharmacie,

D^r L. BRUNTZ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 6 mai 1917.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM.

Membre de l'Institut.

